L'HABIT VERT EN SUÈDE

UNE MISSION ACADÉMIQUE

Pour remplir cette petite ambassade littéraire en Suède, j'eus l'honneur d'être désigné par l'Académie à une séance du mois de mars 1927. Notre secrétaire perpétuel nous avait donné lecture d'une lettre venue de Stockholm, où le président de l'Alliance française, M. O.-G. de Heidenstam, nous annonçait la célébration de l'anniversaire de sa fondation le 5 mai, et nous invitait à nous y faire représenter officiellement, ajoutant, non sans quelque émotion :

L'Alliance française de Stockholm compte aujourd'hui plus de deux mille membres, plus encore un tiers de ce nombre en province. Nous organisons tous les mois de l'hiver des conférences très suivies, où des conférenciers invités exprès de France viennent parler, tant ici qu'en province, de la littérature, des arts et des sciences en France.

De plus, nous avons fondé et subventionné, auprès de l'Institut civique de la ville, des classes spéciales de français accessibles aux jeunes gens de toutes les classes de la société où ils peuvent obtenir des certificats d'étude du français et de la littérature française.

Depuis que ces classes ont été fondées, il y a trente-cinq ans, plus de 10 000 jeunes gens les ont suivies régulièrement et obtenu ces certificats de connaissance du français et, en une certaine mesure, des lettres françaises...

Comment l'Académie fût-elle demeurée insensible à un tel effort, exposé par un vieillard chargé d'honneurs et d'un nom

illustre dans la diplomatie, l'histoire et les lettres? M. O.-G. de Heidenstam, ancien chambellan, est l'auteur de ce livre, *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave*, où la correspondance politique de la Reine, confiée à Fersen, fut enfin publiée. Son cousin, Verner de Heidenstam, est aujourd'hui l'un des plus grands écrivains de la Suède et, avec M[lle] Selma Lagerlöf, le plus connu en Europe. Nos Alliances françaises, répandues sur tout le globe, maintiennent ou propagent le goût de notre langue et de notre littérature. Mais l'Académie, en me chargeant de la représenter, ne soupçonnait pas qu'elle réveillait en moi d'anciens songes endormis. A l'âge où l'on bâtit des châteaux en Espagne, ou en Orient, j'en avais construit en Suède. Je me revois au collège, pendant les études du soir, rêvant sur un livre ouvert, — ouvert lui-même sur des perspectives infinies L'enfant que je suis alors imagine des crépuscules rejoignant les aurores, un ciel pur rejoignant des étendues de neige, et sur les paysages blanc et or le cortège d'un héros. Le livre, c'est un livre classique que je n'ai pas besoin de dissimuler comme tant d'autres, comme les romantiques, comme les Daudet ou les Loti que recèle mon pupitre. C'est un livre de prose, clair et lucide, aux contours arrêtés. Comment rêver là-dessus? C'est le *Charles XII* de Voltaire...

Avant de partir, me trouvant à Nice, j'eus la bonne fortune d'y recevoir audience de S. M. Gustave V, qui prenait ses vacances sur la Côte d'Azur. Il y vit le plus simplement du monde pendant quelques semaines chaque année et tire son plus vif plaisir de son sport favori, le tennis. Qui ne l'a rencontré sur la Promenade des Anglais, haut, mince, droit, sec, élégant, presque grêle, et le visage souriant?

— Repos absolu, me déclare-t-il. Le prince héritier assure le service. C'est une bonne préparation à son rôle futur. Ainsi mon père en usa-t-il avec moi.

Et, après s'être informé du sujet de mon futur discours à Stockholm, — j'ai choisi les relations de la fameuse reine Christine avec l'Académie, — il juge d'un mot sa devancière sur le trône :

— Elle eut le tort d'abdiquer. La royauté est aussi un métier, avec ses risques professionnels. Elle oblige.

Elle oblige, certes, et je pense à tous les souverains qui

prirent la fuite depuis un siècle, spécialement à l'empereur et aux princes allemands qui s'empressèrent, la guerre perdue, de gagner le large.

Je devais revoir le roi de Suède au déjeuner offert le 27 avril par le Président de la République, qui voulut bien ne pas oublier le délégué de l'Académie. Mais un déjeuner officiel glace forcément les conversations. Et le hasard fit que, l'ayant rencontré à Nice et à Paris, je ne le vis point à mon passage à Stockholm. Il voyageait lui-même à travers son vaste royaume.

Cependant je croyais bien montrer en Suède le premier habit vert. Or, j'y avais été précédé par *l'Habit vert* de Robert de Flers et Gaston de Caillavet qui, déjà, y fut accueilli à merveille. Le mien n'y parut qu'en second. Néanmoins, plus véridique, il eut un certain succès de curiosité. Le lendemain de la cérémonie où je l'arborai, comme je désirais me rendre compte des sentiments de la presse suédoise à mon endroit, je fus puni de cette frivole pensée qui n'allait peut-être pas sans quelque vanité. Car je ne pus rien déchiffrer de cette langue dont les racines avec l'allemand ou l'anglais n'apparaissent guère à première lecture, rien, sinon un mot : *frac*. Il était question de l'habit vert!

L'ARRIVÉE A STOCKHOLM

Mai 1927.

Deux nuits et presque deux jours de chemin de fer. J'aurais préféré l'avion qui, partant du Bourget le matin, vous dépose le soir même en Suède, à Malmoe. Mais nous ne sommes pas encore accoutumés à nous servir de l'avion et les sollicitudes familiales le proscrivent. Pendant la guerre, ou en Syrie, n'ai-je pas du moins profité de l'éloignement et de ma liberté pour boire les routes de l'air? Une heure d'arrêt à Cologne où je séjournai naguère, le temps de voir deux fois la cathédrale, la première au sortir de la gare, comme une apparition dans le soleil, avec sa haute nef pressée et presque écrasée par le rapprochement des deux tours ajourées, — la seconde, du pont sur le Rhin, plus élevée encore et dominatrice, entachée d'orgueil humain et achevée trop tard pour bénéficier des siècles de ferveur et de la patine de la foi.

A Hambourg, où le loisir me manque pour visiter la ville, — je m'y arrêterai au retour, — je surprends le premier geste qui, depuis la guerre, m'attire vers l'Allemagne par sa jolie franchise amoureuse. Une jeune fille a dit adieu à son fiancé, à son ami qui occupe le compartiment voisin du mien. Elle est restée gantée et les adieux ont été corrects, presque froids. Mais, comme le train s'ébranle, voici qu'elle arrache son gant et poursuit le train, la main nue offerte au jeune homme qui ne peut que la presser sans y poser les lèvres, mais qui la garde un instant pour en recevoir le contact, en sorte que la jeune fille doit se mettre à courir pour ne pas la lui arracher. Et puis la main est retombée, et la fugitive est restée à demi lancée, toute rougissante de sa tardive et timide audace. Comment ne pas la regarder avec complaisance? Par son geste qui est de partout, n'efface-t-elle pas bien des dissemblances de race?

... J'ai traversé la mer, de nuit, sans m'en douter, sur les grands bacs et je me réveille dans le port de Malmöe par un jour radieux, digne de la Côte d'Azur. C'est la grande surprise qui attend le voyageur dans les pays du nord, s'il est mal renseigné et si, par exemple, il n'a pas lu le *Charles XII* de Voltaire, où il est question de l'air pur et du ciel serein de la Suède. On croit rencontrer des brumes, et la limpidité et la transparence de l'air et du ciel sont admirables. Sur le parcours, de Malmoe à Stockholm, d'innombrables petits lacs, bordés de sapins ou de bouleaux blancs et frêles viennent encore doubler la lumière. On dirait, dans ces verts paysages, de clairs yeux qui sourient. Ajoutez des maisons de bois, peintes en blanc ou en rouge, et qui semblent posées sur le sol comme un jeu de constructions, de petits jardins où le printemps retardataire n'est pas encore entré, des champs cultivés et comme durcis, contractés, concentrés sur les moissons futures qu'il faut jalousement garder, des boqueteaux aux fûts minces et lisses, aux branches dépouillées qui ne se pressent guère de bourgeonner.

De temps à autre je voudrais jeter un coup d'œil sur la petite bibliothèque que j'ai emportée, *la Suède* d'André Bellessort, l'*Histoire de la littérature suédoise* d'Henrik Schück, mais j'ai bien le temps de lire et ces images se précipitent en arrière. Mon compagnon de route, M. Gottfried Vennersten, président

de l'Alliance française de Linköping, qui, avec cette merveilleuse courtoisie scandinave dont les prévenances ne se lassent jamais, est venu à ma rencontre jusqu'en Allemagne, est d'ailleurs saisi d'une crainte touchante. Il a pour son pays tant d'amour qu'il se méfie de tous les livres : s'ils ne contenaient pas assez d'éloges, s'ils allaient me communiquer des idées fausses ? Et il prend les devants. Il m'assure que l'ouvrage de Bellessort est déjà ancien, que la Suède a bien changé depuis vingt ans. Autrefois, il pouvait y avoir quelque gêne, quelque ennui au cours des longs hivers aux journées si courtes ; les jeunes gens devaient attendre, pour se marier, des situations lentes à venir ; l'existence était dure et difficile, les mœurs rudes. Tandis que le développement industriel a répandu presque partout l'aisance. Tous les villages sont éclairés à la lumière électrique et pourvus du téléphone et de la T. S. F. Les derniers progrès de la science ont chassé la pauvreté et l'ennui, et la tristesse. Le socialisme est calme, parce que personne ne souffre. Le féminisme, exalté par Ellen Key, s'est assagi. Les exercices physiques ont achevé la beauté de la race. Enfin la Suède, malgré les influences germaniques du dernier siècle, n'a pas cessé d'être entraînée par des tendances latines vers les pays de soleil et de clarté. Je l'écoute parler et je souris de plaisir : nous ne savons pas en France dire ainsi, avec tant de bonne foi et d'élan, du bien de notre pays. Ce tableau idyllique est peut-être vrai : dans tous les cas, l'optimisme du peintre crée déjà une atmosphère favorable. Et dans le wagon-restaurant aux boiseries plaisantes et presque lumineuses, comme il lève son verre en me regardant, pour cet échange de *skauls* dont je commence l'apprentissage et qui me suivra d'une façon ininterrompue au cours de tous les repas, c'est en l'honneur de la Suède que je lui fais raison.

Stockholm, enfin, nous apparaît toute embrasée au soleil couchant. Comme elle mérite bien son surnom de Venise du nord ! Elle est toute rose et toute dorée, ses palais, ses églises, ses places, et surtout ses eaux, car, prise entre l'Archipel et le lac Mælar, elle est à demi aquatique et ses bassins intérieurs sont comme des fontaines lumineuses. Spectacle féerique et d'autant plus féerique qu'il est inattendu. Comment croire, en remontant ainsi les degrés de latitude, qu'on trouvera tout à coup une ville d'Orient? Me voici installé, au cœur même

de la cité, au Grand Hôtel : en face de moi, de l'autre côté du petit lac, c'est le Château Royal aux pures lignes droites, harmonieux comme notre Louvre, qui se découpe avec une netteté aussi franche que le Parthénon sur le ciel grec. Il se double dans les eaux dont le frisson brise et sans cesse rétablit son dessin régulier. Quel est cet autre monument, d'une architecture si heureuse, en rectangle allongé, soutenu par des colonnades incrustées dans la façade, et recouvert d'un cuivre vert aux tons sourds ? Le Palais de la Noblesse. Et ces flèches et ces minarets ? Et cette fuite de la ville, là-bas, vers la mer, où, dans les bouquets d'arbres, un palais se détache, mauve et lilas ? Sur tout ce décor passent des ombres rapides : vols de mouettes blanches qui battent des ailes et s'interposent un instant entre le regard et ces visions colorées.

Je resterais sur ce balcon jusqu'à la tombée du soir, si le soir consent à éteindre ce bel incendie. Mais on exige ma présence dans un salon où déjà les lampes électriques s'allument. Les journalistes sont là qui me guettent et m'attendent. Ne suis-je pas leur proie désignée ? Il me faut déjà leur donner mon opinion sur leur pays. Mon opinion ? je n'en ai qu'une encore : celle de la fenêtre. Hélas ! quand j'ai le loisir d'y retourner, je ne reconnais plus Stockholm. L'heure inoubliable, l'heure dorée est passée. Une teinte grise uniforme s'est substituée au prodigieux couchant avec une rapidité inconcevable Est-ce donc si court, ici, le temps de la lumière ? Si court le plaisir ? Si courte la vie ? Cependant, même dans la nuit qui vient, le Château Royal garde sa beauté, venue de cette fermeté et de cet accord des lignes qui, pour nous émouvoir, peuvent se passer de la couleur...

LE CHATEAU ROYAL

Mai 1927.

Certes, je ne viens pas découvrir la Suède. Je me contenterai donc de noter quelques visions et quelques observations, de bâtir quelques châteaux comme au collège, autrefois, pendant les études du soir, quand mon imagination, pour construire, n'avait besoin que de quelques phrases. Le premier de ces châteaux, n'est-ce pas ce Château Royal que j'ai vu la veille embrasé ?

Hélas ! c'était un de ces couchants qui précèdent le mauvais temps et brillent d'un éclat particulier, comme une femme qui veut remporter avant l'âge un dernier triomphe. Le lendemain, le ciel était sombre et bas et l'on eût dit qu'il allait tomber. Stockholm ne ressemblait plus à Venise, mais plutôt à Genève l'hiver. Oui, Genève l'hiver, quand les brumes du lac Léman l'environnent, tout à fait Genève dans son port, avec l'alignement des bateaux blancs et les vols indéfinis de mouettes, la mélancolique Genève assoupie et calme. Je cherchais des yeux la cathédrale Saint-Pierre et mon regard, heurtant le Château Royal, ne pouvait plus s'en détacher. Je connais peu de monuments, sauf notre Louvre incomparable, d'une telle perfection de lignes sur l'horizon.

Il a remplacé l'ancien château des Trois Couronnes, qui fut brûlé à la fin du XVIIe siècle. Le feu a détruit en Suède, en Norvège, en Danemark tant de palais ou d'églises, qu'il en est resté une crainte superstitieuse, bien que les défenses contre l'incendie soient aujourd'hui plus efficaces qu'autrefois : dans tous les hôtels, le voyageur est invité, par une petite affiche, à s'assurer au plus tôt des moyens de sortie en cas de sinistre. Mais la pierre est aujourd'hui plus résistante que le bois, et nos moyens d'extinction plus nombreux et plus sûrs. Donc, le château fut reconstruit au XVIIIe siècle sur un modèle de la Renaissance italienne. La pureté de son style est un enchantement. De la fenêtre de mon hôtel qui ouvrait en face de lui, de l'autre côté d'un bras de l'Archipel, je le découvrais chaque matin avec une joie nouvelle et ne rentrais pas le soir sans tirer les rideaux et le regarder encore, éclairé à la lumière électrique. Doit-il sa beauté à l'heureux calcul de ses arêtes droites et à la proportion de ses façades qui forment un quadrilatère autour d'une cour intérieure? Oui, sans doute, mais aussi à une situation unique, car il est bâti à la jonction du lac Mælar avec la mer et il domine, non seulement la Cité, mais un panorama étendu, divers et charmant, où les arbres et les eaux environnent les maisons.

Là, je fus convié à assister à une causerie du prince héritier sur le voyage autour du monde qu'il entreprit avec la princesse Louise au si gracieux sourire grave, et dont il a rapporté, avec de belles collections de faïences chinoises, de merveilleuses photographies de l'Extrême-Orient et de l'Inde. Les plus

curieuses de ces images projetées sur l'écran se rapportaient aux palais des empereurs de Chine et à leurs tombeaux. Le prince les commentait avec une bonne grâce et un humour que je pouvais juger, ignorant la langue suédoise, au plaisir des auditeurs. Mais quand il voulut bien me donner audience, je ne pus me tenir d'admirer son français.

— Oh! je le parle comme tout le monde, se récria-t-il modestement.

Comme tout le monde! Ah! que voilà une parole que je souhaiterais exacte! Car le français n'est plus parlé en Suède autant qu'autrefois, au temps de l'alliance entre les deux pays, sous Gustave-Adolphe et sous Gustave III, au temps où les étudiants suédois venaient achever leurs études à Paris. D'autres influences se sont substituées à la nôtre, et il conviendrait de renouer des liens intellectuels qui, dans le passé, furent si étroits. Car un voyage en Suède permet de retrouver tant de souvenirs de France! L'éloignement n'est pas si grand, et dans cette Cité des étudiants qui se construit à Paris, aux abords du Parc Montsouris, et qui déjà compte, outre le pavillon canadien, un pavillon belge et un pavillon argentin, il conviendra de faire place à un pavillon suédois.

Cependant, comme je visitais le Château Royal, j'y découvris, non sans surprise, un très beau portrait de Pierre le Grand, de Pierre le Grand l'ennemi et finalement le vainqueur de Charles XII. Comme je m'en étonnais auprès du maréchal du palais, il me répondit avec un sourire :

— La guerre, en ce temps-là, était chevaleresque.

Oui, mais la statue de Charles XII que j'ai vue sur une place de Stockholm n'est-elle pas un symbole? Le Roi montre de son bras tendu un point de l'horizon d'où viendra le danger : il désigne la Russie.

— Charles XII, répondis-je, fut chevaleresque à Narva, où il renvoya les prisonniers russes. Mais Pierre le Grand, après Pultawa, ne renvoya pas les prisonniers suédois.

— Comme vous savez notre histoire!

— Elle est si belle!

En effet, cette histoire de Suède, avec ses Gustave-Adolphe, ses Charles XII, ses Gustave III, est si héroïque et séduisante qu'elle ne peut s'oublier.

... Plus tard, à la fin de mon voyage, quand je quittai

Stockholm, une dernière fois j'enveloppai du regard ce magnifique Château Royal, qui est certainement l'un des plus beaux palais du monde.

LE TOMBEAU DE CHARLES XII

C'EST un peu, c'est beaucoup pour cette histoire de la Suède que je suis venu à Stockholm avec tant d'élan. Gustave-Adolphe, le géant généreux et l'invincible guerrier, la bizarre et trop intelligente et équivoque reine Christine, Gustave III élevé à la française, fastueux, magnanime, ami des fêtes et des spectacles et ennemi de la Révolution, se sont rapprochés comme des êtres vivants, mais je suis demeuré fidèle à mon héros des années de collège, à Charles XII l'envoûteur. Les enfants, comme les peuples, sentent confusément la poésie du malheur. Il y a chez les vaincus, lorsqu'ils ont opposé à leur destin une résistance acharnée, des puissances de suggestion qui échappent aux heureux du monde. De là cette auréole qui nimbe les Hector, les Roland, — mais non, Roland est mort en vainqueur, puisqu'il aligna les douze pairs avant de mourir, afin que Charlemagne ne pût douter de sa victoire, — les Charles XII. Sans le bûcher, comme Jeanne d'Arc susciterait moins de ferveur passionnée, et sans la mort à Sainte-Hélène, le culte de Napoléon serait plus dur et moins humain.

J'ai donc cherché en Suède les traces et les images de mon roi chevalier. Non sans peine, après avoir successivement salué Gustave Vasa, Gustave-Adolphe et le chancelier Oxenstiern, j'ai découvert sa statue sur une place de Stockholm : il est à pied, l'épée à la main et montre du doigt la Russie. Il appelle aux armes. Il avertit du danger. Ou plutôt il court au-devant. *Il est à pied :* le sculpteur a compris l'inutilité de le hausser sur un cheval. A pied, il est bien assez grand. Rien ne le distinguait du commun au premier abord, ni la taille, ni la beauté, ni l'attitude. Il se tenait assez mal, il avait horreur de toute pose, il était même timide, l'air embarrassé. Mais il y avait en lui, sur son visage sans grâce, dans ses yeux troubles de rêveur, une force d'irradiation et de magnétisme qui tenait du prodige.

A l'université d'Upsala, je me suis arrêté longtemps devant un portrait de lui, pour y surprendre son secret. La toile est un peu assombrie. Il est représenté en pied, très grand (or il

ne l'était pas, mais sans doute l'imagination populaire le grandissait-elle), maigre, les mains enfouies dans des gantelets de fer, le visage rasé taillé à coups de serpe, les yeux relevés à la mongole. Non, son secret n'est pas là. Le peintre ne l'a pas su rendre ou ne l'a pas pénétré.

Il est enseveli dans le Saint-Denis des souverains suédois, l'église de Riddarholmen qui apparaît au bout d'un pont, dominée par sa haute tour de fonte et comme escortée d'absides latérales. Incendiée elle aussi, elle a été reconstruite plusieurs fois et accommodée à l'usage des tombeaux royaux. Avec sa décoration intérieure aux armoiries des chevaliers de l'ordre des Séraphins, ses trophées de guerre, drapeaux, armes, cymbales, tambours, elle rappellerait la chapelle des Invalides, mais sans ordre et sans la concentration de la pensée sur le sarcophage de l'Empereur au fond de la cuve. L'intérêt se dissémine sur les chapelles sépulcrales : chapelle des Gustave, Gustave-Adolphe et Gustave III ; chapelle de la dynastie de Bernadotte ; enfin, au nord du chœur, chapelle des Charles. Le sarcophage de Charles XII, en marbre gris sur un socle de marbre vert, est là.

Il est là, mais on ne l'y a pas laissé tranquille. Ses os ont été troublés jusque dans la tombe. Périodiquement s'ouvrait une polémique historique sur la mort du héros suédois au siège de Frederickshald en Norvège. La balle qui l'a frappé venait-elle de l'avant ou de l'arrière ? A-t-il été tué par un ennemi, ou par un de ses soldats ? Par un de ses soldats, comment le supposer ? L'accusation sacrilège, cependant, a été portée. N'avait-il pas abusé de ses hommes et de son peuple ? Dix-huit ans il avait guerroyé sans rentrer dans son royaume, contre les Danois, les Polonais, les Russes, les Prussiens, les Turcs, les Norvégiens, contre le monde entier. En vain la famine et la peste avaient-elles ravagé son royaume. Il ne voulait pas céder. La Suède était à bout : qui la délivrerait de son maître, de son chevalier, de son défenseur ? Il y a une limite aux forces humaines, et d'une telle distance il l'avait dépassée ! Alors n'était-il pas possible ?... Pour connaître la vérité, le cercueil fut ouvert et le corps mis à jour il y a quelques années. Les spécialistes ont étudié le trajet de la balle, les témoignages ont été invoqués sur la position du Roi au moment de la mort. Débat étrange autour d'un cadavre de deux cents ans. Mais le

cadavre embaumé résistait au temps. Les traits presque intacts se pouvaient encore interroger. Et la réponse? Quelle réponse formuler, et comment savoir si Charles XII regardait en avant, du côté de l'ennemi, ou se tournait vers ses soldats pour les soutenir et les entraîner encore? Elle fut donnée pourtant. L'archevêque protestant d'Upsala, primat de Suède, Mgr Nathan Söderblom me l'a donnée à Upsala indirectement avec ce récit :

— J'étais entré dans l'église, me dit-il, pendant que le tombeau était ouvert et que le visage du Roi était à nu. J'étais en retrait et caché à demi par un pilier. La garde avait été relevée. Celui qui devait la monter devant le sarcophage était un tout jeune soldat de la dernière classe. Il erra un instant sans me voir dans la chapelle des Charles qui lui était confiée et qu'il ne connaissait pas, et je le vis s'arrêter devant le tombeau. Il regarda le Roi mort, et le Roi dut lui parler, car je pus suivre la trace de deux larmes sur ses joues.

A deux cents ans de distance, un petit soldat suédois donnait la réponse. Charles XII l'envoûteur le faisait pleurer. Celui-là, comme les autres, se fût offert pour lui à la mort. La balle ne pouvait être qu'une balle ennemie.

Voltaire a été son historien. Mais il a trouvé un poete chez lui, ce Verner de Heidenstam que j'aurais souhaité de rencontrer dans sa résidence au bord du lac Wetter où il vit en solitaire dédaigneux du monde, en compagnie de ses songes et de ses souvenirs, d'où il était parti un jour pour l'Orient, mais en Orient même, il eut la nostalgie de son triste pays : « J'aspire à revenir, soupire-t-il dans un des poèmes de *Pèlerinages et Pérégrinations*, depuis de longues années; même dans mon sommeil j'ai senti ce désir, en quelque lieu que je sois, j'aspire à revoir les champs, les pierres où, enfant, je jouais. » Il revint et, revenu, il écrivit ces *Carolins, Chronique de Charles XII*, qui ont été traduits du suédois par Mme Jacques de Coussange, à qui nous devons encore d'excellentes traductions d'Ellen Key, de Victor Rydberg et de Nathan Söderblom, et un beau livre sur *la Scandinavie*. Les *Carolins*, ce sont les compagnons de Charles XII. Je ne crois pas que jamais historien ou poète ait rendu plus sensible la prise de possession des soldats par le chef. Qu'y a-t-il donc en lui? On ne le sait pas, nul ne parvient à le savoir, et nul ne lui résiste. Quand il n'est pas là,

chacun jure de s'affranchir. Il paraît : tous se donnent. Et le portrait du Roi se compose petit à petit des traits que chacun fournit, comme le feu jaillit des sarments assemblés. Les sarments sont assemblés, mais qui a mis l'étincelle?

Voici, par exemple, *la Maison fortifiée*. Les Suédois ont été surpris par l'hiver dans leur campagne contre les Russes. Généraux et officiers d'état-major, entassés dans une mauvaise cabane où l'on gèle, critiquent les opérations et se gaussent du génie militaire du Roi. Le Roi entre : ils se taisent. Charles XII « n'était plus le jeune homme à demi enfant et plein d'enthousiasme que ses sujets avaient connu naguère. Seule, sa silhouette d'adolescent aux épaules étroites était la même. Ses habits étaient noirs et sales. Le pli autour de sa lèvre supérieure qui avançait légèrement était devenu plus profond et légèrement grimaçant. Il avait eu une joue et le nez gelés : ses paupières étaient rouges et gonflées par le froid. Autour du crâne déjà dégarni, ses cheveux se dressaient comme une couronne crénelée ». Est-ce là l'image de l'un de ces hommes qui ébranlent l'imagination et créent des fanatismes? Par surcroît, il est gauche et timide. Et il demande timidement et gauchement une escorte de quelques hommes pour une excursion. Le chef d'état-major lui objecte que le pays est infesté de cosaques. Bagatelle. Qui l'accompagnera? Un enseigne, nouveau venu, qui a entendu déblatérer contre le Roi et voit celui-ci pour la première fois, fera partie du peloton. Les voilà partis sur la route glacée. Les chevaux glissent, les cavaliers en profitent pour se dérober, et bientôt il n'y a plus en selle que le Roi et l'enseigne pour la périlleuse expédition. Ils délogent d'une baraque les cosaques qui s'enfuient, et ils délivrent dans la cave un major holsteinois prisonnier et utilisé comme une bête de somme pour faire monter l'eau. Comment rentrer? Ils n'ont que deux chevaux pour trois. « Conduisez les deux chevaux à l'écurie, ordonne joyeusement le Roi à l'enseigne. Trois hommes ne peuvent commodément monter deux chevaux, c'est pourquoi nous demeurerons ici jusqu'à ce que quelques-uns de ces cosaques viennent par là et que nous puissions leur prendre un autre cheval. Restez vous-même en sentinelle à la porte, monsieur. » La nuit se passe ainsi. Un ouragan se déchaîne qui ébranle la maison vermoulue. Le Roi se promène de long en large dans la pièce du haut, en proie à ses visions. L'en-

seigne monte la garde par le froid et la tempête. Le major va de l'un à l'autre, suppliant le Roi de partir. Le Roi sort un instant pour poser silencieusement son manteau sur les épaules de l'enseigne qui claque de froid. Cependant le Holsteinois ne cesse de grogner : « Le roi Carolus, dit-il à l'enseigne, rit de plaisir quand les ponts s'écroulent, que les hommes et les bêtes se noient. Pas de cœur dans la poitrine. Au diable soit-il ! Le roi Carolus est une de ces espèces de demi-génies suédois qui courent le monde, battent du tambour, paradent et font fiasco, tandis que le parterre siffle : *bis*. — Et c'est justement pour cela que les Suédois vont à la mort pour lui, répond l'enseigne, justement pour cela. » Et puis le Holsteinois subit l'envoûtement à son tour. Lui aussi veut mourir pour cet homme que ne peuvent comprendre ceux qui ne l'ont pas vu. « Il est si seul ! » murmure l'enseigne qui a compris dans le voisinage de la mort la plaie véritable du Roi. Et l'enseigne meurt de froid à son poste, enveloppé dans le manteau du Roi. Charles XII ne s'en émeut pas. De quoi pourrait-il s'émouvoir ? « Puisque nous ne sommes que deux, dit-il au major, nous pouvons nous en revenir à l'aise, chacun sur notre cheval, ainsi qu'il a été dit. » Le Holsteinois le hait à cet instant, mais il obéit. Et comme il passe devant la sentinelle, il lève son chapeau : « C'est une joie pour un héros de voir la mort d'un héros. Merci, camarade. »

Le roi de fer, après dix-huit ans de luttes épiques, a mis le siège devant Frederickshald. Le peuple de Suède souffre le martyre et les soldats sont épuisés. Qu'exige d'eux encore le terrible sorcier? Et voici un nouveau portrait : « Il s'avançait entre les pins, suivi de trabans qui, leurs épées nues, formaient une longue suite et conduisaient ses chevaux. Il marchait en avant, et ses pieds foulaient la neige du chemin. Le soleil et la gelée avaient, avec les années, donné à son visage cicatrisé et ratatiné une couleur plus sombre, et entre les sourcils il y avait un pli profond. Quand il mit son bonnet de fourrure sous son bras et répondit de tous côtés au salut des troupes, la neige tomba sur son crâne chauve. Peu à peu les généraux s'assemblèrent autour de lui ; les trabans coupèrent avec leurs rapières quelques branches de sapins et les répandirent sur le sol. Pendant tout ce temps il demeura nu-tête sous la tempête de neige, et les touffes de ses cheveux qui se dressaient toutes grises sur

ses tempes semblaient être une couronne de feuilles blanchies par la gelée. Il ordonna aux soldats de mettre leurs armes en faisceaux et de faire des feux, les musiciens furent placés contre la montagne et jouèrent jusqu'au coucher du soleil. » Et Charles XII prématurément vieilli, — il n'a pas quarante ans, — se moque du danger, mais il le sent *suspendu sur sa tête comme une ombre lourde, et ce sentiment lui donne la tranquillité d'une jeunesse disparue*. Un mauvais soldat, Tolle Orasson, se laisse acheter par l'ennemi pour le tuer, mais il le voit et d'un regard il est conquis. Certes non, la balle qui tue le Roi n'est pas une balle suédoise, puisque Tolle Orasson n'a pas pu tuer. Le Roi est mort, et c'est le funèbre cortège sous la lune. « Contre qui tirait-il son épée? murmure Tolle Orasson, car le dernier geste du mort fut pour dégaîner. Moi-même, à présent, je le sais. Contre tous... N'est-ce pas ainsi qu'un héros doit mourir?... Il croyait. Il croyait à la justice de son œuvre. Le Seigneur Dieu pardonne aux téméraires comme lui. A des téméraires comme lui, même les hommes pardonnent. »

La statue de Stockholm, ce n'est pas la Russie que son doigt levé désigne, ce n'est pas l'ennemi héréditaire, c'est le monde invisible contre qui ce don Quichotte royal s'est magnifiquement battu pour la gloire, pour l'honneur, pour l'idéal. Le personnage de Voltaire paraît falot auprès du héros de Verner de Heidenstam. Et cependant celui-ci n'explique rien : il constate, il enregistre les enchantements du magnétiseur, de l'envoûteur, du sorcier. Qui d'ailleurs, d'entre les psychologues, a jamais analysé cette faculté d'aimantation qu'exercent certains hommes? Leurs dons physiques ou intérieurs ne les peuvent toujours expliquer. Mais qui d'entre les psychologues a jamais analysé la naissance du génie? Et celle de l'amour qui précipite un être vers un autre être, en dépit de tous les obstacles, sur la seule indication d'un regard et d'un désir, même s'ils mettent des années avant de s'expliquer à eux-mêmes le fatal enchaînement? La chair ou le regard s'éclaire-t-il de quelque lumière intérieure, aperçue de tous — ou de quelques-uns, ou d'un seul, — et servant de signal? Ceux qui ont ce pouvoir mystérieux ne s'en rendent pas toujours un compte immédiat. Et puis, quand ils s'en sont rendu compte, ils commencent d'en abuser. C'est l'histoire de Charles XII.

AIR DE FRANCE

Le sujet que j'avais choisi pour prendre la parole à Stockholm à la fête de l'Alliance ne devait pas manquer de plaire, à mon avis, au public suédois. J'avais, avant le départ, relevé dans nos archives les relations des souverains de Suède avec l'Académie française et découvert des détails assez pittoresques : la lettre adressée par la reine Christine aux académiciens en leur envoyant son portrait, sa visite racontée par Patru à d'Ablancourt, et le récit de la visite de Gustave III, un siècle plus tard, pour qui l'Académie organisa un véritable divertissement avec un dialogue des morts où d'Alembert faisait rencontrer aux Champs élyséens Christine et Descartes, et une comédie en deux actes de Marmontel, *l'Ami de la maison*, lue par l'auteur d'une voix agréable. Sur ce thème, j'avais pu broder quelques variations et apporter ainsi à Stockholm un air de France.

Mais je ne m'attendais pas à retrouver là-bas cet air de France. Deux siècles d'amitié franco-suédoise sont encore sensibles dans la Venise du Nord. Que Gustave-Adolphe ait été l'allié de Richelieu, et Gustave III celui de Louis XV et de Louis XVI, il y paraît encore. Ce beau palais de la noblesse, aux formes parfaites, avec une toiture de cuivre vert d'un ton si heureusement patiné — le monument le plus achevé de la capitale après ou avec le Château Royal d'une pureté classique — est l'œuvre d'un architecte français, Simon de la Vallée. Le musée, quel pays de connaissance! Voici d'exquis Lancret, des Nattier séduisants, et ces Chardin sont plus beaux que ceux du Louvre : ils représentent les occupations de la vie privée et c'est la poésie de tous les jours, ou, comme dit Francis Jammes,

Le bonheur que Dieu donne à la vie ordinaire.

Il y a aussi, de lui, une nature morte, un lièvre pendu au-dessus d'un chaudron aux tons sourds et chauds à la fois qui est une merveille, et pourtant je ne goûte qu'à demi les natures mortes. Le plus beau des Boucher est ici, et c'est la *Naissance de Vénus :* quel éclat nacré de la chair, et quel jardin de volupté, cette mer d'où jaillissent des corps blancs! Plus loin, une Marie-Antoinette se promène avec ses enfants dans le parc de Trianon.

Sommes-nous à Versailles et à la Cour de France? La Suède envoya en France pendant tout le XVIIIe siècle des ambassadeurs d'un goût éclairé et d'une générosité princière, spécialement un comte de Tessin qui fut sans contredit le premier des amateurs d'art et qui d'ailleurs se ruina. Ruine heureuse, car Gustave III acheta sa collection. La reine Christine avait emporté la sienne à Rome. Ce Gustave III, élevé à la française, apporta en Suède les modes de France. Il y fit venir des comédiens français qui jouaient dans ses châteaux de Gripsholm et de Drottningholm. Lui-même composait des pièces. Il aimait notre littérature. Par surcroît, il fut un grand souverain. Ce fut lui qui fonda l'Académie suédoise sur le modèle de la nôtre.

L'Alliance française de Stockholm que préside avec tant de courtoisie et toute l'autorité de ses quatre-vingts ans le chambellan de Heidenstam, compte deux mille adhérents. Son rôle est extrêmement bienfaisant pour notre pays, car sans elle la langue française serait en grande régression. Elle n'est point parlée dans le peuple, et il est difficile de se faire comprendre, sauf dans les grands hôtels. Nous n'allons pas assez en Suède et nous n'y offrons pas assez nos produits. Le commerce étranger, surtout l'américain, l'a envahie, et il semble pourtant que nos soieries, nos parfumeries, nos objets de toilette et bien d'autres articles, et nos automobiles surtout, pourraient aisément entrer en concurrence avec les produits américains.

A l'œuvre de l'Alliance il faut ajouter celle de l'Église réformée française de Stockholm, dont la reconnaissance officielle par le gouvernement suédois remonte à 1724, mais qui existait officieusement depuis 1642. Elle possède une très riche bibliothèque circulante de livres français destinés à répandre le goût de notre langue et de notre littérature. Le livre, le beau livre français, quels services n'a-t-il pas rendus à notre pays dans les relations internationales? Partout où j'ai voyagé, j'ai ressenti l'orgueil d'appartenir, modeste cadet, à la glorieuse lignée de nos écrivains.

Cependant, c'est encore l'École française de Stockholm qui répand le plus efficacement notre culture en Suède. Cet établissement secondaire de jeunes filles compte plus de trois cents élèves appartenant aux meilleures familles de la capitale. Sur le rapport que j'ai présenté au retour à l'Académie, afin de le proposer pour une de nos récompenses, je relève ces indica-

tions : « L'Enseignement y a pour base l'enseignement en français et l'enseignement en suédois. L'enseignement en français donné par des professeurs français qui ont la direction morale des classes comprend l'enseignement de la langue et de la littérature françaises et de l'histoire générale. L'enseignement en suédois comprend l'enseignement du suédois et des matières exigées par les programmes officiels du gouvernement suédois. De plus, tout en observant les programmes officiels pour l'enseignement des langues allemande et anglaise, l'École française a confié l'enseignement de ces langues à des professeurs de nationalité allemande et anglaise, ce qui fait d'elle un institut par excellence des langues vivantes et lui donne un caractère international qui élargit considérablement son terrain d'influence française. »

Enfin l'École française de Stockholm a pour me plaire un autre titre plus modeste, mais qui me touche au cœur. Sa fondatrice est une sœur de Saint-Joseph de Chambéry, et ses institutrices continuent à appartenir à cet ordre savoyard qui a principalement essaimé dans le nord, en Danemark, en Scandinavie, en Russie même avant le bolchévisme. La sœur Modelon avait créé un cours de français, qui était fréquenté par les enfants des familles françaises domiciliées à Stockholm. Elle n'y réunissait guère qu'une douzaine d'élèves et l'instruction qu'elle donnait ne dépassait pas celle de nos écoles primaires. Les plus grandes œuvres commencent ainsi le plus souvent : une idée qui peu à peu chemine. Une jeune Suédoise, Mlle Jenny Müller qui se convertit au catholicisme et entra dans l'ordre de Saint-Joseph à son tour, admirablement douée et clairvoyante, élabora un programme d'études qui faisait sa part à l'enseignement suédois. L'association entre les professeurs des deux nations sauvegardait les traditions essentielles du pays. Dès lors, le recrutement de l'École était assuré chez les familles suédoises. La reine douairière Joséphine favorisant la culture française, le développement fut rapide et dépassa l'attente. Aujourd'hui, Mlle Roullier, elle aussi sœur de Saint-Joseph, continue avec le même succès et la même protection du gouvernement et de la famille royale l'œuvre de Mlle Müller. Une fois de plus, comme en Égypte, comme en Palestine, comme au Levant, comme en Turquie, je constate sur place l'influence de notre éducation, maniée par nos Ordres religieux

avec le plus intelligent respect des nations où ils s'établissent et à qui ils apportent leur travail et leur dévouement, et cette finesse délicate et non pareille de la culture française dont leur exemple même et leur esprit répandent le goût.

Pour étendre son influence, l'École française convie les familles et leurs invités à des fêtes annuelles où elle représente l'un ou l'autre chef-d'œuvre de nos grands classiques. Elle m'avait appelé à l'une de ces fêtes que présidait la princesse Ingrid avec tout le charme et la fraîcheur de ses dix-huit printemps. Pour me faire honneur, n'avait-on pas mis en action le plus gentiment du monde, et avec des actrices, si je puis dire, dont l'une savait tout juste marcher et parler, le petit prologue de ma *Nouvelle Croisade des enfants*, qui fut suivi du chant des *Allobroges*? Puis les élèves de la grande classe jouèrent un acte des *Précieuses ridicules* : délicieuse interprétation, uniquement féminine, sans accent de terroir, où les yeux disputaient leur plaisir à l'oreille, car la race suédoise nous offre libéralement des images de beauté.

Je ne terminerai pas ce court chapitre sur notre influence par la littérature et par la langue, sans rappeler l'œuvre accomplie depuis tant d'années par ces professeurs français qui prennent part à la vie des Universités scandinaves, apportent avec eux non seulement leur érudition de lettrés, mais nos habitudes spirituelles et notre sensibilité et nous font connaître en retour la très riche littérature suédoise moderne et l'âme suédoise contemporaine : un André Bellessort avec son beau livre sur *la Suède* et les études où il nous révéla Selma Lagerlöf; un Lucien Maury qui a créé cette précieuse *Bibliothèque scandinave* où nous pouvons alimenter notre curiosité de l'esprit du nord; aujourd'hui encore un Nogué qui, à Upsala, dans son accueillant tourne-bride, m'a traduit de si beaux poèmes de Froeding.

Il est encore une autre maison de France à Stockholm et c'est notre légation. Mais ne serait-ce pas l'offenser que vanter son accueil?...

L'air de France, je l'ai donc respiré quand je pensais l'apporter. Et ce qu'il y a peut-être de plus français en Suède, c'est une politesse, une courtoisie, un art de l'hospitalité qui nous font retrouver la France d'autrefois, celle qui tout de même a donné jadis le ton au monde et dont la France

d'aujourd'hui devrait bien s'inspirer, car elle ne sait pas tout ce qu'elle perdrait en s'en écartant.

LA SOCIÉTÉ

Je ne sais guère de bals où les yeux soient aussi caressés qu'à une soirée à Stockholm, à Upsala ou à Linköping. La race suédoise est sans aucun doute l'une des plus rapprochées de la beauté : la blancheur de la peau, l'éclat du teint, la blondeur des cheveux, — parfois trop clairs et fades, — la taille, l'harmonie des proportions y sont assez souvent réunis. Peut-être lui manque-t-il seulement cette grâce et cette souplesse, ce moelleux dans les gestes et cette diversité sur les visages qui sont plus directement de chez nous. On m'assure qu'elle fut menacée il y a quelques années, peut-être un demi-siècle ou davantage, par les excès de l'alcoolisme et qu'elle s'est guérie par sa législation sur les boissons et aussi par la gymnastique suédoise, par la natation et les sports d'hiver. Je n'ai constaté que la belle santé des sirènes du nord qui, de la neige des longs hivers et de la lumière des interminables soleils d'été, ont composé un philtre comparable à ces entremets où la glace est recouverte d'une crème brûlante.

Le voyageur qui passe, même s'il est accueilli par la plus aimable société, ne recueille que des impressions passagères, des confidences rapides, des traits de mœurs dont il ne peut retirer des observations générales. Ces mœurs sont-elles différentes des nôtres ? Plus tard, bien après mon retour en France, le petit livre paradoxal et amusant de M. Maurice Bedel, *Jérôme*, devait susciter de violentes protestations par sa peinture de la jeune fille et de la femme norvégiennes, dont il nous montrait les trop aimables complaisances dans les fiançailles et les promptes réalisations successives dans le mariage. Mais ne pourrions-nous aussi nous fâcher contre ces innombrables relations d'étrangers qui prétendent peindre la Parisienne pour être allés au Moulin-Rouge ou aux Folies-Bergère ou qui ne se doutent pas que telle femme du monde, dont ils goûtent l'esprit et les propos le soir, était, le matin même, revêtue d'une blouse d'infirmière et soignait bénévolement des cancéreux? Il faut beaucoup de temps pour pénétrer le monde étranger. Cependant, il est hors de doute que la société du nord ne considère

pas toujours le mariage sous le même angle que nous-mêmes, ne lui accorde pas l'importance que nous lui attribuons et que diminue d'ailleurs chez nous de jour en jour la pratique du divorce, n'a pas en partage notre culte du foyer, notre désir de nous prolonger par nos enfants. Elle est beaucoup plus individualiste et indépendante, et quelle que soit la liberté nouvelle accordée chez nous aux jeunes filles, les jeunes filles de la Scandinavie poussent beaucoup plus loin que les nôtres les limites de cette liberté.

Elles l'ont conquise depuis si longtemps! Elles l'ont même toujours eue en partage, si j'en crois un excellent petit livre de Mme Marc Hélys sur le féminisme en Suède (1). Mme Marc Hélys la fait remonter aux Valkyries. Les latins pourraient invoquer alors les déesses de la Grèce et les amazones. Mais les guerrières abondent dans les anciennes chroniques scandinaves, une Anna Bielke armant le château de Calmar contre les Danois, une Kristina Gyllenstierna défendant Stockholm, et tant d'autres. Pendant les guerres de Gustave-Adolphe et de Charles XII, les femmes durent suppléer à l'absence des hommes et cultivèrent elles-mêmes les terres. Cette charmante Ebba Brahe qui fut aimée de Gustave-Adolphe et mariée par lui au comte de la Gardie, tout en se faisant habiller à Paris pour des sommes fabuleuses, dirigeait elle-même ses fermes, ses mines, son commerce de goudron et révélait de hautes facultés d'administration. L'histoire de Suède est presque une histoire de femmes : sainte Brigitte y apporta le sens religieux et la vie monastique; la reine Marguerite, fille du roi Valdemar, par l'union de Calmar, créa l'unité de la Suède, de la Norvège et du Danemark; la reine Christine répandit le goût de la vie intellectuelle et des arts. Au XIXe siècle, une Frederika Bremer prépare l'émancipation de la femme célibataire; une Sophie Kovalewski par sa science, une Ellen Key par son audace ingénue, une Selma Lagerlöf par son génie élargissent la place donnée à la femme dans le monde scandinave.

L'indépendance de la jeune fille est complète. Elle n'a pas d'ignorance ni de candeur, et sans doute a-t-elle dédaigné ce velouté de l'âme qui est comme le fin duvet d'un beau fruit et qui ne peut venir que des réserves de la pudeur devant les

(1) *A travers le féminisme suédois*, par Mme Marc Hélys (Plon, édit., 1906).

atteintes des trop brutales réalités sans les atténuations de la tendresse et de la délicatesse. Elle a appris, avec les règles de l'hygiène physique, tout ce que la théorie peut apprendre. Mais d'où lui vient son hygiène morale ? La religion protestante n'entre pas si étroitement que le catholicisme dans la vie quotidienne. Son hygiène morale est plutôt faite du sentiment de sa valeur et de sa dignité. Cette indépendance à quoi elle tient si farouchement, elle sait l'obtenir par sa volonté et par son travail. Il y a beau temps qu'elle a conquis dans tous les mondes ce droit au travail, ce plaisir du travail, cette liberté par le travail, ce respect de son travail qui font d'elle l'égale de l'homme plus encore que sa rivale. Elle ne rend compte à personne de ses allées et venues. Dans la famille, elle n'est pas l'objet de ces examens et de ces interrogatoires qui s'exercent parfois jusqu'à un âge avancé sous une forme irritante. Le plus souvent même on lui assure son budget et elle vit presque à sa guise. Son cerveau est aussi indépendant que ses jambes. Elle ne se croit pas tenue d'adopter les idées et les croyances de son milieu. Elle fait à son gré le tour des systèmes philosophiques et religieux, le tour des partis politiques et il n'est pas rare de la voir en contradiction avec ses parents.

Quant à son cœur... je n'en ai pas compté les battements. L'amour n'est pas tout à fait le même sous toutes les latitudes. A en juger par la littérature suédoise, il semble que ce soit la nature qui y tienne la place occupée dans notre poésie par l'amour. L'homme du nord n'a pas notre tempérament, n'a pas notre sensibilité. Il est ensemble plus violent et plus calme, plus exigeant et plus froid. Ou bien il se construit un idéal, une image qui le contentent de loin. Un Brand va chercher sur les névés ou les sommets le Temple sans toit où Dieu se découvre sans prière. Y a-t-il peut-être un amour imprécis et flottant, qui n'exclut d'ailleurs point les satisfactions sensuelles de la plus basse qualité, un amour transposé dans un monde idéal, analogue à celui de Fersen pour la reine Marie-Antoinette ou à cette volupté intérieure éprouvée par les explorateurs des neiges et du pôle dans le risque et la solitude ? Les expériences sont-elles, là-bas, plus intellectuelles ou plus physiques que sentimentales ? Il le faudrait demander à de mieux informés.

Mais voici que l'on commence à s'apercevoir que cette indé-

pendance de la jeune fille ne va pas sans inconvénient, et de même la possibilité de refaire indéfiniment sa vie par le divorce et le remariage. L'ordre a toujours ses revanches. L'ancienne société le savait bien, qui avait placé le foyer hors des atteintes de l'amour et le voulait durable, malgré les tempêtes et les trahisons. Le cynisme des mœurs a remplacé un respect bientôt qualifié d'hypocrisie. Ce qui atteint et risque de blesser les jeunes filles d'aujourd'hui, le dirai-je, ce n'est pas la liberté dont elles jouissent. Car je demeure persuadé, — et j'observe la vie depuis trente ou quarante années, — que leurs sœurs d'autrefois n'avaient pas en partage plus de raison ni de sagesse et que la proportion entre les vierges sages et les vierges folles reste sensiblement la même. Il en est tant, parmi elles, qui dans la société contemporaine ont remplacé l'étroite surveillance d'autrefois, devenue d'ailleurs impossible, par une franchise, une droiture, une dignité, une noblesse naturelle dont elles sont entourées comme d'une sorte de halo protecteur? Mais celles qui abusent de leur liberté leur causent un préjudice nouveau, tout simplement parce que le contrôle ne s'exerce plus, ne peut plus s'exercer, tandis qu'il jouait jadis et pouvait aisément séparer les vierges sages de leurs compagnes moins sûres. En Suède il m'a été répété plus d'une fois que l'on commençait à s'alarmer d'un excès d'indépendance.

J'ai rencontré dans la société suédoise, à Stockholm, à Upsala, à Linköping et dans les châteaux environnants, bien des femmes charmantes. Sans doute aurais-je aimé rendre visite dans sa jolie villa de Mårbacka en Vermland à Mlle Selma Lagerlöf qui incarne pour nous, depuis les traductions si lues et si goûtées de *Jérusalem en Dalécarlie* et de *Gösta Berling*, la poésie et la fantaisie suédoises. M. André Bellessort, qui l'a révélée en France, compare le personnage de Gösta Berling à notre Cyrano de Bergerac, tout au moins pour son immédiat et prodigieux succès, car il ajoute : « Mais il lui ressemble comme les aiguilles d'un pin au panache d'un mousquetaire. » Mlle Selma Lagerlöf ne vient que rarement à Stockholm. Elle habite de préférence la campagne, dans ce Vermland à qui elle adressait ces strophes de prose : « Pays enchanté... les immenses forêts t'enveloppent, elles sont ton vêtement; les ondes bleues t'enlacent de longs rubans que bordent les collines

bleues aussi. Tu es simple, tu es pauvre, au point que l'étranger ne subit pas ton charme. Calme, tu laisses les vagues du lac venir mourir à tes pieds. Ton cœur bat dans tes mines, dans tes forges ; ta tête songeuse se dresse au-dessus de tes déserts où vit le mystère profond. Recueilli dans ta sévère beauté, tu contemples, tu souffres, tu t'immoles. Cependant, que ton sourire est doux! Je te crois le gardien des hautes, des austères idées. Mais sur toi se traînent des êtres incapables de voir la majesté pensive qui illumine ton front : seule, la grâce de ton visage, la souplesse de tes membres les charme : ils en sont épris au point d'oublier tout le reste. Malheur à nous, enfants du Vermland, nous ne demandons à la vie que la beauté. Pour nous, l'existence est un rosier fleuri et nous voulons que, poussés par la volupté, ivres et joyeux, tous cueillent des roses. Notre patrie n'inspire que le rêve; nous n'avons pas de pensées (1). » Elle fait du Vermland un être vivant, la bouche offerte au bonheur, et le front clos. Elle le devait incarner dans ce personnage fantasque et sympathique de Gösta Berling.

Du moins ai-je eu la chance de voir chez les Serge de Chessin M[me] Marika Stjernstedt, dont je connais un livre exquis, *Ulabella* (2). M[me] Marika Stjernstedt n'a pas la renommée universelle de M[lle] Selma Lagerlöf. Aussi bien son talent est-il moins relié à la terre même de la Suède, comme ces postes qui transmettent les ondes. Ses origines polonaises la font ressembler davantage aux romanciers slaves. *Ulabella*, c'est l'histoire d'une petite fille, orpheline de mère, dont le père est un inventeur un peu fou, mi génial, mi détraqué, — père adorable et oublieux, qui la gâte et qui la ruine. Il part pour l'Amérique où il compte refaire sa fortune, laissant l'enfant avec une vieille bonne dévouée, et c'est bientôt la misère pour les deux abandonnées. Il meurt sur le bateau qui le ramène. L'orpheline est recueillie par une parente riche qui se fait gloire de sa charité et qui la rejette à la rue pour une peccadille. Mais la Providence veille sur Ulabella, qui rencontre le bonheur chez des amis de son vieux toqué de père. Ulabella est une jolie création lumineuse, à l'Alphonse Daudet ou à la Tourgueneff. Elle fait le cercle autour d'elle, et l'on accourt de tous les

(1) Cité par M[me] Marc Hélys.

(2) *Ulabella*, par M[me] Marika Stjernstedt, traduit du suédois par Kate Hornell et Juliette Julia (Albin Michel, édit.).

mondes. Comme elle a traversé la pauvreté et la fortune, les personnages secondaires se multiplient. On reconnaît un véritable romancier à l'aisance dans la peinture de ces personnages secondaires. Dans *Ulabella* ils ont un relief étonnant, sympathique et comique tour à tour, humains et vrais. Comme je me suis expliqué cet art d'animateur en causant avec M[me] Marika Stjernstedt, et surtout en la regardant! Car elle a de grands yeux de velours dont le regard semble caresser les choses vivantes pour en emporter ce pollen de vie qui germera dans ses créations. Elle parle d'une voix un peu basse et désenchantée, comme si l'optimisme d'*Ulabella* ne l'avait point traversée elle-même et n'était qu'une fantaisie.

M. Serge de Chessin a, dans plusieurs ouvrages et des articles sans nombre, signalé le péril bolchéviste. Ce péril, la Suède voisine s'en rend compte et, partant, n'en a pas grand souci, comme si elle connaissait bien la solidité de ses racines, ses institutions sociales, — nulle part je n'ai vu, aux abords des villes, de si florissants jardins ouvriers, — sa population restreinte et soumise, pour subsister, à un travail intense sur une terre ingrate ou dans l'utilisation de ses usines ou de ses industries. Et puis, on y aime la vie extérieure, la distraction, le plaisir après la journée occupée. On dépense volontiers ce qu'on gagne, quand ce n'est pas au delà. Le Suédois se plaît à la représentation, aux décorations, à l'apparence du luxe et du faste, quitte, le lendemain, à se contenter de peu dans la solitude. Mettre son smoking pour aller au spectacle, mettre son habit pour dîner en ville, son habit avec le plus de rubans possible, lui procure une joie qui éclate dans ses yeux. Sa politesse le prépare d'ailleurs à tous les agréments de la sociabilité. Il n'est pas jusqu'aux petites servantes qui, pour décorer d'une fleur leur chambre ou leur corsage, ne soient prêtes à gaspiller leurs économies. A Stockholm, les fleurs sont jetées à profusion sur les tables, comme si la Venise du Nord en était aussi la Nice.

L'ACADÉMIE SUÉDOISE

CETTE Académie suédoise qui voulut bien me recevoir en séance extraordinaire ne nous est peut-être pas assez connue. Elle est une filleule de l'Académie française et le recon-

nait gracieusement. N'a-t-elle pas tenu à honneur d'attribuer le premier prix Nobel de littérature, immédiatement après sa fondation, à notre Sully Prudhomme, sur la proposition de son aînée, et à le préférer, dans cette distribution inaugurale, à Tolstoï lui-même ? C'était un hommage rendu à ses origines. Elle fut fondée, en effet, à la fin du XVIIIᵉ siècle par le roi Gustave III, qui avait été reçu deux fois par notre Académie, la première officiellement en qualité de prince héritier, la seconde sous le nom de comte de Haga. Il en avait été si frappé que, revenant dans son pays, il voulut y créer à son tour un foyer intellectuel. Ainsi naquit l'Académie de Stockholm, mais il la voulut limiter à dix-huit membres, estimant ce chiffre suffisant pour une population moins nombreuse, et peut-être moins cultivée que la nôtre, bien que la reine Christine y eût déjà développé le goût des lettres et des arts.

C'est en France un petit jeu de société assez répandu de rechercher les noms des Quarante. Il est bien rare que les investigations les plus passionnées atteignent la liste complète. Toujours l'un ou l'autre nom se dérobe, et ce n'est pas, quelquefois, le moins répandu. Si je proposais de retrouver les dix-huit membres de l'Académie suédoise, je rencontrerais quelque incrédulité, et cependant ils méritent tous d'être présentés au grand public.

Il est un premier nom qui a franchi les frontières et qui est universellement connu : c'est celui de Mˡˡᵉ Selma Lagerlöf dont j'ai déjà parlé. Les vivantes études de M. Bellessort l'ont chez nous mise à la mode. Tout un monde paysan, brutal et mystique ensemble, nous apparaissait sur un fond de neige et de soleil mêlés, de longs hivers et d'éblouissantes nuits d'été. Peut-être Mˡˡᵉ Selma Lagerlöf n'est-elle pas étrangère à ces désignations des romans paysans pour le prix Nobel, celle du Polonais Ladislas Reymont, celle toute récente de Mᵐᵉ Grazia Deledda. Elle y retrouvait son goût de l'analyse exacte transposée à sa manière par une sorte de halo poétique ou légendaire. Dans notre littérature française, elle a plus d'une fois marqué ses préférences pour l'art de M. Édouard Estaunié.

Mais il est d'autres noms qui méritent une pareille renommée. J'ai célébré dans un précédent chapitre ce Verner de Heidenstam qui, après avoir écrit de magnifiques poèmes orientaux, a été saisi, lui aussi, par toutes les puissances natales,

est devenu le poète épique des compagnons de Charles XII et des pèlerinages de sainte Brigitte. Il a contribué à restituer à son pays le goût de l'héroïsme et de la chevalerie, à travers les envoûtements du vaincu de Pultawa et les pieux miracles de la sainte au bord des lacs perdus dans les forêts. Mme Jacques de Coussange, je l'ai dit, a traduit *les Carolins* : c'est une lecture qui vous secoue et vous fait rudement tressaillir à la manière de nos vieilles chansons de gestes, celle de Roland ou celle de Guillaume d'Orange.

Nous devons à M. Henrik Schück de très belles études sur Shakspeare, sur Mme de Staël reliée à la Suède par son mariage avec l'ambassadeur, et surtout une *Histoire de la littérature suédoise* qui est la clé de toute la vie intellectuelle scandinave; au baron Carl Bildt, qui fut ministre à Rome, de précieux travaux historiques sur la reine Christine; à MM. Claes Annerstedt, Frédéric Böök, Axel Kock, Esaias Tegnér, Hans Larsson, Knut Hammarskiöld, qui fut gouverneur de la province d'Upsala, de vastes et savants travaux d'histoire, de littérature, de philologie. Voici le clan des auteurs dramatiques, des poètes et des romanciers : Tor Hedberg, officier de la Légion d'honneur, qui est aujourd'hui conservateur de la galerie Thiel, et dont un drame, *le Fils de Rembrandt*, vient d'être joué à Stockholm; Anders Österling, le poète exquis du *Livre des Idylles*, des *Préludes*, des *Voix de la nuit;* Bo Bergman, poète lui aussi, mais encore essayiste et critique littéraire; Per Hallström, poète, romancier, auteur dramatique, passionné de l'histoire de Suède.

Puis voici les inclassables : un explorateur fameux, Sven Hedin, dont les ouvrages sur le Thibet, la Perse, le Turkestan font autorité; mais pourquoi faut-il qu'il soit célèbre aussi par sa propagande, pendant la guerre, en faveur de l'Allemagne contre la France? l'archevêque protestant d'Upsala, primat de Suède, Mgr Nathan Söderblom, auteur de grands ouvrages théologiques et historiques, éloquent dans toutes les langues et d'une érudition exceptionnelle; enfin le dernier académicien en date, Albert Engström, qui est le meilleur caricaturiste des pays scandinaves et qui illustre lui-même ses ouvrages ornés déjà du plus agréable humour.

Comptez : vous n'arrivez qu'à dix-sept. J'ai réservé pour la fin le secrétaire perpétuel, M. Erik Axel Karlfeldt, qui est un

très grand poète, l'héritier direct de Fröding, le créateur de ce personnage symbolique de Fridolin, grand seigneur et paysan, qui représente bien la lutte de ces pays du nord contre toutes les difficultés matérielles et morales opposées à l'harmonie intérieure.

Je fus amené par M. Tor Hedberg au palais où siège l'Académie suédoise et qui est derrière le Château Royal. Là je reçus un accueil émouvant. Le secrétaire perpétuel me souhaita la bienvenue au nom de ses confrères. Parmi les paroles qu'il prononça, j'ai retenu particulièrement celles-ci, qui suivaient un historique où il rappelait le modèle offert par l'Académie française : « L'Académie suédoise n'a pas oublié ses origines. Elle n'a pas oublié et n'oubliera point la dette de reconnaissance contractée envers l'esprit français, tant par la civilisation de notre patrie que par celle de nombreux autres pays... » Entendre un tel langage si loin de chez soi, et d'une bouche si autorisée, voilà ce qui donne son prix à un voyage entrepris au nom d'une Compagnie qui garde, elle aussi, pieusement, dans ses souvenirs et ses archives, la mémoire des visites de la reine Christine et du roi Gustave III.

Cependant, M. Karlfeldt avait fait allusion dans son discours à la charge nouvelle, lourde et pleine de responsabilités, imposée à l'Académie suédoise avec le prix Nobel de littérature; mais celle-ci, néanmoins, se devait réjouir de prendre contact, grâce à la mission qui lui était dévolue, plus intimement que par le passé avec la littérature mondiale. Après les discours, mes confrères m'emmenèrent dans la salle des séances, ornée d'un buste en marbre de Gustave III, puis dans la salle publique où l'Académie distribue chaque année les prix Nobel, en présence du Roi qui ne se lève que pour elle. Cette salle, tendue en bleu, avec une galerie, peut contenir cinq ou six cents places. Quels souvenirs français y retrouver?

Sully Prudhomme et Mistral, qui reçurent ce prix Nobel, ne firent pas le voyage de Suède : l'un était déjà très malade, l'autre ne consentait même pas à quitter son domaine de Maillanne pour venir à Paris et voulut demeurer un *paysan;* mais comme il donnait à ce mot un sens épique! Tandis qu'Anatole France, malgré l'âge, lorsqu'il fut à son tour couronné, se mit en route vers le nord. On le vit arriver à Stockholm fatigué, mais l'œil encore assez vif et la parole abondante. Bien

des anecdotes courent sur ce fameux voyage, et mes confrères de l'Académie suédoise sont trop courtois, discrets et distingués pour y faire la moindre allusion. Je n'en citerai qu'une seule qui me fut contée malicieusement par M[me] Marika Stjernstedt. On avait organisé en son honneur un banquet de deux cent vingt-cinq couverts : toutes les notabilités suédoises y devaient assister. Or, au dernier moment, il déclara qu'il n'irait pas. Il fallut décommander les invités. On parvint, à coups de téléphone et par télégrammes, à en prévenir deux cents. Mais les vingt-cinq malheureux qu'on n'avait pu toucher s'en vinrent le soir en grande toilette, en frac, pour se casser le nez. Cependant, son sans-gêne et son pittoresque firent oublier ses incartades, et l'on préféra son air un peu ironique et familier à l'insolence hautaine de Bjoernson et à la morgue prussienne d'Hauptmann les années précédentes.

Du Palais de l'Académie, j'allai achever ma journée au Skansen qui est un grand jardin aux portes de la ville, sorte de musée de plein air avec toute une évocation de la vie suédoise, reproduction en miniature des campements de Lapons, des maisons paysannes, des cabanes de charbonniers, des moulins à bras, le tout disséminé dans ce beau parc, parmi les arbres et les accidents de terrain. Au sortir du Temple des Muses, m'accueillaient la musique et les danses populaires célébrées avec tant de puissance lyrique par le poète Bellman.

UPSALA

UPSALA est la grande ville universitaire, à une ou deux heures de chemin de fer de Stockholm. Elle est dominée par deux monuments formidables, le Dôme et le Château. Le premier architecte du Dôme fut un Français, Étienne de Bonnœuil, « tailleur en pierre, dit son contrat, maistre de faire l'église d'Upsala en Suède » sur le modèle de Notre-Dame de Paris. C'est peut-être le plus beau monument ogival de la Suède, bien que les tours aient été brûlées et reconstruites au XIX[e] siècle. Mais le ciel ajoute considérablement à cette beauté, un ciel d'une pureté transparente et d'un bleu italien, sur quoi se détachent les moindres détails des tours. Je n'ai vu qu'en Orient cette mise en valeur des objets par la netteté de l'air.

Gustave Vasa qui habita le château (habité aussi plus tard par Christine) est enseveli dans l'église avec ses trois femmes, entre les deux premières, la dernière étant reléguée plus loin, car il n'avait pas un troisième côté à lui offrir. J'ai vu dans un cimetière de Bretagne la singulière inscription d'un mari passionné de la vie conjugale. Son nom suivait le *Ci-gît*, puis venait une accolade qui réunissait un groupe de cinq épouses légitimes auxquelles il avait survécu. L'accolade manque au tombeau de Gustave Vasa.

La vaste université est bâtie en briques dont la couleur empêche le bâtiment de paraître trop austère. Une bibliothèque de trois ou quatre cent mille volumes et de quatorze ou quinze mille manuscrits permet à l'amateur de livres de longues promenades agréables. Le sens olfactif lui-même est caressé par l'odeur des vieux parchemins et des bouquins vénérables. Et l'on fait des découvertes qui réclameraient des journées pour être approfondies. Je m'arrête de préférence devant quelques tableaux qui ornent l'une ou l'autre salle. Voici une *Reine Christine* d'Abraham Wuchters, peintre hollandais. Sa chevelure est partagée par le milieu. Elle tourne un peu la tête. Un col de fourrure borde le décolletage, recouvre à demi un maigre sein. Le visage est désenchanté, le nez busqué, la bouche trop grande et vaguement de travers, les yeux bruns assez beaux. Elle ressemble un peu au prince de Condé. En homme, elle serait supportable et même pourrait exercer une sorte de fascination. Sans grâce et sans jeunesse, intelligente et volontaire, elle a le masque d'une dégénérée. En revanche, *le Roi Gustave III*, magnifiquement paré en costume de Cour, ceint d'un grand ruban bleu, a l'air d'une femme.

Upsala appartient aux professeurs et aux étudiants, comme Oxford ou Cambridge. Là se forme la jeunesse suédoise. Et cependant la vie à Upsala est paisible et monotone, serait paisible et monotone sans les réunions parfois bruyantes des étudiants et des étudiantes dans ces clubs qu'on appelle des *nations*, chaque province ayant son local particulier, mais on s'invite de l'un à l'autre. Les étudiantes sont presque aussi nombreuses que les étudiants. Elles mènent la même existence, parfaitement indépendante. La camaraderie est née dès longtemps de la coéducation des sexes. Les discussions d'esthétique, de phi-

losophie, d'améliorations sociales, se prolongent parfois très tard, et la bière et l'alcool ne sont pas toujours étrangers à ces prolongations. Beaucoup de sports et beaucoup de vacances viennent couper les études. D'une journée à Upsala, toute baignée de lumière malgré le froid qui écartait le printemps, et d'une soirée où je pus admirer les danses de diverses provinces, la bonne humeur, la bonne grâce et l'appétit de cette jeunesse universitaire, j'ai emporté le souvenir d'un grand jardin à demi gelé où les idées, poussées comme des fleurs, étaient recouvertes d'un givre qui les glaçait et les faisait resplendir ensemble.

EN OSTROGOTHIE

L'aimable conservateur de la galerie de Thiel, — collection d'œuvres modernes assez audacieuses, mais qui mérite une visite rien que pour les oiseaux, les animaux et les végétaux du peintre suédois Lidjefors, — mon confrère, M. Tor Hedberg m'avait bien recommandé de les chercher au musée de Linköping, ces deux gouaches de Lavreince auxquelles un savant critique d'art, M. Axel Gauffin, a consacré une notice. Lavreince ne fréquentait guère Versailles et les plaisirs de la Cour. Il peignait d'habitude des scènes populaires. Mais le roi Gustave III, venu en France incognito en 1784 sous le nom de comte de Haga, lui avait commandé ces deux toiles afin d'emporter un souvenir plus précis de la Redoute chinoise à la foire Saint-Laurent, et de la fête donnée au petit Trianon en son honneur.

La *Redoute chinoise* est ainsi décrite dans un *Guide des amateurs et des étrangers :* « On a construit... un spectacle d'un genre neuf sous le nom de Pavillon chinois, où sont réunis Jeux de bagues, de l'Amour pour les messieurs et pour les dames, de Trou-Madame, de Bataille, de Thermomélis Hémarménique, et deux Escarpolettes dont une double ; plus un kiosque au-dessus de la porte d'entrée et un salon chinois pour la danse, dont le dessous forme une grotte occupée par un café : dans cette grotte sont pratiqués des escaliers qui conduisent au salon supérieur et de là à une terrasse qui donne sur le préau de la foire ; des bâtiments dans le genre chinois servent à un restaurateur chez qui on peut aller faire des

dîners. Il en coûte 1 livre 16 sols par personne pour entrer dans ce lieu où le beau monde se rassemble comme dans un Vauxhall... » Gustave III, ou plutôt le comte de Haga, durant son séjour à Paris, aimait à fréquenter cette Redoute chinoise. La gouache de Lavreince en montre le mouvement : seigneurs et belles dames (grands chapeaux, longues robes, masques et loups), rassemblés, entassés, les uns assis, les autres debout, d'autres dansant devant la pagode, et dans un coin une escarpolette enlève une jolie personne au-dessus d'un petit groupe qui s'achève en un enfant caressant un chien.

L'art en est accompli, mais je préfère *la Fête au Petit Trianon*, devant le temple de l'Amour qui, éclairé, se détache et se mire dans la pièce d'eau. Mme Campan, dans ses *Mémoires*, la décrit ainsi : « Une fête de genre nouveau fut donnée au petit Trianon. L'art avec lequel on avait, non pas illuminé, mais éclairé le jardin anglais produisait un effet charmant : des terrines, cachées par des planches peintes en vert, éclairaient tous les massifs d'arbustes ou de fleurs, et en faisaient ressortir les diverses teintes, de la manière la plus variée et la plus agréable ; quelques centaines de fagots allumés entretenaient, dans le fossé, derrière le temple de l'Amour, une grande clarté qui le rendait le point le plus brillant du jardin... » Et Gustave III écrit au comte de Creutz qui était alors à Stockholm : « Le 24 juin (1784). La fête de la Reine à Trianon est charmante. On donnait au petit théâtre *le Dormeur éveillé*, paroles de Marmontel, musique de Grétry, avec tout l'appareil de l'opéra et du ballet. On a soupé dans les pavillons du jardin et après le souper le jardin anglais était illuminé. C'était un véritable enchantement. La Reine avait autorisé d'autres dames ou cavaliers que ceux qui étaient commandés au souper, à se promener dans les jardins. Toutes les dames priées étaient en blanc. C'était véritablement un spectacle élyséen. » M. Axel Gauffin, à qui j'emprunte ces textes, a bien raison d'ajouter dans sa notice : « Et l'on peut en dire autant de la petite gouache de Lafrensen (Lavreince), image d'un temps qui a pour nous l'auréole du passé et d'une civilisation dont le raffinement ne sera sans doute jamais atteint. »

Le couchant n'est jamais plus beau qu'à la veille d'un jour d'orage. La Révolution va balayer toutes ces grâces et toutes ces gentillesses. Elle emportera, avec l'écho des dernières

fêtes, l'alliance franco-suédoise qui durait depuis cent cinquante ou deux cents années et qui avait traversé la guerre de Trente ans et la guerre de Sept ans. Mais il est agréable d'être accueilli partout, à Stockholm, à Upsala, à Linköping par des souvenirs de France. Ces deux petites gouaches de Lavreince me souhaitent en Ostrogothie la bienvenue. Il est bien rare qu'un voyage ne nous remette pas en contact avec un passé où rayonnaient ensemble notre esprit, notre art, notre puissance. Hors de nos frontières, se mesure mieux encore la stupidité de ceux qui prétendent nous faire dater de 1789.

Linköping est une petite ville de trente mille habitants, déjà connue au douzième siècle et chargée d'un lourd passé de luttes et d'exécutions. Le président de l'Alliance française, M. Vennersten, m'y avait arrêté au passage pour y parler de la Savoie. Un provincial qui aime sa province natale est écouté dans tous pays quand il donne les raisons de son amour, car ces raisons sont partout les mêmes. Dirai-je ce qui, à Linköping, m'a le plus intéressé? Ce ne fut ni l'hôtel des Francs-maçons où je fus logé à mon vif étonnement — mais c'était le meilleur et les francs-maçons, là-bas, ne sont pas aussi discrédités que chez nous, — ni la cathédrale qui offre un curieux mélange de style roman et de style ogival, mais une caserne du 2e régiment de grenadiers dont le jeune et brillant colonel Falckman nous fit les honneurs. Si quelque élève de notre École de guerre et de nos grandes écoles est appelé à accomplir un stage militaire en Suède, je l'engage à demander le 2e grenadiers : il y trouvera un accueil d'une prévenance et d'une courtoisie qui l'attacheront à tout jamais à nos anciens alliés des guerres d'autrefois.

Il neigeait ce matin-là, ce matin du mois de mai. La caserne est dans un grand parc hors la ville, précédée d'une pièce d'eau et de petits bois de sapins. Je ne crois pas qu'il en existe au monde une autre mieux aménagée, ni plus reluisante. Cuisines, salles à manger, dortoirs, salles de gymnastique, jeux au dehors, salles de repos, cercles de sous-officiers, salons réservés aux officiers, tout concourt à en faire la caserne modèle. Tout y révèle le souci d'honorer le soldat et ses chefs. On m'assure que le socialisme est plus répandu en Suède que chez nous. Alors, c'est un autre socialisme, soucieux du confort et du respect de l'armée. La vieille race militaire se retrouve. N'a-t-on pas

conservé, à l'entrée du parc, et pour servir de contraste, quelques-unes des vieilles cabanes où logeaient autrefois, du temps de Gustave-Adolphe, les soldats-paysans? Humbles baraques basses de plafond, et de peu d'espace, où le berceau de l'enfant était creusé dans le sens de la selle afin de l'habituer d'avance à la forme du cheval, où les ustensiles du ménage étaient suspendus au bord du foyer. L'écurie voisine a le toit si proche de la terre qu'on se demande comment la monture y pouvait entrer. C'était une race de petits chevaux résistants. Là vivaient les soldats en attendant le départ pour la guerre et pour la vie des camps. Le colonel habitait quelque château dans le voisinage et donnait l'ordre du rassemblement. Chaque soldat était entretenu par un groupe de six ou huit paysans qui demeuraient sur les terres à les cultiver et qui devaient remplacer le combattant en cas de mort. Ces rudes hommes ont formé durant deux siècles l'une des meilleures troupes du monde. Puisse le confort de la belle caserne ne pas diminuer la vigueur et la résistance des soldats d'aujourd'hui!

Cette caserne du 2e régiment de grenadiers dans son beau parc sous la neige, oui, vraiment, ce fut ma plus passionnante visite à Linköping.

CHATEAUX

Avec les lacs et les forêts, ils sont la poésie de la Suède : non seulement les châteaux royaux, Drottningholm, qui est le Versailles du nord et Gripsholm aux tours rondes couronnées de coupoles qui se mire avec ses buissons d'arbres dans les eaux du lac Mælar, résidences favorites de Gustave III aux environs de Stockholm, mais toutes ces demeures éparses dans les provinces et commandant les vastes territoires agricoles et les domaines de chasse où galopent les troupeaux d'élans.

Et songez que la courtoisie y est telle que j'ai trouvé ici ou là, à mon arrivée, le drapeau tricolore hissé en mon honneur. Les souvenirs historiques y abondent. Le passé des grandes époques, — celle de Gustave-Adolphe et de la reine Christine, celle de Charles XII, celle de Gustave III, — s'y évoque, soit que les murs soient demeurés intacts, soit que les portraits, les meubles, les bijoux aident à recomposer la vie disparue. Là encore, la France, aisément, se retrouve.

Au château de Sörby Ringstorp nous fûmes reçus par les de La Gardie. La Gardie, mais c'est un nom français! Un de ces Gascons qui précédèrent Cyrano de Bergerac (lequel, d'ailleurs était de Paris), Pontus de La Gardie, après avoir guerroyé en Piémont sous le commandement du maréchal de Brissac, prit du service en Danemark. Fait prisonnier par les Suédois, il fut si bien traité qu'il resta, épousa la fille du roi Jean III, — le fils de Gustave Vasa, — et devint feld-maréchal. Son fils, Jacques, meilleur général que lui-même, forma Gustave-Adolphe au métier des armes. Avoir été le maître d'un tel élève, quelle gloire! La race ne fait que monter encore avec Magnus, fils de Jacques, qui fut le premier favori de la reine Christine, qu'elle combla d'honneurs, de richesses et de titres et qu'elle envoya en France comme ambassadeur. Il ne fut pas étranger à la continuation de l'alliance franco-suédoise. A ce titre il peut nous être cher. Et par surcroît il fut un gentilhomme d'une élégance incomparable. Cet héritage des La Gardie est pieusement conservé. La comtesse de La Gardie dont nous fûmes les hôtes et qui est d'origine lyonnaise, a pris à cœur tout particulièrement la généalogie de la famille, conserve avec un soin jaloux les traditions et les usages, ce qui n'est pas rare chez les vieilles races trop habituées à tourner sur elles-mêmes et qui ont parfois besoin qu'on les remette en face du passé et qu'on leur rappelle ensemble leur grandeur et leurs obligations.

Le château de Sturefors, aux lignes droites et régulières, mire l'horloge de sa tourelle sur le fonton triangulaire du bâtiment central dans un petit lac transparent entouré de branches que le printemps n'a pas encore verdies, et son autre façade ouvre sur de vastes jardins qui aboutissent à un petit temple de l'Amour reflété lui aussi dans un bassin. C'est le jeu des eaux, des arbres et des fleurs sous un ciel froid, mais serein et bleu, devant une habitation de plaisance. Le site un peu sauvage ajoute son contraste à la grâce du décor. Là Charles XII joua enfant. Cette race des comtes Bielke qui se sont transmis Sturefors de génération en génération se retrouve tout le long de l'histoire de Suède où elle joue des rôles importants : ambassadeurs, ou généraux, ou confidents du roi. Leurs portraits et leurs souvenirs ne permettent pas qu'on les oublie. Tel meuble de bois noir aux sculptures Renaissance, dont un

secret relève la tablette sur des peintures intérieures, est un don de Louis XIV. Ce sénateur romain dont le visage accroché au mur a tant de mélancolie fut le héros de la plus douloureuse histoire d'amour : il venait de se marier quand, au cours d'une mission à Rome, il se convertit au catholicisme. La Suède était alors et fut longtemps dominée par la question religieuse. Le luthéranisme n'admettait pas la concurrence et la reine Christine elle-même, après sa théâtrale conversion, se vit interdire le sol de son pays. Ainsi le comte Bielke dut-il choisir entre une nouvelle abjuration ou l'exil. Il préféra l'exil et vécut à Rome où il devint sénateur. Sa jeune femme ne fut jamais autorisée à le rejoindre : en vain tendit-elle vers lui ses bras dépossédés. Elle se dessécha dans la solitude. Héro et Léandre n'étaient séparés que par un bras de mer. La dureté des hommes est un autre obstacle.

La comtesse Bielke qui me fait ce récit est elle-même catholique et longtemps dirigea des œuvres féministes et sociales. Mais son mari, magnifique chasseur d'élans et qui la domine encore malgré sa haute taille, lui sourit avec complaisance quand elle évoque ce cruel passé. Les rigueurs sont abolies et deux religions différentes habitent paisiblement le même foyer. Elle est elle-même d'une race aussi ancienne et aussi glorieuse, les Sparre : un Sparre ambassadeur à Paris sous Louis XIV passait pour le plus bel homme de son temps et amusait le Roi par ses reparties. La reine actuelle de Sturefors a dû recueillir son héritage en le changeant de sexe, car sa beauté est réputée, soit qu'elle émerveille le monde cosmopolite pendant la saison romaine, soit qu'elle reçoive dans son château d'Ostrogothie la société de Stockholm. N'a-t-elle pas donné, l'un de ces derniers hivers, en l'honneur de l'ambassadeur de France, une de ces fêtes qui, depuis Gustave III, sont restées dans le goût de la Suède? Les traîneaux qui glissaient sur la glace, tout chargés de fourrures recouvrant ces épaules de là-bas qui rivalisent avec la neige, déposaient les invités devant la pièce d'eau illuminée, et celle qui les recevait apparaissait comme une de ces blondes sirènes aux yeux clairs dont on se demande si elles sont des Walkyries apprivoisées ou des fées envolées des contes d'Andersen.

« Vous ne pouvez quitter la Suède, m'assure mon hôte de Linköping, l'aimable M. Vennersten qui est le président de

l'Alliance française, sans avoir fait un pèlerinage à Vadstena sur le lac Vetter. » Je répète, sans bien savoir : Vadstena. Mais il ajoute : « Oui, Vadstena, à cause du château de Gustave Vasa, et Alvastra à cause du cloître de sainte Brigitte. »

Nous voilà donc partis en automobile par Skeninge, vieille petite ville d'autrefois, pour gagner les rives du lac Vetter. Le temps s'est assombri, et le vent chasse les nuages qui se déchirent et se recousent sans cesse, et dont on croit entendre les claquements. Le lac vert se soulève, comme une petite mer furieuse. A Vadstena, le vieux château construit par Gustave Vasa forme une énorme masse de pierres entourée de douves, avec des tours rondes et trapues aux angles. Malgré la différence d'architecture, il me rappelle par son poids et son site Vizille en Dauphiné. Les archives de l'Ostrogothie y sont aujourd'hui déposées.

Ces bords du lac Vetter ont exercé à tous les âges une attraction sur les esprits méditatifs et solitaires : une sainte au moyen âge, puis un roi au xve siècle. Plus récemment, Ellen Key vint abriter à l'ombre du petit mont Omberg son rêve de souveraineté féminine, et Verner de Heidenstam chercha dans ce voisinage l'aliment de ses poèmes altiers et de sa prose épique. L'ancien couvent de sainte Brigitte à Alvastra n'est plus que ruines. On erre avec recueillement parmi ses arceaux descellés et ses marches rompues où l'herbe pousse, et que recouvrent à demi les branches nues des arbres. Ruines qui doivent prendre plus de poésie quand le printemps fait éclater les bourgeons et qu'elles disparaissent à demi sous un ruissellement vert. Je ne sais de cette Brigitte qu'une ébauche de biographie : une tradition, d'ailleurs assez incertaine, l'a annexée à l'illustre famille des Brahé qui est la première de la noblesse suédoise, elle épousa un grand seigneur de la province de Néricie dont elle eut huit enfants. Après la mort de son mari, elle fonda un ordre religieux, eut dans sa vieillesse la vision des Lieux saints, partit pour la Palestine et revint mourir à Rome. Elle prophétisait et l'on a d'elle des *révélations* singulières. Son ordre admettait aussi bien des moines que des moniales et l'abbesse les dirigeait tous. En somme, elle eut deux vies, celle d'une mère de famille chargée de soucis, puis celle d'un apôtre que nul obstacle n'arrête, ni l'âge, ni la distance, ni même la séparation d'habitude creusée entre le

monde visible et l'invisible. Son autorité et son influence furent prodigieuses. Elle a rang parmi les grandes abbesses. N'ai-je pas déjà souligné l'importance des femmes dans l'histoire intellectuelle de Suède?

Sur le chemin du retour, différent de l'aller, nous longeons d'autres lacs et distinguons d'autres châteaux. Déjà il se fait tard et nous n'avons plus le loisir, avant la nuit, de nous arrêter selon l'attrait des rencontres. Le château de Fersen, — du romanesque Fersen amoureux de Marie-Antoinette, — entrevu dans les arbres, a déjà fui. Mais voici Vreta-Kloster qui fut au XIIe siècle le tombeau des rois. Nous y faisons halte au crépuscule. Une vénérable petite église romane, proche le lac Roxen et ses écluses, est entourée de tombes. Un triste jour de novembre, il n'y a pas longtemps, le caveau royal fut rouvert pour y déposer quatre cercueils. Quelques fidèles de l'histoire, dont mon hôte, assistaient à la cérémonie. J'imagine ce cortège singulier, vénérant des restes quasi oubliés et identifiés avec peine. Cette chapelle des morts, dans le soir, comme je me retourne, m'adresse un adieu mélancolique, l'adieu de ces lieux de la terre qu'on ne reverra pas, où l'on a rêvé un instant, où l'on a mieux compris un pays étranger, une race, et tout ce qui du passé demeure...

UNE VILLE DANS UN PARC

Mai 1927.

Du bateau qui de Malmoe me transporte à Copenhague je regarde avec regret s'éloigner les côtes de la Suède. Déjà la Scanie, plus précoce que l'Ostrogothie, sentait venir les premiers souffles du printemps. En Danemark je vais les respirer.

Autrefois l'armée de Charles-Gustave passa sur la glace, pour aller combattre les Danois, un autre bras de mer presque aussi large que celui-ci. L'audace d'un homme, Erik Dahlberg, se servit de l'hiver pour construire un pont en quelques nuits. Un jeune ingénieur qui m'a porté secours dans l'utilisation de mon mauvais allemand me donne mille indications sur la vie danoise. Le pays est, comme la Suède, tributaire du commerce américain. L'Angleterre qui lui achète force céréales se fâche de lui voir prendre son pétrole en Amérique,

et non chez elle. Ne convient-il pas d'échanger avec son client? Quant à la France, elle n'a pas repris ses anciennes relations économiques : malgré le change favorable, elle n'exporte ni soieries, ni parfums, ni articles de luxe, comme elle le faisait avant la guerre. Cela tient à la timidité de nos industriels, de nos commerçants, et aussi à notre ignorance des langues.

Pas plus que Stockholm je ne songe à découvrir Copenhague dont l'amiral de Scheel qui parle un si pur français et connaît si bien l'histoire de son pays veut bien me faire les honneurs. Ainsi me contenterai-je d'en donner une vision rapide. Mais, tout d'abord, si l'on parle d'une ville trop neuve, tout Français doit saluer. Car l'ancienne ville fut sacrifiée à cause de la France. Surprise en 1807 par une escadre anglaise, elle fut épouvantablement bombardée parce que le Danemark avait refusé d'entrer dans la coalition qui nous faisait la guerre.

Ville trop neuve? mais non. Copenhague n'est même pas une ville. C'est un immense parc, traversé de canaux, et bordé ou coupé de maisons. Les promenades y sont charmantes : on erre sur le port, ou dans les jardins, on découvre çà et là quelque beau monument à demi perdu parmi les arbres, le Château rouge bâti dans le style de la Renaissance hollandaise, les halles de même style, les curieuses maisons des marins peintes en couleur jaune. Mais on ne pense guère à les détailler, tant on est pris par l'agrément de ce vaste jardin peuplé.

— Tout le monde y est donc riche? ai-je demandé ingénument à l'un ou l'autre interlocuteur.

— Mais pas du tout. Les impôts y sont plus lourds que partout ailleurs. Les campagnes qui sont fécondes et distribuent volontiers d'amples récoltes sont particulièrement frappées. Chacun vit au jour le jour et dépense ses revenus, de peur qu'ils ne disparaissent. Le socialisme, là comme ailleurs, exerce ses ravages. Il est en train de ruiner le pays

Les environs de Copenhague sont plus enchanteurs encore. Je n'ai point poussé jusqu'à Elseneur; mais j'ai visité Frederiksborg, le château royal de Christian IV, mélange de gothique et de renaissance, assez impressionnant dans son ensemble, et qui abrite un musée historique dont le bric-à-brac fait mieux comprendre l'ordre et l'harmonie de notre musée de Versailles, et surtout j'ai goûté le charme de Fredensborg sur le lac Esrom,

non peut-être pour ses bâtiments, mais pour l'incomparable beauté de ses arbres et de ses allées. Ces parcs sont la merveille du Nord. Le printemps courait dans celui-ci, et les branches n'étaient pas assez feuillues pour qu'on ne pût suivre sa course bondissante. Il effleurait les buissons et sous ses mains les bourgeons verts naissaient, comme les premières fleurs sous ses pieds agiles. Avait-il des ailes comme l'amour ? ou n'était-il que le champion d'un sport nouveau ? Il a dû courir ainsi jusqu'à la mer.

Le soir, au théâtre de la Scala, j'ai vu danser la petite-fille d'Ibsen. Petite-fille par alliance, il est vrai : son mari descend à la fois d'Ibsen et de Bjœrnson ; après avoir été aviateur, il est devenu acteur de cinéma. Mais dans les pays scandinaves il n'y a aucune rupture entre les professions dites bourgeoises et les autres. Un pasteur, et même un évêque, verra sans déplaisir son fils on sa fille monter sur les planches. La musique et la danse revêtent au contraire un caractère sacré. Et, fermant les yeux, je croyais voir tourner Hedda Gabler, Norah de *Maison de Poupée*, Rebecca de *Rosmersholm* en une ronde savante, comme ces feuilles d'automne que le vent soulève et disperse. La petite-fille d'Ibsen, dans ses évolutions, est toute lumineuse. Elle a oublié d'assembler autour d'elle les nuages de l'ancêtre. Elle nous livre les mystères les plus individualistes avec une aisance et une légèreté qui ne sauraient passer pour frivoles.

Le lendemain, c'était l'adieu aux pays du Nord, le retour à travers l'Allemagne. Mais cette quinzaine suédoise est demeurée pour moi un enchantement. Pour une fois, mes songes d'enfant se sont réalisés. Mes châteaux en Suède n'étaient point bâtis sur le sable, ni sur la mer...

HENRY BORDEAUX.

LA RATOUNE

DEUXIÈME PARTIE (1)

> Est-il convenable à une personne de mon âge de vivre dans cette paresse, assise sous les arbres ?
>
> RADIGUET.

Mariiiiiie ! Mariiiiiie !... — C'est la mère de Rodolph qui appelle la Ratoune. Est-elle au jardin, dans le bois ? N'a-t-elle pas entendu la cloche ? — Mariiiiiiie !

Il est une heure ; un soleil écrasant grille la plaine qui cuit et grésille ; les vignes aplaties sous leurs feuilles brûlantes achèvent lentement de mûrir.

— Où peut-elle être ?

La comtesse Magon-Chabrier douairière se tourne vers son fils Rodolph, étendu sur une chaise-longue de rotin, tout de blanc vêtu, mouche noire dans de la crème de brebis. Rodolph s'étire, les yeux bouffis de sommeil ; il bâille et puis :

— Qu'importe ! Allons déjeuner, puisqu'il est l'heure !

Mais Mme Magon-Chabrier n'aimait point que la Ratoune fût en retard : « le repas serait trop cuit, le service... »

— Allons, *Mamang !* Nous ne sommes pas à Versailles ! La petite aura poussé jusqu'à la vigne ; hier tu lui as demandé d'aller voir si Capluc avait terminé son raclage, le long de la côte.

— Comme si elle pouvait nous rendre même ce service-là ! Tu sais bien que la vigne, d'ailleurs, ne l'intéresse pas.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

— Mais si, mais si, elle l'intéresse ; seulement, l'enfant est encore neuve : elle ne voit pas les choses comme toi.

— Ah ! je voudrais savoir comment elle les voit. Il y a des jeunes femmes sérieuses, des associées pour leurs maris, qui l'aident, mais elle...

— Eh bien ! Ratoune nous aide à sa manière ! N'a-t-elle pas accru la famille de deux petites Magon-Chabrier ?

— Des filles ! prononça l'autre avec mépris.

— Tiens, ce sont les filles qui font les garçons !

— Tu as réponse à tout, souffla la vieille dame en montant les marches de la Barbaste ; au fond, tu sais bien que j'ai raison : la petite est trop jeune pour toi. On n'épouse pas une enfant de dix-sept ans à ton âge.

Rodolph se mit à rire ; toute sa figure se plissa soudain comme un store à l'italienne.

— *Mamang*, tu *essagères!* la petite nous a apporté une somme rondelette, que diable ! et liquide ! Cela vaut bien quelque chose, cela ! Nous avons rafraîchi la Barbaste, tu l'oublies, acheté le clos de la Pascalerie, fait fumer vingt hectares qui étaient à l'abandon. N'est-ce rien que tout cela ?

— Oui, oui, et avec ce qui restait encore, vous avez acheté une voiture pour madame ! Je te demande un peu ce que cela veut dire ? Cette morveuse ne peut-elle aller à pied, comme moi ? Il faut à madame une charrette anglaise, un cheval, des harnais !

— Il nous faut bien tenir un rang.

— Il nous faut surtout nous tirer d'affaire ; à ta place, au lieu de tous ces embellissements, j'eusse placé la dot en terre, au lieu qu'ainsi...

— Au lieu qu'ainsi, *Mamang*, tu as une belle Barbaste toute neuve où tu reçois tes amis, et ta petite belle-fille est la coqueluche de tout le voisinage !

— Grand Fadas ! poursuivit la comtesse Magon, tu seras toujours le même ! Ton pauvre père avait raison : jouisseur, paresseux, jamais qu'un amateur ! Seuls, ton frère et moi savons nous priver.

— Eh ! pourquoi se priver ? A quoi êtes-vous arrivés avec vos privations ? A mener une vie miteuse, à te refuser une robe, à laisser inonder le salon, faute d'ardoises au toit !

— Enfin ! cria la mère exaspérée, tu sais bien que la Barbaste

ne nous suffit plus, et tu t'en occupes encore moins depuis que tu es marié !

— Que veux-tu ? Je me sens fait pour de plus vastes entreprises ; moi, ici je moisis !

— C'est ta Parisienne qui te souffle de telles idées.

Rodolph se mit à rire bruyamment :

— La Ratoune ? Dieu non ! Elle se plaît ici, cette petite, et pourvu qu'elle ait quelques distractions, — qui sont bien de son âge, tu en conviendras ? — D'ailleurs elle m'aime, acheva-t-il en esquissant un geste de satisfaction... — Et puis, tiens ! la voilà ta Parisienne ! D'où viens-tu, ma belle ?

La Ratoune était sur le seuil ; le soleil du dehors la poussa dans l'ombre fraîche, comme la flamme dans le puits. Impassible, souriante, elle semblait sortir de sa chambre.

— Je viens de la vigne de Blanzac ; mère m'avait demandé hier...

— Tu vois ! dit Rodolph triomphant : elle vient de la vigne, cette poulette ! Ah qu'elle est brave ! Par quarante-neuf degrés à l'ombre, elle vient de la vigne !... Et qu'as-tu vu à la vigne, mignonne ?

— J'ai vu que le binage était fait, sauf la partie qui touche à la métairie de Brugidou : j'en conclus que Capluc et ses hommes ont dû se hâter hier, craignant la visite de Rodolph, et ne travailler qu'autour de la route...

Rodolph se renversa en arrière, le col déboutonné, en agitant sa serviette. Sa pomme d'Adam pointue dansait dans la peau noire de son cou.

— Non ! mais me vois-tu sur la route au petit jour à surveiller le travail de Capluc ? Ratoune ! viens, ma blonde, que je te baise pour cette innocente parole !

Docilement la Ratoune offrit sa petite joue. Mme Magon-Chabrier flaira sa belle-fille quand elle repassa derrière sa chaise. Peste ! comme elle s'était parfumée pour aller à la vigne ! Mais la Ratoune, gentiment, se courba devant la dame en secouant sa nuque au-dessus des gros genoux recouverts de cachemire noir, et dit :

— Ma mère ! ce parfum vient de vous, ne l'aimez-vous plus ?

L'autre, désarmée, se tut. La Ratoune, fine mouche, avait appris ainsi à la dérouter dix fois par jour. A la vérité Mme Magon-Chabrier, bonne bourgeoise de campagne, sentait

instinctivement, autour de la petite, des dangers qu'elle s'imaginait mal. Elle devinait que cette mioche dans ce pays brûlé, entre ses fils et elle-même, ne devait guère se plaire, ou du moins ne se plairait pas longtemps. La première joie enfantine du mariage, — jouer à la madame, avoir un château et un mari, — ne durerait point. Elle eût souhaité à Rodolph une femme de ce pays, ou du Tarn-et-Garonne, son pays à elle. Elle connaissait des jeunes filles qui eussent mieux fait l'affaire de Rodolph que cette mauviette, fleur de pavé, mignarde et coquette, bien sûr ; des femmes plus robustes que celle-ci, nées à Caussade ou à Brives, bien élevées, vigoureuses, entendues, qui eussent maintenu Rodolph dans son sillon, et l'eussent rattaché à sa terre. Hélas ! il ne s'en détachait que trop ; son autre fils, Ollive, oui, celui-là l'aimait, et seul des deux savait la surveiller et l'embellir. Mais quoi ? Ollive n'était pas secondé.

Rodolph, toujours étendu, la cigarette au bec, rêvait de voyages au long cours et de colonisations fructueuses. Quelle pitié ! Jusqu'ici les Magon n'avaient-ils pas vécu largement sur leurs terres ? Et quoique leurs crûs, situés aux limites du Bordelais, ne fussent pas aussi goûtés que ceux des côtes, n'en avaient-ils pas largement la vente, lorsque les deux frères ensemble se montraient courageux ? Entendu, Ollive seul l'était. Rodolph était né flâneur et paresseux ; maintenant qu'il avait ramené cette petite finette, ne devenait-il pas mondain ? Il montait à cheval, parlait d'aller aux chasses d'octobre, et pourquoi tout cela, si ce n'est pour sa femme, qui désirait mener une vie joyeuse plutôt que de s'occuper de son ménage, comme elle l'avait toujours fait, elle, la comtesse Magon, au temps de défunt Magon, — « papa », comme elle l'appelait dans ses beaux jours ?

Déjà la dot de la petite était absorbée ; il avait fallu aussi renouveler le matériel vinicole trop usagé et démodé vraiment, l'achat de phosphates aussi...

Mme Magon-Chabrier regardait la Ratoune qui poussait délicatement avec son couteau sa feuille de salade sur le dos de sa fourchette, le petit doigt en l'air, — mignardises ! Elle se souvenait de sa jeunesse, à elle. Quelle différence !

Sa jeunesse dans le Quercy, canton de Montpezat, la propriété de son père adossée à ce Faillal où la terre est si sèche

pour la vigne et si grasse pour le tabac et le blé ; les vendanges de Mont-Doumer ou de Caussade, de la Madeleine, de Pech-des-Filles, le beau chasselas doré, le muscat rose, que les guêpes ivres de sucre et de convoitise suivent lourdement du cep au pressoir... Ah! elle en avait fait des vendanges! Le nom des cépages de son pays, elle ne les avait pas oubliés... Il y avait le Plant de fer, le gros Auxerrois, le Riparia, l'Herbement qui brunit le vin ; son enfance, sa jeunesse, Mme Magon-Chabrier les revoyait sur cette montagne brûlante, avec ses longs champs de tabac dont, l'hiver, les feuilles sèchent aux poutres, et que l'on prépare en « rosette » pour les porter au contrôle de la ville le jour désigné.

Les soirs de récolte ou de vendange, elle allait danser chez Cubayne, qui « tenait auberge » dans le voisinage ; elle était l'amie de la fille, et savait aussi bien que la paysanne hacher les orties fraîches pour la nourriture des jeunes dindons, et préparer les foies d'oies. Au printemps, les fraises arrivaient de la vallée du Lot pour les expéditions : Héricarts de Carjac, Calvignac, Saint-Cirq-Lapopie ; et les petits pois de Brives, et plus tard, les deux cent mille truffes du Périgord qui passaient dans les paniers de jonc! La terre généreuse se laissait creuser et fendre, couper en quatre, labourer deux fois l'an, abandonnant à l'avidité des hommes sa chair, son sang, ses fruits et son vin. Enfance heureuse, libre, tout près de la terre et de ses dons; enfance de jeune bête, qui connaît les surprises des saisons, sait flairer la grêle dans l'orage prochain, et discerner d'un coup d'œil la terre où pousse la truffe, de celle où naît l'orvet ou la vipère. A vingt ans elle était, cette demoiselle, une ménagère expérimentée, attentive, économe, tôt levée et « pour la vigne, disait fièrement son père, elle valait dix vignerons »!

Un jour, le vieux M. Magon l'avait demandée pour son fils, qui exploitait sa terre dans les environs de Bazas. C'est ainsi que le Quercy s'était allié au Bordelais, pour donner un cépage nouveau.

Toutefois, Camilla Guillandou s'était difficilement accoutumée à cette terre inconnue bien différente de la sienne, à ce pays monotone où l'on ne voit que des vignes, dont les arbres sont rares, — hors le pin, — et les horizons plats; mais son devoir n'était-il pas de s'attacher à sa nouvelle destinée, à cet époux qu'elle ignorait hier, son maître aujourd'hui? Camilla

s'y était appliquée... M. Magon l'y encourageait comme de juste; il appréciait les vertus de sa femme élevée pieusement.

Quelle différence avec celle-ci, si gamine, si légère, si alerte! Camilla, elle, s'était toujours efforcée d'avoir un maintien digne et modeste. Mère, nourrice, régisseur du domaine, éducatrice de ses fils, ménagère, secrétaire de son mari et son associée, sa vie n'avait été qu'un long dévouement : le devoir, toujours le devoir! Mais cette poulette-ci, à quoi songeait-elle? Au plaisir sans doute. Cette gamine, cette Parisienne dont les chemises n'étaient pas festonnées, mais garnies de rubans (à la vérité de modestes rubans, mais pour Mme Magon-Chabrier, quel luxe!) Avec une pareille allure, pouvait-on être une vraie chrétienne, une épouse parfaite? Et que signifiait ce goût récent du cheval, ces rallie-papiers? Pendant ce temps les petites, laissées aux soins de la cuisinière, étaient mal tenues, traînaient partout, négligées, geignardes. Un danger, cette vie mondaine pour la Ratoune? Sans doute. Aimait-elle son mari? Elle serait difficile! Un si bel homme, si élégant! Mais trop indifférent, trop amateur; d'ailleurs il ne tenait pas assez sa femme en main; une petite comme cela a besoin d'être tenue serrée. Ah! ce n'est pas « papa » qui eût autorisé jadis de pareilles absences, — et Mme Magon-Chabrier songea soudain à ces jeunes ménages voisins, hobereaux, riches, bien nés, qui riaient sans doute de la vertu d'une nouvelle épousée...

— Tu m'entends, *mamang*?...

Mme Magon-Chabrier sursauta : elle vit devant elle se dresser Rodolph blanc d'habit et noir de peau, qui l'interpellait impatiemment.

— Ah! çà, *Mamamouchi*... à quoi penses-tu, hé? Tu rêves en plein midi? Je te rappelle que tu as invité les Pézenac à venir goûter ce soir à cinq heures.

— Oui! eh bien! il n'est pas utile de s'alarmer pour cela; ce n'est pas la première fois que je reçois ces deux personnes.

— Quatre, prononça nettement la Ratoune.

— Quatre? Je croyais n'avoir invité que les parents...

— Mais non, mère, rappelez-vous : dimanche, à la messe, en les quittant, vous leur avez demandé de venir avec les Maurice.

— Je n'ai aucun souvenir...

Rodolph rit :

— *Mamang*, ta cervelle se brouille; puisque la Ratoune te le dit, c'est que tu les as invités, les quatre; tu auras donc ici le marquis et la marquise, le comte et la comtesse. Peste! Mme Magon-Chabrier! Cette maison est une succursale de la cour du Grand Roi!

Il exultait.

Pendant qu'elle se levait lourdement pour aller donner des ordres, Mme Magon-Chabrier, entêtée, cherchait encore à quel moment elle avait pu inviter le couple du comte et de la comtesse de Pézenac; — elle ne l'aimait guère, ce couple, trouvait la femme trop futile, le mari trop empressé auprès de la Ratoune, tous deux trop mondains et riches, s'amusant sans doute de cette petite, voulant l'entraîner... Non, elle ne les aimait point, mais quand donc les avait-elle invités? C'était avant-hier qu'elle avait vu à la grand messe leurs parents; Ratoune avait-elle retrouvé les jeunes gens depuis? Ce matin, en allant à la vigne de Brugidou peut-être? Impossible, la petite l'aurait dit; elle n'était point menteuse. La belle-mère vit surgir devant ses yeux l'image d'une petite tête brune, aux joues pâles, aux yeux trop grands, à la bouche serrée... Pas menteuse? Peut-être (et encore non par vertu, par habileté...) mais réservée, oh! cela, réservée, oui. Elle ajouta : « cachottière, même ».

V

— Comment l'appelez-vous ce mal? Quel est son nom?
— L'amour — ce mot est beau!

La Fontaine.

Réellement la Ratoune ne paraissait pas se déplaire à la Barbaste. Elle hennissait toujours aussi gentiment que par le passé, se montrait docile à la voix de Rodolph, et obtenait, en somme, ce qu'elle voulait, à condition de recevoir de lui dix leçons par jour. Une telle différence d'âge les expliquait, ces leçons; au fond Rodolph ne considérait-il pas la Ratoune de temps en temps comme son enfant? Une enfant en tout cas. Et c'étaient des « Petite! on ne fait pas cela! » ou : « Petite, écoute-moi bien », qui agaçaient la Ratoune. Rodolph n'entreprit-il pas aussi de lui apprendre à mettre l'orthographe? Cela n'eût rien été, s'il n'en eût parlé à dix lieues à la ronde; en public il arrivait que Rodolph la reprît souvent, ou lui donnât

quelque semonce: quelle imprudence de la part d'un mari! Comment ne songeait-il pas que la vanité blessée créait les plus vives rancunes?

Un jour, cette innocente s'oublia au point de citer une phrase de *Louis Lambert* devant les Pézenac. Rodolph déclara : « Elle vient de lire Balzac pour la première fois : la petite veut faire la savante devant vous! » La Ratoune vexée avait rougi jusqu'aux cheveux, et avait gratifié Rodolph d'un de ces regards qui en disent long; s'il eût été meurtrier, ce regard, personne n'eût donné un *lei* de la peau noire de Rodolph, ce soir-là!

Rodolph, comme beaucoup d'hommes vieillissants, avait en lui-même une confiance illimitée, l'expérience... Cette confiance lui permettait de résoudre à la fois la question d'Égypte et de choisir l'heure du sevrage de ses « fillettes ». Il eût volontiers dit, comme un fameux professeur à un de ses élèves : « Monsieur, quand on possède la méthode, on peut tout entreprendre! » De fait, Rodolph n'entreprenait rien, il se contentait de reprendre les siens. C'était beaucoup trop pour la Ratoune, qui se croyait revenue alors aux plus mauvais jours de Mlle Rochet, des pensums, et du panier à provisions.

C'eût été bien autre chose entre Mme Magon-Chabrier et sa belle-fille, si la petite ne se fût repliée en bon ordre lorsqu'elle flairait la discussion toute proche... Le principal sujet de divergences : les embellissements de la Barbaste.

La Ratoune eût désiré que l'électricité y fût installée, car elle avait menti en parlant à son amie des embellissements de la maison, mais *Mamang* n'en voulut pas faire les frais, et puiselle avait peur du feu; même, la Ratoune ne pouvait conserver chez elle une boite d'allumettes : l'autre la lui dérobait. Bien mieux : une fois que la belle-fille était couchée, Mme Magon-Chabrier ne se relevait-elle pas et ne venait-elle pas à pas de loup reprendre la lampe? Le jour où la Ratoune avait émis la prétention de faire installer à la Barbaste une salle de bains avec douches, la comtesse douairière se montra stupéfaite de ce qu'elle considérait comme une lubie d'enfant!

Il faut bien l'avouer, la Ratoune, élevée quai des Théatins dans une famille modeste, n'avait jamais pris de bain que dans la Seine, ou dans les établissements du quartier, raison de plus pour faire naître à la Barbaste les jeux d'eau froide et

chaude à volonté. Mme Magon-Chabrier trouvait absurdes ces projets. Quant à Rodolph, il se retranchait derrière l'interdiction des médecins : ceux-ci lui avaient « défendu jadis, une fois pour toutes, de prendre des bains »! Sans quoi, « gare aux rhumatismes »! Rodolph s'abstenait donc, ostensiblement (ceci au grand dépit de la Ratoune), de toute hydrothérapie : la Ratoune, en soupirant, s'était fait une raison. Pourtant elle eût aimé de voir chez elle comme à Pézenac des tourniquets brillants, une baignoire plus blanche que le petit Joas, surtout les beaux aciers des appareils à douche, colliers de métal étincelants, tuyaux annelés comme le corps des pythons, pommes qui dispensent la pluie et le beau temps, le nord et les tropiques chez soi. Ensemble somptueux réservé à la richesse et aussi impénétrable au « pecquenot » que les plus subtils instruments de chirurgie!

La Ratoune eût voulu posséder tout cela, moins par hygiène que par désir de se montrer « à la page ». Le peu de soin que Rodolphe prenait de sa personne, ses poignets de chemise douteux, ses cols toujours ramollis, ses cravates en ficelle, ne choquaient que l'amour-propre de la petite, mais non son raffinement. Elle eût supporté même les vêtements de confection achetés à Bazas, *Aux Deux passages*, les chaussettes souvent croulantes, et cet accent vulgaire qu'elle discernait aujourd'hui pendant que son mari se complaisait à des histoires de table d'hôte, si elle eût été seule à les remarquer! Encore fallait-il que Rodolph ne lui fît pas honte devant leurs amis, devant les Pézenac surtout! Car la Ratoune, — qui était femme et fine, — discernait dans l'allure du fils Pézenac une élégance discrète, une sorte de chic aisé qui manquaient totalement au noir Rodolph : elle commençait d'en souffrir au fond d'elle-même. La comparaison est une terrible chose pour les âmes jeunes. Encore n'est-elle tout à fait nuisible que lorsque l'amour est absent : l'amour-propre, qui établit en famille une si forte solidarité, l'amour-propre seul est insuffisant à préserver le prestige d'un être que l'on considère sans passion; or, la Ratoune n'éprouvait évidemment aucune passion pour son corbeau. Jadis il avait pu lui paraître un fiancé enviable, mais quoi! la faconde de Rodolph en même temps que la Barbaste pouvaient bien éblouir une Ratoune de seize ans... Aujourd'hui ses yeux s'étaient ouverts.

Néanmoins, la Ratoune ne jouerait pas la femme incomprise, c'était clair. Si certaines choses l'agaçaient dans l'agencement de sa nouvelle vie, elle les considérait comme des détails. Un fait demeurait certain et confortable : son établissement à la Barbaste, où elle ferait un jour ce qu'elle voudrait de tout le monde. Pratique, totalement indifférente à autrui, cette petite serait, sans entraînement ni passion, parfaitement armée pour mener exactement la vie qui lui plairait; d'ailleurs, tout s'accomplirait sans drames.

— Êtes-vous capable au moins de faire un jour une belle bêtise? lui dit son ami Maurice de Pézenac en la considérant avec curiosité.

— Qu'appelez-vous une belle bêtise? répondit la Ratoune : aucune bêtise n'est belle!

— Enfin, je veux dire un acte spontané accompli sans réflexion... quelque chose d'emballé, d'un peu fou.

— Ah! ah! je vous entends : à votre profit? Ne comptez pas sur moi. D'ailleurs, je suis parfaitement heureuse ainsi : pourquoi ferais-je une bêtise?

Elle riait gentiment.

Les deux fils Pézenac s'étaient mariés jeunes. « Si l'on ne fait pas ça tout petit, déclarait le vieux marquis, on réfléchit, et alors, on est fichu! » L'aîné, Maurice, avait épousé une jolie fille pauvre, mais *née*; le cadet une roturière laide, mais riche; l'équilibre était satisfait, non les épouses, car leurs maris se montraient coureurs.

La belle Mme Maurice de Pézenac passait pour une *professional beauty*. Aucun fard ne se serait risqué sur un teint blanc et rose que rien n'animait, pas même le sourire. Mais la voix de la belle Catherine s'élevait douce, insinuante, un peu sourde; elle parlait toujours en tenant ses yeux pudiquement baissés; à certains moments, on eût pu la croire endormie; il n'en était rien : c'était la plus éveillée des pestes. « Elle ferme les yeux, disaient ses amies, pour ne pas voir l'effet de son venin. »

Son mari s'ennuyait fort auprès d'elle : qu'elle fût sotte, il s'en était toujours douté; mais son ravissant visage l'avait décidé jadis à orner pour la vie sa maison de ce beau meuble.

Depuis quelque temps le snobisme de Catherine était devenu agressif et, pis que tout, littéraire. C'était terrible d'entendre

cette jolie dame sabrer les écrivains de son temps. Fort difficile comme de juste, elle trouvait des fautes de français dans les œuvres de M. Abel Hermant; parfois elle déclarait qu'elle « ne pouvait plus lire un roman »; parfois on l'entendait affirmer, en parlant d'un ouvrage du marquis de Ségur que l'on s'accordait à trouver divertissant : « Il n'est pas difficile d'en faire autant, lorsqu'on tient tant de papiers à sa disposition! Donnez-moi des archives de famille, et je vous fais le même! » Heureusement, personne ne répondait à cette prière.

Bien des hommes n'eussent pas enduré une aussi parfaite sottise. Maurice, brave garçon, avait pris le parti de ne plus écouter.

C'était un jeune homme gai que Maurice de Pézenac, qui n'entendait rien à la littérature et n'y prétendait pas. Les femmes l'aimaient; il avait pour elles de gentilles attentions; comme, en outre, il possédait de longs yeux noisette, et qu'il était beau gars, on ne lui en demandait pas davantage.

La famille de Pézenac ne vint pas au complet ce jour-là chez Mme Magon-Chabrier: il n'en vint que trois membres au lieu de quatre. Catherine de Pézenac était rentrée trop lasse d'une promenade à pied sur la grande route de Saint-Symphorien, pour aller goûter au dehors. Car cette jeune dame s'imposait chaque jour au soleil, afin d'y fondre, une heure de marche en veste de loutre; elle songeait à l'embonpoint qui, il faut l'avouer, ne songeait pas encore à elle.

— Après un déjeuner copieux, expliqua son mari, car elle mourait de faim et de soif, elle a dû faire la sieste; elle dormait encore il y a une heure quand nous sommes partis, de sorte qu'avec son repas et son sommeil, au lieu de perdre une livre, elle en gagnera deux; ce qu'elle ragera demain matin sur son « pèse-madame »!

Mais la Ratoune, gentiment, déclara que la comtesse Maurice de Pézenac possédait la plus jolie taille qu'on pût voir.

— Je ne sais pas comment vous faites, toutes, déclara la marquise douairière, qui ne voulait pas être en reste, pour garder votre sveltesse ici : la vie des champs est pourtant reposante! A Paris, une jeune femme sort tous les soirs, s'agite, danse et veille, mais ici, comment ne prenez-vous pas d'embonpoint? Que faites-vous? Vous avez l'air d'un jonc!

Rodolph s'approcha en épointant sa barbe noire; il saisit sa

femme par la taille et l'appuyant tendrement contre lui, il prononça avec fatuité :

— Ce qu'elle fait, marquise? Rien. Elle a vingt ans!

La Ratoune se dégagea; elle ne goûtait pas les familiarités de Rodolph en public : elle avait épuisé la nouveauté de jouer aux amoureux légaux.

La marquise de Pézenac, aimable dame dont la grosse fortune (parfumerie de Grasse) avait relevé les tours du château patrimonial et rempli les douves, sortait d'une famille de *grands bourgeois ;* elle considérait avec indulgence Mme Magon-Chabrier, malgré les prétentions nobiliaires de cette dame, les armes qu'elle faisait peindre sur les bandeaux des cheminées et celles qui tournaient avec les girouettes de la Barbaste. La marquise adorait le pays de son mari par amour pour lui; elle prolongeait son séjour chaque année davantage, et y fût restée tout à fait, si ses belles-filles, à l'arrière-saison, ne l'eussent trouvé monotone.

Ces jeunes dames auxquelles la marquise s'efforçait de rendre la vie agréable, n'aimaient guère la campagne. Catherine de Pézenac, plus « sport » que l'autre, s'ennuyait dès qu'elle était assise. Quant à la laideronne, elle s'était fait dans la société qu'elle fréquentait une réputation facile de femme cultivée, car la mode est aux lettres, ce qui lui permettait de mépriser la famille de son mari, et surtout sa belle-sœur qui lui paraissait le dernier mot du snobisme mondain.

L'installation de la Ratoune avait amené dans la région un élément de divertissement tout neuf. Elle était gentille cette petite, se tenait bien; elle paraissait gaie, avec cela convenable : on pouvait l'inviter. On l'invita en effet d'abord à jouer au tennis et le soir au bridge; elle jouait fort bien au bridge d'ailleurs. Elle avait, cette Ratoune, un surprenant talent pour tous les jeux, « une aptitude infernale », disait Rodolph. Elle les apprenait tous en un tour de main, et une fois qu'elle les connaissait, plumait l'assistance à la ronde; c'était la partenaire rêvée que l'on se disputait. Ces dames la trouvaient gentille et, jusqu'ici, pas dangereuse ; habillée un peu simplet, peut-être? Mais bah! à la campagne, ce n'était pas un inconvénient. On l'avait donc attirée, soit à Pézenac, soit chez les Labrède à Marmande, ou chez les Saint-Hilaire, voisins un peu éloignés, et il était bien vrai qu'elle faisait partie d'une

petite « bande joyeuse », comme disait la marquise en susurrant, qui s'agitait beaucoup aux alentours. Les jeunes Pézenac avaient fait faire un tennis, on s'y réunissait, on y flirtait quand la chaleur était tombée : bien.

Mais, un beau jour, Maurice de Pézenac, qui trouvait longs les jours d'été en Gironde, entreprit d'entraîner la Ratoune à un autre genre de divertissement : ce fut justement le jour du goûter chez Mme Magon-Chabrier. Maurice de Pézenac avait demandé à voir l'élévateur d'eau qui fournissait la Barbaste, et qui était planté à bonne hauteur derrière la maison. En revenant, il avait fait avec la Ratoune qui le conduisait, un tour dans le bois de pins. Ils y avaient trouvé la chaleur enfermée là depuis le matin : elle s'était emparée d'eux et les avait accablés. La Ratoune, un peu lasse, s'était assise sur la barrière blanche qui limitait la grande allée de la Barbaste ; elle dit, continuant la conversation :

— Moi, je suis pour le progrès... J'aurais voulu installer ici le téléphone, l'électricité... Ma belle-mère ne veut rien entendre.

— Pourquoi?

— Elle a peur du feu.

— Dans le téléphone ?...

Tous deux se mirent à rire comme deux enfants, et la Ratoune songea une seconde que jamais elle ne riait avec Rodolph aussi librement qu'avec cet ami d'hier.

Pézenac, couché sur le dos dans l'herbe du fossé, examinait la Ratoune habillée de piqué blanc, juchée sur sa barrière. Le regard du garçon allait des jeunes dents pointues aux petites chevilles minces, et il se disait que ce gentil morceau de femme était vraiment, dans ce pays perdu, très appétissant en vérité. Elle venait si bien de Paris cette petite-là, si directement, cela ne pouvait pousser qu'autour du *Printemps* une femme comme cela, si vive, si menue, si drôle, avec sa mine réservée de fillette qui veut jouer à la madame. Quels beaux yeux elle a !...

— Vous ne vous figurez pas comme elle est vieux jeu, ma belle-mère, continuait la Ratoune, évitant le regard de Pézenac, qui devenait fixe, vous ne vous doutez pas de cela à Pézenac !

— A Pézenac, ma petite amie, nous habitons l'aile droite avec les Jean, nos parents l'aile gauche; la tour du milieu a été incendiée en 1686, après l'édit de Nantes, au moment des Dra-

gonnades. On aurait eu le temps, sans se presser, de la rebâtir, pas vrai ? car elle faisait communiquer les deux ailes... eh bien ! le marquis, mon vénéré père, l'ayant trouvée ainsi, et voulant laisser subsister pour l'exemple, j'imagine, le souvenir du danger qui menaça alors la France orthodoxe, le marquis, dis-je, n'a pas reconstruit sa tour. Vous m'entendez bien ? Il nous faut passer par le parc pour aller dîner : ainsi ne me reparlez jamais de retardataires...

Soudain, Maurice de Pézenac, sans crier gare, s'empara brusquement du pied de la Ratoune qui se balançait dans le vide.

— Ratoune ! aimez-moi !

— Qu'est-ce qui vous prend, Maurice ? cria la petite, furieuse d'une agression aussi vive... Lâchez mon pied, et je vous défends de m'appeler Ratoune. Je me nomme Marie !

— Ce pied est vraiment très coquet, poursuivit l'autre sans s'émouvoir ; la colère vous sied bien, ma chère Marie, je la préfère à votre impassibilité souriante, qui s'adresse indifféremment au marquis de Pézenac, à Rodolph, à la blanchisseuse et à votre serviteur.

Il posa ses lèvres sur le cou-de-pied de la petite ; elle lui échappa et glissa à terre.

— Maurice, vous êtes insupportable, assez !... ou...

— Ou quoi ? dit Maurice. Allez-vous chercher le secours de Rodolph, briser le cordon de la sonnette ? me faire chasser par vos gens ? appeler à la rescousse ce bon Ollive que j'aperçois là-bas examinant une « charrue vigneronne Bajac » avec la plus grande attention ? Parlez, chère amie, que comptez-vous faire ?

— Renoncer à votre société, si vous ne me fichez pas la paix ! prononça la petite, tout en riant de cette énumération.

— Riez, ma charmante, riez, le rire vous va comme la colère, et dites-moi quand vous venez ?

— Où cela ?

— Aux sources de l'Avance ; ne faites pas celle qui a oublié mes séduisantes propositions. Vous savez bien que vous m'avez promis une journée pour faire cette « charmante excursion », comme dit maman ; nous emporterons nos bicyclettes dans le train, et au retour, si vous le voulez, nous prendrons le thé au Palace de Bazas !

La Ratoune eut son petit rire.

— Le Palace ? C'est l'hôtel du *Cheval blanc* que vous voulez dire ? Très séduisant en effet, grand merci ! Naturellement vous invitez Rodolph ?

— Ne vous moquez pas de moi !

— Ah ! vous n'invitez pas Rodolph ? Alors c'est un traquenard organisé.

— Écoutez, ma petite amie, poursuivit Pézenac, il s'agit simplement d'attraper à Bazas le train de 7 heures 16.

— Pas facile !

— Évidemment, si vous commencez comme ça ! Ce train-là, par Langon, nous met à Marmande à 9 heures 1. Nous y descendons, nous prenons nos bicyclettes, nous traversons cette vieille Garonne (la route est charmante), le canal, et toute la vallée de l'Avance. Nous déjeunons à Casteljaloux, à l'Hôtel Fages. Nous allons, si nous voulons, aux sources... et puis, tout doucettement, nous remontons...

— En pleine chaleur...

— Prendre notre train à Marmande, et même, si vous êtes fatiguée...

— Écoutez, Maurice, inutile, je n'irai pas avec vous à Casteljaloux.

— Ah ! fit l'autre vexé, pourquoi ?

— Parce que je ne veux pas tromper Rodolph...

— Il ne s'agit pas de cela !

— Et de quoi s'agit-il donc à la fin, Lovelace ? Vous n'avez pas honte..., un homme marié !

— Dites donc, ma belle, ce matin, dans les vignes...

— Eh bien !

— J'étais déjà marié : malgré cette formalité, vous m'avez demandé très gentiment de venir goûter avec vous aujourd'hui, quoique votre belle-mère ne m'ait pas invité du tout. C'était bien une petite avance, cela, hein ?....

— Fi donc ! Maurice. Que dites-vous là ? Vous voyez le mal partout. Je vous ai demandé de venir en camarade ; vous êtes très gentil ; je vous aime beaucoup, vous savez, mais seulement n'est-ce pas ? avec les parents. Moi, je m'ennuie, et j'ai pensé que cela me divertirait de vous voir : voilà tout.

— Grand merci !

Pézenac n'avait pas l'habitude de cette défense de pension-

naire ; il se demandait si la petite n'était pas bien plus roublarde qu'elle ne le paraissait.

Mais la Ratoune ne lui laissa pas le temps de méditer :

— Allons ! ne faites pas cette figure-là. Hop ! rentrons. Vous êtes charmant, et moi aussi.

C'est ainsi que la Ratoune esquivait gentiment les difficultés et se faisait, parmi les quelques voisins qui l'entouraient, une gentille réputation d'honnête petite madame. On disait de Saint-Symphorien à Casteljaloux : « La petite Magon ? Ravissante, mais rien à faire ! » Voire...

VI

Il sait convertir en or jusqu'aux roseaux, aux joncs, et à l'ortie.

LA BRUYÈRE.

Certes, la vie que menait la Ratoune en Gironde eût pu sembler à la jeune comtesse de Pézenac, étroite et monotone ; pour la Ratoune, elle était fort acceptable, surtout quand elle comparait cette vie à celle qu'elle menait jadis quai des Théatins, perpétuellement houspillée par le pernicieux Joseph et ses méchants propos.

Elle songeait souvent aussi à sa mère, non pour s'attendrir sur son sort, bien sûr, mais pour se féliciter d'avoir échappé à un sort semblable. Elle la revoyait toujours languissante et décoiffée, se traînant de la salle à manger carrelée au « voltaire » de Meg Merrilies, s'efforçant de réaliser de pauvres économies écœurantes, discutant avec ses bonnes ; elle songeait au pensionnat, à l'eau rougie dans une vieille bouteille de Marie Brizart, etc., et elle se réjouissait d'avoir échappé à cette géhenne.

Dans les rares lettres que la Ratoune écrivait à sa famille, il n'était question que de plaisirs, de réceptions et de somptueux pique-niques. Elle envoyait aussi des photographies, son portrait, quelquefois les petites qui paraissaient maigrichonnes, assises sagement sur une pelouse, ou, pendant les vendanges, juchées sur une seille pleine de raisins ; on voyait aussi la Barbaste remise à neuf.

Un été le jeune ménage se transporta à Royan pendant un mios, quoique la comtesse douairière eût blâmé cette folie ; la

récolte de l'année avait été précisément déplorable. « Les Rodolph » avaient loué nonobstant une villa dans les allées du Parc, à deux pas de l'Oasis, de compte à demi avec les Saint-Hilaire; on avait emmené les enfants. « La mer fera du bien aux fillettes », avait déclaré Rodolph, enchanté de changer de place et d'aller s'étendre ailleurs. La Ratoune écrivait à sa belle-mère que les Saint-Hilaire étaient des « boute-en-train » fort agréables.

— C'est elle qui a arrangé tout cela, confiait Mme Magon à Ollive, et elle a choisi les Saint-Hilaire parce qu'ils sont riches. Ah! elle est finaude, ta belle-sœur, elle sait ce qu'elle fait. Elle n'eût pas pensé à cette villégiature en commun avec des gens qui n'eussent pas possédé une bonne Lorraine-Diétrich, sois-en sûr.

Il est certain que les partenaires étaient bien choisis : riches, généreux. La Ratoune (en silence) exultait.

« On » allait faire des tournées en mer. Un jour « on » avait poussé jusqu'à l'île d'Yeu, et puis le mauvais temps étant survenu, il avait fallu coucher dans l'île, chez l'habitant. « On » n'avait pu trouver qu'une chambre pour tout le monde. « On » s'était fort diverti, mais Rodolph souffrit tant du mal de mer qu'il jura de ne pas recommencer l'aventure. Maintenant, il restait à Royan, dormant sur le sable ou s'amusant avec les « fillettes », pendant que les autres se promenaient en mer. Évidemment, quai des Théatins, on n'avait pas prévu le yachting, et le pernicieux Joseph écoutait ces relations avec un dédain plein de rage. Le jour où la Ratoune envoya son portrait et se fit voir coiffée d'une casquette de yachtswoman, on la lui montra à table : il faillit s'étrangler avec son brochet.

Ce fut cette année-là, à Royan, que les Magon-Chabrier firent la connaissance de Beaugras.

Il y venait tous les ans avec son bateau, le *Mistenflûte*, (800 tonneaux), y passait trente jours qui représentaient ses vacances de l'année. Comme il redoutait le bruit, il louait à l'hôtel toutes les chambres qui entouraient la sienne, et il ne voyait personne, ne s'occupait plus d'aucune affaire, défendait même qu'on lui envoyât son courrier.

Après ce repos de Royan, il rentrait à Bordeaux et reprenait tout.

On disait que Beaugras avait commencé groom dans une

grosse société de crédit, qu'il s'était fait, comme on dit dans les articles nécrologiques, « *remarquer de ses chefs* » qui l'avaient transformé en petit commis, puis en employé; il grimpa ainsi jusqu'au fauteuil directorial... Quoi qu'il en soit de cette histoire, Beaugras, qui fut réellement directeur de cette grande maison, n'y resta pas longtemps. Son amour des affaires, son goût de la spéculation plutôt, l'entraîna un jour trop loin; il mit le navire en péril. On le débarqua.

Dès lors, libre, riche, célèbre par sa légende, il put se conduire à sa guise. C'était le moment où l'Angleterre commençait de jeter les mines d'or sur le marché. Beaugras, très habilement, sut en tirer un parti considérable; surtout, il sut vendre à temps. La *Central mining* et la *Chartered* furent certainement à la base de sa formidable fortune. Très peu de temps après l'apogée de septembre 1895, le krach survint. Beaugras n'y perdit pas un centime; il s'était déjà engagé dans d'autres affaires. Sa réputation d'habileté y gagna. Dès lors sa fortune ne cessa de s'accroître.

Aujourd'hui Beaugras était célèbre, non seulement en France, mais dans les quatre coins de l'univers. Il faut reconnaître que ce gros homme avait le génie des affaires. Il les accaparait toutes, et singulièrement entre ses mains les médiocres devenaient solides, les bonnes excellentes : chemins de fer, chalutiers, laits bâlois, publicité, transports en commun, constructions économiques, bazars d'Orient, banques internationales, entreprises hôtelières, rizières de l'Indo-Chine, soieries de Brousse, caoutchoucs, tabacs..., que sais-je? Il les créait, les drainait, les menait, et toujours à la fortune.

Beaugras que ses amis (dans ce milieu on n'a pas toujours la plaisanterie fine ou légère) appelaient *Veau-gras*, ne s'était pas marié, malgré les efforts de plusieurs générations de jeunes filles entre dix-huit et trente-cinq ans qui avaient essayé en vain sur lui leurs philtres. « Les femmes du monde m'intimident », disait-il, « je n'aime que les autres, et puis je voyage constamment, que ferais-je d'une femme qui m'appartiendrait? » Il ajoutait : « Je n'ai aucun goût pour le cocuage. » On répétait ces propos. — « Ce Beaugras! est-il mal élevé! » Les mères, à regret, considéraient ce gros homme grisonnant qui représentait tant de banques et tant de tramways, et lui trouvaient une certaine beauté.

Certainement, il y avait une part de vérité dans les réponses de Beaugras; il y avait aussi d'autres raisons à son célibat. Quinze ans auparavant, Beaugras avait eu un enfant né de sa rencontre d'un soir avec une assez belle fille de Toulon (les uns disaient une servante d'hôtel, les autres désignaient une provenance plus basse encore). Un enfant? Du moins lui avait-on persuadé que l'enfant était de lui; et après tout, cela pouvait être..., pourquoi non?... Il avait reconnu cet enfant, et avait doté la mère, affreuse mégère, qui partageait son temps entre le poste et le débit voisin; il s'en était débarrassé ainsi. Elle lui avait vendu ses droits sur l'enfant auquel elle ne s'intéressa que pour les avantages qu'il pouvait lui apporter.

Alors Beaugras, qui s'était attaché au petit, toujours délicat, peut-être phtisique, l'avait installé somptueusement dans une grande villa d'Arcachon, sur la route du Moulleau. L'enfant avait vécu là avec une gouvernante, des domestiques, comblé de soins, de confort, et de cadeaux.

Cet enfant d'une fille de faubourg grandit dans une opulence extraordinaire; il fut choyé, soigné, comme un ouistiti dans sa cage. Livré à lui-même avec une terrible hérédité, il révéla très tôt des instincts assez vulgaires, que l'on combattit mal. Que deviendrait-il? Le père n'avait guère le temps de s'en occuper; de temps à autre, il arrivait, chargé de cadeaux et de sucreries à remplir la maison. Beaugras le gâtait trop, croyant remplacer ainsi le temps et les soins qu'il ne pouvait lui accorder. Le petit fut vite blasé : tous dans la maison étaient à ses ordres, guettant une approbation, un élan de joie, un sourire... qu'il n'avait pas. Un jour, son père arriva au Moulleau, portant un magnifique bateau à vapeur avec ses cheminées, sa petite chaudière, sa soute à charbon, etc... Max regarda tout cela d'un air hébété. Enfin il dit : *J'en aurais mieux aimé un à voile!* Ce fut une des rares occasions où il se prononça.

A treize ans, il ne souhaitait plus rien; il vivait dans sa villa comme un vieux monsieur dans sa goutte, entouré de ses domestiques; il eut aussi ses voitures, ses chevaux, son poney, ses chiens. Sans réel désir de rien, il obtenait tout en bâillant. Lorsqu'on le voyait, morne, désemparé, on s'écriait autour de lui : « *Mon Dieu! cet enfant s'ennuie! Il fait de la neurasthénie.* » A ce régime il eût pu devenir odieux; il ne l'était pas, il n'était rien. Il ne s'intéressait à rien, il n'aimait pas à lire; jouer

l'essoufflait ; il appliquait difficilement son esprit paresseux à un travail quelconque, et il passait des heures entières à regarder à travers une fenêtre derrière laquelle il ne passait personne. Ce pauvre enfant sans grâce et sans jeunesse, planté dans les ennuyeux sables d'Arcachon, ressemblait à un pin débile qui ne donnera jamais ni ombre ni résine. Il gagna ainsi péniblement ses dix-sept ans, sans joie et sans autre peine que le souci d'une mauvaise santé.

Beaugras, qui se désolait, au fond de lui-même, de cette sécheresse, aimait son fils, et eût voulu passionnément en être aimé ; il eût voulu avoir ce que les autres parents ont : des embrassements impétueux, de tendres paroles naïves, la confiance absolue du petit qui croit en vous, se repose sur vous et vous demande... tout, pour commencer. Enfin il eût voulu se sentir nécessaire : se sentir nécessaire à la vie d'un être est la plus immense des flatteries du cœur. Que peut-on refuser à celui qui vous dit : *J'ai besoin de toi* ? Jamais le fils de Beaugras ne lui avait adressé ces paroles-là. Il voyait bien que les visites qu'il faisait au Moulleau n'étaient pas attendues, sa présence indispensable. Jamais on ne lui répondrait ce que la fille de la Ratoune, fiévreuse, avait répondu à sa mère qui offrait d'aller lui acheter des jouets pour la distraire dans son lit : « Pas la peine, j'ai mon p'pa ! »

Peu de gens connaissaient le Beaugras du Moulleau ; on ne voyait d'habitude que le noceur assez épais, ou le prestidigitateur heureux qui transformait les cannes à sucre en tapisserie des Gobelins, et bâtissait des villes avec des tickets de tramways, l'homme d'affaires qui, le soir, flanqué de petites femmes, se divertissait dans les boîtes de Montmartre, ou traversait l'Amérique sans s'arrêter au Niagara.

Rien, dans ces divers personnages, ne faisait deviner le pauvre bonhomme qui visitait la villa d'Arcachon comme Triboulet visitait la maison où il avait enfoui la vie de son cœur.

A Royan, cette année-là, les Saint-Hilaire dont il était l'ami, le découvrirent et l'appelèrent ; après une courte lutte, Beaugras accepta de déjeuner à la *Villa des Flots* que les Saint-Hilaire occupaient. Ce fut son premier contact avec la « bande ». Il parut s'y plaire, malgré ce qu'il appelait sa sauvagerie, qui n'était sans doute que la crainte de s'ennuyer dans un monde

plus correct ou moins jovial, si l'on veut, que celui qu'il fréquentait d'habitude.

A la vérité, il avait remarqué la petite Ratoune, et la petite Ratoune lui avait plu terriblement ; en outre, celle-ci l'intriguait. Qu'y avait-il derrière ce petit visage fermé ? Que signifiait le regard de ces yeux trop grands et souriants, mais parfaitement indifférents dans cette petite tête d'enfant correcte ? Que signifiaient cette réserve, ce silence ? Beaugras était ému. L'extrême jeunesse de la petite, aussi, l'attirait. Hélas ! lui n'était plus jeune. Beaugras se promettait d'étudier ces énigmes, car il se croyait assez fin pour pénétrer le cœur des femmes, ayant fait des affaires pendant trente ans.

Comme tous les spécialistes d'un certain ordre, Beaugras ne s'intéressait qu'à sa spécialité : les affaires. Qu'il y eût à Bordeaux en dehors de son cercle, qu'il y eût en France même, des gens que le bluff de la Rio Tenido ne passionnait pas, des gens qui lisaient, ou pis, qui perdaient leur temps à écrire, cela lui paraissait du dernier bouffon. Il disait : « Je n'ai guère le temps de lire mon journal ; pourtant, je prélève cinq minutes chaque matin, pour parcourir la chronique des courses... » Avec les courses il admettait encore le théâtre, c'est-à-dire le music-hall ou l'opérette, les chanteurs « rigolos », les boîtes de Montmartre. Il ne fallait pas lui parler d'autre chose. Tout le reste, il le rangeait sous le vocable vague et terrifiant de *philosophie*.

Très pris par ses affaires qui étaient lourdes, il sentait vaguement qu'il existait, en dehors des boursiers ou des hommes politiques qu'il fréquentait, une autre société plus cultivée, plus livresque (« des poseurs » ! pensait-il), mais il se gardait d'y pénétrer, redoutant de s'y sentir mal à l'aise, jugé peut-être trop trivial ; un instinct l'avertissait de s'en écarter ; d'ailleurs il s'y fût ennuyé éperdument, car lorsqu'il abandonnait son cabinet, il songeait à se divertir à l'aise et non à se courber au joug du monde proprement dit. Ses vieux copains, comme il les appelait, vivant presque tous avec d'anciennes danseuses ou des femmes du quart de monde, lui offraient exactement la société qui lui plaisait : pas d'effort à faire, pas d'habit à mettre, pas de joute d'esprit à entreprendre ; de bonnes plaisanteries salées, un laisser-aller confortable, liberté complète de tenue et autant d'histoires graveleuses que l'on en veut. « C'est le repos »,

disait Beaugras en expliquant à ses amis le genre de vie qu'il menait à Bordeaux, à Paris, ou au Caire. Car les affaires l'appelaient à Paris autant qu'à Bordeaux, et il retrouvait partout le même groupe appartenant à la société libre et riche de la finance, des affaires ou de la fête.

Pour Ratoune, qui ne connaissait rien que le quai des Théatins, sa famille, la gêne, puis un mariage provincial qui lui avait paru jadis la fortune et la grande vie, Beaugras représentait la vraie puissance, la richesse, l'abondante, l'infinie richesse. Elle admirait que cet homme eût acquis tant de Rio, de Suez et d'Égypte unifiée, et que les grosses maisons de crédit s'adressassent à lui pour leurs paiements en or à la Banque de France.

C'est la première fois qu'elle voyait de près une personnalité si forte, douée d'autant d'assurance et de prestige.

Beaugras revint souvent; il parlait en détail de ses goûts, de sa vie : il aimait à brocanter : les meubles ne traînaient pas chez lui. Il raconta un soir que les marchands d'antiquités suivaient sa piste pour lui proposer, qui un mobilier de Beauvais : « Mais, j'en ai déjà trois », qui un Chardin célèbre; tout récemment encore un service en Chine de la bonne époque payé par lui soixante-dix mille, il l'avait revendu le triple en Amérique.

— Mon vieux, confiait-il à Saint-Hilaire, je ne marche qu'à coup sûr, moi, hein! En ce moment on me propose trois cent mille de mon cartel du XVIe; j'en veux cinq cent mille ou rien; je les aurai, hein?

Saint-Hilaire dit :

— Le Louvre ne voulait-il pas l'acheter?

Mais l'autre haussa les épaules :

— Des râleux! Ils n'ont pas le sou. Non, non : Beaugras ne traitera qu'avec l'Amérique

On comprend que la Ratoune fût éblouie de voir voltiger de tels chiffres, elle à qui l'on refusait une douche écossaise... En outre, voilà que ce nabab s'occupait d'elle, de la Ratoune; c'était la première fois qu'elle sentait autour d'elle les soins et le désir d'un homme aussi important. Sa vanité était flattée, elle-même ravie; pas plus aujourd'hui que cinq ans auparavant quand Rodolph la courtisait, elle n'était rebutée par l'âge mûr de ce gros homme replet, à côté de sa jeunesse en fleur; aujour-

d'hui comme alors, une sorte de force l'entraînait, qui lui cachait les défauts et les tares, et ne lui montrait que la séduction de la richesse triomphante.

Lorsque les fils Pézenac, l'un après l'autre, car chacun le tenta, lui avaient fait la cour, elle n'avait rien éprouvé de pareil à l'immense flatterie qu'elle ressentait aujourd'hui. Ces jeunes hommes eussent pu lui plaire, mais la Ratoune avait gentiment désarmé leurs efforts sans les blesser avec son petit hennissement, toujours le même. Elle ne songea pas alors à tromper le noir Rodolph. Inutile, bien qu'ils fussent beaux tous deux et jeunes presque autant qu'elle; mais la Ratoune ne connaissait ni l'entraînement, ni la passion de l'amour; du moins n'éprouvait-elle aucun de ces deux phénomènes pour les jeunes Pézenac. Ici, devant cet homme ventru qui chauffait son cognac (1815) en racontant des histoires raides, elle était troublée. Songez donc! Beaugras la regardait avec insistance, lui parlait dans les coins, l'emmenait dans son auto; elle seule régnait, pas d'autres, et l'homme dont elle attirait l'attention, qui s'affichait avec elle, c'était Beaugras, prince de la finance et célèbre dans la galanterie : ça, c'est un succès!

Quant à Beaugras lui-même, il ne prenait jamais grand souci du choix de ses maîtresses : il s'était adressé jusqu'ici aux gentilles petites jeunesses qu'il avait sous la main, secrétaires, ou amies rencontrées là ou ici. Il les installait, les meublait avec d'admirables meubles, les sortait le soir, parées somptueusement, car il payait bien, les asseyait à côté de lui en auto... Ça durait ce que ça durait... Le jour où sa fantaisie passait, comme il était généreux, ses maîtresses pleurnichaient peu, et partaient consolées en emportant leur Aubusson.

C'était la première fois qu'il était attiré si vivement par une femme mariée, de la bourgeoisie, ce qu'on appelle une honnête femme enfin. Il n'y comprenait rien, mais il se rendait parfaitement compte de cette bêtise qu'il allait faire. La petite l'intriguait, et puis elle était si jolie, si fine, il eût voulu lui plaire; toutefois, comme il n'était point sot, il sentait bien qu'il ne pourrait jamais être agréé que tel qu'il était, en jouant de sa richesse et de sa bonhomie, et non en posant au jeune galant. Parfois il déplorait cet entraînement, ce goût pour la Ratoune; il sentait que tout cela le distrairait des affaires sérieuses, et introduirait dans sa vie des complications et des ennuis qui

n'étaient plus de son âge; parfois il était heureux de se sentir plus jeune qu'il ne le croyait, capable d'un vif béguin pour une gentille petite : lui-même serait aimé... demain peut-être? Cette idée le flattait, naturellement.

VII

Dumaine. — Et à moi, mon amour, et à moi, quelle sera ma pénitence?
Catherine. — Une femme.
SHAKSPEARE.

La passion de Beaugras était suivie de près par toute « la bande » de la *Villa des Flots :* on marquait les points; tous l'avaient vue naître, cette passion et grandir, sauf Rodolph, si flatté de connaître un homme d'une telle opulence, qu'il ne distinguait plus autre chose.

Beaugras cependant ne s'était pas déclaré encore, il s'impatientait et pensait : « Je piétine, je piétine »; il enrageait. D'habitude il n'y mettait pas tant de façons, mais ici c'était plus gênant... et puis ce joli visage impassible... Un vrai bijou, cette petite. Comment faire avec elle?

En vérité, la Ratoune le guettait; elle s'amusait passionnément : être aimée de Beaugras, c'était déjà intéressant, mais l'intimider, c'était prodigieux! Elle se demandait comment tout cela finirait. Elle ne pouvait se figurer Beaugras lui faisant une déclaration comme au théâtre : quel fou rire! Qu'il ne s'avisât pas non plus d'être mal élevé! La Ratoune était ravie. Les femmes le sont toujours quand elles sentent rôder une déclaration d'amour autour de leur personne. Elles ont un rôle charmant à remplir pendant ce temps-là, car c'est une comédie qui se joue pour elles, dont elles sont à la fois l'enjeu, les actrices, et les spectatrices.

Ici Beaugras espérait que la petite ne monterait pas sur ses grands chevaux, mais peut-on être sûr de quelque chose avec les femmes du monde? Quelle engeance! Celle-ci valait le risque (hein?); il n'en connaissait pas de si jolie. Il avait bien hasardé une phrase l'autre jour, en auto, alors qu'il la ramenait de promenade; il lui avait pris la main, puis le bras, puis la taille : la figure de la petite n'avait pas bronché. Qu'avait-elle pensé? « Sapristi, quelle affaire! Comment me suis-je fourré

dans ce guêpier? » Ainsi maugréait Beaugras, tour à tour furieux et ravi.

Un soir, en remontant avec sa femme dans leur appartement, Rodolph la suivit dans sa chambre, posa sa bougie sur la cheminée et s'installa dans un fauteuil. La Ratoune, impassible, frémit au fond d'elle-même. Allait-il lui faire des remontrances?

— Ma Ratoune, que penses-tu de M. Beaugras?

— Qu'est-ce que tu veux que j'en pense? Je le connais à peine, je pense qu'il est fort aimable, et voilà tout...

— Ah! ma Ratoune, dit Rodolph en la menaçant d'un doigt que le tabac avait jauni comme un tuyau de pipe, j'attendais autre chose de toi. Tu ne remarques pas l'assiduité de cet homme considérable auprès de nous?

— Non, reprit la petite en baissant les yeux.

— Eh bien! moi je suis plus fin que vous tous ; je l'ai remarquée. Nous lui plaisons à ce financier, il ne sort pas des « Flots ». (Ah! ah!) Il y vient quatre fois par jour, il cause longuement avec moi. C'est une relation à conserver, ma belle! Un homme comme lui, associé à un homme comme moi, cela pourrait faire de grandes choses.

La Ratoune le regarda, stupéfaite :

— Tu veux faire de grandes choses, toi, Rodolph?

— Eh bé! pourquoi non? Beaugras est un homme magnifique. Il a des affaires sur tous les points du globe. Qu'il s'intéresse à moi, et me nomme directeur commercial en Tunisie de ses phosphates, en Algérie de ses vignobles, régent à Salonique de sa Banque internationale, que sais-je? Il y a aussi les bazars, la publicité. C'est l'embarras du choix. Il a fondé récemment aux environs de Saïgon une petite coquine de ville pour l'exploitation des arachides (tu entends, une ville : formidable!) il paraît qu'il y aurait gros à gagner là-dedans. Eh! qu'est-ce que tu en dis, mignonne? Te voilà toute saisie!

— Eh bien! et la Barbaste?

— Ollive est là, voyons, et la *Mamang!* Pas d'erreur, ma petite, si tu veux croupir toute ta vie dans le canton de Bazas, il faut continuer comme nous l'avons fait jusqu'ici, à nous occuper de la taille en éventail, du sulfatage arsénieux, de la pucette et de l'oïdium, fléaux de la vigne en fleur! Tout cela te mènera bien, bon an, mal an, à un bénéfice net de deux pour cent; il n'y a pas de quoi s'acheter une maison aux allées de Tourny

pour nos vieux jours ou même te couvrir de diamants dans tes jeunes années? Non, non, si je peux moi, hop! je saute en selle, c'est l'instant, et *adious!*

— Tu ne songes pas à emmener tes enfants en Cochinchine, dans ce marécage!

— Et pourquoi non? Le climat est *essellent* pendant la saison sèche, m'a dit ce soir M. Beaugras.

La Ratoune s'étonna de nouveau : Rodolph avait déjà parlé de cela à ce monsieur?

— Non pas! C'est lui qui le premier...

— ... T'a proposé de nous exposer là-bas?

— Non, non, toi, tu ne me rejoindrais que par la suite. Je partirais seul tout d'abord, pour me rendre compte, voir si l'affaire me plaît. Oh! mais je ne me déciderai qu'après examen, moi : librement.

La Ratoune eut un geste charmant : « Nous séparer, Rodolph! » et Rodolph s'émut, « pauvre petite! » et puis : « Voyons, voyons », il entreprit de la persuader. « Mais pourquoi la Cochinchine? répétait la Ratoune, qui avait admirablement saisi le plan de Beaugras et riait sous cape. Ne pourrait-on aller moins loin? Tu parlais de publicité tout à l'heure, le siège de cette affaire-là n'est-il pas à Paris? » Rodolph expliqua que la publicité, hein? ce n'était pas son affaire.

— Les arachides non plus, rétorqua sa femme.

— Tss! Tss! Tss! Il ne s'agit pas de faire de moi un chimiste, mais un fondé de pouvoirs, tu entends, petite? Une sorte de gérant responsable. C'est clair... Je suis né pour gouverner, moi, que diable! Je ne suis pas fait pour biner ma vigne comme Ézéchiel, pendant l'éternité. L'arrivée de ce monsieur ici est une indication de la Providence! Une chance qu'elle m'offre : à moi de la saisir. Celle-là ne se renouvellera certainement pas. Mordious! poursuivit Rodolph en s'animant, qu'as-tu à rester là comme une statue de bois, ma belle? Je ne suis plus un jeune homme, moi! Il m'arrive au fond de ma province une pareille aubaine et je la laisserais échapper, nenni! — Et de faire briller aux yeux de la Ratoune, la vie somptueuse qu'ils mèneraient tous deux là-bas? — D'abord, gros traitement, automobile à la disposition. On habite un vaste palais neuf dans le style indo-chinois, tu vois ça? Des trucs de bois découpé, des arcades, hein? et des particuliers en turban, les

bras croisés, qui s'inclinent sur votre passage en se touchant le front comme chez Aladin, ma petite! On est des personnages enfin; c'est la vie large; nous serons reçus partout : chez le gouverneur, dans le corps diplomatique, etc., etc... et puis c'est un pays d'une richesse inconnue; on peut tirer dix mille fois, cent mille fois l'équivalent de la production actuelle; d'ailleurs la population qui était de 1 300 000 habitants en 1875 est aujourd'hui de 2 900 000 : ça dit tout, ça, ce sont des chiffres! Population laborieuse, sale d'ailleurs, colons, Annamites... La ville de Beaugras est située entre Cholon et Saïgon, à quelques kilomètres de la capitale. Il m'a donné des détails : ces régions-là sont d'une fertilité dont tu n'as pas idée !... Et la culture des arachides, l'extraction de ses succédanés, l'utilisation de l'huile; si un homme intelligent s'occupe de l'extension, ce sont des milliards, tu entends, petite! des milliards... Et le caoutchouc!...

Rodolph ne tarissait plus devant la Ratoune stupéfaite...

Pendant qu'il parlait et qu'il croyait la séduire avec sa faconde, elle songeait : « Ce Beaugras, quel malin! Certainement il a dû travailler Rodolph depuis longtemps... Voyons, depuis quand? Ah! oui, depuis le jour où il m'a dit : « Je vous donnerai des preuves de ma tendresse; ne riez pas de moi, petite amie! » Oui, c'est ça, c'est le jour où il m'a emmenée à Pontaillac; il était très rouge au retour, et dans la voiture il a voulu me prendre dans ses bras. Et Rodolph, quel niais! Comme il s'est laissé piper! Ah! ce n'était pas difficile, bien sûr; encore un qui n'y voyait pas plus loin que son nez... La vanité, toujours! En lui expliquant qu'il aurait un grand train de maison, et qu'il ferait ses recouvrements à dos d'éléphant, voilà un homme à la mer! »

Elle l'interrompit doucement :

— Et moi, qu'est-ce que je deviens dans tout cela?

— Toi, ma belle, tu restes avec la *Mamang* à la Barbaste, tu surveilles les fillettes, tu prépares doucettement ton petit voyage; dans six mois, après les pluies, je reviens, je t'enlace, je t'enlève sur ma galère, et vogue!

La Ratoune songeait toujours à Beaugras. « Ah! ça ne traîne pas avec lui : aussitôt vu, aussitôt flambé, aussitôt flambé aussitôt résolu, mais il ne me consulte pas, moi! Me compte-t-il pour rien? Ou dispose-t-il de ma personne avec une telle désin-

voiture qu'il est sûr de son succès? Il ne perd pas de temps, le Bordelais. Quelle audace! » Au fond, cette audace la flattait. Qu'allait-elle dire? Rien, elle laissait faire Rodolph puisqu'il était si joyeux, puisque cette perspective lui souriait tant! Cette perspective? Elle se mit à rire; évidemment Rodolph et Beaugras n'avaient pas la même. D'ailleurs, lancé comme son mari l'était, pourrait-elle s'opposer?..

— Eh bien! mignonne, tu as ri, tu es séduite, hé?

— Donne-moi quelques jours, Rodolph; il me semble que ce monsieur eût pu me consulter aussi.

— Allons! Ratoune, pas de fariboles! Faisons-nous affaire, oui ou non? Veux-tu sortir de Saint-Symphorien, ou veux-tu enfermer ta jeunesse et ta beauté dans un trou comme un sarment de vigne? Parle, parle...

Le lendemain, Beaugras accompagna la Ratoune à la Grande Conche pour le bain. Il avait pris l'habitude, ces derniers temps, d'assister à cet exercice : voir sa petite amie entrer dans la vague lui plaisait; lui n'osait se risquer à sa suite, quelques légères atteintes de goutte l'ayant rendu prudent, mais il l'accompagnait; il se sentait rajeuni et heureux.

La Ratoune nageait mal, comme la plupart des femmes. Elle avait appris aux bains Ouarnier, dans son enfance, à faire les mouvements avec un vieux baigneur en toile cirée orné de boucles d'oreilles : « une, deux, ployez, une, deux... » Mais elle barbotait avec grâce, faisait aussi la planche, et sortait de l'eau dans un maillot ruisselant qui ne scandalisait personne.

Ce jour-là, Beaugras, large et rutilant, vêtu de flanelle, son éternelle raquette à la main (il ne jouait que rarement au tennis, craignant les battements de cœur), subit, assis près d'elle, l'attaque de la Ratoune :

— Pourquoi donc, monsieur Beaugras, voulez-vous envoyer mon mari en Cochinchine ?

— Ah! mais, je décline toute responsabilité, moi, hein? C'est votre époux lui-même qui m'a offert de devenir mon collaborateur dans une des affaires dont je m'occupe.

— Et alors, vous, tout naturellement, vous avez songé à la première ville venue! — Saïgon, par exemple!

— Vous êtes une enfant, reprit Beaugras. Lui et moi, nous avons longuement débattu tout cela. Votre mari ne peut être,

à son âge, bon à tout, hein? Il m'a paru très désireux de mener la vie coloniale... Mais si vous ne voulez pas vous séparer de ce Rodolph, n'en parlons plus !

La Ratoune comprit qu'elle avait été trop vite, et arrêta un peu le mouvement :

— Je n'ai pas dit cela ; j'ai dit que la Cochinchine, c'était bien loin. Voyons, ne vous fâchez pas !

— Loin, loin ? Pour qui ? Pour lui ou pour vous, hein ?

Beaugras la guettait ; elle se mit à rire, puis, tout bas :

— Pour moi.

Il se fit paterne :

— Mon enfant, il n'est pas question de vous, voyons, hein ? Vous resterez en France ; il ne faut pas songer à cela pour le moment. Comment avez-vous pu croire d'ailleurs que je pourrais me passer de vous maintenant, hein ?

— Mais Rodolph est très emballé ; il m'a dit qu'il viendrait me chercher dans six mois !

— Laissez-le dire, laissez-le partir surtout, hein ? Que diable ! Il n'est guère à plaindre ; si l'affaire lui plaît, il aura là-bas une situation unique, il vous reviendra doublé d'or. Vous devriez me remercier, ma belle, au lieu de me gronder avec cette véhémence.

Il reprit :

— Mais non, ne me remerciez pas ; c'est pour vous, c'est pour que vous...

Il se tut ; il regardait la Ratoune, il lui semblait qu'il venait de l'apercevoir pour la première fois, cette petite. Quelle jeunesse !

La finaude, qui avait vu le regard de l'autre s'attrister, lui tendit sa petite main salée :

— Faisons la paix : je consens à me séparer de Rodolph, à condition que rien ne soit définitif.

— Parbleu ! — Beaugras retourna la patte brune dans sa large paume, et en baisa l'un après l'autre les doigts. — Et moi, pendant ce temps-là, je me charge de vous, hein ? C'est dit ? Je vous promène, je vous distrais, je vous console, je suis pour vous tout ce que vous voudrez, un oncle, un frère, un cousin, un ami, hein ?

Elle remarqua qu'il n'avait pas dit un père. Cette abstention la fit sourire.

— Eh là ! monsieur Beaugras, doucement ! Je ne suis pas orpheline.

— Tant pis !... Je voudrais que vous ayez besoin de moi pour tout !

— Vous n'allez pas me compromettre au moins, en l'absence de Rodolph ?

La compromettre, elle voulait rire ? C'était charmant.

— On dit que vous êtes un homme dangereux. Est-ce vrai cela, monsieur Beaugras ?

Il prit un air avantageux : « gentille petite ! » — Et tout de suite :

— Laissons cela, parlons de vous, rien que de vous. Alors, vous voulez bien que je pense à vous, dites ? Je le voudrais tant, si vous saviez... Dites oui, Ratoune ? Dites ?

Cela avait l'air d'une demande en mariage.

La Ratoune, qui avait repris si vertement Pézenac lorsqu'il lui avait donné son surnom à la Barbaste, ne fit, cette fois, aucun reproche à son vieil amoureux.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(La dernière partie au prochain numéro.)

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

III[1]

LA PREMIÈRE GUERRE BALKANIQUE

I

Me voici, le 6 octobre, de retour à l'hôtel Adlon. Je dois prendre part, dès mon arrivée, comme chef de la délégation belge, à une « conférence concernant les expositions internationales », convoquée par le gouvernement impérial. Le dessein qu'il poursuit en nous invitant à cette réunion n'est pas de favoriser, mais au contraire de limiter la fréquence des expositions de ce genre. L'Allemagne officielle ne voit pas d'un bon œil ces grandes foires commerciales; elle estime que les dépenses d'installation qu'elles lui imposent pour figurer avec honneur, avec un éclat digne de son importance et de sa réputation industrielles, ne sont pas compensées par le profit qu'elle en tire. Elle les juge aussi trop nombreuses. Elle n'en a pas besoin, d'ailleurs, pour vendre sa fonte et son acier, ses machines, ses canons et ses produits chimiques.

Sa mauvaise humeur contre les expositions universelles rejaillit sur la Belgique qui, en moins de dix ans, en a organisé trois chez elle, à Liége en 1905, à Bruxelles en 1910 et à Gand pour l'année 1913. La participation de l'Allemagne à l'exposition de Bruxelles n'avait pas laissé d'être fort belle: toutefois, dans le domaine des beaux arts et des arts industriels, elle fut éclipsée par des rivales. Le gouvernement impérial a refusé tout subside à ses nationaux qui voulaient exposer

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars.

leurs produits, l'an prochain, dans notre belle ville flamande. Libre à eux de s'y exhiber à leurs frais et à leurs risques et périls.

La conférence s'est réunie solennellement dans une des salles du palais du Reichstag, luxueux édifice, achevé à la fin du siècle dernier sur le Kœnigsplatz. L'art de la Renaissance a inspiré vaguement ses architectes qui ont accumulé sur les murs les emblèmes de la puissance allemande et les images de ses fondateurs. Kiderlen, président de la conférence, nous souhaite la bienvenue par un discours dont il donne lecture en français, et l'ambassadeur de France lui répond avec autant de tact que de mesure. Kiderlen se hâte de disparaître après l'accomplissement de cette formalité qu'il considère comme une corvée, mais à laquelle il ne pouvait pas se soustraire. Les débats se poursuivent en langue française entre les délégués où brillent M. Chapsal pour la France, M. Ador pour la Suisse, M. Labriola pour l'Italie. Je laisse à mon collègue, M. Francotte, le soin de défendre nos intérêts; il y montre une compétence que je ne prétends pas égaler.

Le gouvernement impérial qui a soumis à ses hôtes son programme restrictif, a déployé, pour leur dorer la pilule, une prodigue hospitalité : ce ne sont que banquets, réceptions, distractions de haut goût, comme une excursion à Potsdam. Mais au milieu de ces divertissements pacifiques éclate en coup de foudre la nouvelle d'une guerre turco-balkanique. Aucun de nous ne se doute que cet égorgement local est le prélude d'une succession d'événements qui aboutiront en fin de compte à une guerre générale des nations.

Il me paraît indispensable, pour l'intelligence de ces souvenirs, de faire d'abord un rapide résumé de l'action des grandes puissances pendant les mois précédents, en vue de conjurer la menace suspendue sur la Turquie et ses possessions européennes. De la guerre balkanique, qui est dans toutes les mémoires, je n'ai pas à entreprendre un nouveau récit. Je relaterai les impressions que la rapidité des coups de théâtre se succédant dans les Balkans a produites à Berlin, avec les commentaires qu'ils m'inspiraient, tels que je les ai exposés dans mes dépêches, et les réflexions que l'écoulement du temps a fait naître dans mon esprit. Ce sera une sorte de gazette diplomatique, rédigée presque jour par jour, ou, si vous le préférez,

un coup d'œil sur les événements à travers une lorgnette braquée de Berlin.

Trois au moins des grandes puissances, la France, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, étaient au courant des accords militaires, conclus en secret par la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro sous le patronage de la Russie. Des signes précurseurs qui annonçaient l'imminence du danger étaient apparus dès le début de l'été. Il suffit de les rappeler brièvement : mouvement anti-jeune turc en Turquie, circulaire du ministre de la guerre, Mahmoud Chewket Pacha, défendant aux officiers de s'occuper de politique, mutinerie de la garnison d'Andrinople, pronunciamiento à Monastir, soulèvement des Albanais qui occupent les sandjaks d'Ipek, Prizrend et Prichtina, chute de Mahmoud Chewket Pacha et dislocation du cabinet jeune turc, massacre de chrétiens à Kotchani et à Berana, et agitation violente qu'ils provoquent par contrecoup à Sofia, Belgrade, Athènes et Cettigné.

Le premier qui ait paru s'émouvoir de ces prodromes sanguinaires est le cabinet de Vienne. Le 14 août, le comte Berchtold proposait à ceux de Londres, de Saint-Pétersbourg, de Paris et de Berlin, d'intervenir à Constantinople pour l'introduction d'une décentralisation administrative progressive dans la Turquie d'Europe. Mais ses propositions, conçues en termes trop vagues, ne pouvaient avoir aucune suite sérieuse.

Le 18 septembre, M. Sazonow entreprend un voyage à Londres, d'où il reviendra par Paris et par Berlin. Jadis les ministres des Affaires étrangères des grands États ne se rencontraient guère qu'à des congrès solennels. Leurs successeurs ont senti la nécessité de conciliabules plus intimes et plus fréquents, depuis que l'Europe était divisée en deux camps rivaux. Les alliances et les ententes se fortifiaient ou se resserraient par des échanges de vues sur la situation politique et sur les intérêts en jeu. La diplomatie se faisait donc en partie, et elle a continué de se faire, depuis lors, au moyen de conversations entre ses chefs responsables, comme un sujet de pièce entre collaborateurs dramatiques. Ainsi va le progrès d'après la marche des événements. Il a réduit notablement le rôle réservé autrefois aux ambassadeurs et aux diplomates de profession. Faut-il se féliciter de ces pratiques nouvelles? Que d'autres que moi, ancien diplomate, répondent à cette question.

Le 22 septembre, M. Poincaré, jugeant avec raison qu'il était plusque temps, avant que la maison brûlât, d'opposer à la conjuration balkanique une offensive pacifique, et désireux de profiter de la présence à Londres de M. Sazonow, lui fait proposer, ainsi qu'à sir Edward Grey, d'entamer sur-le-champ une action collective des grandes puissances pour sauvegarder la paix et le maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans; elles interviendraient de concert dans les capitales des États alliés pour leur déconseiller fortement de recourir aux armes et, en cas de refus, pour localiser le conflit; elles préviendraient les États perturbateurs qu'ils n'auraient rien à espérer d'une victoire, aucun profit territorial; elles ne reculeraient pas, au besoin, devant une démonstration militaire ou navale, tandis qu'elles s'efforceraient d'obtenir sans retard de la Porte les réformes administratives, réclamées en vain par les populations chrétiennes de la péninsule.

Il allait de soi qu'un programme aussi touffu ne serait pas accepté d'emblée par toutes les puissances. Berlin et Londres, pour des motifs différents, voulaient ménager la Turquie et répugnaient, d'autre part, à l'emploi des grands moyens contre les États balkaniques. Finalement, le texte de M. Poincaré, amendé suivant leurs objections, et portant que les puissances n'admettraient aucun amoindrissement territorial de l'Empire ottoman et prendraient en mains l'exécution des réformes, est adopté. L'Allemagne acquiesce à ce que l'Autriche-Hongrie et la Russie notifient la volonté des puissances aux États balkaniques. En même temps, à Constantinople, des conseils pressants seront exprimés à la Porte par l'organe des ambassadeurs. L'accord européen semble heureusement réalisé, mais il est trop tard pour que la voix impérieuse de l'Europe fasse impression sur l'enthousiasme belliqueux des Balkaniques. En effet, dès le 1er octobre, les quatre États alliés mobilisent leurs armées, ayant appris (1) que la Turquie avait, de son côté, décrété la mobilisation de toutes ses forces.

Il est juste de rendre un sincère hommage au zèle pacifique de M. Poincaré, à l'initiative qu'il n'a pas balancé de prendre dans l'intérêt supérieur de l'humanité, comme aussi à l'empressement de M. de Kiderlen à adopter la proposition française.

(1) Cf. Guéchow, *l'Alliance balkanique*.

Mais maintenir le *statu quo* dans les Balkans, après une guerre qui aurait pour but la délivrance des populations chrétiennes, opprimées par leurs maîtres musulmans, était, convenez-en, une singulière utopie. Elle se conçoit, dans l'état d'esprit où étaient les ministres des grandes puissances, s'ils avaient tous la conviction que les alliés balkaniques couraient à un désastre militaire et qu'il serait facile alors aux maîtres de l'Europe d'arrêter en chemin la Turquie victorieuse. Ceux-ci auraient-ils eu ensuite l'autorité et l'unanimité nécessaires pour dicter à cette obstinée, après sa victoire, les réformes qu'ils n'avaient pas réussi à lui imposer après ses défaites, après le Congrès de Berlin, trente-quatre ans auparavant? C'est plus que douteux. Et ne devaient-ils pas faire, dans leur calcul, la part de l'imprévu, c'est-à-dire d'une victoire balkanique, car la fortune des armes est éminemment capricieuse?

Le double jeu de la diplomatie russe à la veille du conflit est bien moins compréhensible. C'est elle qui avait favorisé, encouragé l'union des Balkaniques, qui leur avait mis l'épée à la main, et c'est elle ensuite qui, d'accord avec les autres puissances, leur signifiait que tout le sang qu'ils allaient répandre ne leur donnerait pas un pouce de territoire de plus M. Sazonow pensait sans doute, en concédant aux confédérés le patronage de la Russie, qu'ils n'iraient pas, sans sa permission, jusqu'à déclarer la guerre et que la menace de leur coalition suffirait pour décider la Porte à exécuter les réformes exigées, alors que l'Empire ottoman s'épuisait à lutter contre d'inextricables difficultés intérieures et qu'il n'avait pas fini de de se battre dans les déserts libyques avec l'Italie. Revenu maintenant de ses illusions, M. Sazonow était effrayé de l'œuf que sa diplomatie avait couvé. Aussi multipliait-il les injonctions et les réprimandes aux petits frères slaves qui restaient sourds à ses objurgations. Malgré la profonde pitié qu'excitent aujourd'hui les malheurs de la Russie et de la dynastie tsariste, il nous est impossible de ne pas déplorer l'imprudente complicité du cabinet de Saint-Pétersbourg dans la conclusion des accords balkaniques, à cause des suites qu'ils ont eues, en ouvrant la voie sanglante où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie nous ont plus tard précipités.

II

Je rencontre dans les couloirs de l'hôtel Adlon un de mes vieux amis, M. Nicolas de Giers, ambassadeur de Russie à Vienne, antérieurement ministre à Bruxelles, et autrefois conseiller d'ambassade à Paris sous la haute direction du baron de Mohrenheim, ce solennel ambassadeur du temps passé, quand j'étais, moi-même, conseiller de notre légation dans cette capitale. Il m'explique sa présence à Berlin : M. Sazonow, descendu la veille à l'hôtel Adlon, lui avait donné rendez-vous dans cet hôtel, ainsi qu'à plusieurs de ses collègues, avant de rentrer en Russie.

— Quelle agréable surprise, mon cher ambassadeur! Que de choses à nous dire! Faites-nous donc le plaisir de dîner ce soir avec nous.

— Très volontiers, à ce soir.

Mais avant la fin de la journée, un mot de M. de Giers m'apprend que M. Sazonow a reçu inopinément la nouvelle de la déclaration de guerre du Monténégro à la Turquie, et qu'il a prié les diplomates russes, accourus à son appel, de dîner avec lui pour tenir conseil sur ce grave événement.

Le billet de mon ami me laisse deviner le désarroi qu'une nouvelle aussi inattendue a semé dans l'aréopage réuni autour du ministre des Affaires étrangères du tsar. Que le roitelet de la Montagne Noire ait osé, avant ses alliés, jeter le gant à la Turquie, voilà de quoi confondre tous les esprits. On a cherché immédiatement l'explication de son acte de bravade. Les uns l'attribuaient aux intrigues du gouvernement italien qui voulait contraindre la Porte à conclure plus rapidement la paix; les autres aux excès de zèle de l'agent de la Russie à Cettigné. Ce ne serait pas la première fois qu'un ministre de ce pays aurait pratiqué une politique indépendante, contraire même aux instructions de son gouvernement. Ignatiew et Tcharikow ont donné naguère le mauvais exemple de l'insubordination diplomatique. On allait jusqu'à penser que l'argent ottoman n'était pas étranger à la brusque détermination du roi Nicolas, prince besogneux, aussi dépourvu de ressources que de scrupules. Ce qui autorisait cette supposition, c'était la mine réjouie et triomphante de l'ambassadeur de Turquie qui pro-

menait, les jours précédents, un visage sombre et préoccupé. Une guerre nationale contre les États balkaniques aiderait le gouvernement ottoman à sortir de ses embarras intérieurs (1). Les plus sceptiques répandaient une autre version : le petit souverain monténégrin avait voulu simplement faire un coup à la Bourse de Vienne, et remplir ses poches en spéculant sur l'émotion du public.

Ce même jour, 8 octobre, les gouvernements russe et austro-hongrois ont fait remettre dans les quatre capitales des États alliés la déclaration concertée entre les grandes puissances. L'audacieuse entrée en scène du Monténégro laissait peu d'espoir que la Confédération en armes s'inclinât devant leur *veto*. On ne pouvait pas nourrir plus de confiance dans l'accueil que ferait la Porte aux représentations édulcorées des ambassadeurs. Au lieu d'exiger que l'Europe garantît et prît en mains l'exécution des réformes en Macédoine, les puissances s'étaient bornées à demander à la Turquie d'étudier les réformes à introduire et leur mise en application.

Aussi les refus les plus nets pleuvent-ils, drus comme grêle, sur les puissances déconcertées. C'est d'abord une réponse déclinatoire, rédigée d'une plume habile par le ministre des Affaires étrangères du Sultan ; il se réserve de présenter lui-même au Parlement ottoman une loi pour l'introduction des réformes dans les vilayets de la Turquie d'Europe. Survient ensuite, le 12 octobre, une déclaration du gouvernement bulgare, porte-parole des Balkaniques : il annonce aux puissances que ses alliés et lui s'adresseront directement à la Turquie, en lui indiquant les réformes qu'ils réclament et les garanties nécessaires à leur exécution. Une note comminatoire est expédiée en conséquence à Constantinople par les alliés, à l'exception du Monténégro qui a déjà pris position de belligérant. Ce document est accompagné d'une notice qui énumère en neuf articles et dans des termes inacceptables les réformes à exécuter, les engagements à prendre et les garanties à souscrire par le gouvernement ottoman. La Sublime Porte n'ayant pas daigné répondre à cette sommation insolente, le ministre bulgare à Constantinople « a l'honneur d'informer le gouvernement impérial que, dès ce moment, la Bulgarie se considère en état de guerre avec la Turquie ».

(1) Dépêche à M. Davignon du 9 octobre.

Les dés étant jetés, il semblait que les puissances n'avaient plus rien à faire qu'à se croiser les bras, à céder la parole au canon et à demeurer spectatrices de la bataille. Mais M. Poincaré ne l'entend pas ainsi. Conscient des dangers que cette guerre va faire courir à l'Europe, il multiplie ses efforts pour l'arrêter, car il veut que la France reste, suivant son expression, l'infatigable ouvrière de la paix. Exactement renseigné sur la pensée de M. Sazonow qui est partisan d'une médiation des grandes puissances ayant pour base, en ce qui les concerne, une déclaration de désintéressement, et sachant par M. Cambon qu'une telle déclaration ne paraît pas inacceptable à Kiderlen, M. Poincaré se remet en campagne pour proposer, en plein accord avec sir Edward Grey, une formule dans ce sens aux cabinets de Vienne et de Berlin.

D'après ce que j'apprends de mon côté, Kiderlen affecte de se désintéresser complètement de la guerre balkanique. Est-ce parce que, suivant le désir de l'Empereur et conformément à ses sentiments personnels, il désire complaire à la Russie, en abandonnant à son collègue russe le premier rôle dans les négociations avec la Porte? N'est-ce pas plutôt qu'il juge le conflit inévitable, impossible désormais à enrayer, et qu'il se dit que, quelle qu'en soit l'issue, le terrain sera déblayé, le problème oriental, après la défaite des uns ou des autres, prendra un aspect différent et deviendra plus facile à résoudre? Toujours est-il qu'il se refuse à toute initiative et qu'il en laisse l'honneur et le fardeau à M. Poincaré.

III

On devait s'attendre à ce que les événements des Balkans effrayassent le monde des affaires dans toutes les capitales de l'Europe. La Bourse de Berlin n'a pas échappé à la panique, à laquelle sont en proie celles de Vienne et de Paris. Les dernières déclarations du comte Berchtold aux Délégations, d'une part, et l'animosité de la presse panslaviste, de l'autre, contre M. Sazonow, à qui elle reproche son entente avec l'ennemie naturelle de la race slave, l'Autriche-Hongrie, augmentent les craintes des financiers et l'extrême nervosité du public, fortement éprouvé par les pertes que subit la spéculation, comme c'est l'ordinaire à l'annonce d'une guerre européenne.

Il fallait cependant se défendre d'un pessimisme exagéré qui voyait déjà l'Europe en feu, alors que les grandes puissances paraissaient animées sans exception du loyal désir de circonscrire l'incendie dans la péninsule balkanique. Je n'ai pas constaté d'appréhensions très vives chez mes collègues et chez les hommes politiques allemands, avec qui les fêtes données en l'honneur de la conférence sur les expositions internationales me procuraient l'occasion de causer. La situation est grave, disait-on, mais il y a tout lieu d'espérer que le vieil antagonisme de la Russie et de l'Autriche en Orient, ressuscité par l'entrée en guerre des nations balkaniques, ne les poussera pas à se jeter dans la mêlée.

Le sentiment dominant à Berlin au moment où éclatent les hostilités est nettement défavorable au gouvernement ottoman On lui en veut de son attitude intransigeante et presque arrogante envers les puissances dans la question des réformes, et de l'indolence qu'il montre à conclure une paix indispensable avec l'Italie. Même à l'ambassade d'Autriche-Hongrie, peu suspecte de malveillance à son égard, il n'excite aucune sympathie avouée. J'y ai appris que la mobilisation de l'armée ottomane s'opère lentement et dans de moins bonnes conditions que l'on ne l'aurait cru, étant donné les progrès réalisés, depuis la chute d'Abdul Hamid, dans la réorganisation militaire. Le triomphe du croissant sur la croix n'apparaît plus comme une certitude absolue. La lutte entreprise par les Balkaniques contre la Turquie sans l'aide de la Russie, soupçonnée, chaque fois qu'elle avait pris les armes, de servir ses ambitions personnelles, revêt aujourd'hui le caractère d'une croisade. Cette guerre se poursuivant sous l'emblème de la croix, il serait difficile à l'Autriche-Hongrie et plus encore à la Roumanie de sauvegarder les apparences, si elles embrassaient le parti de l'Islam contre des nations chrétiennes.

Le gouvernement allemand, malgré les intérêts politiques et économiques qui l'attachent à la Turquie, continue d'observer une grande réserve. La presse berlinoise enregistre, avec une bienveillance inusitée, les efforts de M. Poincaré pour empêcher la rupture de la paix européenne. Tout au plus goûte-t-elle quelque plaisir à constater le peu d'accord qui règne, à ce qu'elle dit, entre le cabinet de Paris et celui de Londres, soucieux de ménager les Turcs, à cause de l'efferves-

cence religieuse qui commence à se manifester chez les musulmans de l'Inde britannique (1).

Comme l'inquiétude allait grandissant parmi les gens d'affaires, Kiderlen, qui s'était tenu soigneusement à l'écart des séances de notre conférence, a saisi avec opportunité l'occasion du banquet que nous offraient les doyens des commerçants de Berlin (die Aeltesten der Kaufmannschaft), pour prononcer un discours rassurant sur la politique extérieure. Le banquet a eu lieu dans les salles de la Bourse; l'assistance comprenait des représentants de la banque, de l'industrie et du commerce, de hauts fonctionnaires, des journalistes et les membres de la conférence au complet, dont trois chefs de mission. Le milieu était bien choisi pour prêcher la confiance et le calme à des cerveaux impressionnables et surexcités.

Kiderlen n'est pas un orateur de parlement ou de réunion publique, de même que beaucoup de diplomates, habitués à se servir de la parole dans des entretiens particuliers, mais qui sont désemparés à la vue d'un nombreux auditoire; c'est une mer qu'ils ne savent comment affronter, à l'instar d'une poule devant une mare où elle voit nager librement d'intrépides canards. A son premier début à la tribune du Reichstag, il avait fait un fiasco complet : son accent souabe, son verbe tranchant et un malencontreux gilet rouge dont il avait eu le tort de s'affubler excitèrent les rires des députés. Depuis lors, il fuyait les occasions de parler en public. Cette fois-ci, il ne s'est décidé que le matin même à accepter l'invitation des commerçants de Berlin. Son discours, débité d'un ton simple et persuasif, a été fort applaudi par des gens qui ne demandaient qu'à être rassurés, et il était de nature à causer une heureuse impression au dehors.

Le secrétaire d'État a exprimé fortement la conviction que toutes les puissances représentées à la conférence étaient résolues à empêcher l'incendie de s'étendre à la maison du voisin et à travailler de concert à rétablir en paix un nouvel ordre de choses sur les ruines qu'il aura amoncelées. En confirmation de ces bonnes paroles, il a annoncé la signature de la paix entre la Turquie et l'Italie, dont la nouvelle lui était parvenue au moment de se mettre à table. Le banquet achevé, il a répété,

(1) Dépêche à M. Davignon du 14 octobre.

en fumant son cigare, l'assurance de l'entente complète de l'Allemagne avec les autres grandes puissances, notamment avec la France, ce qui a allumé une satisfaction générale sur les visages de ses interlocuteurs, que des vins généreux, versés en abondance, avaient prédisposés à l'optimisme.

C'était d'autant plus nécessaire que les relations franco-allemandes n'étaient pas devenues meilleures, en apparence, pendant l'été précédent. La campagne malveillante, entreprise par la presse germanique à propos de la concentration de la flotte française dans la Méditerranée et, d'autre part, certains incidents, tels qu'un discours du général d'Amade et le traitement infligé par les habitants de Nancy à l'automobile de la princesse Colloredo, d'où le drapeau allemand avait été arraché et foulé aux pieds, avaient contribué à entretenir et même à augmenter l'aigreur latente, subsistant entre les deux peuples voisins. Kiderlen me disait qu'il n'y attachait aucune importance, mais le vigilant Cambon, chargé d'aplanir les difficultés, à mesure qu'elles renaissaient, pestait contre leur répétition fréquente et se préoccupait de la tension qui semblait en résulter.

Le premier effet de la crise balkanique a donc été d'opérer un rapprochement entre le gouvernement impérial et celui de la République. Également désireux de voir le conflit localisé dans la péninsule et d'éviter une guerre européenne, ils se sont entendus pour agir dans le même sens sur leurs alliés respectifs, la Russie et l'Autriche, et ils ont pris part en même temps aux démarches tentées un peu tardivement à Constantinople et dans les capitales des Balkans. L'initiative de M. Poincaré, en vue du rétablissement de la paix, a reçu l'approbation et même les éloges de la presse allemande, quoiqu'elle ait estimé qu'il était trop tôt pour parler de la réunion d'une conférence. Enfin *le Matin* de Paris a chanté les louanges de Kiderlen, si l'on peut qualifier ainsi l'article qu'il lui a consacré (1).

On m'a raconté, comme une preuve du constant désir de paix de l'Allemagne, qu'il n'avait pas tenu au gouvernement impérial que la crise, causée par l'annexion à l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine en 1908, n'eût reçu une meilleure solution. Il avait fait offrir au cabinet de Paris d'agir simultanément à Saint-Pétersbourg, afin de persuader la Russie de modifier

(1) Dépêche à M. Davignon, du 18 octobre.

son attitude intransigeante. Une collaboration aussi intime ayant été déclinée par M. Pichon, le cabinet de Berlin se décida à effectuer la démarche que l'on sait.

« L'Italie a beaucoup de chance! » Ces mots sont sur toutes les lèvres, en parlant du traité de Lausanne. La presse berlinoise en a reproduit les clauses sans les commenter, afin de ne blesser ni la Turquie ni l'Italie, mais ce que cette dernière a gagné en territoire, son armée l'a perdu dans l'estime des militaires allemands par son impuissance à venir à bout des Arabes de la Tripolitaine et de la Libye. Jugement facile, d'ailleurs, à qui n'a pas fait la guerre du désert contre d'insaisissables tribus bédouines.

IV

Depuis l'ouverture des hostilités, on vit à Berlin dans l'attente des nouvelles du théâtre de la lutte. L'offensive bulgare a causé une surprise générale, comme un acte de folle témérité, mais elle n'a pas diminué la confiance du monde officiel et du monde des affaires dans la victoire des armées ottomanes, sur la préparation et la valeur desquelles les instructeurs allemands au service du Sultan ont rempli les journaux de renseignements aussi copieux qu'affirmatifs. La presse juive et protestante, douée d'idées très larges en matière de croyances religieuses, la presse catholique elle-même, ne s'émeuvent pas pour la cause des chrétiens. Est jugée malséante l'allusion faite par le tsar des Bulgares, dans sa proclamation à ses troupes, à l'intervention éventuelle de la Russie, comme si les sentiments panslavistes du peuple russe avaient besoin d'être excités! Comment les contenir, si le sort des armes est défavorable ou trop favorable aux alliés? Dans cette seconde hypothèse, quelque invraisemblable qu'elle paraisse, on se demande de quelle façon les grandes puissances s'y prendraient pour arracher aux vainqueurs leurs conquêtes. C'est alors que leur accord menacerait de se rompre, comme un faisceau mal noué, et que l'alliance franco-russe serait soumise à la plus rude épreuve, car on ne doute pas ici que la France, ayant prêté plusieurs milliards à la Turquie, ne soit forcée de se joindre à l'Allemagne, en raison de la communauté de leurs intérêts financiers, et de soutenir avec elle la

puissance ottomane, si celle-ci venait à être sérieusement ébranlée. L'attitude que prendra la Russie est l'énigme et la préoccupation du moment. On lui adresse à tout hasard les plus sages conseils. Les événements actuels l'ayant surprise en pleine réorganisation de ses forces militaires, un simple échec en Europe, — qu'elle y prenne garde! — lui serait plus fatal que ses défaites en Extrême-Orient. Il servirait de signal à la révolution sociale qui se prépare dans l'ombre à renverser le trône des tsars.

C'est ainsi qu'on politiquait à Berlin, à la veille du choc des belligérants dans les plaines de la Macédoine et de la Thrace. Il eût été intéressant de savoir ce que pensait l'Empereur du danger de conflagration générale auquel l'Europe pouvait être exposée. Il vient précisément de prononcer un discours à Wilhelmshaven, en présidant à l'inauguration d'un monument élevé à Coligny, mais je n'y ai relevé aucune allusion à la guerre balkanique et à la situation européenne. Si la politique est absente pour cette fois des paroles impériales, il n'en est pas de même des sentiments que Sa Majesté a à cœur d'inculquer à ses marins comme à ses soldats : dévouement au roi de la terre, — le souverain du pays, — et dévotion au roi du ciel. Guillaume II a représenté à son auditoire Coligny comme le parfait modèle de cette double fidélité. Il a cité sa fière réponse : « Regem habemus », à Philibert de Savoie qui le sommait de lui livrer Saint-Quentin, et il l'a dépeint sous les traits d'un martyr tombé pour sa foi dans la nuit infâme de la Saint-Barthélemy. C'est chose curieuse qu'un empereur d'Allemagne se plaise à ranger Coligny au nombre de ses ancêtres et à glorifier en lui le héros idéal du protestantisme, malgré le sang français qui coulait dans ses veines. Il est encore plus étonnant que le capitaine huguenot qui, en dépit de son titre d'amiral, n'avait ni peu ni prou navigué, soit proposé à des marins allemands comme le type austère du loyalisme dynastique, alors qu'il a mis la royauté nationale à deux doigts de sa perte dans des guerres civiles où il n'avait pas hésité à appeler l'étranger à son secours. Mais Guillaume II ne se gêne pas pour prendre des libertés avec l'histoire, s'il voit là un beau thème à développer dans une harangue. Cette largeur d'interprétation lui est commune avec son plus glorieux prédécesseur, Frédéric II, et même avec de respectables historiens allemands.

Les premières nouvelles de la guerre ne se sont pas fait attendre. Kiderlen nous avait invités, ma femme et moi, par une lettre fort amicale, à dîner chez lui dans l'intimité, le 29 octobre. Ma femme était curieuse de pénétrer, comme à Bucarest, dans son ménage de garçon et de voir comment il tenait sa maison, en l'absence de sa ménagère habituelle qu'il n'avait pu décemment installer auprès de lui au ministère. La maison avait bon air, avec un mobilier enrichi, de bric et de broc, de souvenirs rapportés de l'étranger. Le dîner intime ne comprenait que des Allemands, parmi lesquels M. et Mme von Schwabach et des fonctionnaires de la Wilhelmstrasse.

Kiderlen, qui paraissait enchanté de nous recevoir chez lui, était d'une humeur charmante, quand on lui apporta, avec le potage, un télégramme de l'agence Wolff annonçant une grande victoire des Bulgares à Kirkilissé. « Ce n'est pas possible, s'écria-t-il, une armée de paysans battre des troupes d'une solidité éprouvée! » Mais M. von Schwabach, qu'on n'avait pas attendu pour se mettre à table, arrive, tout ému, en nous confirmant la nouvelle. Sur le front soucieux de notre amphitryon, je lis une profonde déception qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, causant avec ma femme, de retrouver son enjouement et sa cordialité de Bucarest. La conversation vient à tomber sur notre ami Cambon. « Ah! dit Kiderlen, il est bien plus malin que moi, il me fourre toujours dedans. »

Après le dîner, il ne me cache pas sa stupéfaction de la victoire bulgare. Mais un premier succès ne décide pas de l'issue d'une campagne. Il connaît bien les Turcs; ils ne tarderont pas à se ressaisir, comme ils l'ont fait dans la guerre avec les Russes, en 1877; et il forme pour eux des vœux ardents, étant lui-même, remarque-t-il, un très mauvais chrétien.

— Qu'il soient vaincus ou vainqueurs, lui dis-je, cette guerre se terminera vraisemblablement par un congrès, comme la guerre russo-turque de 1877. S'il a lieu encore à Berlin, c'est vous qui le présiderez et qui aurez la gloire de pacifier l'Europe.

— Présider un congrès! Jamais de la vie. Ce n'est pas mon affaire. Je refuserai certainement.

— Pourtant si un congrès ou une conférence se réunissait à Berlin...

— Dans ce cas, il faudrait bien déléguer un diplomate

allemand pour diriger les débats, à défaut du Chancelier qui en est incapable. Je n'en vois aucun à qui confier ces fonctions. Peut-être le petit Jagow. C'est encore le plus malin de tous. »

V

Le *Figaro* et d'autres organes parisiens ont signalé le changement de ton de la presse allemande à l'égard de la Turquie, à mesure que la lutte prend une tournure de plus en plus fâcheuse pour ses armes. Ce revirement est exact et s'opère avec une étonnante facilité. Les journaux enregistrent sans aucune atténuation et sans aucune parole de sympathie tous les télégrammes de leurs correspondants relatifs à l'état de désorganisation de l'armée ottomane, aux paniques qu'elle a subies, à l'incapacité de ses chefs, qu'ils soient ou ne soient pas les élèves du maréchal von der Goltz. Ils reconnaissent qu'il faudra tenir compte aux Bulgares, aux Serbes et aux Grecs des qualités militaires qu'ils viennent de révéler et que le maintien du *statu quo* balkanique n'est plus qu'une chimère, même si, par impossible, la fortune devenait moins cruelle aux Ottomans.

Après la déroute de ses amis turcs à Lullé Bourgas qui a suivi leur défaite à Kirkilissé, le secrétaire d'État n'a plus donné signe de vie au corps diplomatique. Il se terre dans son habitation privée. Sans doute est-il gêné d'avouer son erreur, quand il surestimait devant nous la valeur des soldats du Sultan. De plus, cette guerre est la faillite, comme le déclare M. Cambon, de la politique allemande en Orient depuis vingt ans. Mais Kiderlen est un esprit trop réaliste pour ne pas faire le sacrifice de ses illusions, en abandonnant la Turquie à son mauvais sort. Il ne s'attachera qu'à sauver les entreprises et les capitaux que la finance et l'industrie allemandes ont aventurés dans l'Empire ottoman. Ne serait-ce que pour la défense de leurs intérêts économiques et financiers en Orient, la France et l'Allemagne devraient être amenées à agir de concert. M. Poincaré a vanté, dans son récent discours de Nantes, l'accord de la France avec ses amis et ses alliés; mais la paix de l'Europe ne peut être préservée par ce seul accord; l'entente de l'Allemagne et de la France est tout autant ou encore plus

nécessaire (1). C'est la condition essentielle d'une paix durable en Europe. Telle a été, telle est encore ma conviction. Mais je ne me dissimule pas combien une pareille entente est difficile à réaliser.

M. Zimmermann, plus accessible que son chef, m'avoue avec franchise la profonde surprise que lui a causée la défaite des Turcs.

— On avait surfait, me dit-il, leurs qualités combatives, et le soin qu'avaient pris les Italiens d'éviter de se mesurer avec eux sur un champ de bataille européen ou asiatique n'est pas étranger à la trop haute idée qu'on se faisait de leurs vertus guerrières. Or, seuls, les « Nizams » qui étaient déjà sous les drapeaux se sont bien battus; les « Rédiffs » ont lâché pied. Les officiers, tout entiers à leurs querelles politiques, ont négligé l'instruction et la subsistance de leurs hommes. Ainsi les artilleurs connaissaient mal le maniement de leurs pièces; le service de l'intendance fonctionnait d'une façon déplorable. Enfin aucune inspiration ne pouvait être plus malheureuse que celle de placer en première ligne, d'exposer au premier feu des Bulgares, des soldats juifs et chrétiens : ils ont jeté leurs armes et semé, en s'enfuyant, la panique parmi les musulmans.

M. Zimmermann se montre fort étonné aussi de la bravoure déployée par les Serbes qui avaient une mauvaise réputation militaire, fort imméritée, comme on l'a vu. Quant aux Bulgares, ils ont réalisé et dépassé ce qu'attendaient d'eux les meilleurs connaisseurs. S'ils entrent à Constantinople, ils y resteront. Pas une grande puissance ne prendra les armes pour les en chasser (2).

Dans aucune capitale européenne, on ne laissait sentir autant qu'à Berlin aux ministres des petits États balkaniques le peu de cas qu'on faisait de leurs personnes et de leurs gouvernements. On les traitait en affranchis. A peine échappés à la servitude et parvenus par d'heureuses circonstances à l'indépendance, ils n'avaient pas aux yeux des Allemands, comme d'anciens petits États, le porte-respect d'un glorieux ou honorable passé. Voilà un traitement qui va changer certainement après la guerre. En attendant, le ministre de Bulgarie déclare modestement que l'honneur de l'armée bulgare est

(1) Dépêche à M. Davignon du 29 octobre.
(2) *Id.* du 2 novembre.

sauf et qu'elle a montré à l'Europe ce dont elle est capable.

Il n'est plus question à cette heure, ainsi qu'il arrive parfois au chevet d'un moribond, que de l'héritage et des dépouilles de l'Empire ottoman. L'homme malade est enterré avant d'avoir rendu le dernier soupir, c'est-à-dire avant que la partie suprême ait été jouée autour d'Andrinople. Cependant j'observe qu'on ne conçoit pas encore autour de moi que les belligérants puissent vider jusqu'au bout leur querelle, sans que se produise quelque intervention étrangère. Les regards louchent du côté de la Roumanie, comme si l'on prévoyait de sa part une brusque entrée en scène. Cette idée est en partie motivée par l'arrivée au pouvoir du plus habile des ministres roumains, M. Take Jonesco. En prenant la direction effective, à une heure aussi critique, du cabinet présidé par M. Maïoresco, M. Take Jonesco sait tout ce qu'on attend de lui en Roumanie et à l'étranger. Il sait aussi que, s'il laisse passer, sans agir, le moment propice, le prestige de son pays, l'avenir du parti conservateur et sa réputation personnelle subiront une éclipse irréparable.

Mais, d'après des renseignements qu'on me transmet de Bucarest, mes amis roumains seraient en proie à de cruelles perplexités. Le ministre de Russie, M. Schébéko, leur souffle les conseils pacifiques, que M. Sazonow leur a déjà administrés par l'intermédiaire d'un rédacteur du *Ruskoie Slowo :* la neutralité de la Roumanie lui créerait, si elle en croit les Russes, des droits à la reconnaissance des États balkaniques, comme à celle des grandes puissances, à qui elle aurait rendu service en faisant évanouir le spectre des complications européennes, et on lui en tiendrait compte au règlement de la paix. Au contraire, M. Bratiano, chef de l'opposition libérale, est d'avis que la neutralité roumaine aurait dû prendre un caractère actif dès le début du conflit turco-balkanique, au lieu de rester purement passive, en d'autres termes, qu'elle aurait dû se faire payer d'avance, en s'emparant d'un gage pour plus de sûreté. Dans les alentours de la couronne, on assure que la Roumanie a suivi les conseils des puissances et conformé son attitude à la leur, mais qu'au règlement de comptes final elle présentera la carte à payer sous forme d'une large rectification de frontière du côté de la Dobroudja, et qu'à ce moment elle est certaine d'être soutenue par trois puissances, l'Allemagne, l'Autriche-

Hongrie et l'Angleterre. Que penser de ces espérances tardives et de ces divergences d'opinion si ce n'est que les hommes d'État roumains, sans en excepter le roi Carol malgré sa réputation de lucidité, n'avaient pas prévu la victoire des Bulgares, qu'ils se sont laissé surprendre par les événements et qu'ils auront fort à faire pour empêcher que la paix balkanique se fasse sans eux et contre eux (1) ?

VI

Maintenant que les Turcs paraissent irrémédiablement battus et hors d'état de reprendre la Macédoine et la Thrace, on voudrait que les grandes puissances arrêtassent l'effusion du sang en s'interposant entre les combattants. Mais aux ouvertures de M. Poincaré en vue d'une médiation des puissances sur la base d'une déclaration de désintéressement dans la péninsule des Balkans, le Cabinet de Berlin a répondu que la médiation ne devait pas être offerte par les puissances, mais demandée par l'une ou l'autre des parties belligérantes. Une réponse identique a été faite par les autres membres de la Triple Alliance. M. Cambon découragé me disait qu'il n'entrevoyait plus qu'un moyen de régler la situation engendrée par la guerre, la réunion d'une conférence européenne, mais qu'il était encore trop tôt pour y songer sérieusement et qu'à son avis la paix se traiterait directement entre les belligérants, comme elle s'était conclue entre l'Italie et la Turquie (2). Le refus d'accepter les propositions de M. Poincaré et la formule de désintéressement territorial qu'elles impliquaient me semble avoir jeté un léger froid dans les relations franco-allemandes. L'accord des cinq puissances pour la restauration de la paix est loin d'être aussi certain qu'on l'aurait cru dès l'abord.

Dans le corps diplomatique étranger, où dominent, à ce que j'ai pu voir, des sentiments tripliciens, on estime en général que la formule Poincaré n'était pas heureuse, parce qu'elle paraissait mettre en doute le désintéressement de l'Autriche-Hongrie, à qui seule en réalité on demandait d'en donner l'assurance. Les avocats de la monarchie dualiste, — il n'en manque pas ici, — l'approuvent de vouloir réserver sa liberté

(1) Dépêche à M. Davignon du 2 décembre.
(2) Dépêche à M. Davignon du 5 novembre.

d'action en face d'événements imprévus qui la frustreront vraisemblablement de tout espoir d'expansion vers la mer Égée, but avéré de la politique austro-hongroise depuis un demi-siècle. La presse française accuse le Cabinet de Vienne de faire maintenant la cour au Cabinet de Sofia. Si l'on songe, plaident ses défenseurs, à tout ce que l'Autriche-Hongrie risque de perdre à la suite de cette guerre, il est très naturel qu'elle cherche à se concilier la Bulgarie victorieuse, et ils font ressortir un point laissé dans l'ombre par la polémique des journaux, l'intérêt commercial, non moins puissant que l'intérêt politique. Les Bulgares, au cas où ils s'empareraient, comme ils en ont tout l'air, de la plus grosse partie de la Turquie d'Europe, y compris Constantinople, vont devenir les maîtres d'un des principaux marchés de l'industrie austro-hongroise. Pour ne citer qu'un article, le sucre autrichien alimentait, presque seul, Constantinople et ses environs. Que deviendrait ce débouché, si les Bulgares, qui ont créé chez eux une industrie sucrière, s'avisaient de proscrire des territoires conquis le sucre étranger au profit de leur sucre indigène? Tous les arguments moraux, politiques et économiques sont développés tour à tour pour justifier la résistance du Cabinet de Vienne à accepter la formule de désintéressement. Lui demander, concluent ses amis, de faire bon visage au partage intégral de la Turquie d'Europe entre les vainqueurs, c'est vouloir lui imposer un sacrifice vraiment au-dessus de ses forces et de sa bonne volonté.

Ces discussions empruntaient un intérêt particulier à l'arrivée inattendu du ministre des Affaires étrangères d'Italie, le marquis di San Giuliano, en visite officielle à Berlin. Il a été reçu par le Chancelier et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et a conféré, le soir, avec plusieurs ambassadeurs, mais il s'est dérobé à toute interview. Que vient-il faire ici dans des circonstances aussi graves?

VII

Nous n'avons pas tardé à le savoir. J'écrivais à Bruxelles, le 9 novembre : « Le communiqué publié par le Wolff Bureau, d'après lequel un accord complet, résultant des conversations qu'a eues ici le ministre des Affaires étrangères d'Italie, règne

entre les puissances de la Triplice, au sujet de la situation créée par les derniers événements, n'a pas seulement pour but d'aviser l'Europe que l'Allemagne et l'Italie sont décidées, comme l'Autriche-Hongrie, à empêcher la Serbie de s'établir sur la côte de l'Adriatique et qu'elles sont favorables à la formation d'une principauté d'Albanie. Il faut voir aussi dans ce communiqué un avertissement à l'adresse de la Triple Entente, destiné à empêcher le renouvellement de la crise qui a failli compromettre, en 1909, la paix de l'Europe, quand le cabinet de Saint-Pétersbourg soutenait malencontreusement le cabinet de Belgrade. On saura désormais à Londres, à Saint-Pétersbourg et à Paris que, derrière l'Autriche-Hongrie, se tiennent l'Allemagne et l'Italie, prêtes à la seconder. Il ne sera plus besoin d'une démarche personnelle du représentant de l'Allemagne pour affirmer cette solidarité, comme le fit, en 1909, le comte de Pourtalès. D'ailleurs, les circonstances sont bien différentes. Quels que soient les doutes qu'on puisse élever sur la viabilité d'un État albanais autonome, étant données les haines qui divisent ces tribus montagnardes, la Serbie ne serait pas frustrée par cette création du fruit de ses victoires. Libre à elle de chercher une compensation et une voie d'accès à la mer du côté de la mer Égée. Ce n'est pas sans résistance que le sentiment public italien, dont la presse milanaise se fait l'écho, se résignera à voir l'Italie servir docilement la politique et les vues de l'Autriche dans la question albanaise. Mais on peut légitimement espérer que l'orage prêt à fondre sur les bords du Danube s'éloignera et ne menacera pas l'Europe, car la Triple Entente, désireuse de maintenir la paix, n'épousera sans doute pas les revendications de la Serbie et devra en fin de compte s'incliner devant l'application, faite par l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, du principe invoque par les États confédérés contre la Turquie : les Balkans aux Balkaniques. »

D'après ce que j'avais appris, le communiqué de l'agence Wolff, reproduit par toute la presse européenne, émanait directement de Kiderlen. C'était un procédé, bien à lui, pour conserver la paix. Il avait voulu profiter de la présence à Berlin du marquis de San Giuliano pour signifier à la Serbie, quand il en était temps encore, et, par-dessus son épaule, à ses protectrices de la Triple Entente, le veto de toucher au littoral

de l'Adriatique, chasse réservée de l'Autriche et de l'Italie. S'il les prévenait de la sorte, c'est qu'il ne se souciait pas de voir renaître un conflit austro-serbe et d'avoir à l'étouffer une seconde fois par une démarche comminatoire à Saint-Pétersbourg. Le moyen était usé et n'aurait pas eu le même effet; en politique, *bis repetita non placent*. Quoi qu'il en soit, malgré les efforts de M. Poincaré et de Kiderlen lui-même, l'antagonisme de la Triplice et de la Triple Entente commençait à poindre dans la crise balkanique à cause de la Serbie. La bonne entente franco-allemande, qui s'était merveilleusement soutenue jusqu'alors, était menacée, d'un autre côté, par le langage imprudent des journaux. La suite de mon rapport du 9 novembre dépeignait en ces termes l'effet irritant de ces coups d'épingle qui s'échangeaient entre Paris et Berlin et qui ravivaient en France d'anciennes blessures, mal fermées :

« Il fallait s'attendre à ce que les conclusions, tirées par les journaux français des victoires bulgares en faveur de la supériorité des canons du Creusot sur les canons Krupp et de la tactique enseignée dans les écoles de guerre françaises sur les leçons données par le maréchal von der Goltz à ses élèves ottomans, excitassent la colère de la presse allemande. Les organes qui se signalent d'ordinaire, comme la *Gazette de la Croix*, par leurs sentiments gallophobes, n'ont pas laissé échapper cette occasion de dire leur fait aux journaux parisiens. Le maréchal von der Goltz ne peut être rendu responsable, d'après eux, de l'intrusion de la politique dans l'armée ottomane. Les officiers turcs, qui avaient résisté héroïquement sous Osman Pacha à toutes les forces de la Russie, ont été perdus par l'action dissolvante du comité Union et Progrès et du virus parlementaire qu'il leur avait inculqué. Aucun des généraux bulgares n'est allé apprendre son métier en France, tandis que le généralissime ottoman, Nazim Pacha, est un des meilleurs élèves de l'école de Saint-Cyr. Enfin, le haut-commandement bulgare, par ses manœuvres enveloppantes et la poursuite acharnée de l'ennemi vaincu, n'a fait que suivre les exemples laissés par le maréchal de Moltke dans les campagnes de 1866 et de 1870.

« Sans entrer dans cette polémique regrettable, faisais-je observer en terminant, on ne peut s'empêcher de penser que

le général von der Goltz, créé maréchal il y a un an, n'aurait peut-être pas reçu le bâton, si la catastrophe, où sombre la réputation de l'armée turque, s'était produite quelques années plus tôt. Le baron de Marschall, cet autre ami de la Turquie, est mort à temps pour ne pas assister à son effondrement, qu'il avait été loin de prévoir. S'il était encore ambassadeur à Londres, il risquerait de descendre du piédestal, où l'admiration et la reconnaissance de ses compatriotes l'avaient placé un peu trop tôt. »

L'interdiction, prononcée par la Triple Alliance contre l'établissement d'un port serbe sur l'Adriatique, excitait avec raison les inquiétudes des diplomates. Ceux de mes collègues qui prétendaient connaître les Serbes craignaient que, grisés de leurs succès, entêtés à poursuivre leur chimère, ils n'allassent jusqu'à braver l'Autriche-Hongrie. Les autres, moins pessimistes, se référaient aux conseils de prudence que l'ambassadeur du tsar prodiguait ici ostensiblement au chargé d'affaires de Serbie.

De victoire en victoire, les Bulgares, poussant l'armée turque en déroute, ont fini par s'arrêter devant les lignes de Tchataldja qui couvrent Constantinople et ils n'ont pas encore pris Andrinople qu'ils tiennent assiégée. La Sublime Porte s'est résignée à réclamer l'intervention des grandes puissances, avant que ses dernières défenses ne soient emportées. Kiderlen, ayant décliné la médiation proposée par M. Poincaré, pour la raison qu'elle devait être demandée par l'une ou l'autre des parties belligérantes, n'avait aucun motif d'éconduire le demandeur parlant au nom d'un des belligérants. Voici comment la scène s'est passée à la Wilhelmstrasse.

Le secrétaire d'État, ayant écouté gravement l'ambassadeur de Turquie, lui a répondu que le gouvernement impérial, après s'être mis d'accord avec les autres puissances, transmettrait sa requête aux États confédérés, mais il a prié en même temps Osman Nizamy Pacha de lui faire connaître exactement ce qu'il était chargé de demander. L'ambassadeur est revenu le lendemain avec un long télégramme de son gouvernement, où il était question de la grandeur de l'Empire ottoman, de la bravoure de son armée, des déclarations des puissances en faveur du maintien du *statu quo* et, en dernier lieu, de leur intervention, sans spécifier la forme dans laquelle elle devait

se manifester. Mis au pied du mur par Kiderlen, Osman Nizamy a reçu enfin de la Porte une demande de médiation qu'il a remise aussitôt au secrétaire d'État.

Quelques moments après, est arrivé un télégramme de l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople annonçant que Noradounghian Effendi, ministre des Affaires étrangères, avait convoqué les ambassadeurs pour leur déclarer que, si les puissances n'intervenaient pas tout de suite en vue d'empêcher l'entrée des Bulgares dans la capitale, la Porte leur laisserait la responsabilité des massacres de chrétiens, que l'apparition de l'ennemi ne manquerait pas de provoquer. Le ministre turc avait ajouté qu'il ne pourrait pas même répondre de la vie de Leurs Excellences et des membres de leurs colonies. En présence de cette menace nullement déguisée et vu la confusion, faite sciemment ou non par la Porte dans l'emploi de mots désignant des choses différentes, intervention, médiation, avec ou sans armistice (?), Kiderlen embarrassé a conféré avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre qui, paraît-il, n'ont pas pu l'éclairer davantage sur les véritables désirs de la Turquie (1).

Étaient-ils si difficiles à deviner? Ce que la diplomatie orientale cherchait en réalité à obtenir, sans s'humilier à le demander, c'était que les puissances fissent une pression immédiate sur les Bulgares pour les forcer à suspendre leurs attaques, et elle traçait, comme moyen de chantage, un tableau effrayant des représailles dont seraient victimes d'inoffensifs chrétiens. La démarche de la Turquie n'en était pas moins l'aveu de sa défaite et la première lueur de paix dans l'atmosphère embrasée des Balkans.

Sitôt que nous en avons été instruits, nous voilà déjà, mes collègues et moi, qui nous amusions à discuter le lieu de la conférence où viendraient échouer tous les problèmes soulevés par ces furieuses hostilités. Le congrès de Berlin de 1878 avait laissé de trop mauvais souvenirs aux Balkaniques pour que le choix de cette capitale sourît aux vainqueurs. Kiderlen, d'ailleurs, y paraissait hostile. L'exclusion de Berlin, prétendait-on, entraînerait celle de Paris. Bruxelles et La Haye avaient des partisans. Londres était l'inconnu et Vienne trop intéressée dans les questions à résoudre pour n'être pas écartée de prime abord.

(1) Dépêche à M. Davignon du 11 novembre.

VIII

Que nous sommes loin encore de toucher au port! L'annonce de préparatifs militaires faits par l'Autriche-Hongrie et de la réunion d'un conseil de guerre à Budapest, à la suite de la décision prise par le gouvernement serbe d'envoyer une colonne de troupes se saisir de Durazzo, a affolé de nouveau la Bourse de Berlin. Si le gouvernement impérial se montre résolu à soutenir l'opposition irréductible de son allié aux prétentions de la Serbie, il s'en faut que cette fidélité chevaleresque soit du goût de tous les Allemands. Les hommes d'affaires notamment observent avec humeur que les intérêts de l'Allemagne et de la Triple Alliance paraissent subordonnés à ceux de l'Autriche-Hongrie, que la diplomatie de cette puissance mène le jeu et qu'au surplus elle a manqué de prévoyance dans la crise actuelle, car il eût été facile de donner aux Serbes, dès leurs premiers succès, de sérieux avertissements qui auraient limité leurs ambitions à la conquête de la Vieille Serbie, voire de faire occuper au besoin par des vaisseaux de guerre les ports turcs de l'Adriatique, objet du litige austro-serbe. L'entente complète de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie aurait grandement facilité l'exécution d'une pareille mesure de précaution (1). C'est là ce qui se répétait à Berlin, où l'on ne tenait pas compte de l'effet désastreux qu'une démonstration navale austro-hongroise aurait eu sur les nerfs irrités des panslavistes de la Russie.

On s'en prenait aussi à la presse qui, par ses nouvelles à sensation ou ses polémiques tendancieuses, faisait perdre tout sang-froid au public. Hier le *Lokal Anzeiger* attaquait sans rime ni raison le gouvernement de la République. Un autre danger, c'est l'activité des agents russes, officiels ou secrets, toujours accusés ici de faire une politique personnelle dans les Balkans et d'exciter les Serbes contre l'Autriche et l'Allemagne. En revanche, un symptôme rassurant nous vient de Londres, du langage tenu par M. Asquith au Guildhall, qui a reçu l'approbation non seulement de l'opinion britannique, mais aussi de celle qui a cours à Berlin. Le premier ministre anglais a été l'organe du bon sens et de la sagesse politique. Un autre symp-

(1) Dépêche à M. Davignon du 12 novembre.

tôme, auquel on attache un certain prix, est le désir manifesté par la Bulgarie, d'arriver à une entente avec l'Autriche. Le voyage de M. Danew à Bucarest et à Vienne est interprété dans ce sens. Le compromis, par quoi l'on espère vaincre l'opiniâtreté des Serbes, consisterait dans le consentement du gouvernement austro-hongrois à l'accès à la mer Adriatique d'un railway serbe aboutissant à un port de commerce qui ne constituerait pas une base navale et militaire.

Pendant qu'on s'ingénie à trouver un apaisement au conflit austro-serbe, un autre problème, non moins redoutable, a surgi à l'est de la péninsule : quel sera le sort de Constantinople, au sujet duquel l'ambassadeur de Russie ne parvient pas à nous cacher ses préoccupations? Les peuples des Balkans, et principalement les Bulgares, sont des races brutales, sur qui les pressions diplomatiques ont peu de prise pour leur faire lâcher la proie qu'ils tiennent entre leurs mains. Les Bulgares, s'ils brisent la dernière résistance de l'armée turque à Tchataldja, s'arrêteront-ils aux portes de Constantinople, après avoir assisté avec beaucoup de jalousie à l'entrée facile des Grecs à Salonique?

Spectacles frappants que celui de la Russie, pressée d'interdire aux petits frères slaves l'accès du Bosphore, et celui de l'Allemagne, l'amie de cœur du Sultan, résolue à ne pas se départir de sa réserve jusqu'au dénouement du drame oriental. C'est que le sort de la Turquie n'excite à Berlin aucune pitié, car on n'estime, dans ce royaume de la force, que les peuples forts et bien armés. On se gausse des illusions du gouvernement ottoman qui, en sa détresse, croyait encore aveuglément à l'intervention des grands États et à des divisions chez les confédérés balkaniques. L'apparition sur la carte de l'Europe d'une puissante ligue militaire, avec laquelle il faudra compter à l'avenir, est admise par les Allemands, dont le sens pratique s'accommode du fait accompli. Ils n'y aperçoivent aucun danger immédiat pour eux-mêmes, mais bien pour leurs alliés austro-hongrois. Un mot circule qui a été dit à la Wilhelmstrasse : c'est une fissure pour l'Autriche. On prévoit en effet l'attraction dangereuse qu'exercera sur les Slaves de la monarchie dualiste le voisinage de la confédération balkanique et le travail de désagrégation politique qui va s'opérer dans le bloc mal cimenté de l'empire des Habsbourg.

Je ne me pique pas d'être un prophète, mais en relatant à mon gouvernement les impressions que provoquent les phases successives de la lutte et les craintes qu'elles éveillent, je n'ai pas pu m'empêcher d'ajouter en conclusion : « La guerre des Balkans sèmera des germes de discordes et de conflits, capables de troubler l'Europe pendant longtemps (1). »

IX

Ma femme m'avait quitté au commencement de novembre pour rejoindre nos enfants qui, très jeunes encore, avaient besoin de ses soins. Sa présence ne m'était plus nécessaire à Berlin, parce que notre audience de présentation à l'Impératrice avait été reculée jusqu'à la fin de l'année. Après son départ, j'allais retrouver, chaque soir, à l'hôtel Bristol, plusieurs de mes collègues qui, pendant l'absence de leurs femmes, avaient renversé leurs marmites et formé entre eux, pour souper, une table diplomatique, les ambassadeurs de France et d'Espagne, le ministre des Pays-Bas, et quelques célibataires de moindre importance. On y discutait les nouvelles de la guerre et l'on s'efforçait de déchiffrer l'avenir à travers l'obscurité du présent.

Cette intimité a fini pour moi dans la seconde quinzaine de novembre. J'étais appelé à Bruxelles pour prendre part aux opérations de la commission chargée d'examiner les candidats au grade de secrétaire de légation, et dont j'étais l'un des membres. Ce n'est pas sans regret, je l'avoue, que je me suis éloigné pour quelques jours de l'observatoire, d'où je suivais, avec un intérêt palpitant, la marche des événements.

Si le public belge, comme je l'ai dit au début de ces souvenirs, était trop disposé, sous le couvert de la neutralité dont jouissait la Belgique, à oublier la leçon d'Agadir et les conséquences funestes qu'aurait pu avoir pour notre pays une guerre franco-allemande, il n'en était pas de même du roi Albert et du chef du cabinet, M. de Broqueville. Le Roi, héritier de la clairvoyance de Léopold II, craignait que la Belgique ne servît de champ clos ou de route d'invasion à des belligérants, ses voisins, et les appréhensions patriotiques du jeune souverain étaient partagées par son ministre. Mais pour remplir l'emploi

(1) Dépêche à M. Davignon du 16 novembre.

de garde-barrière, l'armée belge n'avait ni la force ni le nombre nécessaires. Une réorganisation militaire s'imposait donc à bref délai, ayant pour base le service personnel généralisé. Elle fit l'objet d'un projet de loi élevant l'effectif total à 350 000 hommes sur le pied de guerre, chiffre qui serait atteint en 1926.

Dans sa déclaration du 12 novembre, par laquelle il motivait devant la Chambre le dépôt du projet de loi, M. de Broqueville s'attacha à ne froisser aucune des puissances garantes de notre neutralité. Il invoqua, comme principal motif de l'augmentation de l'armée, le groupement des grandes puissances en des alliances qui pourraient, dans l'hypothèse d'une guerre européenne, enlever à la prestation de la garantie la valeur que la neutralité du garant peut, seule, lui assurer complètement. Si les événements nous amenaient à combiner l'action de notre armée avec celle d'un belligérant qui nous assisterait dans une attaque dirigée contre nous, nous devions être assez forts pour que notre participation aux hostilités fût limitée à la défense du pays et ne nous entraînât pas dans les hasards d'une guerre générale.

Avant le dépôt du projet, le ministre d'Allemagne était venu avertir M. Davignon que des correspondants de journaux allemands à Bruxelles s'apprêtaient à rapporter que le gouvernement belge s'était décidé à augmenter ses effectifs militaires sous la pression de l'Angleterre. Ces correspondants, dont le plus malveillant était celui de la *Gazette de Cologne*, formaient un essaim de guêpes bourdonnantes et hostiles que la Belgique nourrissait dans son sein. M. Davignon n'eut pas de peine à démontrer l'inanité de leurs insinuations, et il saisit l'occasion d'affirmer à M. de Flotow la ferme intention du gouvernement de rester neutre et de faire respecter notre neutralité.

C'est dans ces dispositions que je trouvai nos ministres en arrivant de Berlin, prêts à faire face à toutes les éventualités. L'incertitude de l'avenir de l'Europe, qui se jouait sur les champs de bataille balkaniques, ne pouvait que confirmer la nécessité pour la Belgique de mesures de défense et de protection, que les incidents de 1911 avaient clairement démontrée.

Pendant que j'étais à Bruxelles, un affreux malheur est venu frapper notre Famille royale, déjà douloureusement

éprouvée. La Reine avait perdu successivement, dans le courant de cette année néfaste, sa sœur aînée, mariée au duc d'Urach, son plus jeune frère, mort d'une maladie contractée aux manœuvres de l'armée bavaroise, sa sœur cadette, la princesse Rupprecht de Bavière, qui s'était éteinte à Sorrente, le 24 octobre précédent. Et voici que la mère du Roi, la comtesse de Flandre, succombait en quelques heures, le 26 novembre, à une congestion cérébrale.

Son Altesse Royale, de la branche catholique des Hohenzollern Sigmaringen, était une femme d'une rare élévation d'esprit, très cultivée, très artiste et aimant à protéger les arts, adorée pour sa bonté de son entourage et des personnes qu'elle admettait dans sa familiarité. Du vivant de Léopold II et de la reine Marie-Henriette, elle avait eu à soutenir avec beaucoup de tact et de bonne grâce une situation délicate, celle de mère de l'héritier du trône, à côté d'un ménage royal, à qui la perte d'un fils unique laissait d'inconsolables regrets. Elle-même avait eu la douleur de voir mourir à la fleur de l'âge son fils aîné qui promettait d'être un prince accompli. Depuis lors, tous ses soins maternels, comme tous les espoirs de la nation, s'étaient concentrés sur le prince Albert, dernier et splendide rejeton de notre dynastie, étroitement associée dès l'origine à l'indépendance et à la vie nationale de la Belgique. Quand il fut monté au trône, Mme la comtesse de Flandre s'était effacée dans une ombre discrète, ne donnant ses sages avis que s'ils lui étaient demandés. Elle n'en était sortie qu'à de brèves occasions, soit pour servir de mère à la princesse Clémentine, fille de Léopold II, et l'accompagner à Moncalieri, où fut célébré son mariage avec le prince Napoléon, soit pour recevoir dans son palais de la rue de la Régence l'empereur et l'impératrice d'Allemagne, lors de la visite qu'ils avaient rendue à notre Cour.

Après le dîner qu'elle leur avait offert, Son Altesse Royale me disait sa joie d'avoir eu à sa table le chef de la maison de Hohenzollern qui serait, comme il le lui avait assuré, le meilleur ami de son fils. Qu'aurait-elle pensé, si elle avait vu, quatre ans plus tard, cet ami du roi Albert acharné à le chasser du dernier lambeau de territoire où il défendait héroïquement la vie même de son pays?

J'aurais désiré assister à ses obsèques et rendre à sa mémoire

un pieux hommage, en reconnaissance de la bienveillance dont elle nous avait honorés, mon père et moi. Mais M. Davignon m'invita à regagner mon poste sans retard, vu la gravité des événements qui mettaient l'Orient en feu, et l'Europe peut-être à deux doigts d'un conflit.

Dès mon retour à Berlin, j'appris que l'Empereur avait désigné le Kronprinz pour le représenter à la cérémonie funèbre. L'usage est que le chef de mission du pays où se rend officiellement le souverain près de qui il est accrédité aille le saluer à son départ. Dans le cas actuel, c'était l'héritier du trône en représentation de l'Empereur. J'allai donc, le lendemain matin, accompagné du personnel de ma légation, à la gare de la Friedrichstrasse, où devait s'embarquer le Kronprinz. Du salon d'attente j'entendis fredonner un refrain d'opérette et je vis paraître un mince officier, aux traits mous et fuyants, très jeune d'aspect dans l'uniforme noir des hussards de la mort, la casquette plate sur l'oreille et une cigarette aux doigts. En m'apercevant, sa figure rieuse changea instantanément d'expression. Claquant des talons et faisant le salut militaire, il écouta avec componction les paroles de circonstance que je lui adressais, puis il s'envola dans le train qui stationnait. C'est ainsi que j'ai fait connaissance avec le Kronprinz, au moment où il partait dans de joyeuses dispositions pour assister aux obsèques de la comtesse de Flandre.

Je n'ai jamais voulu croire que ce frivole jeune homme, dont l'apparence et la tenue n'avaient pas le sérieux que comportaient son âge et son rang, ait eu l'influence qu'on lui a prêtée sur l'éclatement de la guerre. Qu'il l'ait ardemment souhaitée, comme un jeune fou qu'il était, son attitude inconvenante au Reichstag, pendant la discussion de l'accord du 4 novembre qui avait clos l'incident d'Agadir, suffirait à le prouver; mais il y fallait voir aussi le mordant désir de se tailler une popularité personnelle aux dépens de son père, et il n'a été en somme qu'une des principales épaves du naufrage de la monarchie impériale, qu'il aurait, s'il avait porté la couronne, déplorablement personnifiée.

BEYENS.

(A suivre.)

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

VI [1]

EN GUERRE AVEC LE ROI

TONNEINS-DESSUS ET TONNEINS-DESSOUS

Le 5 juin 1621, dans l'immense plaine de la Garonne, la route de Nérac à Damazan détrempée par une pluie diluvienne. Une troupe chevauche au loin : quelque soixante cavaliers coiffés de salades, « la plupart valets ». Elle approche. On distingue à présent quatorze cuirasses et trente mousquetaires aussi mouillés que les mèches de leurs mousquets. La pluie d'orage a cessé. Les cavaliers se hâtent, en ce lourd après-midi, vers le fleuve, par delà lequel s'étagent, à droite et à gauche d'une citadelle à pic au bord de l'eau, les maisons basses des deux villes de Tonneins : Tonneins-Dessous en aval, en amont Tonneins-Dessus, dont La Force est seigneur. Le voici justement à la tête de la petite troupe, avec le duc de Rohan. Derrière lui, deux de ses fils, les marquis de La Force et de Montpouillan ; plus loin, le sieur de Belsunce, qui commande les mousquetaires du marquis de La Force. Les cavaliers avancent, l'œil au guet, car ils sont en guerre, en guerre avec le Roi.

Rohan et La Force reviennent de Nérac, où le président catholique de la chambre mi-partie avait gagné à la cause royale le gouverneur du château ; ils ont chassé ce président trop zélé, ils ont placé six cents hommes dans l'ancienne capitale de

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 15 juin, 15 juillet 1924, 1er et 15 août 1927.

Marguerite de Valois. C'est un des plus signalés services que La Force ait rendus à son parti, depuis qu'il a franchi l'Adour presque au nez de Gondrin et que, réfugié à Bergerac, il gouverne la basse Guyenne au nom de l'Assemblée séditieuse de La Rochelle. Malgré la joie du succès, La Force est soucieux. Il n'ignore pas que le sieur de Vignolles bat la campagne avec une troupe nombreuse. Ce maréchal de camp est posté sans doute du côté de Damazan et va tomber sur lui à l'improviste, l'enlever au passage. ainsi que Rohan. Pourquoi Rohan n'a-t-il pas voulu quitter Nérac dès la pointe du jour, comme La Force l'en pressait? Déjà, les dernières maisons de Damazan sont dépassées; la route s'allonge sans cesse sous les pas des chevaux; déjà cinq lieues : point d'ennemis nulle part. Le village de Monheurt va être dépassé, la Garonne franchie. Deux heures encore et l'on sera en sûreté dans la citadelle de Tonneins

Soudain, à gauche de l'arrière-garde, au delà d'un des grands fossés qui de chaque côté bordent la route, voici l'ennemi dans un champ : trois escadrons, cent cinquante chevaux en embuscade depuis trois longues heures, sous les ordres de M. de Vignolles. Les marquis de La Force et de Montpouillan, avec sept ou huit coureurs, aussitôt lui font tête. Mais un des escadrons de Vignolles trouve un passage, contourne le fossé, essaye de les prendre à revers. La Force vient au secours de ses fils; à trente pas des royaux, il appelle Rohan demeuré à l'avant-garde : « Faites tourner bride et me soutenez! » puis, d'une voix éclatante : « Ça, ça, crie-t-il en poussant son cheval, ils nous aboient, ils sont à nous, chargeons! » L'escadron ennemi ne l'attend pas et se rejette dans le champ où sont restés les deux autres. Vignolles maintenant lance toute sa cavalerie sur les protestants. Descendus de leurs chevaux, embusqués dans les fossés, les mousquetaires de La Force vont tirer. Les escadrons s'arrêtent à la première décharge, pauvre mousquetade qui ne renverse que sept ou huit cavaliers, tandis que La Force, qui sait que les mèches sont mouillées et qui tremble que l'ennemi ne s'en aperçoive, crie très haut, « pour faire bonne mine » : « Ne tirez pas, ne tirez pas que je ne vous le die! »

Ainsi tenu en respect, Vignolles se borne à côtoyer la petite troupe, qui s'est remise en marche : une lieue durant, il chevauche au petit pas, sans oser l'approcher, et d'autant

moins que, du côté de Tonneins, apparaissent trois cents arquebusiers protestants. C'est le baron d'Eymet, cinquième fils de La Force et gouverneur de Tonneins, qui a passé la Garonne et qui amène du renfort, car son père lui a dépêché une estafette dès le début de l'action. « Une action aussi remarquable qu'il ne s'en voit guère », songeait le soir La Force dans sa bonne ville de Tonneins-Dessus. En même temps, le marquis de La Force griffonnait pour sa femme, qui attendait les nouvelles à Bergerac, un substantiel récit de la journée, mais bientôt la plume lui tombait des mains : « Je m'endors, écrivait-il, je prie Dieu qu'il vous donne le bonsoir et vous tienne en sa sainte et digne garde. » Cette garde allait être plus nécessaire que jamais.

Ce n'était point en effet des lieutenants du Roi qui allaient se présenter devant les murailles des villes de Guyenne, mais le Roi lui-même : « Depuis quelques jours, mandaient au Sénat de Venise les ambassadeurs de la Sérénissime République, le Roi a donné ses faucons et s'est privé de ses chiens et il a déclaré qu'il ne voulait plus s'attacher à la chasse des animaux, mais à celle des hommes et des forteresses. »

Prends ton foudre, Louis...

pourrait déjà chanter Malherbe. Le 2 avril 1621, dans la grande salle des Rois au Louvre, il créait le duc de Luynes connétable ; il a rassemblé une armée de vingt mille hommes; par Saumur, Thouars, Fontenay-le-Comte, il s'approche de la Guyenne. Il est résolu d'écraser la rébellion dans l'ouest et dans le midi. Une ville close arrête la marche du Roi. M. de Soubise, frère du duc de Rohan, s'est enfermé dans les murs de Saint-Jean-d'Angély, et, comme au moyen âge. — vainement d'ailleurs, — un héraut fait, devant l'une des portes, la sommation, que M. de Soubise écoute le chapeau sur la tête : « A toi, Benjamin de Rohan. Le Roi, ton souverain seigneur et le nôtre, te commande de lui ouvrir les portes de la ville de Saint-Jean-d'Angély, pour y entrer avec son armée, à faute de quoi, je te déclare criminel de lèse-majesté au premier chef, roturier, toi et ta postérité, tous tes biens acquis et confisqués, tes maisons rasées de toi ou de tous ceux qui t'assisteront. »

MAYENNE A LA RESCOUSSE

Cependant La Force cherchait à conserver Nérac, sa fragile conquête. Le duc de Mayenne, pour la lui arracher, convoque à Marmande les maréchaux de Roquelaure et d'Aubeterre. Selon l'expression savoureuse du vieil historien Dupleix, la noblesse de Gascogne « y avole de tous côtés ». Lavardac, à deux lieues de Nérac, est pris, malgré ses murailles, par M. de Vignolles; les tours de Barbaste, que baigne la Gélise, par MM. de Xaintrailles et de Flamarens, descendus, l'un de son château de Xaintrailles, qui commande le riant couloir de la Baïse, l'autre de sa citadelle de Buzet, où l'œil de ses guetteurs surveille à perte de vue toute la plaine de la Garonne. En vain le marquis de Montpouillan et « quelque jeunesse » se sont jetés dans Nérac : La Force, qui a su introduire dans la ville cinq cents nouveaux défenseurs et des munitions, n'a pas de troupes suffisantes pour obliger le duc de Mayenne à lever le siège. Mais, entre Tonneins et Marmande, il y a Caumont, formidablement assis sur la rive gauche de la Garonne. S'il s'en empare, tenant la ville et le château, dont les canons peuvent battre le fleuve, il coulera les navires qui viennent de Bordeaux apporter au duc de Mayenne les hommes, les vivres et les munitions. Le temps presse, car il ne faut pas laisser au Roi le temps de prendre Saint-Jean-d'Angély et d'entrer à son tour en Guyenne.

C'est pourquoi, le 21 juin 1621, dès la pointe du jour, La Force, le marquis de La Force et le baron d'Eymet sortirent de Tonneins à la tête de deux cents hommes, dont cent cinquante arquebusiers. Ils gagnent en bateau la rive gauche de la Garonne. Caumont est à quatre lieues en aval de Tonneins, et La Force, qui, deux jours plus tôt, caché dans un bois, observait la ville de très près, a constaté que les habitants ne se gardent que la nuit. La petite troupe se dirige sur Caumont. Elle « marche fort serré ». Rien ne lui manque pour son audacieuse entreprise, ni la vingtaine d'échelles que La Force a jugée nécessaire, ni les deux ou trois pétards qu'il a prescrit d'attacher à l'arçon de la selle, ni la certitude que six cents hommes de pied, sortis de Tonneins une heure après elle, arrivent pour la soutenir.

Les cavaliers sont en vue de Caumont. Sur son « haut tertre escarpé », la ville, longue de deux cent vingt toises, large de quarante, ceinturée à mi-croupe par un double boulevard, semble imprenable derrière ses fossés, dans sa troisième enceinte de bastions et de tours. D'ailleurs la nature elle-même a pris soin de la fortifier. Au midi, un vallon étroit creuse une tranchée difficile à franchir; au nord, le « haut de la montagne » forme un promontoire dont la Garonne baigne la base. Un château de briques, à l'épreuve du canon, le couronne et veille sur la ville. Une des plus puissantes forteresses de Guyenne, ce château, rebâti en 1463, avec la permission de Louis XI, après avoir été détruit sur l'ordre de Charles VII. La longue courtine relie les quatre tours d'angle; au centre, dans ses appartements, tient garnison le gouverneur. Il y a, d'une tour à l'autre, trente-cinq toises du côté de la rivière, trente-cinq du côté du vallon; vingt-deux sur les façades de l'orient et de l'occident. Les tours les plus grosses regardent la Garonne. On descend jusqu'au fond de l'une d'elles par un escalier de cent vingt marches. Des fossés, profonds de six toises, larges de douze, enserrent le château. Plus bas, deux boulevards lui servent d'ouvrages avancés ; plus bas encore, deux demi-lunes menacent de leurs canons les navires qui montent et descendent la rivière. On entre au château par une porte ouvrant vers la Garonne. Les portes de la ville ouvrent, l'une au sud-est, vers le Mas d'Agenais, l'autre au nord-ouest, vers Marmande, la troisième vers l'étroit vallon du midi. Aujourd'hui, elles sont toutes closes.

La petite troupe s'est divisée en trois corps; l'un est commandé par La Force, les deux autres par ses deux fils. La Force est d'autant plus ardent que ce château féodal, qui fut le berceau de sa famille et dont il devrait être le seigneur, appartient à la fille unique de feu Geoffroy de Caumont, sa cousine germaine Anne, mariée à François d'Orléans Longueville, comte de Saint-Paul. Ses fils connaissent chacun le lieu qui leur est assigné pour l'escalade, et le capitaine Barraud, un brave de Mussidan, sait à quelle porte il doit poser le pétard. Il va être midi, l'heure du dîner et de la sieste, l'heure où certain bourgeois de la ville a perfidement convié au baptême d'un de ses enfants, M. d'Estourville, gouverneur du château.

* * *

M. d'Estourville venait de franchir le pont-levis qui conduisait de la ville au château. Heureux d'avoir pu s'échapper de l'ennuyeuse cérémonie par un « départ à l'anglaise », de s'être « dérobé », ainsi que l'on parlait en ce temps-là, il s'était jeté sur son lit pour faire la sieste, et, comme dit Voltaire dans la *Henriade*,

Ses yeux d'un doux sommeil goûtaient encor les charmes,

lorsqu'un épouvantable tumulte le réveilla en sursaut. Debout en un clin d'œil, il paraît sur le pont-levis, écoute, hésite, mais des fuyards se précipitent sur les planches (véritables planches de salut) et l'entraînent dans la forteresse, dont il fait lever le pont et barricader les portes. Soudain, une brève détonation : c'est la fausse porte d'une tour de la ville qui vient de sauter. Les échelles sont aux murailles, et, dans la déroute des défenseurs, il ne reste que le consul Boc, un traître, qui, monté au-dessus de la porte, agite son chapeau en signe d'intelligence et crie aux huguenots : « A moi, compagnons ! A moi, compagnons ! »

Le marquis de La Force est déjà dans la ville. Tout à l'heure, devant la porte du vallon, il ne retrouvait plus le pétard apporté de Tonneins, il a demandé des haches pour ses hommes. « Le père, qui était derrière eux, faisant incessamment sonner la charge par deux ou trois trompettes, a envoyé promptement chercher des haches à un village et les leur a fait tenir. » Il est entré par la porte que son fils lui a ouverte. Le corps de garde a fui. La Force n'a qu'un ou deux morts et trois ou quatre blessés ; il est maître de la ville, et, sans s'y attarder plus de deux heures, il retourne à Tonneins avec le marquis de La Force, afin d'envoyer à Caumont des renforts et des vivres.

Pour comprendre ce que fut cette surprise, il faut imaginer les coups de feu, la clameur confuse de l'attaque et de la défense, la fuite éperdue des bourgeois dans les rues étroites et tortueuses, les portes refermées d'un geste de fou, mais bientôt brisées, enfoncées, la ruée des huguenots dans l'église, où commence une scène de pillage sacrilège. L'historien Malingre en a raconté les détails hideux : les ornements, les croix, les ciboires volés, l'autel souillé, les hosties profanées. Sept fois

de suite, un soldat essaye d'écraser le Saint-Sacrement sous le talon de sa botte en criant : « Voilà le Dieu des papaux ! » Sept fois de suite, il n'y réussit pas, ce qui fut considéré comme un miracle. La sainte hostie alors est pendue, insultée et le soir l'église sert d'écurie aux chevaux des arquebusiers.

Peut-être ces blasphémateurs croyaient-ils faire œuvre pie en commettant de tels crimes. Du moins les chefs, qui n'y trempèrent pas, rendirent grâce à Dieu de leur avoir accordé la victoire : le marquis de La Force mandait de Tonneins à sa femme : « Je vous fais ce mot à la hâte, pour vous dire comme nous avons fait un coup plus miraculeux que celui de dernièrement, Dieu nous ayant tellement bénis en notre entreprise sur Caumont que nous avons pris la ville de plein jour. Nous pourvoyons à bien munir ceux que nous avons laissés dedans, et espère, Dieu nous continuant son assistance, que nous aurons bientôt le château. »

Dans ce château, une heure après la prise de la ville, le gouverneur mettait de temps à autre la tête à la fenêtre, peut-être pour voir, comme sœur Anne, s'il ne surviendrait pas quelque secours, lorsque, devant la porte, du côté de la rivière, il aperçut trois gendarmes de la compagnie de son maître, le comte de Saint-Paul. Ces trois gendarmes arrivaient du siège de Nérac. Levant les yeux vers les hautes murailles, ils aperçurent un mouchoir qui s'agitait au bout d'une épée et, dans l'embrasure de la fenêtre, M. d'Estourville qui les appelait. Le gouverneur leur apprit les tristes événements de l'après-midi et les pria d'aller demander du secours à Marmande et à Nérac : il était décidé de « tenir bon jusqu'à la dernière goutte de son sang ».

***

Sa situation était critique. Il avait de l'artillerie et des munitions, mais la garnison se composait de dix hommes avec des vivres pour deux jours. Une poignée d'hommes menacés de mourir de faim, pour garder ce vaste château ! Les assiégeants se sont répandus maintenant dans les fossés et le gouverneur ignore que l'un d'eux sape la muraille et va bientôt ouvrir un passage. Heureusement les assiégeants l'ignorent aussi : un soldat du baron d'Eymet aperçoit le sapeur, le prend pour un ennemi et le blesse d'une mortelle arquebusade, qui donne l'alarme aux assiégés.

La nuit est venue et, avec la nuit, quatorze cents hommes, envoyés de Tonneins par La Force, arrivent en bateau et pénètrent dans la ville. Le canon du château se met alors à tonner. Les boulets battent les maisons, qui s'écroulent sur les huguenots, les contraignant de se réfugier dans les boulevards, où ils se retranchent. Lorsque le jour parut, le gouverneur put constater les ruines accumulées par son artillerie. Le jour passe. Voici que tombe la seconde nuit, d'autant plus obscure pour les défenseurs du château, qu'ils n'ont ni lampe, ni chandelle. Dehors, l'orage gronde. La lueur blafarde des éclairs dessine sinistrement sur le ciel noir la fière silhouette de la forteresse. Une seconde, les yeux des assiégés mesurent l'immense horizon, la profondeur des fossés, fouillent l'obscurité soudain illuminée des salles. On entend les trombes d'eau inonder les murailles du château, dévaler le long de la motte sur laquelle il se dresse, tomber en bruyantes cascades au pied de la grosse tour, au fond d'un « précipice plein d'épines et de ronces », s'engouffrer sous la voûte du canal, qui les déverse à la rivière. Le capitaine protestant, chargé de garder ce précipice, doit se croire en grand danger d'être noyé : en tout cas, il quitte son poste, emmène ses hommes. A la lueur d'un éclair, les assiégés remarquent avec étonnement que le précipice n'est plus gardé ; ils remarquent aussi bientôt qu'une nouvelle troupe remplace la première. Mais c'est une troupe amie... Parfaitement, M. de Cheverry et trente mousquetaires. Vite, qu'on ouvre la fausse porte dissimulée au fond du précipice. Par cette porte inconnue des assiégeants, M. de Cheverry et ses mousquetaires sont entrés dans le château. Ils apportent de la chandelle, quelques vivres et l'espérance d'un prochain secours : M. de Mayenne a reçu le message de M. d'Estourville et il couche cette nuit à Damazan.

On pense si, le lendemain 23 juin, M. d'Estourville fut plus que jamais à sa fenêtre. Il ne vit point M. de Mayenne, mais un capitaine ennemi, M. de Navarreins, qui « allait et venait dans un lieu découvert, avec trop d'indépendance et de franchise ». Exaspéré, il saisit une arquebuse, ajuste son Navarreins, fait feu, le tue, et, « courant à un cor de chasse, en donne plusieurs coups, comme pour s'esjouir de la prise de la bête ».

Le 24 juin, c'est de la venue de M. de Mayenne que put « s'esjouir » ce bon M. d'Estourville. Le duc se montra aux

assiégés avec quelques troupes et de si près qu'il essuya quelques mousquetades des assiégeants. A minuit, il eut la bonne fortune de jeter dans le château M. de Dondias et cinquante mousquetaires.

Le 25 juin enfin, les protestants établirent une puissante barricade, inextricable fouillis de tonneaux, de barriques, d'arbres entiers et de chariots qui, sur le penchant de la montagne, fermaient l'entrée du précipice ; ils garnirent la barricade de quatre cents défenseurs; ils étaient toujours retranchés dans les boulevards. Mais le duc de Mayenne amena devant Caumont trois mille hommes et deux coulevrines; il requit dans « toutes les villes royales » tous les bateaux de la Garonne : il avait l'avantage du nombre, de l'artillerie et de la flotte.

Les coulevrines, mises en batterie sur le plateau dès midi, commencèrent à tirer vers trois heures du soir sur les protestants nichés dans le vallon qui servait de fossé à la ville ; le château ouvrit le feu sur la barricade installée du côté de la rivière, qui se hâta de riposter, tandis qu'un navire chargé de deux cents mousquetaires et de deux gros canons de fer ne cessait de tirer sur elle.

Le duc de Mayenne a commandé l'attaque. Plusieurs assauts se succèdent. Aux cris de *Vive le Roi!* les défenseurs de la barricade répondent par le cri de *Vivent les Églises!* Épouvanté d'être pris entre deux feux, leur capitaine évacue son retranchement sous les yeux de La Force, qui, faute de bateaux, assiste impuissant avec quatre cents chevaux, sur l'autre rive de la Garonne, à la défaite des siens; l'entrée du château est libre; tout un régiment du duc de Mayenne y pénètre et le ravitaille, et le duc de Mayenne, fier de son succès, veut « coucher sur la dure », dans la barricade enlevée par ses troupes.

Il y dormait depuis assez peu de temps, lorsqu'une détonation formidable le tira de son sommeil. Il se lève. Quoi! les protestants ont-ils miné le château? Non, c'est l'église de Caumont qui vient de sauter. Les protestants en avaient fait une écurie et un magasin à poudre, un mercenaire espagnol a traîtreusement mis le feu à la poudre, et l'église s'est écroulée, ensevelissant sous ses décombres ses profanateurs. Dans la ville, le baron d'Eymet consterné assemble ses capitaines : les soldats sont épuisés, les munitions aussi ; il faut évacuer la ville. A la faveur du feu qu'ils mettent à leurs logements et

de la fumée épaisse qui enveloppe murailles et boulevards, ils se retirent sans être inquiétés, gagnent Casteljaloux distant de deux lieues, et, le lendemain, après avoir averti La Force, qui vient à leur rencontre, ils réussissent à passer entre le duc de Mayenne et l'armée qui assiège Nérac. Une fois de plus, Tonneins est leur refuge.

Le grand projet de La Force était ruiné. Quelques jours plus tôt, devant Saint-Jean-d'Angély, le conseil du Roi, apprenant la prise de Caumont, avait été si atterré que l'on avait failli renoncer à la campagne de Guyenne. C'était désormais aux protestants à l'être : le 24 juin, Saint-Jean-d'Angély avait capitulé. Le Roi venait à la tête de son armée victorieuse.

LA JOYEUSE ENTRÉE DE LOUIS XIII DANS BERGERAC

Bergerac appelle La Force à son secours. Il y vole, mais tout lui manque. Impossible de lever des troupes. Il comptait sur six mille hommes, il n'en a que huit cents. Un oncle de sa belle-fille, la marquise de Castelnau, Pierre d'Escodéca, baron de Boisse, seigneur de Pardaillan, le jalouse et « pratique », en aval de Bergerac, les autres places de la Dordogne. Sainte-Foy, La Mothe veulent se donner au Roi. Déjà Louis XIII est à Coutras, à quinze lieues de Bergerac. Grande est l'inquiétude des habitants, plus grandes encore les intrigues de M. de Panissault, un traître, qui épouvante la ville et veut décourager La Force. Le 8 juillet, à la nuit tombante, voici, au logis de La Force, le maire et les consuls. Ils sont venus une première fois vers midi. Ils ont parlé de la ruine qui menaçait leurs personnes, leurs familles et leurs biens, s'ils ne se soumettaient « à la clémence et miséricorde » du Roi : La Force les a raffermis... pour quelques heures. Ce soir, ils reviennent à la charge. Un dialogue émouvant s'engage entre eux et celui qui a tout abandonné pour les défendre :

— Monsieur, lui disent-ils, vous voyez le Roi avec son armée près de nous ; nos fortifications ne sont pas achevées ; nous n'avons pas la quatrième partie d'hommes qu'il faudrait ; nous craignons que votre courage et votre affection à nous défendre vous fassent perdre et à tous les vôtres et à nous aussi. Nous vous supplions d'y penser et de ne vous point porter aux extrémités.

— Messieurs, leur répond La Force, n'ayez point d'égard à moi, je vous ai protesté plusieurs fois que je mourrais et tous mes enfants avec moi; parlez-moi clairement et me faites connaître vos volontés, car je ne vous manquerai point.

Les volontés de MM. les Consuls étaient avant tout de ne pas mourir.

— Nous vous supplions, reprirent-ils, de vous retirer, car nous avons résolu dès demain d'envoyer vers le Roi, lui protester de notre obéissance et lui présenter les clefs de notre ville.

— Messieurs, répliqua La Force, vous me le dites bien tard; je me remets à la conduite et Providence de Dieu, qui nous assistera.

Le lendemain, il quittait la ville avec sa femme, son fils aîné, tous ses petits-enfants et son septième fils, le marquis de Tonneins, alors âgé de douze à quatorze ans. « Il fallut, racontent ses *Mémoires*, que tout cela délogeât au point du jour, avec le désordre que l'on peut penser. Tout le peuple de la ville, hommes et femmes, les voyant partir comme cela, ils en étaient aux cris et aux pleurs. »

Aux pleurs et aux cris en ce douloureux 9 juillet 1621, mais, dès le 13, aux rires, aux acclamations et aux fêtes.

***

Comment ne se fussent-ils pas réjouis? Le Roi n'arrivait-il pas en triomphateur pacifique? N'allait-il pas faire dans Bergerac une « entrée vraiment magnifique et royale »? Quelle joie de contempler, sous la lumière dorée de leur beau pays, toute la jeunesse de la ville, tous les enfants de cinq à douze ans, vêtus de blanc, en marche vers Louis XIII! Accompagnés de « quatre déesses représentant les vertus », de musiciens habillés en Orphées et dont la musique « a des douceurs divines », garçons et filles sortent de la ville quatre par quatre. Ils rencontrent le Roi au bout d'une lieue et aussitôt enfants, déesses, orphées, tout s'agenouille aux cris de *Vive le Roi! Pardon, Sire, pardon!* et, tandis que Sa Majesté assure qu'elle pardonne, toute la troupe se lève, se retourne et l'escorte jusqu'à une demi-lieue de Bergerac. Le clergé le reçoit croix et bannières en tête, au seuil d'un pavillon « artistement élaboré, fait de branches de laurier, romarin, lavande et

autres arbrisseaux croissant au pays ». Derrière le clergé, on dirait que tout l'Olympe est venu saluer le Roi Très-Chrétien. La déesse Victoire est figurée au frontispice du pavillon; Mars, Bellone, Hercule, César aux quatre coins; et, pour couronner l'édifice, Jupiter « assis sur un aigle et un foudre en sa main ». A quelques pas, cet arc triomphal de lierre, de pampre et d'orbel est décoré d'une Néréide que flanquent la Fortune et Junon; plus loin, un second arc s'embellit des images de la Justice, de Flore et de Cérès. Une haie de gardes contient à droite et à gauche les peuples accourus au spectacle et dont l'enthousiasme déborde. Songez donc, après les arcs triomphaux, « y a un rocher fait de mousse, où il sourd plusieurs fontaines artificielles, les unes jetant par petits tuyaux de l'eau, les autres vin blanc et autres vin rouge! Y a au-dessous un ermitage semblant fort vieil, auprès un petit bocage, d'où on entend le gazouillis des petits oiseaux »! Que le chemin est exquisement parsemé d'herbes et de fleurs! Et comme Sa Majesté semble intéressée par ce fort « dressé à plaisir », où de vrais assiégés feignent de se défendre contre de vrais assiégeants, délicate allusion à ce qu'aurait pu être l'accueil réservé au Roi, si les consuls n'avaient pas eu horriblement peur d'être pendus! Là, devant la porte de la ville, « les canons font la saluade avec tel tintamarre que merveille ». Un jeune seigneur se montre sur le pont-levis, sort, au fracas des « boîtes, pétards, bombardes et feux d'artifice », amenant au Roi huit cents hommes et lui offrant leurs services. Voici que le ciel s'est ouvert, — un ciel de théâtre : une grenade en descend avec lenteur, se fend et laisse échapper une belle jeune fille revêtue d'une robe de toile d'argent. La jeune fille fraîche éclose lit une harangue, obtient du Roi les faveurs qu'elle demande pour la ville, et remonte dans sa grenade, qui la reconduit au ciel.

Le cortège royal se remet en marche, s'engouffre sous la porte, s'enfonce dans la profondeur de la rue, dont les maisons sont tendues de haut en bas des plus brillantes tapisseries, se déroule entre des échafauds garnis de musiciens, traverse des arcs de triomphe. Des visages se pressent à toutes les fenêtres, se penchent sur l'éclatant défilé : d'abord les chevaux légers, quelques princes et grands seigneurs, puis les cent gentilshommes ordinaires, puis les pages de la grande écurie

et de la chambre du Roi, puis cinquante Suisses, « tambours battant et fifres jouant », puis « vingt-quatre trompettes sonnant haut et clair »; enfin, sous un dais, le Roi. Condé est à sa droite, Luynes à sa gauche. Des pages et des Suisses marchent derrière lui, puis des officiers principaux de la Couronne et de l'armée, puis, tout resplendissants des pierreries jetées sur leurs armures, trois mille seigneurs et gentilshommes « montés à l'avantage et à la guerrière ».

Lorsque Louis XIII se fut agenouillé à l'église, « où l'attendaient plusieurs cardinaux, archevêques et vénérables prélats »; lorsqu'il eut assisté au chant du *Te Deum*, devant l'autel illuminé; lorsqu'il eut visité les fortifications, mesuré de son fin regard de connaisseur l'abîme des fossés, l'épaisseur des hautes murailles, la largeur de la Dordogne, qui d'un côté en baignait les assises; lorsqu'il eut admiré « les fortes tours, éperons, parapets et autres défenses, et, après lesdites murailles, en dedans encore d'autres fossés assez profonds tout à l'entour, et les maisons sises sur les fossés, découvertes et remplies de terre depuis le bas jusqu'en haut » pour mieux résister au canon, il prononça ces simples paroles : « Je souhaite qu'il n'y ait point de places fortifiées qu'aux frontières de mon Royaume, afin que le cœur et la fidélité de mes sujets servent de citadelle et de garde à ma personne. »

Paroles efficaces! Un peu plus tard, commençaient, aux dépens des habitants de Bergerac, la démolition des murailles et la construction d'une forteresse, qui devait tenir sous ses canons la ville démantelée.

Cependant le duc de Montbazon, beau-père du connétable de Luynes, recevait de son gendre une lettre pleine des plus belles espérances : « Monsieur mon père, écrivait le favori de Louis XIII, quelle est la chose que Dieu ne peut pas, quand il veut donner son assistance à un grand prince? Vous le voyez par tout ce qui s'est passé. Il ne nous manque que les jambes pour aller plus vite, car elles ne peuvent point suffire au chemin qu'il nous faut faire. Vous saurez que M. de La Force a été chassé de Bergerac par le moyen de ceux que j'avais gagnés dans la place, et que la ville, se rendant à l'obéissance du Roi, lui a envoyé les clefs de ses portes sans conditions. Il ne reste plus à La Force que Clairac, où il s'est retiré. Je crois que c'est là qu'il voudra capituler et faire son accord. Je ne sais point

encore de quelle farine sera le pain. » Malheureux Luynes, s'il l'avait su!

LA FORCE S'ENFERME DANS MONTAUBAN

Ce pain, La Force s'apprêtait à le rendre aussi amer que possible. Celui qu'il mangeait lui-même, depuis quelques jours, était un vrai pain de tribulation. Au sortir de Bergerac, à peine à deux lieues des remparts, il s'était arrêté avec les siens et « il avait fallu qu'un chacun prît parti ». La Force avait encore devant les yeux « l'extrême désolation de toute sa famille en cette douloureuse séparation, des pères, des maris, des femmes, des enfants, des frères irrésolus de ce qu'ils avaient à devenir et, par la rigueur du temps et des menaces qui leur étaient faites, sans espérance de se revoir possible jamais ».

La Force avait alors emmené quatre de ses fils, les marquis de La Force, de Castelnau, de Tonneins et de Castelmoron, et un fils de Castelnau, le baron de Boisse. Laissant sa femme et ses belles-filles se réfugier au château de Cugnac, qui était assez peu éloigné et appartenait à Castelnau, il avait poussé douze lieues plus au sud jusqu'à Monflanquin, place de guerre qui, juchée sur une haute butte, ceinte de murailles et couronnée par une église fortifiée, dominait la plaine de toutes parts. La ville entière était descendue à sa rencontre, gouverneur en tête, mais bientôt ce gouverneur, qui montrait un si bel empressement, lui avait avoué qu'il s'était cru obligé, comme on disait alors, « d'envoyer au Roi ». Même réponse à Clairac sur le Lot, quand le marquis de La Force, que les habitants avaient demandé pour gouverneur, s'y était présenté; même réponse sur les bords de la Garonne à Tonneins-Dessous, quand, chassé courtoisement de Clairac, il était venu y chercher asile. Tonneins-Dessus, dont son frère, le baron d'Eymet, était gouverneur, lui avait déclaré qu'il ne pouvait tenir sans Tonneins-Dessous. Rien n'avait pu convaincre les habitants des deux Tonneins. Les deux frères, rejoints par Montpouillan, « qui venait de Nérac, rendu par capitulation », s'étaient acheminés vers le formidable Castelnau (près de Sarlat), « l'une de leurs maisons ». De Castelnau, le marquis de La Force et Montpouillan avaient essayé de gagner La Rochelle ; il « leur fallut faire

de bien longues cavalcades de nuit et de jour et prendre un long circuit, comme s'ils eussent voulu aller à Orléans. Dieu les conduisit heureusement ».

Cependant leur père, qui nous donne ces détails, ne pouvait rester à Monflanquin. Il n'ignore pas que sa retraite est connue. Lorsqu'il est arrivé à Monflanquin, le maréchal de Saint-Géran, averti par Panissault, était sur ses traces et n'a abandonné la poursuite qu'à une demi-lieue de la ville. La Force commence par ordonner à Castelmoron, son dernier-né, trop faible pour les fatigues d'une campagne, de retourner auprès de sa mère, puis il se met en route lui-même. « Il sait en ces occasions, nous a-t-il raconté, combien la diligence est requise. » Il part avant le jour, avec Castelnau, Tonneins, Boisse, « dix-huit ou vingt chevaux ; prend deux hommes à cheval, bons guides et s'en va d'une traite à Tonneins » (en Agenais, distant de huit lieues). Il ne s'arrête que pour dîner chez M. de Vivans, gouverneur de la ville, qui lui fournit un guide à cheval. Quelle rude chevauchée ! La journée s'achève, mais le voyage ne s'achève pas. La Force avance lentement dans l'obscurité, — car la nuit est venue, — « dans un très mauvais pays et dangereux » : des arbres coupés barrent les grands chemins, des cors appellent de proche en proche les arquebusiers sous les armes et l'on entend de minute en minute des coups d'arquebuse. Le guide le conduit habilement à travers tant de périls. Le soleil brillait à l'horizon, lorsque La Force parvint à Caussade, à six lieues au nord-est de Montauban. Il descendit de cheval « bien harassé », accablé par le poids de son armure, « incommodé d'un érysipèle qui lui était venu à une jambe ». Il se mit au lit et il y demeura trois jours.

Caussade était une seigneurie bien fortifiée du duc de Sully, père de son gendre, le comte d'Orval. La Force brûlait de s'enfermer à Montauban et d'y défendre la cause protestante contre l'armée royale. Malheureusement, le comte de Bourgfranc, un Béarnais assez inquiétant, depuis peu gouverneur de Saint-Antonin, bicoque du voisinage, rêvait de jouer un rôle à Montauban et craignait que La Force ne l'empêchât d'entretenir des intelligences avec l'ennemi. Il se hâta de le précéder dans la cité protestante et essaya de persuader aux Montalbanais que La Force venait perdre leur ville, après avoir perdu le Béarn et la Guyenne.

Leurs consuls vinrent rendre visite dans Caussade au chef alité. La Force, qui n'avait jamais parlé de son dessein à personne, ne leur en parla pas non plus; mais le lendemain, après avoir dépêché aux gardes de la porte et aux consuls un valet de chambre du comte d'Orval, qui ne les avertit de sa venue qu'au dernier moment, il parut à l'improviste.

* * *

Lorsqu'on arrivait à Montauban par la route d'Auch ou celle de Toulouse, on trouvait le faubourg de Ville-Bourbon, ainsi nommé par Henri IV, qui l'avait fortifié de trois bastions. On montait ensuite jusqu'à un pont de briques bâti au quatorzième siècle, sur le Tarn large et rapide, — un maître pont, qui existe encore. A l'extrémité du pont, la porte; au delà, sur un plateau dominant de dix toises les eaux du Tarn, la ville rouge : murailles rouges, château rouge, maisons rouges, église rouge, — Saint-Jacques, qui dresse toujours, au-dessus des toits de tuiles, son clocher octogone et toulousain. D'autres portes encore s'ouvraient dans l'enceinte de la ville : le Griffoul au nord, Montmurat vers l'occident, les Cordeliers à l'orient, le Moustier au midi; entre le pont et le Moustier, les Carmes. Des rues droites et larges (pour l'époque) découpaient la ville en damier. Le centre était occupé par une belle place. On y pénétrait, aux quatre angles, par quatre porches. De hautes façades la bordaient, écrasant les larges arcades qui les soutenaient, comme à Paris celles de la Place Royale. Sous les arcades, des boutiques, des boutiquiers, des acheteurs.

Nous ne savons si l'hôtellerie où La Force était descendu étalait son enseigne sur cette place, connue sous le nom des *Couvertes*. Ce qui paraît certain, c'est que, venant de Caussade, il n'entra pas dans Montauban par la porte de Ville-Bourbon; ce qui est plus certain encore, c'est qu'à peine arrivé, il fut assailli par une foule de visiteurs qui n'étaient pas tous des plus sympathiques. Voici, dans sa chambre, la troupe glaciale des consuls en robes rouges, puis le comte de Bourgfranc, vaniteux et vantard, qui lui demande pourquoi il est venu et qui veut absolument savoir « en quel état il a laissé les affaires de basse Guyenne », puis des gens, encore des gens, les yeux et la bouche « pleins de menaces ». Dans la rue, le peuple s'amasse devant l'hôtellerie, « ne parle que de poignarder, de jeter dans

la rivière et par-dessus les murailles et qu'il ne faut pas se fier à M. de La Force, qu'il a trahi le Béarn et la Guyenne et qu'on le doit châtier ». Les consuls lui assignent « un logis bourgeois », mais ils ne se chargent nullement de sa sécurité.

La Force, ne sachant comment triompher de cette hostilité générale, s'en va trouver le pasteur Chamier, compromis au temps de Henri IV, et qu'il a jadis fait remettre en liberté par le feu Roi. Aujourd'hui Chamier inflige à La Force un véritable interrogatoire. Chamier n'a jamais vu La Force. Il est vite conquis par la justesse de ses raisons, la loyauté de son visage, un je ne sais quoi « de majestueux et de vénérable », qui émane de toute sa personne. La conquête de Chamier entraîne celle des consuls. La Force est assuré de leur bienveillance, du désir qu'ils ont de mettre à profit son expérience et ses conseils. Il est logé chez M. d'Alliez, là même où, dans des temps meilleurs, on logeait le Roi. Sauvé, La Force maintenant sauve les autres. Il ne peut arracher, il est vrai, aux fureurs de la populace un malheureux étranger qui, reconnu pour un catholique, est frappé à coups d'épée, traîné sur le pont, précipité dans le Tarn, assommé à coups d'aviron par les bateliers, qui le poursuivent, — car il s'enfuit à la nage, — et le noient.

La Force apprend ce crime trop tard; il se contente de se plaindre aux magistrats, mais il essaye d'empêcher le meurtre d'un honnête bourgeois de Montauban soupçonné lui aussi. L'infortuné est en prison, la populace le réclame pour le tuer. Une rumeur lointaine parvient au logis de La Force. Les consuls arrivent, lui apprennent la colère du peuple, avouent qu'ils n'oseront jamais aller l'apaiser. Il ira, lui. « Je sais, dit-il, comme il faut ménager un peuple. » Précédé de Castelnau, il se fraye un passage à travers la foule de plus en plus dense jusqu'à la porte de la prison. Cinq ou six forcenés sont occupés à l'enfoncer avec une énorme pièce de bois. « Hé! Messieurs, qu'est ceci? » demande-t-il. On le repousse; mais il « ne s'épouvantait pas pour peu de chose ». Cordial et fin, il propose à la foule des émeutiers de livrer le prisonnier à vingt d'entre eux qui répondront de sa vie jusqu'à ce que l'on ait découvert ses complices. *Si forte virum quem conspexere, silent.* Les beaux vers de Virgile sont toujours vrais. Tant de hardiesse en impose, les forcenés s'arrêtent court. Ils s'éloignent

en silence, la foule se disperse calmée et chacun finit par rentrer chez soi, même le prisonnier qui, trouvé innocent, sort de prison le lendemain.

La fermeté, l'habileté, la discrétion de La Force le font inviter à tous les conseils. C'est lui qui réconcilie le comte d'Orval, gouverneur de Montauban, avec le comte de Bourgfranc, maréchal de camp; c'est lui qui décide que le gouverneur gouvernera la ville et que le maréchal de camp commandera les troupes en campagne; c'est lui qui ordonne le parachèvement des fortifications, la démolition des faubourgs, dont les habitants abattent les maisons, la construction de nouvelles défenses. Il n'y a plus une minute à perdre. Clairac, distant de vingt-cinq lieues, s'est rendu à discrétion après un siège de quinze jours. Son gouverneur, M. de Saint-Orse, « qui s'était si bien laissé gagner au bon vin de ce pays-là, qu'il ne désenivrait jamais », n'a pas su le défendre contre l'armée royale; plusieurs habitants ont été pendus, deux cents soldats passés au fil de l'épée. Cruautés sur lesquelles a pleuré le poète Théophile de Viau, originaire de Clairac, le bon Théophile, l'auteur de *Pyrame et Thisbé*, l'homme au poignard qui rougit.

L'exemple de Clairac, loin d'épouvanter Montauban, stimule ses défenseurs. « Le côté par où vient l'armée, qui est la porte de Montmurat, leur explique La Force, est l'endroit le plus faible de votre ville et lequel sera le plus tôt attaqué; je désire défendre celui-là, afin que vous voyiez que je ne me veux épargner; je veux mettre là mon fils de Castelnau avec ses frères et ce qui est de ma maison. »

La Force a désormais trois fils dans Montauban, car le baron d'Eymet est venu rejoindre Castelnau et Tonneins. Il est entré au dernier moment, après un périlleux voyage, maint combat, mainte retraite précipitée, mainte rivière passée à la nage. On le nomme colonel de l'infanterie. Luynes cependant ne désespère pas d'amener les consuls et même La Force à l'accommodement qu'il désire. Le maréchal de Lesdiguières et le vieux Sully, dont un fils s'apprête à attaquer la ville et l'autre à la défendre, prodiguent assurances et promesses; mais rien ne fut plus éloquent que ce billet chiffré, mystérieusement porté aux consuls : « Vous serez bientôt assiégés. Ne capitulez point, car rien ne sera gardé de ce qu'on vous promettra.

En la bonne défense, vous trouverez votre conservation et la paix générale. » Comme le remarque le ministre Joly, « petite rhétorique suffisait à persuader cet avis à ceux que les exemples rendaient assez défiants ».

On était maintenant vers le milieu du mois d'août. Il y avait déjà quelque temps que Mayenne, venant de Nérac, avait poussé jusqu'aux environs de Montauban, brûlé Albiac et Saint-Antonin, escarmouché avec la cavalerie de Castelnau, puis, du côté de Moissac, repassé le Tarn. Mais un soir, au coucher du soleil, le guetteur découvrit au loin une troupe de « gens de cheval ». C'étaient les coureurs du duc d'Angoulême. Campé avec une partie du régiment des gardes à Loubejac, à deux lieues de Montauban, le prince avait envoyé quelques cavaliers en reconnaître les abords.

Ce soir-là, le tocsin se mit à sonner dans la ville.

L'ARMÉE ROYALE ASSIÈGE LA CITÉ PROTESTANTE

Tandis que le tocsin égrenait dans la nuit ses notes lugubres sur la ville close, Louis XIII était à Moissac. Son souper était terminé. Devant lui, quelques chefs parlaient du lendemain, de la prochaine concentration des troupes, au pied d'un certain château de Piquecos, choisi pour être le quartier-général du Roi. Où était exactement ce Piquecos dont tout le monde entendait parler depuis quelques jours, mais que nul ne pouvait situer? Soudain, Louis XIII demanda du papier, une plume et de l'encre. Son historiographe Bernard et les seigneurs témoins de cette scène le virent alors avec admiration dessiner en quelques traits de plume la carte du pays. De La Française (à quatre lieues au nord-ouest de Montauban), jusqu'à Nègrepelisse (à quatre lieues au nord-est), chaque détail figurait à sa place, marqué avec la science et l'exactitude d'un géographe consommé. En historien avisé, Bernard recueillit aussitôt l'autographe royal. L'habileté du Roi ne le surprenait pas outre mesure. Louis XIII, en effet, avait étudié passionnément la topographie, la fortification, l'art des sièges, et il désirait non moins passionnément de prendre Montauban. A Agen, quelques jours plus tôt, son conseil était fort divisé : les uns opinaient à l'attaque de la ville rebelle, les autres objectaient mille difficultés insurmontables : l'automne « père des mala-

dies », les pluies de septembre, le débordement du Tarn, la puissance des murailles, la résolution de leurs défenseurs, le duc de Rohan prêt dans Millau à fondre sur les assiégeants; mais lui, le Roi, il avait vaincu toutes les hésitations. Chacun ce soir-là s'en souvenait à Moissac.

Le lendemain matin, Louis XIII se levait à six heures, déjeunait tout botté (deux prunes, du pain trempé dans du bouillon, du vin clairet et de l'eau), assistait à la messe, puis montait à cheval et passait en revue les troupes qui allaient traverser l'Aveyron et le Tarn. Suivi de la Cour, il s'éloignait bientôt dans la direction de Montauban. Onze heures allaient sonner lorsqu'il parvint au sommet de la rude pente (elle a reçu le nom de *Buffocrabo*, Souffle-chèvre) qui conduit au château de Piquecos. Derrière lui, s'étendait la riche plaine où coulent l'Aveyron, le Tarn et la Garonne tout près de se réunir, et que semble au loin fermer la barrière vaporeuse des Pyrénées. Devant lui, un château féodal avec ses ouvrages avancés, ses fossés, son pont-levis, sa grande cour, cinq grosses tours de briques roses fièrement campées tout au bout de cette dernière terrasse des coteaux de l'Aveyron. Installé dans ce château, dont le seigneur était Henri des Prez, marquis de Montpezat, frère utérin du duc de Mayenne, il pourrait suivre toutes les péripéties du siège qui commençait : le nid d'aigle n'était qu'à deux lieues de Montauban. La course matinale avait fouetté l'appétit du jeune Roi, car il se mit à table à midi un quart et fit honneur au dîner. Pourpier en salade au sucre et au vinaigre, deux aiguillettes et la moitié d'un pilon de chapon bouilli, jarret de veau bouilli à la moelle garni de « taillerons », « deux couvercles de pâtés d'assiette », quatre côtelettes de mouton en carbonade, deux pilons de gelinotte à la sauce jaune, l'estomac de deux perdreaux au verjus, une tranche de tourterelle, l'estomac d'un ramier, le dedans d'une petite tarte au verjus, huit petites tranches d'écorce de citron dans une petite tarte, une prune de Damas violette, une poire d'orange, des cerises confites et un peu de pain ; le tout arrosé d'un « vin clairet fort trempé »; pour la bonne bouche, dragée de fenouil — « la petite cuillerée ». Vraiment le premier médecin Héroard, qui a noté les moindres bouchées de son maître, était beaucoup moins sévère que celui de Sancho dans l'île de Barataria. Il faut avouer que l'on ne mangeait pas moins

bien à Montauban et que, sur la table de MM. de La Force et de Bourgfranc, figuraient des pâtés de pigeon et de poulet, des pâtés de venaison à douze sous et de grands pâtés de veau à quinze. Heureux midi! aussi gourmet jadis qu'aujourd'hui... mais où sont donc les prix d'antan? A quatre heures, Louis XIII se rendit au conseil.

Tandis qu'il demeurait à Piquecos, dans le grand appartement du rez-de-chaussée, sous les plafonds peints par de récents artistes, où figurait toute une mythologie à la mode, Pâris et les trois déesses et Diane et Amphitrite et la Fortune, et, comme on disait alors, les plus honnêtes gens du Paradis des Anciens, vingt-cinq mille hommes allaient camper sous les remparts de Montauban. Debout à la croisée de sa chambre, le Roi pouvait distinguer à l'œil nu, par delà l'Aveyron tout proche, par delà l'immense et fertile plaine, par delà le Tarn, la ville rebelle solidement assise sur son plateau, des bastions, des murailles, un moutonnement rougeâtre de maisons autour du clocher de Saint-Jacques. S'il prenait sa « lunette de longue vue », le détail apparaissait net et précis : entre Piquecos et Montauban, sur la rive droite du Tarn, près du chemin de Piquecos, les « cornes » de Saint-Orse; près de la route de Bordeaux et dominant la rivière, les « cornes » de Montmurat; un peu en amont, sur la rive gauche, la demi-lune de Ville-Bourbon défendant le pont fortifié qui faisait communiquer le faubourg du même nom avec la ville; en face de Ville-Bourbon, sur la rive droite, le faubourg du Moustier, séparé des murailles par un mince affluent du Tarn, le Tescou, qui leur servait de fossé.

Les troupes du connétable (régiments de Piémont, de Normandie, de Chappes et la plupart des Suisses de Bassompierre) commandées par les maréchaux de Praslin et de Chaulnes, marchent sur Montmurat; celles du duc de Mayenne (régiments de Francoux, de Barrau, de Suze, d'Ornano, de Lauzun et de Toulouse), commandées par le maréchal de Thémines, sur Ville-Bourbon; celles du prince de Joinville et du duc de Chevreuse (régiments de Navarre, de Champagne, de Picardie, de Pompadour, d'Arpajon et le reste des Suisses), commandées par les maréchaux de Saint-Géran et de Lesdiguières, sur le Moustier. Devant elles, un vaste incendie, ordonné par le conseil de Montauban, s'allumait au loin : des métairies qui subsistaient dans

la campagne, des maisons encore debout dans les faubourgs, sortaient des colonnes de fumée et des gerbes de flammes.

POLITESSES ET MOUSQUETADES

Le 1er septembre 1621, lorque le soleil commença de monter dans le ciel, dix batteries se mirent à foudroyer Montauban. Le grand maître de l'artillerie avait préparé pour le siège les « six calibres royaux » : canons, coulevrines, bâtardes, moyennes, faucons, fauconneaux. On tirait sur Montmurat du quartier du connétable, qu'un pont de bateaux, établi à deux mille pas en aval du pont fortifié, reliait à la rive gauche ; on tirait du quartier du duc de Mayenne, en face du pont fortifié; on tirait du quartier du maréchal de Lesdiguières, qu'un autre pont de bateaux, établi en amont du pont fortifié, également à deux mille pas, reliait au quartier du duc de Mayenne. Les boulets pleuvaient sur la ville. Pauvres boulets qui semblent inoffensifs, lorsqu'on les compare aux marmites de la dernière guerre, mais que les habitants de Montauban trouvaient fort désagréables. Le clocher Saint-Jacques en garde les écornures après trois siècles. Du calibre de six pouces deux lignes, lancés par vingt livres de poudre, les boulets des canons portaient à cinq cents pas et pouvaient percer douze pieds de terre solide ou dix-huit de terre remuée ou vingt-cinq de sable.

Voici un boulet qui traverse la porte de Montmurat, bouscule, au milieu de la rue, deux enfants en train de jouer sur une charrette, arrache la tête de l'un, les cuisses de l'autre, ricoche sur une fenêtre, puis sur le toit qui lui fait face et dont il pulvérise les tuiles. Un second boulet, « bruyant le long de la rue du vieux Temple », emporte le chapeau d'un bourgeois de la ville, qui se promène appuyé sur sa canne, tue un âne, épouvante trois demoiselles, s'engouffre dans une croisée et s'arrête enfin dans le lit d'une vieille femme, qui pense mourir de saisissement. Les boulets semblent chercher la maison de M. d'Alliez, plus haute que ses voisines et résidence de La Force. L'un d'entre eux rompt l'appui d'une fenêtre; un barreau projeté brise une colonne du lit où Mlle d'Alliez soigne sa sœur, qui est souffrante. Mlle d'Alliez n'a qu'une égratignure et sa sœur n'est pas même effleurée. Mais d'autres boulets pénètrent dans la chambre de La Force, fracassent le chevet

du lit, bouleversent les matelas... Heureusement La Force n'y est pas. Détail ignoré des pointeurs royaux : il s'est installé, depuis plusieurs jours, dans la salle du jeu de paume de M. d'Alliez, pour être plus près de la porte de Montmurat, dont Castelnau défend l'ouvrage avancé.

Ah! cet ouvrage avancé, ces « cornes de Montmurat », quelle peine elles avaient donnée à Castelnau! Dès les premières escarmouches de la fin d'août, les trouvant à peine ébauchées et incapables de résister à une attaque un peu vive, il avait fait élever par des hommes de bonne volonté et même par des femmes, plus ardentes encore que les hommes, un rempart de sept cents barriques remplies de terre. Toujours à son poste, il avait passé quinze jours sans toit, presque sans sommeil, jusqu'au moment où la pluie l'avait obligé à coucher dans une cuve, « sac de couchage » peu portatif, mais fort apprécié. Et quelle difficulté de commander des gens qui n'avaient ni l'expérience de la guerre ni l'habitude d'obéir! A la moindre alerte, si lointaine fût-elle, saisis de terreur, ils tiraient tous à la fois « tout ce qu'il y avait d'armes à feu » sur des ennemis imaginaires. La canonnade du 1er septembre, à peine commencée, renverse les barriques, et l'armée royale s'emparerait des cornes de Montmurat, si le feu ne prenait à ses poudres, tuant le marquis de Montpezat, dont le Roi est l'hôte là-bas sur les terrasses de Piquecos. Bientôt, les assiégeants recommencent en un autre point l'attaque de l'ouvrage à cornes. Quatre canons sont mis en batterie à trente pas d'une courtine de terre qui réunit deux demi-bastions; ils la transpercent, la démolissent, mais, sous les ordres de Castelnau, une armée d'hommes et de femmes la reconstruit, en amoncelant des sacs de terre, des sarments, des fagots, l'exhausse, la renforce et les boulets se perdent en ce rempart élastique.

Le 3 septembre, Ville-Bourbon et le Moustier essuient une attaque rude, — et vaine, — qui coûte la vie au comte de Bourgfranc du côté des rebelles, au maréchal de Thémines du côté des royaux. Tous les soirs, les tranchées catholiques causent avec les tranchées protestantes. Il y a dans les deux camps des Béarnais; ces Béarnais se connaissent et les Béarnais assiégeants, qui jalousent les troupes royales campées devant le faubourg du Moustier, s'empressent de révéler leurs desseins aux Béarnais assiégés.

Ce ne sont pas les seules politesses qu'échangent la cité protestante et l'armée du Roi. Le marquis de Bassompierre, colonel général des Suisses, a reçu l'ordre de détruire à coups de canon le pont de briques reliant Ville-Bourbon à la ville proprement dite. Il ouvre le feu le 14 septembre et fait remarquer à ses chefs que cinq cents volées de canon ne suffiront pas à détruire le pont du Tarn; que, pour l'ennemi, la réparation est aisée, pour le Roi, la dépense grande et l'utilité petite. Raisonnement qui persuade bien vite le maréchal de Chaulnes, mais qu'ignorent deux cents femmes occupées à laver leur linge et leurs ustensiles sous les arches du pont et aux alentours. La réputation de Bassompierre a pénétré jusque dans les provinces les plus lointaines. Les laveuses de Montauban savent qu'il « a toujours fait bonne guerre aux femmes » : elles « lui envoient un tambour, pour le prier de ne point incommoder leur blanchissage ». Bassompierre accepte, et d'autant plus volontiers que sa galanterie est d'accord avec son devoir : le maréchal lui a commandé de cesser le feu. Enthousiasmées, les laveuses lui demandent une trêve : elles veulent voir un si galant seigneur, le plus beau cavalier de la Cour. Les plus grandes dames de Montauban se joignent à ses blanchisseuses; le 15 septembre, elles paraissent sur le haut de leurs retranchements, « et moi, dit Bassompierre, ce seul jour de tout le siège, je me mis en bon ordre et me parai pour les recevoir ».

Tant de courtoisie n'empêche pas des jeux plus sanglants. Lorsqu'ils en ont la commodité, les plus habiles tireurs de Montauban exercent leur adresse aux dépens des chefs ennemis. C'est un « sport » très en honneur, mais de telles arquebuses dédaignent le menu gibier. De si belles pièces s'exposent à leurs coups par fanfaronnade et veulent absolument y exposer leurs amis. L'autre jour, le jeune duc de Mayenne n'a-t-il pas prié le vieux maréchal de Lesdiguières de venir lui donner conseil pour l'emplacement d'une batterie. Le maréchal est venu. Le lieu était criblé de balles. Avec le plus grand sang-froid, — il y a soixante ans que les mousquetades et lui se connaissent, — Lesdiguières prend la main du prince : « Monseigneur, dit-il, nous voyons très mal d'ici; allons plus avant, je vais vous montrer le chemin. » Et ce mot historique mit fin à la périlleuse plaisanterie. « Il se mouchait toujours, racontent les *Mémoires* de Castelnau, quelque manteau rouge ou porteur de

plumes. Castelnau, dont la balle ne manquait jamais son but, aurait été bien aise de moucher M. de Luynes, mais rien n'était plus difficile : « Sachez, mandait alors à sa femme le chirurgien du favori, que je ne cours aucun hasard, Monseigneur le Connétable me faisant l'honneur de m'affectionner et de me tenir toujours auprès de sa personne. »

LA JOURNÉE DU ROI

Gardons-nous de sourire. Luynes et son chirurgien, de « simples civils », n'étaient point tenus à la téméraire bravoure des gens de guerre. Il est vrai que Richelieu s'est montré sévère pour Luynes : « Au fort de ses lâchetés, le connétable, disent les *Mémoires* du cardinal, ne laissait pas de parler, comme s'il était percé de plaies, tout couvert du sang des ennemis. » Richelieu s'est trompé en affirmant que Luynes « n'approcha jamais la ville de la portée du canon ». Les *Mémoires* de Bassompierre ont fait justice de cette affirmation. Il était rare cependant que le duc de Luynes se rendît devant la porte de Montmurat, au quartier que l'on désignait sous le nom de quartier de Monsieur le Connétable. Il demeurait dans sa chambre, au château de Piquecos, auprès du Roi.

Là-haut, les journées de Louis XIII s'écoulaient assez monotones : il se levait entre sept et neuf heures du matin, faisait visite au connétable, allait à la messe, au dernier étage de l'une des tours, dans la chapelle voûtée, où des fresques du quinzième siècle, représentant les douze Sibylles, mettaient leurs chaudes couleurs; où célébrait chaque jour le Père Joseph, la future Éminence grise du futur cardinal de Richelieu. Après la messe, Louis XIII allait parfois au cabinet des oiseaux, puis se rendait au conseil. Son dîner avait lieu à dix heures et demie, onze heures ou onze heures trois quarts. Généralement l'après-midi était ainsi réglé : vers deux heures, conseil, puis, de trois à six ou sept, chasse du perdreau à cheval et le faucon sur le poing, souper, une dernière visite au connétable, et, vers neuf heures du soir, coucher.

Il arrivait à Louis XIII de monter à cheval au début de l'après-midi et de pousser jusqu'à Moissac, où la Reine s'était arrêtée avec la connétable, qui était incommodée par une grossesse. Le Roi soupait avec Anne d'Autriche, passait la nuit

à Moissac et se levait de grand matin pour rentrer à Piquecos. D'autres fois, Anne d'Autriche lui rendait sa politesse. Elle débarquait à midi, après le dîner du Roi, avec une carrossée de princesses et de dames, dînait chez Luynes et s'en retournait à quatre heures. Comme on se sent loin du Louvre à Piquecos! Quelle odeur de poudre et de combat on y respire! Mais quel est donc cet homme qui cause avec le Roi? « Jésus! qu'il est laid! dit Anne d'Autriche. — C'est un seigneur du pays, le comte de Curton, explique Louis XIII. — Voilà un étrange homme et bien sale, il fait bien de se tenir dans le pays », chuchotent la princesse de Conti, Mlle de Verneuil et la connétable de Montmorency. Luynes sourit et regarde le Roi. Alors l'étrange vilain homme éclate de rire : « Et à mon ris et à mes dents, elles me reconnurent », raconte le beau, l'élégant, le raffiné Bassompierre rendu méconnaissable par une blessure à la tête et le séjour des tranchées.

Le 17 septembre, au moment où, le conseil fini, le Roi partait pour la chasse, le duc de Mayenne fut tué d'une balle dans l'œil aux tranchées de Ville-Bourbon. La Cour fut instruite de la catastrophe. Le porteur de la nouvelle apportait aussi la balle. Louis XIII l'examina en expert et dit « incontinent que c'était Castelnau qui devait avoir fait le coup, et qu'il connaissait le calibre de son arquebuse. Et ce, ajoutent les *Mémoires* de Castelnau, parce que, quelque temps auparavant, il avait eu l'honneur d'en donner une à Sa Majesté de semblable calibre et que le Roi savait qu'il n'y en avait guère de mieux ajusté à tirer que lui ».

Louis XIII ne se trompait pas. Castelnau avait « rempli son mousquet de fort grosses postes et s'était mis comme au guet », derrière ses retranchements. Il avait entendu, dans la tranchée ennemie assez spacieuse et très proche, un grand bruit de voix. Par une « canonnière » dont l'ouverture était large, il avait aperçu dans cette tranchée MM. de Mayenne et de Schomberg avec une suite qui grossissait de minute en minute, et soudain il avait tiré... Il s'en était fallu de peu qu'il ne fît coup double : la mousquetade avait traversé le chapeau de Schomberg et la tête de Mayenne.

Le pauvre Mayenne fut peu regretté de Luynes, « qu'il ne pouvait souffrir en la charge de connétable, de laquelle il croyait avoir seul le mérite et l'autre en porter le nom à son

préjudice ». « Luynes, racontent les *Mémoires* du cardinal de Richelieu, reçut autant de contentement de sa mort que tous les serviteurs du Roi en reçurent de déplaisir ». La mort d'un aussi grand capitaine était une vraie catastrophe pour l'armée royale. Ce siège de Montauban commençait à traîner en longueur. Le connétable qui, ménager du sang français, comptait plus sur les émissaires que sur les soldats pour prendre la ville et qui voulait d'autant moins l'endommager qu'il comptait la faire ériger pour lui-même en duché-pairie, avait eu la déception de voir une seconde tentative de Sully demeurée infructueuse. Infructueuses aussi les « pratiques » d'un autre protestant, le capitaine Sauvage. Acheté par Luynes, Sauvage se vantait de procurer la reddition de Montauban, comme il avait procuré celle de Clairac; il avait été découvert, jugé, condamné, pendu. Tout cela était peu encourageant.

Mais Louis XIII ne se décourageait pas. Croyons-en le véridique Héroard. Rien de plus éloquent que sa sèche notation le lendemain de la mort de Mayenne : « Éveillé à huit heures après minuit; pouls plein, égal, pausé, chaleur douce : levé, bon visage, gai. » Gai comme tous les matins depuis le 17 août qu'avait commencé le siège de Montauban.

A Paris au contraire, la mousquetade de Castelnau eut un retentissement effroyable. Le peuple se souleva et, pour venger Mayenne, courut incendier le temple de Charenton. Les « apaches », comme toujours, — il y en avait alors, — se mirent de la partie. Des fenêtres de son hôtel de la place Royale, l'ambassadeur de Venise terrifié apercevait des flammes qui montaient dans le ciel, et, sur la place même, il voyait le pavé ensanglanté devant les arcades, des corps mutilés, les têtes coupées, les visages tailladés. « Il n'y a plus de sécurité, écrivait-il, Paris est une forêt. »

UNE MINE EXPLOSE

Le Roi faillit rentrer au Louvre, pour en imposer à l'émeute, mais le duc de Montbazon, gouverneur de Paris, la réprima d'une main ferme et le voyage fut jugé inutile. Louis XIII se contenta de pousser jusqu'au quartier de M. le Connétable, afin de voir jouer une mine dont le duc de Chaulnes se promettait des merveilles : deux mille huit cents livres de poudre devaient

ouvrir devant les soldats du Roi une énorme brèche. Au moment où Louis XIII arrivait au camp, le soleil descendait à l'horizon. La Force, dans les « cornes de Montmurat », inspectait avec ses fils, Castelnau et d'Eymet, son gendre d'Orval et le consul Dupuy, les mousquetaires et les piquiers chargés de défendre la brèche qui ne pouvait manquer de s'ouvrir. Voyant le soleil près de se coucher et pensant que la mine ne jouera pas ce soir, La Force est sur le point de se retirer. La mine, — il ne la sait pas si bien placée, — a été poussée à une grande profondeur, jusqu'à l'endroit où il cause en ce moment avec les siens. Et, dans les tranchées ennemies, tout est prêt : le duc de Chaulnes vient de dépêcher Bassompierre pour examiner un dernier détail dans une petite galerie. « Fuyez, monsieur, lui crie M. de Ramsay, capitaine des mines, qu'il rencontre à l'entrée de la petite galerie, car j'ai mis le feu à la fusée de la mine, qui fera, à mon avis, un terrible effet. » Bassompierre « ne se le fait pas dire deux fois ». Tandis qu'il court de toute la vitesse de ses jambes, la mine éclate, emportant de prodigieux quartiers de terre. Bassompierre est à quarante pas du lieu de l'explosion : il n'a eu que le temps de s'abriter sous un gros tonneau. La masse projetée retombe en grande partie sur les tranchées des assiégeants. Mille livres de terre pèsent sur le tonneau, qui craque et crève. Bassompierre, les reins, les cuisses et les pieds froissés, « se dépêtre comme il peut », se traîne sur les cadavres des soldats qui devaient donner et parmi lesquels il reconnaît l'infortuné Ramsay. Quant aux survivants, ils regardent d'un air effaré les mèches de leurs mousquets, que le vent de l'explosion a éteintes, les laissant désarmés devant la brèche.

Du côté des assiégeants, quatre-vingts hommes, qui étaient de garde dans le demi-bastion, sont ensevelis sous les décombres. La Force et les siens, « par un coup du ciel », venaient justement de se retirer. Castelnau s'était même fait apporter son souper à quelque distance. Castelnau est à peine assis que la mine saute : la fumée, la pluie de poussière est si épaisse « qu'il est impossible d'y voir à dix pas ». Dans cette obscurité qui enveloppe les retranchements et s'étend jusqu'à la ville, Castelnau veut courir à la brèche. Six ou sept hommes se rallient autour de lui. Le seul être humain qu'ils aperçoivent à travers la fumée dans les cornes de Montmurat, est un

cadavre « noir, brisé et brûlé, et que l'effet de la mine avait transporté là de cinq ou six cents pas ». Tous les corps de garde se sont enfuis : la plupart ont sauté dans le fossé, seul port de salut qui s'ouvrît à leur épouvante. Castelnau arrive au lieu de l'explosion : personne, ni amis, ni ennemis. La poussière est tombée et la nuit tombe, et l'obscurité ne diminue pas. Un quart d'heure s'écoule. Des protestants paraissent enfin, douze soldats armés de mousquets, puis des piquiers se hâtent vers la brèche. Les royaux ont installé en face un canon qui, d'un seul coup, tue le baron de La Guépie et huit soldats. Voici La Force à la tête d'une troupe. Il commande à ses hommes de sortir par une autre issue que la brèche, et de prendre la batterie à revers. La batterie est tournée, le canon est pris, encloué, les tranchées ennemies incendiées. Des femmes apportent des charretées de cordes pour l'emmener; des bourgeois de Montauban s'épuisent en vain à le traîner sur le terrain défoncé. A la lueur des tranchées en feu, il en est un qui voit Castelnau debout, immobile sur la brèche. « Pourquoi est-ce que vous ne donnez pas, lui crie-t-il sans le reconnaître? Si vous ne voulez pas donner comme les autres, allez vous coucher. » Mais Castelnau demeure à son poste de commandement, il se méfie de la contre-attaque. Elle se produit dans les deux heures et refoule les protestants. Tout le reste de la nuit, les royaux réparent leurs tranchées, Castelnau sa brèche, le duc de Chaulnes rêve à sa mine manquée, et le duc de Luynes à de nouvelles négociations.

CONFÉRENCES PUBLIQUES ET NÉGOCIATIONS SECRÈTES

A vrai dire, il n'avait jamais cessé d'y songer. Les opérations du siège avaient beau se poursuivre; le duc de Rohan pouvait envoyer aux assiégés un secours de mille hommes, dont trois cents parvenaient à s'introduire dans la ville, tandis que des renforts dix fois plus importants grossissaient l'armée royale : rien n'était capable de distraire Luynes de son idée fixe. Déjà, le mois dernier, Boisse-Pardaillan était sorti des tranchées pour intimider les défenseurs de Montauban et les presser de se soumettre au Roi, et Castelnau, ne pouvant souffrir un pareil discours dans la bouche de l'oncle de sa femme, avait crié : « A bas, à bas ! qu'on se retire, autrement je fais

tirer. » Aujourd'hui, entremetteurs et solliciteurs se glissaient jusqu'aux retranchements, demandaient à Castelnau la permission de « monter sur le terrain », sous prétexte de s'entretenir fraternellement avec lui. Castelnau la leur accordait, « croyant n'avoir rien à craindre ». Alors, se tournant vers lui ou vers les seigneurs qui l'accompagnaient, ces Messieurs commençaient « à parler à l'oreille, faisaient des propositions tant pour la paix que pour obliger ceux de Montauban à recevoir le Roi, avec toutes les promesses et conditions avantageuses qu'ils eussent pu désirer, le Roi ne demandant qu'obéissance et de pouvoir seulement entrer dans la ville sans y rien innover, et, pour M. de La Force et les siens, promettant de les remettre en leurs charges, pensions et gouvernements ». Castelnau refusait, ils lui offraient la « carte blanche » (une manière de blanc-seing). Castelnau refusait encore et, comme en s'en allant les entremetteurs obstinés laissaient le compromettant papier sur le terrain, il était bien obligé de le ramasser, de peur qu'il ne finît par s'égarer entre les mains des habitants de Montauban, toujours fort sujets à la méfiance.

Les émissaires du connétable proposèrent une entrevue entre La Force et M. de Cadenet, créé maréchal de France en 1619, duc de Chaulnes en 1621. La Force accepte. Il n'ira pas au quartier du Roi, comme on le lui demande ; il paraîtra seulement sur la contrescarpe avec ses gentilshommes et les consuls. La conférence a lieu sur le bord du fossé, le 7 octobre 1621. Bassompierre y remplace le duc de Chaulnes, « qui n'a pu se résoudre à venir jusque-là » ; il est accompagné de M. de Brantes, duc de Luxembourg depuis quelques mois, et de plusieurs seigneurs. Castelnau est bien aise de causer avec des gentilshommes qu'il connaît : il leur démontre que le Roi ne pourra « venir à bout de ce siège », les avertit qu' « il y a encore une mine à jouer », et les prie de « ne pas s'y présenter, car assurément il n'y ferait pas bon pour eux ». Les discours de La Force n'ont point cette allure cavalière et provocante. Il se contente de renvoyer ses interlocuteurs à MM. de La Rochelle et à M. de Rohan. Il ne se laisse ébranler ni par les promesses, ni par les menaces. Quand on lui dit « qu'il sera élevé au delà de tout ce qu'il peut imaginer », peine perdue ; quand on lui annonce que ses biens seront confisqués, ses châteaux rasés, et d'abord le plus magnifique de

tous, cette belle maison de La Force que Henri IV l'a aidé à bâtir, il répond avec un fin sourire : « Quoi! cela n'a-t-il pas encore été fait ? Hé ! ce ne sont que des pierres et des murailles; cette considération n'empêchera jamais que je ne fasse ce que je dois. » Le seul point dont on demeura d'accord, fut l'envoi d'une députation des assiégés qui s'en irait à Castres demander l'avis du duc de Rohan.

Tandis que cette conférence se tenait sur la contrescarpe de Montauban, des paroles singulièrement plus importantes s'échangeaient au château de Reynies, à quelques lieues de la ville, et dans le plus profond secret, entre le duc de Rohan accouru de Castres et le duc de Luynes descendu de Piquecos. Tous deux veulent la paix. Rohan demande que le traité s'applique à tous les réformés de France, s'étende même au Languedoc, et le connétable ne peut accepter, sans en avoir référé à son maître. Le conseil est assemblé à Piquecos. Avec Louis XIII, s'asseyent le cardinal de Retz, le connétable, le duc de Chaulnes et M. de Schomberg. M. de Puyzieulx, qui n'est là qu'en qualité de secrétaire d'État, reste debout, mais ne laisse pas de « dire souvent son avis ». Debout ou assis, les opinants sont unanimes ; tous, ils jugent fort raisonnables les conditions de M. de Rohan. M. de Schomberg, qui les approuve comme les autres, ajoute qu'il faut cependant les rejeter, « remettre le traité à quinzaine », attendu qu'au bout de ce délai le Roi sera « maître absolu de Montauban ». Le duc de Chaulnes demande si on est assuré que les conditions seront aussi bonnes au cas où l'on ne prendrait pas la ville, mais Schomberg réplique avec autorité que « la prise en est infaillible, qu'il en répond au Roi sur son honneur et sur sa vie, et qu'en cas que ce ne soit, il veut que le Roi lui fasse trancher la tête ».

Le conseil se rendit à cet argument capital et permit à M. de Schomberg de prendre Montauban.

LA FORCE.

(*A suivre.*)

LE COMMUNISME A L'USINE

CHOSES VUES

Après avoir perdu, trois ans durant, le contact avec la population ouvrière de la région parisienne, je me suis installé dans une chambre d'hôtel meublé, à Billancourt, et j'ai travaillé dans une usine d'Issy-les-Moulineaux, une usine de Billancourt et une usine du quartier de la Chapelle, à Paris. Je me borne à dire ici ce qu'au jour le jour j'ai vu et entendu.

Du village de Boulogne, sis à la lisière du Bois, jusqu'à la boucle de la Seine, ce n'étaient autrefois que prairies et jardins maraîchers. Depuis quelques décades d'années, surtout depuis un quart de siècle, la plaine verdoyante de Billancourt s'est hérissée de maisons, d'hôtels meublés et d'usines. Le long du Bois de Boulogne s'étale un quartier de riches demeures entourées de jardins : c'est comme l'ébauche d'un autre Neuilly qui aurait dû s'étendre dans toute la plaine embrassée par la grande courbe du fleuve et ceinturée par les coteaux boisés de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon; ainsi, se serait formé un ensemble décoratif, harmonieux, sorte de nouveau faubourg Saint-Germain qu'un État, soucieux du bien public et de la beauté du patrimoine dont ses fonctions lui imposent la sauvegarde et l'embellissement, n'aurait pas manqué de créer pour donner aux perspectives d'Auteuil, du Bois et de Saint-Cloud, toute leur ampleur. Ou bien l'État aurait pu songer à aménager la plaine en une immense cité ouvrière modèle qui eût fait participer à une vie plus aimable la classe laborieuse. Rien n'a été prévu : un faubourg industriel a poussé là, au hasard.

De la porte de Paris appelée « Porte de Saint-Cloud », partent trois avenues qui, se disposant en éventail, traversent la vaste plaine pour établir les communications nécessaires entre la capitale et le pont de Saint-Cloud, le pont de Sèvres, le pont des Moulineaux. Les exigences des relations suburbaines ont imposé ce beau et large dispositif qui se prêtait à l'exécution d'un plan grandiose d'embellissement. Une ruelle, la « Sente de la Belle Feuille », une « Rue de la Ferme », une « Rue des Longs Prés » évoquent le souvenir d'un passé rural récent. Quelques maisonnettes maraîchères, parfois encore plantées au fond d'un potager, en portent également témoignage, comme aussi les terrains vagues, les demeures entourées d'arbres, les maisons à un ou deux étages et, d'une façon générale, l'aspect aimable de la grande ville de Boulogne-Billancourt que traversent de larges avenues, que sillonnent des rues claires, plaisantes, baignées d'air et de lumière. L'ample contour du fleuve lui dessine une ceinture d'eaux et d'arbres, doublée par un rempart de vertes collines. Les immeubles à six étages font exception. S'il reste encore, dans le vieux Boulogne, quelques petites rues étroites et grises, ce n'est, partout ailleurs, qu'espace et lumière. Entre le boulevard Édouard Vaillant et le boulevard de la Reine, beaucoup de petites maisons avec jardin abritent des familles ouvrières. Dans Billancourt surtout, se pressent hôtels, restaurants et pensions pour travailleurs; parfois, la pension ouvrière occupe un pavillon que des arbres ombragent; des « meublés » sont installés dans des maisons entourées de jardins et inondées de soleil. Le plus souvent, ce sont des immeubles neufs, beaux, confortables, que bien des petits bourgeois de Paris envieraient. Des hôtels meublés, de construction toute récente, offrent aux salariés des usines le « confort moderne » : chauffage central, éclairage électrique, lavabos à eau courante.

Plaisante et salubre, ville ouvrière de luxe, comptant près de 70 000 habitants, Boulogne-Billancourt est une ville rouge, qu'une municipalité communiste gouverne.

Comment expliquer ce contraste ?

Il est superflu d'interroger sur ce point les ouvriers habitant la commune : pour la plupart, ils n'y sont pas plus enracinés que dans leur métier; ils n'ont pas coutume de s'analyser, non plus que de scruter les raisons des faits dont ils sont les auteurs ou les témoins; ils sont agis plus qu'ils n'agissent

et habitués à obéir aux impulsions du moment et de la sensibilité.

Un bref commentaire suffit cependant pour expliquer que les conditions matérielles d'habitat, incomparablement supérieures à celles des faubourgs, n'inclinent point ses heureux bénéficiaires à les apprécier à leur juste valeur.

Le problème ouvrier ne consiste pas uniquement en un problème de logement : il comprend aussi la grosse question des salaires. — Mais, dira-t-on, actuellement le taux des salaires est élevé et les sursalaires familiaux l'accroissent encore. — Sans doute. Toutefois, au point de vue matériel, le problème ouvrier consiste essentiellement dans la recherche de la meilleure formule d'organisation de la sécurité pour la vie des salariés.

Mais la solution matérielle du problème ouvrier ne répond qu'à un aspect de la solution totale. Le problème ouvrier est également d'ordre intellectuel, d'ordre politique, d'ordre moral et religieux. Si nous nous en tenons au point de vue intellectuel, nous dirons que la crise est engendrée par une idéologie fausse : méconnaissance du droit de propriété, ignorance des conditions de vie de l'entreprise, des lois économiques, des fonctions de l'État, des principes fondamentaux de son organisation. Si les ouvriers restent mécontents en dépit des avantages matériels qui leur sont accordés, c'est qu'ils visent à autre chose qu'à ces simples avantages : à la pleine et exclusive propriété des instruments de production, — capitaux et usines, — et à leur gestion directe. C'est la thèse collectiviste dont on les a imprégnés en troublant leur intelligence et en faussant leur jugement.

Le chômage partiel qui sévit depuis un an et l'influence des ouvriers étrangers accentuent le péril. Dans la région parisienne, surtout pour la métallurgie, on embauche peu, on débauche couramment. A la plupart des porches des usines de Billancourt, une pancarte décourage les solliciteurs en annonçant qu'« on n'embauche pas ». Aussi un certain nombre d'ouvriers étrangers retournent-ils chez eux : ce sont les honnêtes travailleurs qui, dans leur pays d'origine, ont famille, foyer, ressources ; les autres, si l'on excepte les malheureux émigrés russes, sont des éléments douteux ou franchement mauvais qui ne peuvent rentrer dans leur patrie et, implantés chez nous,

attendent la reprise des affaires, ou le désordre révolutionnaire, ou même le préparent. Ces étrangers appartiennent aux nationalités les plus diverses.

Nombreuses sont les enseignes qui désignent des pensions russes. Il y a aussi une « coopérative de l'association des ouvriers russes », des blanchisseries, coiffeurs et tailleurs russes, plusieurs restaurants magyars, deux hôtels chinois, des pensions d'indigènes algériens. Dans une rue qui file sur le flanc de la chapelle paroissiale de Billancourt et qui s'allonge entre quelques petites maisons et des jardins maraîchers, d'un débit qui abrite une humble baraque s'échappe souvent, aux approches du soir, l'aigre et enivrant accent de la musette arabe, scandé par le brutal tambourin et, dès qu'on approche, par le choc cadencé des paumes : un peu d'Afrique mélancolique et sauvage sous un ciel pâle de banlieue de Paris. Devant la principale porte de l'usine Renault, un éventaire aligne des journaux arméniens, roumains, tchèques, hongrois, de Vienne et de Berlin, d'Italie et d'Espagne. Le long d'une des façades de l'usine, toute la rue de Saint-Cloud se transforme, à l'heure de l'entrée ou de la sortie des ateliers, en un petit marché où, mêlés à quelques Français, des Algériens, des Levantins et des Juifs vendent, sur leurs petites voitures à bras, vêtements, linge, chaussures, menus objets de toilette, de quincaillerie, de papeterie, de cirage, des légumes et des fruits, de la pâtisserie et des glaces. Des camelots débitent leur boniment. Les chanteurs populaires écoulent leurs romances dont ils redisent, de leurs voix usées, les refrains.

A une heure de l'après-midi, aux approches de la rentrée des ateliers Renault, la place et les rues voisines fourmillent d'ouvriers. Dans cette foule se glissent de nombreux Chinois. Des « camarades » communistes affichent la première page de *l'Humanité* du jour ; des camelots crient *le Libertaire ;* la propagande du désordre s'exerce avec une intensité redoublée.

Pendant vingt minutes, sans arrêt, les ouvriers rentrent dans les ateliers. Il faut, à la sortie, un quart d'heure pour que l'usine se vide : alors, c'est une foule qui se déverse à pleines rues, dans toutes les directions. Par plusieurs portes, sur plusieurs rues, l'usine dégorge ses trente mille hommes. Des camelots distribuent des placards communistes ; sur les troncs des arbres et sur les murs, des affiches et des papillons commu-

nistes s'étalent. Certains jours, irrégulièrement, à l'improviste, apparaissent des vendeurs du *Bolchevik de chez Renault*, « journal d'usine », alimenté par les cellules de l'établissement. Ou bien des orateurs révolutionnaires, de la fenêtre d'un entresol de café, ou montés sur un banc, ou du haut de l'automobile qui les a amenés, haranguent la foule. Un après-midi, une demi-douzaine d'agents de garde sur la place tentent en vain d'empêcher l'orateur de parler : ils sont, en un clin d'œil, séparés de l'automobile par la foule, repoussés et bloqués en un coin, contre un mur, par la masse dense, impénétrable, des auditeurs. Aussi, le lendemain, la police revient-elle en force : un commissaire et deux brigadiers commandent à deux groupes d'agents disposés aux deux extrémités de la place.

L'orateur, en présence de ce déploiement de force publique, se rend, suivi d'un grand nombre d'hommes, sur le boulevard Édouard Vaillant, au coin d'une rue qu'occupe un vaste débit-restaurant ouvert sur les deux voies par trois larges baies : l'orateur s'installe près du comptoir et la foule emplit l'établissement, se presse sur le seuil, s'attroupe sur le trottoir. « Camarades ! leur crie le propagandiste ; manifestez tous en faveur de Sacco et Vanzetti pour les arracher à la mort !... C'est la classe ouvrière qui paie les impôts, car les impôts de consommation sont les plus nombreux et les plus lourds et pèsent sur les familles nombreuses qui sont les familles ouvrières !... Défendez-vous contre les patrons en vous groupant dans le syndicat unique du parti unitaire ! »

Pas un instant, les ouvriers n'échappent aux excitations des meneurs révolutionnaires. En ville, par une exception unique, quelques proclamations dirigées contre le communisme et contre l'exploitation de l'affaire Sacco-Vanzetti par les révolutionnaires, ont été apposées sur les murs, la plupart d'entre elles à bonne hauteur, prudemment. Le lendemain, elles étaient toutes lacérées. Il ne faut pas que la vérité parvienne à ce peuple trompé.

Après le dîner, comme le jour s'achève, je fais un tour de promenade jusqu'au pont de Sèvres où s'ouvre le parc de Saint-Cloud et s'amorce la route de Versailles. Sur les berges du fleuve ou le parapet du pont, des pêcheurs à la ligne s'immobilisent dans l'attente du don que leur feront les eaux ; des badauds les regardent curieusement, sans se lasser ; parfois, à quelque dis-

tance, un baigneur fend d'un bras vigoureux le courant, ou bien, de la pointe de l'île, se détache, fine, prompte et silencieuse, une périssoire. Sur le talus des rives, assis ou couchés dans l'herbe poussiéreuse, des hommes, leur journée de labeur finie, se reposent en songeant ou sommeillent. Quelques passants se hâtent. Nul ne regarde au ciel les jeux de lumière du jour qui s'achève ; le soleil descendu derrière les bois, la crête du coteau de Saint-Cloud se dessine snr un grand reflet rose traversé de lueurs d'or liquide et, un autre soir, sur un ciel d'un bleu de pastel, hérissé d'une multitude de petits nuages lumineux. Le jour s'éteint : l'eau de la Seine est devenue comme un miroir d'ombre où s'avance, dans un sillage de lueurs roses, mourantes, un bateau-mouche, léger, silencieux ; la forêt allonge son écran sombre sous l'espace infini où les reflets de soufre, d'or liquide et de soie mauve, semblent se perdre dans un océan de vapeurs gris perle...

Il est temps de rentrer, de dormir : je dois me lever de bonne heure pour me rendre à mon travail, demain. Sans peine, j'avais trouvé une chambre libre dans un hôtel meublé qui comptait deux douzaines de locataires. C'est une chambre petite, s'ouvrant sur la cour, mais claire et ensoleillée, simplement, mais convenablement meublée ; elle est munie de l'éclairage électrique et du chauffage central ; elle est propre d'aspect, mais infestée de parasites. Je la loue à la semaine pour trente-cinq francs, que je paie d'avance ; mais, à deux reprises, le logeur en réclame le prix un jour plus tôt qu'il n'en a le droit, en affirmant que je suis en retard pour l'acquitter ; si je ne protestais vivement, je devrais à ce procédé indélicat de payer un loyer supérieur au prix convenu.

La plupart des chambres sont occupées par des ménages sans enfant ; les autres, par une famille avec un enfant, une famille avec deux enfants, une famille avec trois enfants, puis par des célibataires. Chacun s'enferme, autant qu'il le peut, chez soi, défendant de son mieux l'intimité de sa modeste vie. Le dimanche, jusqu'à huit heures du matin, le silence règne dans la maison. Tous dorment encore, s'attardant au lit par revanche de s'être levés bon matin tous les autres jours. Un peu plus tard, ils commencent leur toilette et la font longuement, flânent, bavardent et voisinent. Les femmes s'emploient aux soins du petit ménage, nettoient la chambre, rangent linge et menus

objets. Parfois, la vie paisible de l'hôtel est troublée par une querelle. Mes voisins, un tout jeune ménage, se disputent fréquemment : mari jaloux, femme hargneuse; ils s'injurient, se battent, se séparent, se réconcilient, recommencent à mener grand tapage jusqu'à ce qu'enfin, congé reçu, ils disparaissent vers quelque gîte inconnu.

Au cours de la belle saison, beaucoup d'ouvriers s'adonnent, chaque soir et le dimanche, au plaisir de la pêche, de la bicyclette, de la motocyclette ou de divers jeux sportifs. Les « dancings » attirent la jeunesse. Mais la distraction la plus populaire reste le théâtre, le café-concert et surtout le cinéma : le samedi soir et le dimanche, les salles de spectacle regorgent de familles ouvrières et, par bandes, de jeunes gens, de jeunes filles et d'enfants.

Au « casino de Billancourt », les étrangers affluent en très grand nombre, — Italiens, Orientaux, Chinois, ces derniers accompagnés de leurs femmes françaises et de leurs jeunes enfants, — offrant ainsi une image saisissante de l'invasion du pays par les races les plus variées. La propagande révolutionnaire ne manque pas de s'introduire dans ces lieux de plaisir . un théâtre de Boulogne joue une pièce antimilitariste et internationaliste : *1914. Maudite soit la guerre!* où nos officiers, médecins militaires, prêtres mobilisés, sont dépeints comme des lâches, les patrons comme des embusqués, les ouvriers comme les seuls Français qui se soient battus, aient subi souffrances, blessures, mort. Les spectateurs applaudissent furieusement et crient : « A bas la guerre! »

***

Si je m'en étais tenu à la première impression reçue au contact de mes camarades de travail en vivant au milieu d'eux, au restaurant et à l'usine, j'aurais pu croire qu'exclusivement préoccupés de leur tâche et des soucis de la vie matérielle, ils demeuraient étrangers aux idées révolutionnaires. Le ralentissement de l'activité industrielle, fouettant leur désir de satisfaire les chefs pour ne pas perdre leur emploi, — crainte du chômage, commencement de la sagesse, — mettait en évidence leur assiduité au travail, leur activité laborieuse : il n'y avait à relever aucune trace de mauvais esprit, à noter aucun propos subversif. Parlaient-ils d'une prise de voile au couvent? Ils n'en

éprouvaient guère que de la curiosité. De l'impôt sur le revenu qui frappait leurs salaires? Ce n'était pas pour s'en plaindre, mais pour reconnaître qu'ils ne tromperaient pas le contrôleur par une déclaration inexacte. De la crise de chômage? « Elle ne peut durer, me répondait tranquillement un voisin d'atelier. Les patrons y perdent leurs capitaux, les ouvriers en souffrent, les commerçants aussi, tout le monde même, car tout se tient et, si les uns pâtissent, tous les autres en éprouvent les fâcheux effets. Il faudra donc trouver le moyen de mettre un terme à cette crise. »

Il m'arrive même de surprendre une conversation tout entière tournée contre les socialistes : « Ils accusent les patrons de causer la vie chère. Ils prétendent qu'il n'y a pas d'autre remède que la révolution. Ils me font penser aux manants du moyen âge qui, manquant de pain par l'effet d'une mauvaise récolte, accusaient leur seigneur de les affamer et mettaient le feu à son château. Le seigneur avait peut-être sa part de responsabilité dans la misère des paysans, mais il est certain que l'incendie de son château ne leur donnait pas de pain... » Un autre ouvrier ne m'expliquait-il pas très correctement la crise industrielle? « Les affaires, me disait-il, se ralentissent parce que le franc a remonté et aussi parce qu'il y a trop d'usines : il ne suffit pas de produire, il faut consommer. » Enfin, je constatais que *l'Humanité* était très peu lue; *le Journal*, *le Petit Parisien*, *Excelsior*, tels étaient les journaux les plus répandus.

Impression superficielle ! Optimisme trompeur ! La crainte d'être mis à pied retenait bien des langues. L'organisation des communistes dissimulait son existence et son activité. Mais un incident allait me révéler brusquement le véritable état d'esprit des salariés d'usines.

Le 22 août 1927, les journaux annoncent l'électrocution de Zacco et de Vanzetti. « Fuller (le juge qui les condamna) fera bien de griller ses fenêtres ! » s'écrie un ouvrier. « On n'attend pas sept ans pour en venir là ! » ajoute un autre. « Gare les bombes ! » conclut un troisième. Nombreux, ceux qui achètent le numéro spécial de *l'Humanité*. Dans les restaurants, toutes les conversations roulent sur cet événement et les plus indifférents prennent parti pour les électrocutés. Le soir du 23 août, l'émeute éclate à Montmartre et boulevard de Sébastopol. Le len-

demain et pendant toute une semaine, dans les ateliers, cabarets et restaurants, ce n'est qu'un cri de joie. Tout le monde déploie *l'Humanité*. Toutes les langues se délient. On parle de ces faits avec un accent de triomphe, avec orgueil. Dans un frémissement d'espérance, tous s'affirment solidaires. Quelque journal qu'ils lisent, ils sont comme soulevés par la même certitude du jour proche où naîtra la société nouvelle : l'ère de leur libération va s'ouvrir! C'est comme une lourde et irrésistible vague de fond que met en mouvement l'exécution lointaine, outre-Océan, d'une sentence judiciaire. « Ah! s'écrie, en rentrant à l'usine, de l'accent du vainqueur, un ouvrier : au boulevard de Sébastopol, hein? Hein! Ils en ont fait!... Les vitriers auront du travail!... » Et encore un autre : « Plus tard, ça recommencera!... Et mieux encore!... » La satisfaction est générale. Dans les restaurants, bars et cafés, éclate l'indignation contre la mise à mort des deux anarchistes italiens. Non seulement les événements révolutionnaires du 23 août emportent l'approbation de tous, mais des invectives contre les forces d'ordre et des menaces pour l'avenir sont énergiquement proférées : « L'armée, c'est le tombeau des intelligences!... — L'exécution de Sacco et Vanzetti est un crime infâme!... — Attendez encore un peu et ce sera une nouvelle Commune!... — Ça n'est pas fini, cette affaire-là! » grondent-ils, farouches. Les dégâts et pillages de cette soirée, je les entends encore, six jours plus tard, évoquer avec orgueil.

Ainsi toute la classe ouvrière vibrait dans un même sentiment : une minorité fanatisée agissait; la multitude suivait, ou approuvait, ou, à tout le moins, laissait faire. L'initiative des uns, la complicité active ou implicite des autres faisaient de tous un bloc. Sous l'influence d'une campagne de presse énergiquement menée pendant un an, les salariés, dans leur ensemble, avaient plus ou moins consciemment adopté la thèse communiste de la justice de classe et, tenant l'exécution de la sentence américaine pour une mesure de rigueur dirigée contre la classe ouvrière, vibraient à l'unisson contre les gouvernements « bourgeois » et « capitalistes »; la dévastation de deux quartiers de Paris leur apparaissait comme le prélude de la Grande Révolution qui amènerait, pour leur affranchissement et leur revanche, la Dictature du prolétariat.

Taine, s'il avait décrit ces manifestations de violence et de

pillage, aurait parlé peut-être d'« anarchie spontanée ». Quelle erreur ! Cette brève et soudaine émeute fut l'œuvre réfléchie, savamment mise au point et habilement déclenchée, d'un état-major révolutionnaire dirigeant ses troupes et leurs cadres, éveillant par une campagne de presse et de discours la sympathie des éléments encore épars et passifs de la masse ouvrière. Cette petite crise de violence n'a été qu'un essai de mobilisation partielle des forces communistes, une simple répétition, sur un coin étroitement délimité de la capitale, de la révolution. Dans la coulisse, le gouvernement des Soviets se tient prêt à renverser le gouvernement légal et à s'installer au pouvoir.

L'aspect tranquille, l'activité laborieuse, la bonne tenue du personnel d'une usine ne doivent pas faire illusion. Le mal est profond et caché. D'être soustrait aux regards, il n'en est que plus grave : nous en sommes davantage trompés. Depuis 1924, la propagande communiste se fait de plus en plus souterraine. Le secret dont elle s'enveloppe accroît le péril qu'elle crée. Dans l'usine où j'ai travaillé, à Issy, un ouvrier très appliqué et ponctuel avait cependant éveillé les soupçons du directeur du personnel par sa fréquentation connue des réunions communistes locales; mais son travail correct ne fournissait pas matière au moindre reproche. Un jour cependant, sans avoir prévenu ses chefs, il s'absente : cas de renvoi prévu par le règlement. Le directeur du personnel le fait appeler et lui donne son congé définitif. L'homme parcourt aussitôt les ateliers en criant : « Camarades ! on me chasse parce que je suis votre délégué ! » L'administration de l'usine n'en savait rien ! Le directeur a beau se rendre dans les ateliers et donner la vraie raison du renvoi, c'est aussitôt, en manière de protestation, une grève générale des bras croisés qui dure cinq minutes! Ce menu fait met en évidence la puissance de la solidarité ouvrière et la diffusion de l'idée socialiste révolutionnaire.

Autre fait. Le directeur de l'usine a, de ses deniers, aidé plusieurs de ses ouvriers à acheter un terrain et à y construire une maison. Un jour, il fait des reproches, à propos de son travail, à un tourneur. L'homme, furieux, saisit une lourde clef anglaise, lève le bras pour en frapper son chef, mais, brusquement, se ressaisit et s'arrête. Le directeur, sans prononcer une parole, s'éloigne. Un quart d'heure ne s'est pas

écoulé que l'homme, pris de remords et se faisant justice, va le trouver dans son cabinet : « Je quitte la maison, déclare-t-il. Après ce que j'ai failli faire, je ne dois pas y rester. » Le directeur a beau lui donner l'assurance qu'il ne tient aucun compte de son geste coupable, qu'il l'a déjà oublié, et le presser de rester à son poste : l'homme ne veut rien entendre; il a honte de lui-même; il se tient pour indigne; il part. Au bout d'une quinzaine de jours, le directeur, le sachant sans ouvrage, le fait redemander, obtient enfin son consentement et le réintègre dans ses fonctions. Dans cet incident, nous surprenons et mesurons la poussée de violence que provoque la prédication socialiste chez un homme droit, honnête, capable de se condamner soi-même et de s'infliger inflexiblement une sanction. Si des ouvriers aussi excellemment doués étaient instruits, moralisés, disciplinés, ils feraient merveille.

* * *

Mais, nous devons le reconnaître, ce sont les chefs révolutionnaires qui les forment, les éduquent et les manœuvrent à leur gré. Les salariés obéissent aux consignes que leur donne l'état-major de la Révolution. Des cadres solides, des organisations actives ramifiées dans la profondeur de la masse ouvrière l'animent et la meuvent. Une campagne savante d'excitations méthodiquement dosées et de manifestations bien réglées se montre capable d'y jeter le trouble, d'y allumer les passions, d'en déchainer les colères. En une année, *l'Humanité* a réussi à soulever une partie de la classe ouvrière en faveur de deux anarchistes italiens condamnés à mort, aux États-Unis, pour crime de droit commun, et à conquérir à leur cause les sympathies de tout le surplus de cette même classe. Au cours de l'été de 1927, il ne s'est pas passé de semaine qu'un mot d'ordre des chefs communistes n'ait réussi à grouper, en un point quelconque de Paris ou de la banlieue, de sept mille à soixante-dix mille manifestants.

Ainsi, le dernier dimanche de juillet, la « Fête communiste » organisée dans les bois de Garches y a réuni quelque quarante mille personnes. A deux heures, dans la vaste clairière chauffée par un soleil ardent, le rouge des tentures et des drapeaux contraste violemment avec la verdure des arbres, des arbustes, des taillis et des prés. Des groupes d'hommes, de

femmes, de jeunes gens et de jeunes filles, d'adolescents et de familles, sont étendus à l'ombre près des reliefs du repas; d'autres jouent ou dansent sur la prairie ou à l'ombre des futaies. Des parties de foot-ball s'organisent, des farandoles joyeuses se déploient; par instants, un orchestre se fait entendre; dans un coin, au centre d'un cercle épais de curieux, des Algériens se livrent au lubrique exercice de la danse du ventre.

Des brochures révolutionnaires sont étalées sur la table d'une librairie en plein air; sur une draperie rouge, sont exposées des caricatures de capitalistes, de prêtres et de soldats; bourgeois, curés, généraux, gendarmes fournissent les sujets d'un jeu de massacre où une foule d'amateurs viennent se faire la main; des registres recueillent des signatures antimilitaristes. De temps à autre, les accents de l'Internationale s'élèvent et la multitude, en chœur, en entonne le refrain. Un poste de secours avec ambulance est installé à l'extrémité de l'immense campement où le service d'ordre, surtout aux issues, est assuré par les gardes rouges en uniforme kaki, tunique militaire, culotte et molletières, haut ceinturon de cuir fauve, béret bleu orné, au-dessus du front, de l'écusson à l'étoile rouge des Soviets et, sur le côté, d'un écusson portant le numéro de la centurie; enfin, une solide trique en main. Pour la première fois, nous voyons une petite fraction de l'armée rouge s'employer officiellement et publiquement à l'exercice de sa souveraineté usurpée. Les armes sont restées dans leurs dépôts secrets. Mais, déjà, la horde campe aux portes de Paris.

Garches a donné le spectacle d'une fête de famille, si l'on peut encore parler de famille chez les communistes. Le Cirque d'Hiver et la maison syndicale de la rue de la Grange-aux-Belles donnent celui de réunions passionnées où s'allume la fureur dont ensuite témoignent les cortèges de manifestants à Saint-Denis, au Pré Saint-Gervais, à Clichy.

Un soir du mois d'août, un grand meeting se tient au Cirque d'Hiver. Des masses importantes de police sont disposées aux abords immédiats de l'édifice. A l'intérieur, l'immense salle est comble. La chaleur est suffocante : la plupart des hommes quittent veste et gilet. De nombreux gardes rouges sont groupés aux portes, dans les couloirs et autour de la tribune. L'assistance se montre véritablement fanatisée par les discours en

l'honneur de Sacco et Vanzetti, par les invectives lancées aux socialistes réformistes : « Non ! la classe ouvrière doit agir sans retard pour établir sa dictature !... » A plusieurs reprises, au cours des manifestations oratoires, le public se lève, se découvre et entonne le refrain de l'*Internationale*. C'est une foule ordonnée, disciplinée et passionnée, sous pression, prête à marcher.

A la Grange-aux-Belles, je pouvais encore, quatre ans plus tôt, sans exciter la méfiance, sans même retenir l'attention de mes voisins, griffonner quelques notes. Ce soir, je m'en garde bien ! Par prudence, je me tiens sur la plus extrême réserve : tous les entrants sont dévisagés et scrutés par des « camarades » assis sur les côtés de la salle; chacun se sent épié par son voisin; la méthode de Moscou a marqué son empreinte sur le caractère français, souple, malléable, assimilateur; nos ouvriers ont perdu leur allure franche et bruyante, adopté une attitude silencieuse et soupçonneuse. La salle n'est pas seulement noyautée par une police rouge secrète; elle est également garnie, aux points stratégiques, près des portes, sur les flancs, autour de la tribune, de groupes de gardes rouges : ils ont gardé leurs vêtements des jours de travail, mais coiffé le béret bleu étoilé de rouge et ils tiennent leur matraque au poing. La séance s'ouvre par le chant de l'*Internationale* : toute l'assistance se lève et se découvre; les soldats rouges s'immobilisent au garde à vous et saluent militairement à la mode soviétique, c'est-à-dire le poing fermé à la hauteur et à une petite distance de l'œil droit. Les orateurs observent une mimique à la mode dans le parti et qui est de serrer et de tendre les poings vers l'auditoire. Un jeune homme, représentant des Jeunesses communistes, proclame que « la justice, c'est, ou bien un mot vide de sens, ou bien la lutte de classe elle-même pour la victoire et la dictature ouvrières dans le régime socialiste intégralement réalisé... » Et il conclut : « Pas de pitié pour nos adversaires et que la Révolution, même sanglante, s'accomplisse !... » Un tonnerre d'applaudissements salue cette péroraison. Mais l'enthousiasme redouble lorsqu'un délégué allemand apparaît à la tribune : d'un même mouvement spontané, toute la salle se lève, se découvre et entonne l'*Internationale*. Ces internationalistes ont vraiment une patrie, qui est allemande.

Au cours d'un autre meeting, j'ai entendu un orateur

déclarer, avec un accent de farouche énergie : « Le temps n'est plus où nous disions aux jeunes soldats de déserter ! Non ! Nous leur disons maintenant : entrez dans l'armée, mais pour vous y livrer à la propagande et ainsi la conquérir au communisme ! On ne fait pas la révolution contre l'armée : c'est avec l'armée qu'on réussit la révolution ! Le temps du romantisme révolutionnaire est passé. Nous vaincrons par la violence le capitalisme national ou le capitalisme international !... » Des orateurs étrangers sont accueillis par des ovations frénétiques et l'enthousiasme est à son comble lorsqu'ils prennent la parole dans leur langue. Ces communistes pourraient dire : tout ce qui est étranger est nôtre ; tout ce qui est français nous est étranger. Ils ne sont pas internationalistes : ils sont anti-français.

Dans les grandes démonstrations populaires, figurent désormais les détachements de l'armée rouge. Au Pré Saint-Gervais, à la fin du mois d'août, malgré une pluie fine, abondante, persistante, continue, qui noie Paris et la banlieue, quinze mille manifestants vont entendre des discours à la Butte Rouge, sur le glacis des fortifications. Ils s'y rendent en colonne, précédés des pupilles communistes. Les gardes rouges et les jeunes gardes les ont précédés, au pas cadencé, pour occuper les positions qu'on leur a désignées : ils s'échelonnent tout le long du parcours prévu pour le cortège ; tous les cinquante pas, un garde rouge se place sur le trottoir, de planton, face à la chaussée ; un groupe s'installe sur le terrain du meeting ; un autre, à la porte même de Paris, monte la faction sur le trottoir, face à celui que les policiers officiels, en civil et en uniforme, occupent. Tout près de là, stationnent les voitures d'ambulance et le service médical. Toute la manifestation est organisée avec une méthode minutieuse.

En septembre, c'est à travers Saint-Denis que se déroule une imposante manifestation pour la clôture de la treizième semaine internationale des Jeunesses communistes.

La pluie, qui tombe encore, n'a pas calmé le zèle des manifestants : ils vont défiler par milliers entre deux haies de curieux sympathiques. Devant l'antique abbaye royale, l'hôtel de ville s'orne de quatre hauts mâts où flottent des bannières rouges. Le conseil municipal, tête nue, prend place sur une estrade que domine le portrait de Lénine, — tête de

sombre brute, de bourreau sanguinaire, de dément homicide. Pendant vingt minutes, les hordes communistes défilent : les sections de jeunes gardes saluent, de leur poing dressé à hauteur des yeux, le portrait de Lénine et passent au pas cadencé, la trique pointée vers le sol. Les pionniers rouges, — scouts communistes, — leur succèdent, puis des groupes sportifs, une troupe de jeunes filles portant en bandeau sur le front un mouchoir rouge, une interminable colonne d'hommes et de femmes dans le désordre et le débraillé des jours sinistres où l'émeute, maîtresse du pavé, fait loi. Leurs chants en crient l'espérance :

Nous sommes la Jeune Garde

. . . .

Nous saurons vaincre ou mourir!

. . . .

Tant pis si notre sang arrose
Les pavés sur notre chemin!
Enfants de la misère,
De forc' nous somm's les révoltés!

. . . .

Demain, nous prendrons les usines.
Nous somm's des homm's et non des chiens.

. . . .

Prenez garde! Prenez garde!
Vous, les sabreurs, les bourgeois, les gavés.
V'là la Jeune Garde
Qui descend sur le pavé.
C'est la lutte finale qui commence.
C'est la revanche de tous les meurt de faim,
C'est la Révolution qui s'avance.
C'est la bataille contre les coquins!

. . . .

La manifestation communiste de Clichy contre la Légion américaine a réuni un cortège de quinze mille personnes qui ont défilé au milieu d'une foule amie, quatre fois plus nombreuse. « Ah! voilà des hommes! » s'écriaient, à côté de moi, des ouvriers. « Ce n'est plus comme les manifestations d'autrefois, qui n'étaient qu'une simple promenade! Il s'agit de

savoir, cette fois, si on sautera l'obstacle ! Pas un de ceux qui sont ici ne reculera ! Ils sont prêts... »

Prenez garde ! Prenez garde !
V'là la Jeune Garde
Qui descend sur le pavé !

. . . .

La foule, derrière ses drapeaux rouges, coule à pleine rue, au son des musiques, au chant des jeunes gardes, aux refrains de l'*Internationale* et de la *Carmagnole*.

Ils passent, les uns joyeux, avec entrain, les yeux brillants, les autres graves, droits, raidis et emportés dans leur rêve intérieur. C'est une fresque mouvante qui se déroule, un film de marche à l'abîme. C'est un flot de jeunes gens, d'ouvriers en tenue de travail ou bien endimanchés, d'hommes ou de femmes de tout âge, en casquette, en chapeau, en cheveux, une tribu en marche vers le pillage, le meurtre et l'incendie, qui croient, les malheureux! aider à établir sur terre le paradis éblouissant que leur ont promis les agitateurs de réunions publiques.

De tous ces faits, il ressort nettement que, dans la classe ouvrière, une forte minorité que la foule des autres suivrait, si l'heure de la grande ruée venait à sonner, est puissamment organisée, encadrée, commandée et armée. Elle est enthousiaste et disciplinée. Cette masse fermentescible est à la merci d'une campagne de presse, meetings et manifestations, conduite avec méthode et avec ténacité. L'argent ni les hommes ne manquent. Une propagande intense s'exerce publiquement et secrètement, par des associations qui s'étalent au grand jour et par des groupements qui se dissimulent avec soin. L'action souterraine, insaisissable, s'ajoute à l'action ouverte. On ne saurait nier la gravité du péril.

JACQUES VALDOUR.

CORRESPONDANCE INÉDITE DE

L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE ET DE LA REINE CATHERINE

L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE

L'Archiduchesse Marie-Louise venait d'avoir dix-huit ans quand Napoléon Ier demanda sa main (1). Plaisante par sa fraîcheur et son éclat, elle manquait de grâce, de charme. Sans coquetterie, sans goût dans sa toilette, très allemande d'extérieur, elle était, au moral, très allemande aussi. Timide, inexpérimentée et naïve, entièrement sous la coupe de sa famille, on la sentait langoureuse, rêveuse, avec des aspirations de tendresse et l'amour des sites romantiques. Elle pourra accepter son mari, l'aimer même, momentanément, physiquement : sa fidélité ne supportera pas l'absence et, dans un veuvage anticipé, la mollesse, le besoin d'attachement commun aux femmes de son pays, la jetteront facilement aux bras d'un autre. Son intelligence très ordinaire, jointe à l'orgueil de sa naissance, ne lui permettra pas de s'élever à la hauteur de sa situation. Elle sera soumise à son époux, comme elle l'a été à son père : elle ne comprendra pas le rôle qui lui était dévolu.

Son instruction, dirigée par Mme de Colloredo, avait été des plus soignées : allemand, français, anglais, italien, tchèque,

(1) *Marie-Louise*-Léopoldine-Caroline-Lucie naquit le 12 décembre 1791. Son père devint empereur d'Allemagne, en 1792, sous le nom de François II, puis, plus tard, empereur d'Autriche, sous celui de François Ier. Sa mère, Marie-Thérèse de Bourbon-Sicile, était la seconde femme de François, qui devait se marier quatre fois; elle mourut le 13 avril 1807.

espagnol, elle parlait couramment ces langues, savait quelques mots de turc et avait appris le latin. Géographie, histoire, législation même, on lui avait enseigné surtout ce qui était relatif à son pays, en lui bourrant la tête de faits, de noms, de dates, de mots plus que d'idées. Elle aimait la musique et le dessin. Bref, c'était une bonne petite fille, bien sage, pieuse, élevée très sérieusement, avec les distractions modestes et les plaisirs simples qu'on pouvait lui offrir dans les châteaux des environs de Vienne où elle avait vécu plutôt que dans la capitale. L'équitation lui était interdite, comme aux filles de sa maison avant leur mariage : elle remplaçait les chevauchées par quelques rares promenades à pied. Plus tard seulement, l'Empereur la mettra en selle et elle l'accompagnera alors, même à la chasse à courre.

Si elle avait pour son père un véritable culte, fait de tendresse pour l'homme, de respect pour le monarque, elle ne connut pas d'intimité avec sa mère, sans cesse absorbée qu'était celle-ci par de nombreuses maternités : elle n'eut pas moins de treize enfants vivants.

Après la mort de sa mère et après le troisième mariage de son père, elle commença, en 1808, à se mêler à la vie de la cour, dont on la tenait éloignée jusque-là. Sa belle-mère (1), plus âgée qu'elle de quatre ans seulement, se montra d'abord très maternelle, l'entoura de son affection, se fit son guide. Aussi la jeune princesse l'appelait-elle du nom de « maman » qu'elle n'avait jamais osé donner à sa véritable mère. Ce sentiment devait, par la suite, se changer, chez l'impératrice d'Autriche, en une jalousie affreuse contre sa belle-fille devenue impératrice des Français.

Tout naturellement, Marie-Louise fut élevée dans la haine de la France, dans l'horreur de la Révolution. Comment aurait-il pu en être autrement? Ce peuple abominable n'avait-il pas tué sa tante, la reine Marie-Antoinette, assassiné les prêtres, fermé les églises, répandu le sang à flots, bouleversé l'Europe entière ? Il avait dépouillé sa famille, détruit les trônes, chassé ses parents d'Italie. Et celui en qui s'incarnait le génie malfaisant de cette nation, ennemie séculaire de la sienne, était, comme on lui avait appris à dire, « ce Corsicain », qu'il s'appe-

(1) Maria-Ludovica-Béatrix, fille de l'archiduc Ferdinand (enfant de l'impératrice Marie-Thérèse) et de Maria-Béatrix-Riccarda d'Este-Modène (1787-1816).

lât Bonaparte ou Napoléon, sous la botte duquel, après quatre campagnes malheureuses, l'Autriche avait dû s'incliner. Devant lui, il avait fallu fuir, abandonner la capitale, livrer les palais impériaux. Ces malheurs de sa famille, qui se confondaient avec ceux de sa patrie, avaient exalté son amour pour son père, accablé par le sort, et sa haine contre l'homme infernal dont l'enfant avait entendu citer mille traits de violence, de dureté, que sa jeune imagination grossissait démesurément.

Dans les premiers jours de janvier 1810, Marie-Louise se trouve à Bude. Autour d'elle, on ne s'entretient que du divorce de Napoléon, prononcé quelques jours auparavant. On sait qu'il veut contracter un autre mariage, qu'il cherche une princesse à mettre sur le trône de France.

Tout à coup, la jeune archiduchesse apprend que, le 29 janvier, l'ambassadeur d'Autriche a signé à Paris le contrat provisoire de son mariage avec lui! C'est Metternich qui lui annonce cette nouvelle. Sans doute, elle avait été pressentie; elle avait supplié son père d'écarter d'elle ce calice, elle espérait encore! Maintenant tout est fini, il faut obéir.

Son atavisme, son éducation, ses goûts, ses préjugés, tout contribue à provoquer en elle des révoltes devant lesquelles l'inclinera cependant sa soumission native. Archiduchesse et Allemande, elle souffrira de ce qu'elle verra dans cette France qu'elle hait, qu'elle ignore, qu'elle ne comprendra jamais. La situation sera d'autant plus pénible pour elle qu'elle n'a aucune souplesse, qu'elle est naïve, sans expérience, et que les impressions de son enfance subsistent profondément gravées dans son petit cerveau. Si elle était ambitieuse, si elle aspirait à jouer un rôle important, elle aurait, certes, lieu de se réjouir. Mais elle est née avec les sentiments d'une modeste bourgeoise. Les grandeurs l'effrayent au lieu de la tenter.

Dès le premier abord, Napoléon lui a paru différent de ce qu'elle pensait. Avec ses quarante et un ans, — un âge avancé pour une fillette de dix-huit! — elle ne lui croyait pas un aspect si jeune. Surtout elle ne soupçonnait pas le charme qui se dégageait de toute sa personne quand il voulait plaire. Et si jamais l'Empereur s'efforça de plaire à quelqu'un, ce fut bien à sa jeune épouse, devant laquelle il conserva toujours une sorte de timidité que ne lui connut aucune des autres femmes dont il s'approcha. Sans doute, en la circonstance, il fut d'abord

amoureux de la race plus que de la personne. L'orgueil eut, au début, plus de part dans ses sentiments que l'amour véritable. Mais, dans ses tendres empressements, l'inexpérience de Marie-Louise ne saura pas distinguer la différence. Trop orgueilleuse de sa maison, elle ne sentira pas en lui l'homme de génie : elle ne verra que le mari ; elle le subira d'abord, s'attachera ensuite à lui, l'aimera dans la mesure où elle est capable d'aimer, c'est-à-dire tant qu'il sera près d'elle, et même elle se montrera jalouse, sans jamais arriver à le connaître complètement.

LA REINE CATHERINE

Moins d'un mois après le mariage, Napoléon voulut montrer la nouvelle impératrice aux provinces conquises sur la maison d'Autriche. On partit, à la fin d'avril, pour la Belgique et l'on revint le 1er juin.

Jérôme, le dernier frère de l'Empereur, roi de Westphalie, et sa femme, la reine Catherine, furent de la partie. Tout naturellement, l'intimité du voyage rapprocha Marie-Louise de sa belle-sœur. Du premier coup, elles se comprirent et s'aimèrent : elles se sentaient de même race.

Catherine-Sophie-Dorothée-Frédérique était fille de Frédéric, successivement prince, duc, puis roi de Wurtemberg, et d'Augusta de Brunswick. Le ménage de ses parents avait été loin d'être heureux. Quelques mois après la naissance de la petite princesse, à Saint-Pétersbourg, où il était au service, le prince Frédéric, de dix ans plus âgé que sa femme, terriblement jaloux, avait abandonné celle-ci, qui ne devait pas tarder à périr misérablement, et avait ramené ses enfants en Wurtemberg d'abord. Catherine, âgée de quatre ans, — elle était née le 21 février 1783, — fut bientôt confiée à ses grands-parents, le duc et la duchesse de Wurtemberg, alors établis à Montbéliard.

Quand éclata la Révolution, il fallut se réfugier à Stuttgart, où la vie de cour commença pour la jeune princesse qui connut désormais les tortures du panier, du grand corset, des talons hauts et d'une coiffure monumentale qui lui arrachait des larmes. En 1795, elle perdit son grand père et, deux ans après, sa grand mère.

Ce fut un gros chagrin pour la pauvre enfant. Agée de quinze ans, elle retourna chez son père, dont elle avait vécu

éloignée jusque-là. Il s'était remarié et avait épousé Charlotte-Mathilde, fille aînée du roi d'Angleterre. Cette princesse avait les qualités les plus sérieuses, d'indiscutables vertus, des principes très austères : avec cela, elle se montrait tracassière, cancanière, guindée, sans grâce aucune, et qui pis est pour une enfant, ennuyeuse au possible. Sa cour était bien la plus maussade de toutes les petites cours d'Allemagne. Pendant les dix ans que Catherine y passa auprès d'elle, de 1797 à 1807, la jeune fille mena l'existence la plus monotone, sous une étiquette rigide, entre un père qu'elle craignait et une belle-mère qui l'ennuyait à périr, sans avoir une amie dans le cœur de laquelle elle pût verser ses confidences.

Un moment, il fut question pour elle d'épouser le prince de Hesse-Darmstadt. Ce mariage lui déplaisait vivement. Elle se montra d'une telle maussaderie que le prince s'enfuit sans idée de retour.

En 1806, son père lui parla des propositions qu'il recevait pour donner sa main à Jérôme, dernier frère de Napoléon Ier. Élevée, elle aussi, dans l'horreur de la Révolution et la crainte des Français, elle résista longtemps. Au bout d'un an cependant, elle se sacrifia à ce qu'on lui représentait comme le bonheur de son pays. Elle consentit au mariage.

La cérémonie eut lieu à Paris, le 23 août 1807. La princesse était âgée alors de vingt-quatre ans. Jérôme, d'une figure charmante, d'une tournure distinguée, avait un an de moins qu'elle. Depuis six semaines, depuis le traité de Tilsitt, il était désigné pour monter sur le trône du royaume, en formation, de Westphalie.

Très rapidement, le jeune ménage connut un bonheur intime, bien rare dans les unions princières et auquel la mort seule devait mettre un terme. Pour Jérôme et Catherine, la lune de miel dura toute leur vie : leur correspondance particulière, parfois d'une tendresse ardente, est là pour nous apporter le témoignage de cet amour conjugal que n'atténuait pas le souvenir d'un premier mariage contracté par Jérôme adolescent, en Amérique, et rompu par son frère tout-puissant.

La jeune reine Catherine, d'une beauté remarquable, joignait au physique le plus agréable, aux manières les plus nobles et les plus affables, un esprit très cultivé, sans aucune prétention, et une élévation d'âme qui la soutint dans les circonstances

les plus critiques de son existence. Épouse la plus fidèle, mère la plus tendre, princesse toujours à la hauteur de sa situation, irréprochable dans le bonheur, admirable dans l'adversité, sa vie peut être donnée en exemple à tous.

L'Empereur s'était vite rendu compte des qualités de sa belle-sœur. Aussi voyait-il avec plaisir l'amitié naissante entre elle et l'Impératrice. Bien des points rapprochaient les deux jeunes femmes: race, atavisme, éducation, mentalité, préjugés, tout facilitait le contact entre elles. Seule la religion aurait pu les diviser, l'une étant catholique, l'autre protestante; mais elles ne virent là aucun motif d'éloignement et bientôt le lien formé par la parenté, à l'occasion de leurs mariages, les réunit vraiment comme deux sœurs.

Pendant les années qui suivirent, quand elles furent séparées, l'une habitant la France, l'autre la Westphalie, elles prirent l'habitude de s'écrire de temps en temps. C'est une partie de cette correspondance que nous publions aujourd'hui.

Les lettres de Marie-Louise, que nous avons sous les yeux, datées de 1810 à 1814, sont écrites sur des feuillets ornés parfois de dessins dans la mode du jour, mais le plus souvent sur du papier très ordinaire. La petite écriture de l'Impératrice, régulière, bien formée, sans fioriture, un peu tassée, sans éclat, sans envolée, calme comme sa personne, est celle d'une pensionnaire bien élevée.

On n'a pas toutes les lettres de la reine Catherine et encore ne possède-t-on pas les originaux : la reine, très méthodique, avait l'habitude de conserver sur des cahiers la copie d'une grande partie des lettres qu'elle écrivait : ce sont ces copies que nous reproduisons. Son fils, le prince Napoléon, les a pieusement conservées et classées, avec les lettres de Marie-Louise, dans ses archives de Prangins.

C'est la correspondance très simple de deux amies : toute considération de haute politique en est absente. Cependant, elles apportent à l'histoire une contribution qui n'est pas à dédaigner. Elles donnent, en effet, sur la vie de la Cour, sur l'Empereur, sur le roi Jérôme, principalement sur l'enfance du roi de Rome, de précieuses indications.

ERNEST D'HAUTERIVE.

LETTRES. — 1810-1814

Au retour du voyage en Belgique pendant le mois de juin 1810, des fêtes splendides furent données à Paris en l'honneur de la nouvelle impératrice, dont la timidité s'accommodait d'autant plus mal de ce rôle de représentation que son état de santé l'incitait à prendre des ménagements.

Les deux belles-sœurs s'étaient séparées dans les premiers jours de juillet, non sans se promettre de s'écrire souvent. En fait, leur intimité s'était formée pendant les trois mois qu'elles venaient de passer presque ensemble, se voyant continuellement, soit pendant le voyage de Belgique, soit à Paris, où le roi et la reine de Westphalie étaient restés pour assister aux fêtes, avant de retourner, en juillet, au château de Napoleonshöhe, près de Cassel.

Peu après son arrivée, la Reine reçut cette première lettre :

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 19 juillet 1810.

Ma très chère sœur,

Mille remerciements pour votre aimable lettre qui me fit un bien grand plaisir. Vous pouvez être persuadée que je n'éprouvai pas moins de regrets que vous à notre séparation, et depuis ce moment je pense bien souvent à vous. Je serais bien contente si vous voulez me conserver toujours les sentiments d'amitié que vous me témoignâtes pendant votre séjour dans Paris; le tendre attachement que je vous ai voué sera inaltérable. Je ne puis dire qu'il augmentera, étant déjà si grand qu'aucune augmentation n'est possible. J'attends avec une bien vive impatience le portrait que vous me promettez ; j'ai déjà commandé le mien et je vous l'enverrai dès qu'il sera fini. Puisse-t-il vous rappeler quelquefois une sœur qui vous chérit tendrement ! J'espère que vous jouirez d'une bonne santé ; cependant je forme des vœux pour que vous souffriez bientôt les incommodités qui me tourmentent, bien persuadée que par la cause d'où elles viennent elles vous seraient fort agréables. J'espère, chère sœur, que vous me donnerez souvent de vos nouvelles et avec moins de cérémonie; je les lirai alors avec un double plaisir.

Je vous prie de recevoir les sentiments de tendre amitié avec lesquels je suis, très chère sœur,

Votre très affectionnée sœur,

MARIE-LOUISE.

Marie-Louise avait reproché son silence à sa belle-sœur par une autre lettre, du 31 juillet, qui se croisa avec les deux auxquelles il va être fait allusion. Elle s'en excusa.

Le voyage assez rapide du roi Jérôme, dont il est question, eut lieu dans le Hanovre. On négociait, en effet, la cession de ce pays à la Westphalie.

Saint-Cloud, ce 16 août 1810.

Très chère sœur,

Je suis toute honteuse de n'avoir pas répondu depuis si longtemps à vos deux bonnes et aimables lettres des 27 juillet et 7 août. J'ai une telle confiance dans votre indulgence que je suis sûre que vous me le pardonnerez, puisque ce n'est pas la négligence qui en est cause.

Vous avez une bien mauvaise opinion des maris dans ce que vous me dites au sujet du voyage du Roi. Je ne veux pas être de votre avis et crois que c'est pour vous épargner une trop grande fatigue, qu'il a consenti de se séparer de vous de quelques jours. Soyez pourtant persuadée que je suis parfaitement d'accord avec vous sur le point, où vous dites qu'on ne les en aime pas moins à cause de cela. Je suis charmée d'entendre que votre santé soit bonne; j'en jouis aussi d'une excellente, malgré ma grossesse. Je suis un peu fatiguée des fêtes qui ont eu lieu à l'occasion de la fête de l'Empereur. C'est ce qui m'empêche de pouvoir continuer à m'entretenir plus longtemps avec vous.

Pour la Saint-Louis, toute la cour vint féliciter l'Impératrice, alors à Saint-Cloud. Le lendemain, dîner de famille, illumination du parc, grandes eaux, représentation. Le 25 septembre, l'Empereur et l'Impératrice partirent pour Fontainebleau, où ils restèrent jusqu'au 15 novembre. La vie y était mouvementée. Presque chaque jour, une chasse à tire ou une chasse à courre, pendant laquelle l'Empereur, qui recherchait le mouvement plutôt qu'il n'aimait la vénerie, galopait éperdument, changeant jusqu'à six fois de cheval dans la même journée. Puis, des promenades en voiture, qui permettaient à Marie-

Louise de manger de pleins paniers de raisins, apportés sur la route par les paysans, du canotage sur les pièces d'eau où l'on avait installé un yacht manœuvré par vingt marins de la garde. Le soir, des spectacles donnés par les artistes de la Comédie-Française ou de l'Opéra-Comique, des réunions chez les princesses, des séances de prestidigitation, de lanterne magique ou d'animaux savants. Dans la matinée, souvent une séance de pose accordée à Canova pour modeler une statue de l'Impératrice. Puis encore quelques grandes fêtes, des bals, des soupers. Pour une femme dans une position intéressante, c'était une épreuve.

Fontainebleau, ce 26 octobre 1810.

Ma très chère sœur,

... Nous sommes depuis un mois à Fontainebleau. Il m'est inutile de vous faire la description de la manière de vivre : vous la connaissez mieux que moi. J'avoue que, malgré que je me plaise beaucoup ici, je préfère beaucoup plus Saint-Cloud et les occupations que j'y avais, à la vie bruyante et aux fêtes et soirées réitérées qui se suivent ici. Le temps est affreux et froid comme au mois de décembre, ce qui, à ce que je crois, nous chassera bientôt d'ici ; on m'a dit que vous étiez déjà partie de la campagne.

Je demande toujours avec bien de l'intérêt, les jours que je vois le ministre du Roi, de vos nouvelles, mais je souhaiterais bientôt apprendre par votre propre main, que vous m'aimez autant que je vous aime.

Le 16 novembre, la cour rentre à Paris et la vie ordinaire reprend :

Paris, ce 22 novembre 1810.

Ma très chère sœur,

La santé de l'Empereur et la mienne sont excellentes, malgré le mauvais temps qui n'a pas cessé de nous tourmenter depuis notre retour de Fontainebleau. Vous savez que la vie qu'on mène aux Tuileries est bien monotone, aussi je vous en épargne la description. Nous allons deux fois la semaine au spectacle et j'avoue que le grand Opéra m'ennuie beaucoup. Il y aura le dimanche une grande fête pour célébrer l'anniversaire du couronnement et les prix décennaux y seront distribués.

L'exposition du Salon est assez belle cette année. J'y ai vu

bien de vos portraits, qui ne sont pas ressemblants. Malgré cela, ils m'ont fait envier leurs possesseurs, d'autant plus que je crains que vous n'ayez oublié votre promesse de me le donner. Excusez, chère sœur, si je vous la rappelle si souvent, elle est dictée par le vif attachement que je vous porte et avec lequel je suis pour la vie, très chère sœur,

Votre très attachée sœur.

Paris, ce 22 décembre 1810.

Ma très chère sœur,

Votre aimable lettre du 12 décembre m'a causé bien de la joie... L'Empereur me charge de vous dire mille choses en son nom. Il se porte à merveille. Fasse le ciel que nous le conservions un grand nombre d'années pour le bonheur de tous ceux qui le connaissent!

Vous me demandez, chère sœur, le genre de vie que je mène: il est fort uniforme. Je fais souvent le soir de la musique avec Pär; j'ai repris le chant qu'un rhume terrible m'avait obligée de quitter, mais j'ai abandonné pour cet hiver le dessin, les jours étant trop courts pour pouvoir peindre à l'huile, et c'est le seul genre dans lequel mes yeux me permettent de travailler. Je brode aussi tous les matins en chenilles relevées, jusqu'à l'heure du déjeuner. Le soir, il y a trois fois la semaine spectacle. L'Empereur reçoit les entrées et l'on veille assez tard, ce qui, comme vous savez, ne me convient pas trop. J'espère cependant que je pourrai m'y habituer avec le temps.

Paris, ce 17 février 1811.

Ma très chère sœur,

J'attends pour vous envoyer mon portrait le moment où je pourrai vous ajouter celui de mon enfant, sachant tout le tendre intérêt que vous prenez à ma félicité; je suis sûre qu'il vous sera agréable de faire sa connaissance par son portrait. Vous me manquerez bien dans ce moment si heureux où je vous aurais fait si volontiers partager toute ma joie et où votre aimable compagnie m'aurait fait oublier l'ennui des ménagements que l'on exigera de moi dans cette occasion. L'Empereur vous fait ses compliments, il est plus impatient que moi de me voir accouchée, car à présent que je m'approche toujours plus de mon temps, je voudrais pouvoir reculer ce moment pour

bien du temps. Ma santé est excellente et je ne suis pas encore devenue plus sage sur le chapitre des précautions. Oserais-je vous avouer que j'ai été encore il y a trois jours à la chasse avec l'Empereur ? Je vois d'avance que vous me gronderez et j'attends avec toute la soumission possible votre réprimande que je mérite à si juste titre.

Le carnaval est très animé, nous avons déjà eu plusieurs bals, chez le duc de Rovigo, M. de Marescalchi. Je n'ai été qu'à ces deux premiers, qui m'ont trop fatiguée pour me donner envie de retourner encore aux autres. Je me suis aussi privée d'un bal masqué chez l'Archichancelier parce que la foule était trop grande...

***

Le 20 mars 1811, naissait le roi de Rome.

Encore mal remise de ses couches très pénibles, l'Impératrice tint à accompagner l'Empereur dans le voyage que, du 22 mai au 4 juin, il fit à Caen et à Cherbourg.

Elle aurait aimé à avoir, comme dans le voyage de Belgique, sa belle-sœur auprès d'elle. A son grand regret, la reine Catherine n'avait pu songer à accompagner son mari à Paris. Les années précédentes, elle avait fait des saisons à Spa et à Pirmont, dans l'espoir de favoriser la réalisation de ses rêves de maternité. Cette année, les médecins lui prescrivaient les eaux d'Ems, auxquelles elle se rendit à partir du 20 mai, bien convaincue d'avance de n'en retirer aucun profit.

[Caen] ce 24 mai 1811.

Très chère sœur,

Il m'a été bien pénible d'avoir dû différer jusqu'à ce moment le plaisir de vous exprimer mes remerciements pour deux aimables lettres, et pour tout l'intérêt que vous voulez bien prendre à la naissance de mon fils. Il est bien robuste et bien portant. On l'a vacciné ces jours et il ne s'en est même pas ressenti. C'est un enfant bien doux et qui promet, à ce que l'on me dit, un bon caractère. Je répète : « à ce que l'on me dit », parce que je craindrais de m'aveugler sur ce sujet. Craignant aussi de l'embellir, je vous envoie son portrait, qui est très ressemblant, pour que vous puissiez en juger vous-même. Je n'ai pu y ajouter selon ma promesse le mien, il n'est pas

achevé, mais j'espère que sous peu de jours, je pourrai vous l'envoyer.

Compiègne, ce 3 septembre 1811.

Ma très chère sœur,

Je vous suis bien reconnaissante des vœux que vous avez formés pour moi à l'occasion de ma fête. Je voudrais pouvoir être à portée de vous exprimer de vive voix tous mes remerciements et la tendre amitié que je vous ai vouée à jamais. Soyez bien persuadée, ma chère sœur, que je vous suis partout avec mes pensées et que je parle bien souvent de vous avec l'Empereur. Ce dernier vous fait ses compliments. Sa santé continue toujours à être excellente. J'espère que vous pardonnerez à Isabey (1) en apprenant que mon portrait est sur le point de vous être envoyé. Je désire que vous en soyez contente et qu'il vous fasse songer quelquefois à une sœur qui vous chérit bien tendrement. Mon fils se porte à merveille, il commence à souffrir de ses dents, ce qui fait qu'il est de très mauvaise humeur. J'ai depuis deux jours la fièvre. J'espère qu'elle ne deviendra pas intermittente, cela me contrarierait beaucoup, surtout si nous allons en Hollande. J'ai lu avec bien du plaisir dans toutes les gazettes la description de votre voyage dans les montagnes de la Westphalie. J'ai admiré votre courage de l'avoir entrepris à cheval. Je deviens cependant aussi très brave et j'ai couru hier la chasse à cheval. Nous sommes depuis trois jours à Compiègne, où je ne me plais pas beaucoup. L'Empereur m'a donné une fête charmante, le 25 août, à Trianon. Tous les bosquets étaient illuminés et l'on joua une petite pièce nommée *la France en miniature*, qui est très jolie. Je vous prie, ma chère sœur, de me donner bientôt de vos nouvelles.

Le 19 septembre, l'Empereur partit pour la Hollande : c'était la première fois que Marie-Louise ne l'accompagnait pas dans un voyage. Toutefois, elle ne devait pas tarder à le rejoindre. Le 22 septembre, elle se mettait en route, à deux heures du matin, et, vingt-quatre heures après, exactement, elle arrivait au château de Laeken, près de Bruxelles.

Dans une lettre qu'elle écrivait de là, le 26 septembre, à sa belle-sœur, nous relevons ce passage :

(1) Isabey avait fait de Marie-Louise un premier portrait si peu ressemblant qu'on le pria de le recommencer.

Je suis depuis cinq jours à Bruxelles. Je ne vous donnerai pas de description de ce séjour, puisque vous le connaissez; je suis obligée de rester toujours chez moi, le temps étant détestable et je ne m'amuse guère, car je suis séparée de l'Empereur

Vous voyez, ma chère sœur, que vous avez bien raison de me dire que les maris d'un mois et d'un an sont différents. Je le sens dans ce moment, et il faut que je me console en pensant que je rejoindrai le mien sous peu de jours à Anvers. Je crois au contraire que les femmes d'un mois et d'un an restent toujours les mêmes, et c'est à cause de cela que je les préfère beaucoup aux hommes. Je vous envoie, ma chère sœur, une lettre pour Madame Mère, que je vous prie de lui donner en mon nom. Je partage vivement votre bonheur de la revoir, car on ne peut la connaître sans l'aimer...

Le 30 septembre, Marie-Louise rejoignit à Anvers l'Empereur, qu'elle accompagna dans son voyage en Hollande, voyage qui dura un mois. Aussi bien l'Empereur que l'Impératrice et la suite entière, tout le monde avait hâte de quitter ce pays, où la mauvaise saison provoquait chez beaucoup des accès de fièvre et où l'enthousiasme des populations n'atteignait pas le degré espéré. Le 30 octobre, on partit de Nimègue. Le soir, on fut obligé de s'arrêter à Ottenberg, près de Rheinsberg, dans le château de M. de Rhory. Cette couchée n'était pas dans le programme. Le 31 au soir, on atteignait Dusseldorf, où l'on devait séjourner quelques jours.

Dusseldorf, ce 1er novembre 1811.

Ma très chère sœur,

... Vous êtes bien bonne de vous intéresser autant à mon fils. Il se porte à merveille et a enfin deux dents et deux autres prêtes à percer. J'espère qu'il ne souffrira pas plus de celles-ci que de ses premières. Je suis contente que nous ayons passé aussi heureusement ce moment, qui est toujours si dangereux pour les enfants. On me mande qu'il dit papa et maman, mais il est trop jeune pour que je puisse ajouter foi à cette nouvelle.

Vous avez deviné tout juste, ma chère sœur, en pensant que je questionnerai Maman (1) sur vous et sur votre genre de vie. Il me sera bien doux de parler de vous avec une personne

(1) Madame Mère.

qui vous a vue si longtemps et qui vous aime autant que je vous aime, mais je serais encore plus contente de lui parler, si je pouvais soupçonner qu'elle puisse me dire que vous aviez l'espérance d'avoir un fils aussi beau que le mien. Pardonnez à mon orgueil, mais il est naturel à toutes les mères et, quand vous aurez éprouvé une fois ce sentiment, vous le direz comme moi. Ma santé est très bonne, quoique je commence à me fatiguer du voyage; je suis impatiente de retourner à Paris pour voir mon fils, car il y a plus d'un mois que je suis absente.

Je suis très contente que l'Empereur soit parti d'Amsterdam Je craignais pour lui et un peu pour moi l'influence du mauvais air, qui donne beaucoup de fièvres dans cette saison. Heureusement qu'il se porte très bien. Il est parti avant-hier pour une tournée qu'il veut faire à Wesel. J'espère le revoir aujourd'hui. Il n'y aurait pas eu moyen que je le suive, tant les chemins sont abominables...

Le 5 novembre, Napoléon et Marie-Louise quittèrent Dusseldorf et rentrèrent à Saint-Cloud.

Dans le courant de décembre, la reine Catherine eut l'agréable surprise de recevoir trois caisses que lui envoyait Marie-Louise, contenant de charmants ajustements. Ne pouvant écrire elle-même, l'Impératrice avait chargé sa dame d'atour, Mme de Luçay, d'annoncer cet envoi.

A un mois d'intervalle, la reine Catherine venait d'éprouver deux grosses émotions.

Dans la nuit du 23 au 24 novembre, vers minuit et demi, le roi la réveilla en sursaut en lui annonçant que le feu était au palais. Il avait failli être asphyxié lui-même. Ils purent sortir sans encombre, mais si la moitié des bâtiments fut la proie des flammes, la populace pilla l'autre partie du château.

Le 24 décembre, alors qu'elle était dans son cabinet, en train d'écrire, la reine entendit un grand brouhaha, au milieu duquel elle distingua les cris : « A l'assassin ! » Elle crut à un attentat contre le roi : c'était un maréchal ferrant des écuries de la cour qui venait, par vengeance, de tuer le grand-écuyer.

Paris, ce 6 janvier 1812.

Ma chère sœur,

... Je vous prie de recevoir comme gage de mon souvenir un

portrait de Madame fait aux Gobelins (1). J'ai pensé qu'il pourrait vous être agréable par les traits qu'il représente. Mille remerciements, ma chère sœur, pour votre aimable lettre du 21 décembre et pour les vœux que vous avez faits pour moi. Il sont déjà exaucés en partie par les preuves d'amitié que je reçois journellement de vous et qui me sont bien chères. J'ai bien partagé, en lisant votre lettre, l'effroi que vous a dû causer l'assasinat du grand-écuyer devant vos fenêtres; je désire bien que votre santé n'en ait pas souffert plus que le jour de l'incendie, qui me fait encore peur quand j'y pense; car, croyez, ma chère sœur, que vos peines deviennent aussi les miennes. Je suis charmée que vous ayez trouvé jolies les robes que je vous ai envoyées. La lettre de Mme de Luçay a dû être retardée par accident, car n'ayant pu écrire ce jour et pensant que vous seriez peut-être contente de recevoir tout de suite cet envoi, je l'avais priée de faire cette commission en mon nom. L'Empereur vous fait ses compliments; il se porte toujours bien et j'espère que Dieu le conservera encore de cette manière de longues années, pour le bonheur de tous ceux qui le connaissent et l'entourent. Mon fils me rend aussi bien heureuse. Il devient tous les jours plus gai et intelligent. Il a six dents et ne s'est jamais mieux porté qu'à présent. Il commence même à marcher quand on le soutient des deux côtés. Ma santé est très bonne, malgré le mauvais temps qui m'empêche de faire de l'exercice. Vous voyez, ma chère sœur, que j'abuse de votre indulgence en vous donnant tant de détails sur ma famille, mais vous l'avez voulu, et si cela vous a ennuyé, vous ne le devez prendre qu'à vous...

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise (2)

Cassel, le 26 mars 1812.

J'ai reçu, ma chère sœur, avant-hier seulement, le beau portrait de Madame que je dois à vos bontés et à votre souvenir; il m'est, sous tous les rapports, infiniment précieux et je ne puis vous exprimer que bien faiblement combien je suis sensible à cette aimable attention de votre part. Vous sentez bien, ma chère sœur, qu'il m'en a infiniment coûté de n'avoir pu

(1) Cette superbe tapisserie arriva, fort heureusement, à Cassel après l'incendie, en sorte qu'elle échappa au désastre. Elle se trouve actuellement à Prangins.

(2) Cette lettre figure dans les *Mémoires du roi Jérôme*.

accompagner le Roi et de n'avoir pas eu le plaisir de vous revoir. Je désire depuis longtemps avoir cette douce satisfaction et je ne puis me consoler de l'avoir manquée cette fois-ci que par l'espoir de m'en dédommager un jour et dans une autre occasion. Tout ce que le Roi m'a dit du Roi de Rome, de sa beauté, de sa force, de sa santé, m'a charmée ; donnez-lui, je vous prie, un baiser de la part d'une tante qui déjà le chérit sans le connaître et veuillez parler de moi à l'Empereur et me servir d'interprète pour le remercier du souvenir et des bontés qu'il me conserve et dont le Roi m'a fait part.

Cependant, on était en pleine préparation de la guerre contre la Russie.

Le 8 mars, le roi Jérôme fut convoqué par son frère à Paris, avec ordre de tenir son voyage secret et de diriger ses bagages et sa maison militaire sur Halle, point de concentration des troupes westphaliennes. A peine arrivé à Paris, il expédia quelques cadeaux à la Reine, qui note ainsi cet envoi dans son journal : « Le Roi, toujours le meilleur, le plus aimable des époux, m'a envoyé de charmantes bagatelles, surtout un bracelet et une montre qui font mes délices. Est-il rien de plus doux au monde que d'être aimée d'un être qu'on adore? C'est le bonheur suprême. Ceux qui ne sont pas susceptibles d'un pareil bonheur ne méritent pas de vivre. »

Jérôme revint subitement le 23 mars. « Jamais surprise n'a été égale à la mienne, écrit la reine Catherine, en voyant arriver tout à coup le Roi. Le plaisir, la joie, le bonheur que j'en ai ressentis m'ont rendue très malade, car j'ai eu des vomissements affreux, preuve que toute émotion trop vive de peine ou de plaisir influe sur notre frêle existence. » Toutefois, le 5 avril, le Roi partait de nouveau et cette fois pour plus longtemps. Il allait, à la tête de ses troupes, prendre rang dans la Grande Armée. La reine Catherine restait à Cassel et recevait, bien à contre-cœur, la régence du royaume. Dès qu'elle apprit l'arrivée prochaine de l'Empereur à Dresde, où il devait se rencontrer avec ses alliés, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, elle demanda l'autorisation d'aller l'y retrouver. Marie-Louise fut chargée de lui répondre et de la convoquer.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 8 mai 1812.

Il y a plus d'un mois que je n'ai reçu de vos nouvelles et ce silence commencerait à m'inquiéter si je n'étais pas aussi sûre de votre amitié... Mon fils devient charmant et tous les jours plus intelligent. Il marche à présent quand on le soutient par un bras, et s'est étonnamment fortifié depuis qu'il a percé la douzième dent. Il se trouve très bien de l'air de Meudon, et je crois qu'il y restera encore quelques mois. Ma santé est étonnamment bonne pour l'agitation dans laquelle je suis depuis quelque temps. Vous savez, ma chère sœur, comme j'aime l'Empereur, et vous pouvez vous figurer le chagrin que je dois éprouver en pensant à une séparation qui pourrait être assez longue. Je vous plains bien si vous avez à Cassel une aussi forte chaleur que celle que nous avons à Paris et qui est tout aussi forte que celle du mois d'août...

L'Empereur et l'Impératrice partirent de Saint-Cloud le 9 mai et arrivèrent à Dresde le 16, à onze heures du soir. La reine Catherine les rejoignit le lendemain, à la même heure.

L'Empereur quitta Dresde le 29, pour rejoindre ses troupes, en vue de la campagne de Russie qui allait bientôt commencer. Marie-Louise, après y être restée cinq jours encore, devait aller passer un mois à Prague, avec l'empereur et l'impératrice d'Autriche. La reine Catherine lui tint compagnie jusqu'à son départ et arriva à Napoléonshöhe le 7 juin. Marie-Louise ne devait rentrer à Saint-Cloud que le 18 juillet.

A partir du moment où les deux belles-sœurs se séparèrent, la similitude de leurs situations amena un rapprochement épistolaire. Pendant quelques mois, une correspondance régulière s'établit entre elles. L'une et l'autre étaient séparées de leurs maris. Si l'amour de Catherine pour Jérôme était singulièrement plus ardent que l'affection de Marie-Louise pour Napoléon Ier, il est incontestable cependant qu'à cette époque les sentiments de la jeune impératrice différaient beaucoup de ceux du début. A vivre avec lui sans le quitter depuis deux ans, elle avait subi son charme et, maintenant, elle lui était très sincèrement attachée, malgré les efforts que, tout récemment, l'impératrice d'Autriche avait faits pour l'en éloigner.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Napoléonshöhe, le 9 juin 1812.

Ma très chère sœur,

Je ne pourrais vous exprimer à quel point j'ai eu du regret de vous quitter, dans un moment surtout où la similitude de nos peines pouvait me faire espérer d'adoucir les vôtres en les partageant aussi sincèrement. Si, dès le premier instant, j'ai ressenti pour vous l'amitié d'une sœur, je puis vous assurer qu'elle s'est encore augmentée d'après celle que vous avez bien voulu me témoigner à Dresde.

Si ma demande ne vous paraît pas trop indiscrète, je vous prie, ma chère sœur, de me donner bien souvent de vos nouvelles, de me parler avec détail de l'Empereur. Dans ma solitude, j'ai besoin d'être consolée par là, et d'apprendre que les personnes que j'aime et que je révère jouissent de tous les succès que je leur désire. Je vous prie aussi de me parler du Roi de Rome.

CATHERINE.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Prague, ce 16 juin 1812.

Ma chère sœur,

... Je reçois très régulièrement des lettres de l'Empereur. Il doit être dans ce moment à Kœnigsberg. Sa santé est bonne. Vous savez qu'il ne se porte jamais mieux que quand il se fatigue beaucoup. Je suis toujours bien triste, ma chère sœur. Je sens que je ne puis être gaie et contente qu'en me trouvant avec lui; si je n'avais pas cette raison, je devrais être bien heureuse ici, au milieu de ma famille, que je vois toute la journée. J'ai trouvé mes trois sœurs bien grandies et embellies; je suis bien fâchée que vous n'ayez pas pu faire leur connaissance, car je suis sûre que vous en auriez été contente. L'Empereur et le Grand-Duc me chargent de leurs compliments.

Saint-Cloud, ce 23 juillet 1812.

Ma chère sœur,

... Je me trouve dans le même cas que vous par rapport aux nouvelles. Je suis restée une fois six jours sans en recevoir

Vous pouvez vous figurer comme le temps m'a paru long et triste, mais depuis que je suis à Paris, j'en reçois exactement presque tous les jours, très souvent de l'Empereur et, les jours où il ne peut pas m'écrire, de son secrétaire. L'Empereur se porte bien, la fatigue lui réussit à merveille et la chaleur ne l'incommode pas. Il était encore le 12 à Wilna, mais je crois que dans ce moment il en sera déjà parti pour se porter sur la Dwina. Je n'ai pas de nouvelles du Roi. Le dernier bulletin m'apprend qu'il était le 9 à Nowogrodek, qui ne doit pas être un endroit très considérable, car je l'ai cherché en vain sur la carte.

Je ne puis encore me faire à l'idée qu'il y a une distance de 500 lieues qui me sépare de l'Empereur et je vous assure qu'il faut beaucoup de courage pour la supporter. J'espère que votre santé ne souffre pas de votre chagrin ; ménagez-la bien, car je suis sûre que le Roi éprouverait beaucoup d'inquiétude s'il vous savait malade. Je ne puis que me louer de la mienne ; le voyage m'a fait grand bien et j'engraisse même. Je suis venue bien vite de Wurtzbourg à Paris, mais l'idée de voir mon fils me donnait des forces. Je l'ai trouvé singulièrement embelli et fortifié. Je ne puis me vanter de l'accueil qu'il m'a fait, car je l'ai trouvé pleurant et il s'est beaucoup débattu lorsque j'ai voulu le prendre dans mes bras. Il marche tout seul, mais ne dit pas d'autre mot que « papa », parce qu'il est trop intelligent pour se donner la peine de parler ; enfin, plus je le vois, plus je sens la douce jouissance qu'on éprouve d'être mère et je regrette infiniment que vous ne l'ayez éprouvée jusqu'à ce moment.

Je suis sûre, ma chère sœur, que vous vous figurez que c'est par oubli que je ne vous ai pas encore envoyé le bracelet, mais je suis bien contente de pouvoir vous donner tort dans cette occasion-ci ; on me l'a envoyé déjà à Prague, mais sans portrait ; cela m'a mis de si mauvaise humeur que je n'ai pas osé vous l'envoyer, et le temps qu'il fallait pour écrire à Paris et en commander un autre fait que vous ne l'avez pas encore reçu. Le malheur a voulu qu'Isabey est à Vienne, mais je ne me suis pas découragée et je l'ai fait faire par Jacques. Je ne sais pas s'il sera aussi bien ; je presse autant que je puis pour l'avoir, afin de pouvoir m'acquitter envers vous de cette dette. J'ai trouvé la reine d'Espagne encore bien malade, mais sans danger. Elle a encore le visage tout enflé et est d'une maigreur

et d'une faiblesse extrêmes; elle a un peu d'appétit. Corvisart croit que sa convalescence sera longue... Nous avons eu un temps affreux pour le voyage, une chaleur et une poussière terribles, qui nous a suffoqués, et à présent que je suis arrivée, la saison nous joue le tour de devenir plus froide et nous sommes gelés comme au mois de novembre.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Napoléonshöhe, le 28 juillet 1812.

Ma très chère sœur,

Je suis bien sensible à la promesse que vous me faites de me donner souvent de vos nouvelles et de me communiquer celles que vous recevrez de l'Empereur. En vérité, ma chère sœur, il y aurait dans cette attention de votre part plus que de l'amitié; il y entrerait de l'humanité, car je suis bien loin d'être aussi heureuse que vous et de recevoir aussi souvent des nouvelles du Roi que vous en recevez de l'Empereur. Il ne peut comme l'Empereur m'expédier chaque jour des courriers, car je suis quelquefois plus de quinze jours sans en recevoir. Vous pouvez, ma chère sœur, juger de mes inquiétudes d'après celles que vous avez éprouvées pour un bien moindre laps de temps, aussi accepté-je votre offre avec une vive reconnaissance.

Je suis bien surprise que vous ne trouviez pas Nowogrodek sur votre carte, tandis qu'il est sur la mienne; il est vrai qu'elle est excellente. Si vous le désirez, je vais tâcher d'en trouver une pareille pour vous l'envoyer. Les dernières nouvelles que j'ai reçues du Roi étaient de Nieswitz, du 14 ; les fatigues et les chaleurs ne nuisaient point à sa santé, car il me mande qu'il se porte bien. Il sera très reconnaissant de votre aimable souvenir dont je m'empresserai de lui faire part.

J'attends avec bien de l'impatience votre portrait et j'espère le recevoir bientôt d'après les soins que vous avez bien voulu y mettre.

Je ne suis pas surprise de la mauvaise réception du Roi de Rome. A son âge, un souvenir de quelques mois serait un miracle, mais j'espère que vous aurez bientôt renouvelé connaissance avec lui. Je suis bien peinée de la situation de la reine d'Espagne; on ne saurait espérer que le beau temps con-

tribuera à la remettre bientôt, car il paraît que la pluie et le froid se font généralement sentir...

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 1er août 1812.

Ma chère sœur,

... Les dernières nouvelles que j'ai reçues de l'Empereur sont très satisfaisantes. Il se porte à merveille et mieux encore, s'il est possible, qu'à Dresde; il est très content de la marche de ses affaires, et se trouve dans un couvent à 60 lieues au delà de Wilna. Il n'y a pas eu d'affaire depuis le septième bulletin. Ma santé est très bonne, malgré toutes les inquiétudes que j'éprouve; j'engraisse même. Si c'était au prix d'une vie aussi agitée que je dusse recouvrer tout mon ancien embonpoint et ma bonne santé, j'aimerais mieux être maigre et souffrante.

Mon fils est ma seule consolation depuis le départ de l'Empereur. Il est charmant et devient tous les jours plus joli et plus intelligent; on dit que c'est un des plus beaux enfants qui existent. Je croyais que c'était flatterie, mais Gérard, qui le peint dans ce moment, m'en dit autant, et il faut croire le jugement d'un talent aussi renommé...

Saint-Cloud, ce 14 août 1812.

Ma très chère sœur,

... Je reçois toujours d'excellentes nouvelles de l'Empereur, qui est d'une exactitude parfaite. Il était, le 1er août, à Witebsk, où il restait quelques jours. J'ai reçu le dixième bulletin, qui contient quelques affaires d'avant-postes très brillantes. On n'y parle pas du tout de l'endroit dans lequel se trouve dans ce moment le Roi.

Je m'empresse de vous envoyer, ma chère sœur, le bracelet que vous m'avez demandé et qui est enfin fini. Je ne sais pas si vous serez contente de la ressemblance. J'espère que quand vous le regarderez, il servira à vous rappeler une sœur qui vous chérit bien tendrement. Vous êtes bien bonne d'avoir bien pensé de vouloir m'envoyer une carte. Je serais fâchée que vous vous donniez cette peine, car depuis que je vous ai écrit,

j'en ai reçu une excellente que le ministre de la Guerre a fait graver depuis la guerre.

Les progrès de mon fils deviennent tous les jours plus sensibles. Il n'est retardé que sur un seul point, celui de la parole, car il ne veut pas dire un mot. Il a eu hier un accès de fièvre très violent qui m'a inquiétée, mais aujourd'hui il est parfaitement bien et Corvisart m'assure même que je n'ai pas à redouter un second, car j'ai été bien tourmentée de voir souffrir ce pauvre enfant, et j'avais besoin de quelqu'un qui me rassurât, car dans ce moment je suis encore bien plus portée à m'affliger et à m'inquiéter...

Je m'en vais aller coucher ce soir à Paris pour célébrer demain la fête de l'Empereur. Vous pouvez juger, ma chère sœur, comme je dois y être gaie, car c'est la première fois que je la passe loin de l'Empereur.

Au début de la campagne de Russie, le roi Jérôme commandait, à l'aile droite, le contingent westphalien. En juillet, le maréchal Davout prit le commandement de cette aile droite, dans des conditions blessantes pour l'amour-propre du Roi, qui, pendant trois ans, avait déjà eu grandement à se plaindre de lui au sujet de l'exécution de diverses mesures contre la Westphalie. Comme monarque de ce pays, se trouvant en désaccord avec l'Empereur, il estima ne pouvoir rester dans cette situation et revint à Cassel.

Saint-Cloud, ce 10 septembre 1812.

Ma chère sœur,

... Les dernières nouvelles que j'ai reçues de l'Empereur étaient du 27. Elles étaient de Slawkovo, bien en avant de Smolensk, du côté de Moscou. Il se portait à merveille et était très content de la marche de ses affaires, mais il s'éloignait encore. Vous êtes à même de juger, ma chère sœur, comme c'est pénible pour les personnes qui sont comme moi si affligées d'une pareille séparation : cela mettra plus d'intervalle dans ses lettres et elles me parviendront plus tard.

Mon fils me charge d'un baiser pour vous, car quand on lui demande ce qu'il faut dire à sa tante, il porte sa main sur sa bouche et envoie un baiser. Il me désole parce qu'il ne veut pas parler, mais je crois qu'il est trop intelligent et qu'on obéit trop

vite à ses petites volontés, pour qu'il se donne de sitôt la peine de prononcer des mots, mais, en revanche, il court comme un éclair et il est déjà tombé aujourd'hui sans pleurer, ce qui est un grand trait de courage à cet âge.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise.

Napoléonshöhe, le 25 septembre 1812.

Ma chère sœur,

Je n'ai besoin d'aucun motif que mon amitié pour m'engager à vous écrire souvent, mais s'il m'en fallait d'autres, les succès de l'Empereur fourniraient à la correspondance la plus fréquente Je vous félicite de toute mon âme sur les derniers qu'il vient d'obtenir (1); de toute manière je m'en réjouis avec vous et d'autant plus que notre armée westphalienne a eu le bonheur d'y contribuer ; l'Empereur lui-même lui rend cette justice et a fait écrire au Roi deux fois à ce sujet. Il est bien cruel qu'à de tels sujets de satisfaction, se joigne le regret de la perte de tant de braves. Nous avons perdu quelques officiers de marque. La France en a aussi à regretter et je regrette avec elle le pauvre comte de Caulaincourt, moins pour lui, que je ne connaissais presque pas, que pour sa famille, car j'ai eu une de ses sœurs au nombre de mes dames du palais. Puisse cette guerre se terminer bientôt ! L'Empereur ne peut plus rien pour sa gloire et par son retour il peut tout pour notre bonheur.

Je renvoie au Roi de Rome mille baisers pour un, quoiqu'il ne soit pas encore en état d'apprécier la valeur d'un pareil marché, mais je vous engage cependant à le faire servir avec moins d'empressement, afin qu'il puisse au retour de son père mêler ses caresses, ses petites phrases à la réception qui lui est destinée.

Napoléonshöhe, le 28 septembre 1812.

Il me paraît, ma chère sœur, que notre correspondance deviendra on ne peut pas plus fréquente, si je suis l'impulsion de mon cœur et que je doive vous féliciter à chaque nouveau succès de l'Empereur. C'est avec une vraie satisfaction que je

(1) Victoire de la Moskova, 7 septembre

vous fais mon compliment sur son entrée à Moscou, qui a fait qu'elle ne l'a pas exposé à une seconde bataille après celle du 7. N'espérez-vous pas qu'un si glorieux événement nous amène la paix, ce qui comblerait mes vœux en vous réunissant à l'Empereur?

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Saint-Cloud, ce 28 septembre 1812.

Ma chère sœur,...

Vous aurez reçu peut-être avant nous la nouvelle de la grande victoire que l'Empereur a remportée le 7 sur les Russes. Elle est aussi glorieuse qu'importante, et j'en suis d'autant plus contente que l'Empereur m'a assuré qu'il n'a pas été exposé une minute de sa personne. Je savais bien qu'il nous l'avait promis avant son départ pour Dresde, mais on a toujours peur qu'il n'oublie dans un moment pareil une promesse qui nous est à tous si précieuse. J'attends avec impatience l'arrivée du bulletin qui va nous donner de nouveaux détails sur cette bataille. Puisse-t-elle nous ramener l'Empereur et avec lui la paix, car vous savez, ma chère sœur, que jusqu'à ce moment, je n'aurai pas un instant de bonheur.

Je ne puis pas vous offrir des descriptions d'une course aussi intéressante que celle que vous venez de faire le long des bords du Weser, car les environs de la capitale ne sont pas si pittoresques, mais j'ai commencé à exécuter une partie de mes projets et j'ai été passer une journée chez la reine Hortense, à Saint-Leu.

Il est inutile que je vous fasse la description de la vallée de Montmorency, car je suis sûre que vous la connaissez mieux que moi, mais, quant à moi, je l'ai vue pour la première fois. J'ai été singulièrement frappée de la beauté du site et des différents points de vue que l'on découvre à tout instant. Je n'ai vu cependant qu'une bien petite partie de la vallée et je suis revenue très tard à Saint-Cloud, mais je me suis promis d'y retourner plusieurs fois et d'en dessiner les paysages qui me plairont le plus. Je crains de ne pouvoir exécuter cette année la course que j'ai voulu faire à Morfontaine (1), parce que la

(1) Morfontaine ou Mortefontaine, propriété de Joseph, roi d'Espagne.

Reine ne doit pas encore revenir de sitôt. Les nouvelles que nous recevons d'elle ne sont pas très bonnes. Elle est toujours souffrante et elle se tourmente beaucoup.

Mon fils devient tous les jours plus aimable et intelligent et il m'est une bien grande consolation pendant l'absence de l'Empereur. Je lui ai envoyé son portrait, peint par Gérard, et il l'a trouvé si ressemblant qu'il l'a fait mettre devant sa tente et a permis à tous les officiers de son armée de venir le regarder. Il me mande qu'ils l'ont trouvé superbe et une approbation aussi générale fait bien du plaisir au cœur d'une mère...

Le 23 octobre 1812, éclatait la conspiration du général Malet.

Cette affaire est trop connue pour que nous ayons à la rappeler ici. Contentons-nous de dire que l'événement troubla fort peu Marie-Louise, qui apprit son échec en même temps que son commencement. Elle se trouvait alors à Saint-Cloud. Dans la matinée, un billet très succinct de l'archichancelier l'informa que, pendant la nuit, s'était produite « une émeute de brigands », aussitôt réprimée. Quelques heures après, Cambacérès vint en personne lui annoncer que tout était calme, que le ministre de la police et le préfet de police avaient repris leurs fonctions ; elle ignorait leur arrestation momentanée.

Certainement, à la première nouvelle, la reine Catherine s'en montra plus troublée.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Cassel, le 27 octobre 1812.

Ma chère sœur, je viens d'apprendre à l'instant même l'événement du 23, c'est-à-dire les troubles qui ont eu lieu momentanément à Paris. Quoique je vous sache à Saint-Cloud et que j'espère par là que, dans les premiers moments, vous n'en aurez rien su, je ne serai entièrement tranquille et rassurée que lorsque j'aurai directement de vos nouvelles. Je vous conjure, ma chère sœur, par l'attachement que vous avez sans doute pour la famille de l'Empereur que vous aimez si tendrement, de ne pas nous laisser, le Roi et moi, dans une pénible incertitude sur votre compte. C'est en son nom et au mien que je vous prie de nous instruire au plus tôt de tout ce qui a pu vous occasionner des alarmes. L'assurance que vous êtes tranquille mettra le comble à notre satisfaction.

Le 18 décembre, à onze heures et demie du soir, aux Tuileries, la femme de service entend du bruit dans le salon qui précède la chambre dans laquelle Marie-Louise vient de se coucher. Elle ouvre la porte et aperçoit deux hommes enveloppés dans de grands manteaux. Elle va pousser un cri. Un de ces hommes écarte sa houppelande : c'est l'Empereur. Il a quitté l'armée depuis quatorze jours et il a voyagé tellement vite que l'Impératrice n'est pas encore prévenue de son arrivée prochaine. Cependant, malgré ses précautions pour rester incognito, son passage à travers l'Allemagne a été connu, si bien que le jour même où il arrive à Paris, la reine Catherine peut écrire à l'Impératrice pour la féliciter de son retour.

Cassel, le 18 décembre 1812.

Ma très chère sœur,

S'il vous est possible de vous occuper un instant d'autre chose que de votre satisfaction, j'ose espérer que vous songerez combien je la partage. Le bonheur de savoir l'Empereur de retour et bien portant est une félicité générale, mais sentie plus vivement encore par sa famille. Je ne mets pas la dernière en doute par la joie que j'en ai ressentie. Après les étrennes que vous venez de recevoir de l'Empereur par son retour, il ne me reste rien à vous souhaiter pour cette époque.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Paris, ce 11 janvier 1813.

Ma chère sœur,

J'ai bien des remerciements à vous faire de votre dernière lettre, ainsi que de vos félicitations sur le retour de l'Empereur. Vous êtes bien bonne de partager ainsi tout le plaisir que cette surprise a dû me causer, et si mon amitié pour vous était encore susceptible d'être augmentée, elle le serait par ce témoignage de la vôtre. Je suis bien heureuse, ma chère sœur, et si heureuse qu'il m'arrive encore même quelquefois de croire que c'est un songe.

L'Empereur se porte à merveille ; la campagne et les fatigues qu'il a éprouvées n'ont fait qu'augmenter sa bonne santé. Il a trouvé son fils embelli et développé, par rapport à son intelligence. Il a percé heureusement sa vingtième dent, il y a peu

de jours; ce travail l'a un peu maigri, mais je me félicite malgré cela qu'il l'a fini si vite et si heureusement.

L'Empereur prétend que nous le gâtons toutes et s'imagine qu'il est plus sévère, mais cela ne diminue pas au moins l'affection de mon fils pour lui, car il l'aime mieux que nous toutes.

Cependant les événements devenaient inquiétants en Allemagne. Sous l'égide de la Russie, une nouvelle coalition se formait contre la France, et, pas à pas, nos troupes se retiraient vers l'ouest. Au début de mars 1813, le roi Jérôme, bien décidé à rester fidèle à son frère et à défendre la Westphalie jusqu'à la dernière extrémité, estima que la présence de la Reine dans un pays gravement menacé lui causerait un réel embarras pour son action militaire. Aussi, le 10 mars, l'envoya-t-il en France, avec une suite peu nombreuse.

Bien que l'Empereur eût prévu le départ de sa belle-sœur de Cassel et l'eût même fixé au moment où les Russes entreraient à Berlin, il jugea qu'elle était partie trop tôt et se montra tout d'abord mécontent de son arrivée en France, en raison des alarmes que pouvait occasionner cette retraite prématurée. Pour en atténuer le retentissement, il envoya à sa rencontre un messager, qui la rejoignit à Péronne et l'invita à se rendre à Compiègne au lieu de Paris. Elle y arriva le 16 mars. Son premier soin fut d'écrire à l'Impératrice qui, depuis le 7 mars, se trouvait à Trianon, qu'elle affectionnait d'une façon toute particulière parce qu'elle y échappait aux réceptions. En même temps, dans une longue lettre, elle exprima à l'Empereur ses regrets de ne pas le voir et lui exposa les motifs de son départ de Cassel. L'Empereur lui répondit aussitôt de laisser sa maison à Compiègne, de venir, avec une partie de son service d'honneur, à Trianon. Le 18 mars, elle y arrivait. Deux jours après, au lieu de retourner à Compiègne, trop éloigné de Paris, elle recevait l'autorisation de s'établir au château de Meudon (1).

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Compiègne, le 17 mars 1813.

Ma chère sœur,

Le comte de Busch, mon chevalier d'honneur, vous remettra cette lettre et aura l'honneur de vous informer que je suis

(1) Sous le second Empire, le roi Jérôme, puis son fils, le prince Napoléon, devaient, à leur tour, habiter ce château.

arrivée à Compiègne, où Sa Majesté l'Empereur a décidé que je me rendisse. Je le charge de vous témoigner tous mes regrets de ne pouvoir sur-le-champ vous exprimer tous mes sentiments et de ne pouvoir trouver auprès de vous les consolations dont j'ai tant besoin, dans un moment où j'ai été obligée de quitter le Roi pour sa propre sûreté et pour obéir aux intentions de Sa Majesté l'Empereur.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Trianon, ce 17 mars 1813.

Ma chère sœur,

Je reviens dans ce moment de la chasse et je m'empresse de répondre à l'aimable lettre que le comte de Busch m'a remise, il y a deux heures. Croyez, ma chère sœur, à tout le plaisir que j'ai eu d'apprendre votre arrivée, et comme je suis impatientée de ne pouvoir pas vous exprimer mon tendre attachement de vive voix. Je fais des vœux pour que cela soit le plus tôt possible. Je tâcherai de mon mieux de vous consoler et d'adoucir le chagrin que doit vous causer votre séparation du Roi. Je vous plains plus que jamais depuis que ma propre expérience m'a appris combien cette peine est cruelle.

Le 15 avril 1813, à quatre heures du matin, l'Empereur quittait Saint-Cloud pour aller prendre le commandement de l'armée que, par un prodige d'activité, il était parvenu à reconstituer et à réunir en Allemagne : il ne devait y revenir que le 9 novembre.

Dès son retour, il reçut la reine Catherine, à qui il parla en termes amers du parti pris par son père, le roi de Wurtemberg, de passer à la coalition, ce dont la malheureuse était bien innocente. Il lui exprima en même temps sa volonté de voir le roi Jérôme rester jusqu'à nouvel ordre à Aix-la-Chapelle. Dans une seconde entrevue, elle obtint de son impérial beau-frère l'autorisation pour son mari de la rejoindre : Napoléon lui fixa Compiègne comme résidence. Le Roi et la Reine s'y trouvèrent réunis le 15 novembre, après une séparation de huit mois. Quelques semaines plus tard, Catherine constatait avec joie qu'un de ses vœux les plus ardents était enfin exaucé : elle était enceinte.

Le Roi et la Reine restèrent à Compiègne jusqu'au 10 janvier 1814. Mais cette résidence était trop dispendieuse et peu confortable

pendant l'hiver. Après avoir passé quelques jours dans leur propriéte de Stains, près de Paris, ils vinrent s'établir à Paris même, dans l'hôtel du cardinal Fesch.

Saint-Cloud, ce 12 novembre 1813.

Ma chère sœur,

J'ai été bien fâchée de ne pouvoir plus vous voir hier après l'entrevue que vous avez eue avec l'Empereur. Je désire bien que vous en ayez été contente et qu'il vous ait accordé tout ce que vous désiriez. C'est à moi aujourd'hui de vous demander quelque chose ; c'est de me prêter un moment votre ceinture de cheveux avec des pierres de couleur; je voudrais bien m'en faire faire une dans ce genre. Je voulais aussi vous dire que l'Empereur dit que vous pouviez venir quand vous voulez le voir et il a dit au grand chambellan de vous l'écrire, mais comme ce dernier met souvent de la lenteur dans ces sortes de choses, j'ai pensé que vous seriez contente de le savoir tout de suite.

Nous n'avons pas à retracer ici l'agonie et la chute de l'Empire. Marie-Louise, on le sait, se réfugia avec son fils en Autriche. Au début, au début seulement, elle reçut de l'île d'Elbe des lettres de l'Empereur et lui écrivit. Puis, ce fut le silence forcé. L'Autriche ne laissa plus rien passer. Sur les conseils de son médecin, la jeune femme partit, le 6 juillet, pour les eaux d'Aix, nécessaires à sa santé. On garda son fils à Vienne, afin de lui éviter un embarras, lui dit-on : bien plutôt pour conserver un otage. En échange, on mit près d'elle un mentor, chargé de lui servir officiellement de protecteur, en réalité d'espion... et même, espérait-on, d'autre chose encore : ce fut le général comte de Neipperg, qui remplit admirablement ces différentes fonctions, la dernière surtout.

De son côté, la reine Catherine partit de Paris avec Jérôme et suivit Marie-Louise jusqu'à ce que celle-ci revînt de Blois, se mettre entre les mains des Autrichiens. Le 9 avril 1814, après l'abdication de l'Empereur, elle écrivit à son père, le roi de Wurtemberg, pour lui demander asile dans son royaume : le Roi ne consentit à recevoir sa fille que si elle abandonnait son mari. En deux lettres magnifiques d'indignation, Catherine repoussa les propositions paternelles, ce qui, plus tard, à Sainte-Hélène, fera dire à Napoléon Ier : « Cette princesse s'est inscrite de ses propres mains dans l'Histoire. »

Repoussée par sa famille, elle fut bien accueillie par l'empereur Alexandre, dont la femme était sa cousine. Grâce à lui, elle reçut les passeports nécessaires pour gagner la Suisse, où elle devait retrouver le roi Jérôme. En cours de route, le 21 avril, à une demi-lieue de Montereau, au hameau de Fossard, elle fut dévalisée par un parti de cavalerie, commandé par le comte de Maubreuil. Ce personnage, ancien écuyer et capitaine des chasses en Westphalie, la dépouilla entièrement de son argent et de ses bijoux, en prétendant agir au nom du gouvernement du roi Louis XVIII.

Après un mois de séjour en Suisse, le roi Jérôme et sa femme obtinrent de l'empereur d'Autriche l'autorisation de résider en Styrie. Le 16 juin, ils s'installèrent dans le château d'Ekensberg, où ils reçurent la visite du comte de Pölting, aide de camp de l'empereur Alexandre.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise (1)

Ekensberg près Gratz, 17 juin 1814.

Ma chère sœur,

Je ne veux pas laisser partir le comte de Pölting sans le charger d'une lettre pour vous. J'ose me flatter que vous voudrez bien me conserver votre amitié. C'est dans le malheur qu'on a le plus besoin de son secours et qu'il faut se nourrir de souvenirs. Les témoignages non équivoques que vous avez bien voulu m'en donner me font espérer que vous voudrez bien me la continuer. Croyez, ma chère sœur, que cette pensée est bien faite pour adoucir l'amertume de notre pénible situation.

Vous n'ignorez pas sans doute les chagrins que j'ai éprouvés; ils ont été plus affreux, plus accablants pour moi, venant de ma famille. J'avais cru trouver chez elle un refuge dans ces tristes événements, mais, le croira-t-on ? c'est elle la première qui m'a repoussée dans ces moments malheureux, et elle semble me faire un crime du bonheur dont je jouis auprès de mon époux. Vous jugerez facilement d'après tout ceci ce que je dois souffrir. Je connais trop vos sentiments, ma chère sœur, pour ne pas être persuadée que vous approuverez ma

(1) Cette lettre est citée dans les *Mémoires du roi Jérôme.*

conduite. Nous n'en apprécions que mieux, le Roi et moi, la manière aimable dont S. M. l'empereur d'Autriche nous a donné un asile. Oserai-je vous prier, ma chère sœur, si vous en trouvez l'occasion, de vouloir bien lui en témoigner toute notre reconnaissance? Il est impossible d'avoir mis plus de grâce et plus de délicatesse dans son procédé; aussi, si le Roi n'avait craint de l'importuner, il lui aurait écrit lui-même pour l'en remercier.

Vous aurez su dans le temps, ma chère sœur, le vol affreux commis envers ma personne de tous mes diamants et de ceux du Roi mon époux. Jusqu'à présent, malgré les bons offices de leurs majestés les empereurs d'Autriche et de Russie, nous n'avons encore pu rien recouvrer; cependant une perte de trois millions est d'une grande conséquence dans la position où nous nous trouvons, mais l'on nous fait espérer que peut-être nous ne les perdrons pas tous.

Vous voyez, ma chère sœur, combien je compte encore sur votre amitié pour entrer dans de tels détails; on perd difficilement l'habitude de s'épancher dans le sein de ceux qui vous sont chers.

Parlez-moi de votre santé, ma chère sœur, et de tout ce qui peut vous intéresser; embrassez pour moi votre charmant petit prince, dont sur toute la route j'ai entendu faire des éloges, qui m'ont fait grand plaisir, car je lui porte, ainsi qu'à son aimable mère, un sentiment bien tendre et bien réel.

C'est depuis hier que nous sommes arrivés ici. On nous a loué, pour six mois, le château de Ekensberg, situé à une demi-lieue de Gratz. Il est bien beau, mais si vaste que nous nous y perdons avec notre très petite suite. Aussi le Roi va-t-il s'occuper de chercher une habitation plus commode et surtout moins grande.

Je craindrais d'abuser plus longtemps, ma chère sœur, des moments précieux que vous devez consacrer à votre illustre famille, qui doit être bien heureuse de vous posséder et de vous alléger, dans ces moments affreux, le poids de vos maux. Agréez donc, ma chère sœur, l'assurance de mes sentiments affectueux.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Schönbrunn, le 27 juin 1814.

Ma chère sœur,

J'ai reçu presque en même temps vos deux lettres, l'une par M. de Pölting et l'autre par l'aide de camp du Roi, et j'ai appris avec bien du plaisir que vous étiez arrivée à Gratz. J'espère que vous y serez au moins tranquille après toutes les secousses dont vous me parlez. Croyez, ma chère sœur, qu'il n'y a personne au monde qui vous ait plainte et admiré votre conduite comme moi, mais ce qui doit vous consoler, c'est l'idée d'avoir rempli aussi bien vos devoirs, car tout le monde (je vous dis là la vérité) vous plaint et blâme ouvertement votre famille dont on trouve la conduite indigne. Que n'aurais-je pas donné dans ces moments de crise pour être auprès de vous et pour vous consoler! Il est vrai que je ne vous aurais pas servi de modèle de courage, car le mien a son terme depuis longtemps, mais je vous aurais offert les consolations d'une amitié aussi tendre que vraie et à laquelle nulle circonstance ne pourra apporter du changement.

Je pars après-demain pour les eaux d'Aix en Savoie où j'espère trouver, si ce n'est pas ma santé, au moins la tranquillité que j'ai perdue depuis si longtemps, car pour heureuse, comment puis-je l'être loin de l'Empereur? Il est vrai que mon père est parfait pour moi, mais, malgré cela, il n'y a pas de jour où je ne trouve moyen de me fâcher contre quelques personnes ici. On en trouve de si peu délicates! Je vous dis cela sous le secret, ma chère sœur, car je serais fâchée que cela vienne aux oreilles de mon père.

Mes dernières nouvelles de l'Empereur sont du 27 mai. Il ne reçoit pas mes lettres et je ne reçois pas les siennes. On met toutes les entraves possibles à notre correspondance. Cela me désole, mais si on croit que le temps et les moyens me feront changer de sentiment pour lui, on se trompe bien ; je lui serai toujours bien tendrement attachée. Je vous envoie, ma chère sœur, des lettres que je vous prierai de faire parvenir à main sûre. Si vous écrivez à Madame, je vous prierai de me rappeler à son souvenir et de lui donner de nos nouvelles. Je n'ai pas de moyen pour lui faire passer des lettres.

Mon fils vous embrasse; il se porte à merveille et devient vraiment tous les jours plus intelligent.

Après sa saison d'Aix, où elle mena une existence nullement troublée par le chagrin, Marie-Louise, qui aurait voulu aller à Parme et qui conservait peut-être encore quelques vagues velléités de rejoindre, au moins momentanément, l'Empereur à l'île d'Elbe, reçut de sa famille l'ordre de revenir en Autriche. Pour le retour, elle prit le chemin des écoliers, toujours escortée de Neipperg, aimable, empressé, resserrant ses travaux d'approche et qui ne la quittera plus. Après quelques excursions en Suisse, elle rentra à Vienne.

Jérôme et Catherine auraient voulu s'établir à Bologne ou à Rome. Le gouvernement autrichien leur refusa les passeports nécessaires et les autorisa seulement à s'installer à Trieste. Malgré l'état avancé de sa grossesse, la reine Catherine accomplit le voyage de Gratz à Trieste, du 18 au 20 août. Il était temps d'arriver : le 24 août, après des couches pénibles, elle mit au monde son premier fils, Jérôme-Napoléon, qui devait mourir à l'âge de 33 ans, le 12 mai 1847.

La situation du Roi et de la Reine restait fort précaire. Les promesses de l'empereur Alexandre à la Reine, lors du passage de celle-ci à Paris, n'avaient pas encore reçu leur exécution. Malgré le traité de Fontainebleau, du 11 avril, qui garantissait la propriété par ticulière des souverains déchus, on ne leur avait rendu ni leur argenterie, ni leurs biens mis sous séquestre, ni surtout les bijoux et l'argent volés par Maubreuil. Pas plus que le présent, l'avenir n'était assuré. On parlait de leur accorder une indemnité, pour compenser la perte de leur royaume, mais le congrès de Vienne durait toujours et rien ne serait décidé avant plusieurs mois.

Vainement la Reine s'adressait de nouveau à l'empereur Alexandre. Elle écrivait aussi à son père, le roi de Wurtemberg, qui, une fois de plus, insistait pour qu'elle abandonnât son mari. C'était bien mal connaître cette princesse au cœur si haut placé. Elle repoussa ces insinuations avec toute l'énergie que lui inspiraient son amour pour le Roi et la juste compréhension de ses devoirs. La mort seule devait la séparer de cet époux adoré.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise.

Trieste, le 4 octobre 1814.

Ma chère sœur,

Un silence de quelques mois de votre part nous fait craindre au Roi et à moi, ma chère sœur, que nous ne soyons effacés de votre mémoire, et cette idée trop pénible pour nous

me fait hasarder de prendre la plume et de vous prier de nous donner de vos nouvelles. Vous ne pouvez pas douter, ma chère sœur, de notre attachement pour vous : il est inviolable et ni les circonstances ni l'éloignement ne peuvent affaiblir les sentiments que nous vous portons. Veuillez donc nous rassurer promptement en nous écrivant un petit mot et en nous disant que vous avez toujours pour nous le même attachement. Le Roi s'est empressé de vous informer de mes couches. Il espère que sa lettre vous sera parvenue; il vous l'avait adressée à Aix où vous étiez encore. J'espère, ma chère sœur, que vous avez bien voulu prendre quelque part à un événement si heureux pour nous et qui adoucit un peu l'amertume de notre triste et malheureuse position. Je réclame pour notre fils, ma chère sœur, vos bontés, dont j'espère qu'il se rendra digne un jour; du moins nous lui apprendrons de bonne heure à chérir une tante que nous estimons et respectons également.

Nous avons appris par les gazettes votre retour à Vienne; elles disent aussi que les bains d'Aix paraissent vous avoir fait quelque bien; je désire vivement en recevoir la confirmation de vous-même et rien ne pourra nous faire plus de plaisir que de savoir que vous jouissez enfin de quelque tranquillité à laquelle l'amélioration de votre santé doit contribuer.

Le Roi avait aussi écrit à Mme de Montesquiou pour lui faire part de mon accouchement et pour lui demander des nouvelles de notre cher neveu, mais n'ayant reçu aucune réponse (quoiqu'il ait envoyé sa lettre sous le couvert du prince de Metternich) il suppose qu'elle ne lui est pas parvenue.

C'est ce qui me fait désirer, ma chère sœur, que vous vouliez bien vous servir de la même voie pour me répondre.

Je suis si accoutumée, ma chère sœur, à vous faire part de tout ce qui me concerne, que je ne puis pas vous laisser ignorer que j'ai fait une dernière tentative en m'adressant, dans le moment où le Congrès est commencé, à mon père et à l'empereur de Russie pour les intéresser tous deux à notre sort, en leur demandant une indemnité quelconque, mais j'ai lieu de craindre que cette démarche ne soit aussi infructueuse que les premières. Mon père paraît ne plus vouloir se souvenir qu'il a une fille, car il ne répond plus à aucune de mes lettres et même à celle que le Roi lui a écrite à l'occasion de mes couches. Vous sentez, ma chère sœur, tout ce que ces procédés

doivent avoir d'affligeant pour nous, surtout le Roi ni moi n'ayant aucun reproche à nous faire. J'ai cependant lieu d'espérer que l'empereur de Russie voudra bien se souvenir de ce qu'il m'a formellement promis à plusieurs reprises, lors de mon voyage à Paris. Voici ses propres expressions : « Déléguez-moi vos pleins pouvoirs, ma chère cousine, et je soignerai vos intérêts comme les miens propres, et si quelqu'un a une indemnité, vous y avez sans contredit les premiers droits et je saurai les faire valoir. » J'ignore, ma chère sœur, si vous le verrez, car depuis six mois nous sommes étrangers à tout ce qui se passe dans ce monde, mais dans le cas où vous le verriez, vous nous rendriez un grand service en lui rappelant sa promesse et peut-être par là contribuerez-vous à assurer notre existence politique. Vous êtes mère, ma chère sœur, et vous sentez comme moi les devoirs que ce titre impose. Mais il est possible, ma chère sœur, que mon père, au lieu d'employer ses bons offices, ne mette quelques entraves. Il est malheureux pour une fille comme moi de s'avouer de pareilles choses!

Si d'ici à la fin du mois notre sort n'est pas décidé, nous irons nous établir à Bologne ou à Rome, mais il paraît que, vu l'exaspération des esprits dans cette dernière ville, il est plus prudent de choisir la première, où d'ailleurs la princesse Élisa se trouve déjà, de manière que nos deux maisons réunies nous feront une société agréable, car Trieste, étant une ville de commerce, n'est pas supportable. Lorsque le Roi fera demander des passeports à Vienne, vous seriez bien aimable, ma chère sœur, de contribuer à nous les faire obtenir le plus promptement possible, en assurant que le Roi mon époux ne s'occupe que de ses affaires et ne se mêle en rien de nos affaires politiques.

Il faut, ma chère sœur, compter autant que nous le faisons sur votre amitié pour vous entretenir ainsi de nos propres intérêts; malheureusement, ceux qui devraient les prendre le plus à cœur paraissent y être le plus contraires...

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Ce 4 novembre 1814.

Ma chère sœur,

J'ai tardé jusqu'à ce moment à répondre à votre aimable lettre du 4 octobre, que j'ai reçue il y a quinze jours, parce que

je n'avais pas d'occasions sûres et que je craignais que ma lettre n'eût le sort de toutes les précédentes, qu'il me paraît que vous n'avez pas reçues. Avouez, ma chère sœur, qu'il est triste à penser, pour une personne qui a tant d'amitié pour vous, que nous ne pouvons presque pas avoir de nouvelles l'une de l'autre, et cependant j'ai la conviction que nous nous intéressons également l'une au sort de l'autre. Croyez, ma chère sœur, qu'il n'y a pas de cœur qui partage aussi sincèrement les peines que vous éprouvez que le mien ; je voudrais pouvoir être auprès de vous, pour vous offrir mes consolations qui, je crois, consisteraient à pleurer avec vous, car je suis aussi triste et aussi affligée que vous. Au moins avez-vous un mari qui vous aime tendrement et qui cherche à vous faire oublier toutes les peines que vous éprouvez, au moins avez-vous de la tranquillité, mais Dieu sait quand et où j'en aurai ! Je crains que le Roi n'ait pas reçu la lettre que je lui ai écrite pour lui répondre à celle dans laquelle il m'annonçait vos couches; j'avais cependant remis la lettre au roi Joseph. Je vous prie de lui faire mes compliments et d'être mon interprète pour lui renouveler l'assurance d'une amitié qu'aucune circonstance ne pourra altérer.

On m'a dit que le roi de Wurtemberg paraissait beaucoup mieux disposé en votre faveur depuis quelques jours, qu'il avait promis de faire des réclamations en votre faveur et qu'il tâcherait de vous faire ravoir votre argenterie et vos diamants. Je vous avoue que ce trait du gouvernement français m'a indignée. Comment ne pas vous rendre votre propriété que personne ne peut vous disputer? C'est vraiment affreux. Le prince royal, votre frère, pense comme moi ; il me l'a dit le jour où je l'ai vu, il m'a parlé avec beaucoup d'intérêt de vous. Je suis bien malheureuse de ne pas pouvoir vous être utile auprès de l'empereur de Russie, je ne l'ai vu qu'une seule fois, et cela avant la réception de votre lettre. Depuis ce temps, il n'est pas venu me voir, mais comme je me fais une idée de son caractère, je suis sûre qu'il ferait quelque chose pour vos intérêts. Mon père, à qui j'ai dit que j'avais de vos nouvelles, m'a dit qu'il n'y avait aucune difficulté pour les passeports, que vous pourriez demander pour aller vous établir à Bologne. Il a paru même étonné que vous ayez quitté Gratz, disant qu'il avait désiré que vous y ayez pu vous trouver sinon bien, au moins tranquillement. Je sens plus que jamais à présent ce que c'est que d'avoir

un père. Le mien est vraiment excellent, il me comble d'amitiés et de prévenances, il tâche de me consoler de me trouver pour le moment dans une position si précaire et si incertaine. Du reste, je vis comme une solitaire à Schönbrunn, je n'assiste à aucune fête et je n'en entends pas même les descriptions. Mes anciennes connaissances ne viennent pas me voir. Il n'y a que deux de mes anciens amis qui ont le courage de venir presque journellement, et la société de Vienne leur en fait des reproches. Je vous assure que c'est là l'occasion où l'on apprend à connaître ses véritables ennemis.

Mon fils vous embrasse. Je m'en occupe toute la journée; je lui apprends à lire, il se promène avec nous, enfin il forme ma société; il m'est une grande consolation, d'autant plus qu'il est extrêmement développé et intelligent pour son âge. Le climat de Vienne n'a heureusement pas influé sur sa santé, je croirais presque que le changement d'air l'a fortifié. Ma santé a beaucoup gagné par les eaux et surtout par la tranquillité d'esprit dont j'y jouissais. La politique et mes goûts ne m'y avaient fait voir personne que la bonne Mme Brignole, qui m'est restée attachée, la duchesse de Montebello et un général autrichien (1) que j'ai constamment vu pour ainsi dire depuis le moment où je suis née; on évitait de me parler de tout ce qui pouvait m'affliger; on tâchait de me distraire par la lecture, la promenade, la musique, par des excursions en Suisse aussi longues que ma faible santé pouvait me le permettre alors, et on avait réussi à me donner sinon de la gaieté, au moins à me donner cette espèce de tranquillité qui fait regarder le passé comme un songe douloureux. A présent que je suis destinée à nouveau à entendre des choses tourmentantes, je maigris et la fièvre me reprend. Je vous demande pardon, ma chère sœur, de vous entretenir de tous ces détails, mais j'avais besoin de vous ouvrir mon cœur. Donnez-moi une voie par laquelle je puisse vous donner de mes nouvelles et donnez-moi en détail les vôtres; la moindre petite chose qui vous intéresse m'est chère. Embrassez mon petit neveu en mon nom, il doit vous donner bien de la consolation. Je vous embrasse et vous aime tendrement.

(1) Neipperg.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Trieste, le 18 novembre 1814.

Ma chère sœur,

Le comte de Malsbourg m'a remis votre charmante lettre du 4 de ce mois. Vous ne sauriez croire la joie que le Roi et moi avons éprouvée en revoyant enfin ces caractères chéris. L'expression simple et touchante de vos sentiments pour nous, que des événements cruels n'ont pu affaiblir, nous rend heureux Je puis vous assurer, ma chère sœur, que nous en sommes dignes par ceux que nous vous portons.

Qu'il me serait doux, ma chère sœur, de vous donner quelque consolation et d'apporter quelque adoucissement aux peines cuisantes que vous éprouvez dans votre position! Je la comprends, je la sens et je m'en afflige avec vous; mais, ma chère sœur, ne vous abandonnez pas à la douleur, conservez cette énergie, cette force d'âme que vous avez montrée jusqu'ici et qui a excité l'admiration du monde honnête et bien pensant; ne vous laissez point abattre; que de fausses insinuations ne trouvent aucun accès près de vous; une saine politique ne peut vouloir des sacrifices qui sont en opposition avec des devoirs sacrés. Ce moment d'effervescence, qui bouleverse toute l'Europe, aura un terme, et tôt ou tard on reviendra à des idées plus justes, plus modérées. Ce n'est donc qu'un temps d'épreuves qu'il faut savoir supporter et dont il faut se tirer victorieusement, en opposant une fermeté, un calme, une résignation qui est le partage des grandes âmes. Pardonnez, ma chère sœur, ces réflexions; j'espère qu'elles ne vous déplairont pas, car elles partent d'un cœur qui vous est tendrement attaché et qui n'envisage que votre gloire.

Il est vrai, ma chère sœur, que, depuis quelque temps, mon père paraît avoir des intentions plus conciliantes à mon égard, mais point encore à l'égard du Roi. Il s'obstine toujours à vouloir séparer ses intérêts des miens et à ne vouloir point répondre à ses lettres. Cette conduite m'afflige singulièrement. Je l'attribue aux opinions du jour, ce qui fait que je laisse au temps, ce grand moteur de toute chose, apporter plus de justesse dans ses idées. L'empereur de Russie n'a pas jugé à propos de répondre à mes différentes lettres. Je sais cependant qu'il les

a reçues. Ainsi, de ce côté-là, toutes nos espérances sont déçues, malgré toutes ses promesses... Il est cruel de voir que l'on ne peut compter sur personne. Le prince Metternich nous a positivement refusé des passeports pour Bologne ou Rome jusqu'à l'issue du Congrès. Nous attendons cette époque avec impatience. Je ne vous dissimulerai pas, ma chère sœur, que notre situation ici n'est pas des plus agréables. Mille contrariétés se réunissent pour nous rendre ce séjour très pénible, mais l'inconvénient le plus grave pour nous est de ne pouvoir faire d'établissement stable, qui cependant est une chose urgente dans toute espèce de situation et plus encore dans la nôtre. Vous voyez, ma chère sœur, que j'use de la permission que vous m'avez donnée de vous parler en détail de tous nos intérêts.

J'ai reçu une lettre de Madame mère, datée de l'île d'Elbe, du 24. L'Empereur se portait bien et l'on y attendait la princesse Pauline qui compte s'y établir, ainsi que Madame mère. Nous avons rarement de leurs nouvelles, vu qu'on ne laisse passer aucune lettre. Vous sentez, ma chère sœur, combien tout ceci doit nous être douloureux. Enfin, l'on nous fait un crime des choses les plus justes, les plus naturelles : jugez du reste !

Dites-nous, ma chère sœur, si vous espérez que le Congrès se termine bientôt. Croyez-vous alors pouvoir vous rendre auprès de l'Empereur, ou au moins dans votre duché? Et dans ce dernier cas, verriez-vous, ainsi que l'Autriche, avec plaisir que nous nous établissions dans votre capitale ? Nous espérons de votre amitié, ma chère sœur, de nous dire franchement ce que vous en pensez, certains de vous assurer d'avance que si l'on nous refuse, vous n'en serez pas cause. J'ose vous prier, ma chère sœur, de vouloir bien faire remettre vos lettres au comte de Fürstenstein ; vous savez qu'elles sont pour nous une grande consolation. La personne qui porte celle-ci est sûre et attendra votre réponse. Le Roi me charge de le rappeler à votre souvenir ; il a reçu votre lettre par l'entremise du roi Joseph ; il se propose de vous écrire dans quelques jours, et vous prie d'embrasser notre charmant neveu, que nous aimons tous deux bien tendrement. Notre fils se porte bien, nous l'avons fait vacciner il y a quinze jours. Espérons que nos deux petits trésors seront un jour plus heureux que leurs parents dont le sort est véritablement affreux.

L'impératrice Marie-Louise à la reine Catherine

Ce 27 novembre 1814.

Dans ce moment où je voulais vous écrire une bien longue lettre, l'impératrice de Russie se fait annoncer. Jamais visite ne m'aura tant contrariée, puisqu'elle me prive du plaisir de vous écrire bien au long, ma bonne sœur, mais procurez encore une occasion et vous pouvez être sûre que je vous ennuierai bien par mon écriture. J'ai fait bien des vœux pour vous, il y a deux jours, à l'occasion de votre fête. J'espère que l'année prochaine vous en passerez une beaucoup plus heureuse. Au moins, si cela dépendait de moi, vous seriez aussi heureuse que vous méritez de l'être, car le monde pense comme moi sur la conduite que vous avez tenue; il n'y a que quelques âmes de boue qui trouvent à y redire, mais c'est parce qu'elles ne se sentent pas capables d'un dévouement pareil au vôtre.

Je ne sais encore rien sur mon sort futur, pas même si je garderai Parme, de sorte que je ne puis pas, à mon grand regret, vous répondre à la demande que vous me faites de venir vous y établir. Dès que cela sera décidé, j'en demanderai la permission à mon père (car je dépends entièrement de lui). J'espère que sa réponse sera affirmative, mais ne m'en veuillez pas, car je suis dans une crise où je ne puis faire ma volonté. J'ai été bien fâchée de ne pas pouvoir voir M. de Fürstenstein. Comme il m'aurait été doux de parler avec lui de vous ! Mais on pourrait m'en vouloir même pour une démarche aussi innocente que celle-là. Quel triste siècle que celui où nous vivons, ma chère sœur ! Ma santé est un peu moins bonne depuis quelques jours. Je crois que le climat de Vienne ne me réussit pas bien, j'attends avec impatience le moment où je pourrai aller en Italie. Je vous prie d'embrasser votre enfant en mon nom. Le mien se porte à ravir et vous embrasse. Mille choses au Roi. Je vous prierai de m'écrire bien souvent. J'ai si besoin de savoir de vos nouvelles en détail ! Indiquez-moi aussi le moyen de faire passer une autre lettre. Croyez à tout mon tendre attachement, ma chère sœur.

Ce 7 décembre 1814.

Ma chère sœur,

Une migraine affreuse m'empêche de vous écrire plus que deux lignes pour vous remercier des nouvelles que vous m'avez envoyées de l'Empereur.

C'étaient les premières que j'avais reçues depuis longtemps; aussi m'ont-elles fait bien du plaisir. Mon fils se porte aussi très bien. Il a eu la fièvre, mais il est tout à fait rétabli à présent. Pardon si je vous écris aussi maussadement, mais le mal de tête l'emporte sur la bonne volonté que j'aurais de vous écrire des volumes. Mille choses au Roi. Donnez-moi bientôt de vos nouvelles et croyez à toute la tendre et inviolable amitié de votre très affectionnée sœur

LOUISE.

La reine Catherine à l'impératrice Marie-Louise

Trieste, le 21 décembre 1814.

Ma chère sœur,

Agréez, je vous prie, mes tendres félicitations à l'occasion de la nouvelle année. Vous connaissez les sentiments que je vous ai voués, ma chère sœur, vous ne pouvez donc douter de leur sincérité, et quoique cette époque ne saurait en rien ajouter aux vœux que je forme constamment pour votre bonheur et votre félicité, ils formeront toujours l'occupation chérie et constante de ma vie; ils m'accompagneront au tombeau, ainsi que le vœu pour moi-même que la prière de n'être jamais privée du bonheur de vous intéresser.

Recevez l'assurance de mon bien respectueux attachement.

CATHERINE.

La correspondance que nous possédons des deux belles-sœurs s'arrête à cette date.

E. D'H.

UNIVERSITÉS ET MUSÉES D'AMÉRIQUE

TENDANCES NOUVELLES

Les Américains se moquent volontiers des étrangers qui, après avoir passé trois semaines à New-York, se croient obligés d'écrire un livre sur les États-Unis. Je viens de passer en Amérique beaucoup plus de trois semaines, et j'ai été ailleurs qu'à New-York, ayant traversé le continent de l'Atlantique au Pacifique : pourtant je craindrais, en parlant de beaucoup de choses que je n'ai fait qu'entrevoir, de faire sourire un peu mes amis américains.

On ne trouvera donc ici nulle information sur la question des dettes, sujet délicat et qu'on évite plutôt d'aborder avec des Français, malgré les manifestations sympathiques qui nous sont venues des Universités de Columbia et de Princeton, malgré des sentiments qui, dans l'Est tout au moins des États-Unis, semblent en général nous être plutôt favorables, malgré la haute admiration qu'on témoigne pour l'œuvre accomplie par notre président du Conseil. On ne trouvera rien ici sur l'effet prodigieux, — et si singulièrement heureux pour les relations franco-américaines, — que produisit le vol héroïque de Lindbergh et l'accueil qu'il trouva chez nous : effet si prestigieux que, pendant quinze jours au moins, les journaux oublièrent les événements les plus graves, la catastrophe qui désolait la vallée du Mississipi, l'inquiétude que donnait l'occupation de Shanghaï et de Nankin par les nationalistes, pour

remplir leurs colonnes des moindres faits et gestes de l'audacieux et charmant aviateur. Je ne parlerai point, si émouvant que cela soit pour nous, — car cela est bien connu, — de tant de glorieux souvenirs de la France d'autrefois qu'évoquent, aux États-Unis comme au Canada, les noms géographiques, Detroit ou Des Moines, Joliet ou Marquette, Saint-Louis ou la Nouvelle-Orléans, et tant d'autres, comme, entre Ottawa et Montréal, ces villages qui s'appellent Saint-Eugène, Rigaud, Choisy, Vaudreuil, baie d'Urfé, Beaurepaire, Pointe-Claire ou Valois. Et je ne parlerai pas davantage de cette ligne de chemin de fer qui, entre Albany et Chicago, vous promène, par une géographie fantaisiste et déconcertante, par Troie, Amsterdam, Utique, Rome, Syracuse, Palmyre, Corfou, Lyon et Batavia. Je me garderai de pronostics sur la prochaine élection présidentielle; je ne parlerai ni du président Coolidge ni du sénateur Borah, ni de la prohibition, ni de la politique navale des États-Unis, ni de la conférence de Genève. Je ne parlerai pas même de la figure extérieure des villes américaines, encore qu'elle se soit fort transformée depuis quelques années et que des formes d'architecture nouvelles, à New-York, à Chicago, à Cleveland, ailleurs encore, aient donné aux *sky-scrapers* formidables une élégance inattendue.

Mais j'ai, pendant six mois de séjour en Amérique, vu beaucoup d'universités, visité beaucoup de musées. C'est de ces choses que je voudrais parler ici, parce que j'espère le faire sans trop d'incompétence, et aussi parce qu'on y peut observer des tendances ou des faits assez nouveaux, qui ne sembleront pas peut-être dépourvus de tout intérêt pour la vie intellectuelle et artistique de l'Amérique d'aujourd'hui.

L'ILLUSTRE DOYENNE

Harvard, — *fair Harvard, old Harvard*, comme l'appellent affectueusement ses étudiants dans leurs chants, — est la plus ancienne des universités d'Amérique et en demeure sans doute la plus illustre. Par le prestige que lui donne l'ancienneté de sa fondation aussi bien que la valeur de son enseignement, par le nombre de ses étudiants, qui y viennent de toutes les parties des États-Unis, par le choix de ses professeurs, qui se recrutent eux aussi dans les régions diverses de l'immense

république, elle fait un peu figure d'Université nationale; et par là elle est plus que toute autre représentative de l'esprit et des tendances intellectuelles qui se manifestent dans l'Amérique d'aujourd'hui. Ce qui s'y fait offre à l'observateur un intérêt particulier, et tout de suite il faut dire qu'il s'y fait des choses assez nouvelles. J'ai, il y a quinze ans, été pendant plusieurs mois, l'hôte de Harvard; je viens, au cours de l'année 1927, d'y passer un semestre. En tout pays, quinze années écoulées produisent des transformations profondes; cela est vrai en Amérique plus qu'ailleurs, et surtout lorsque, durant ces années, il y a eu la crise formidable de la guerre.

Par son site, par sa figure extérieure, Harvard n'a point sans doute la grâce élégante et le charme de telles autres universités d'Amérique. Princeton, avec ses édifices et ses cloîtres gothiques, rappelle les beaux collèges de Cambridge et d'Oxford, et la campagne verdoyante, aux grandes allées de parc, qui l'environne, a une splendeur incomparable. Cornell assis sur sa montagne, entre deux ravins profonds où de claires cascades mettent un bruit incessant d'eaux jaillissantes, Madison tout entouré de grands lacs limpides et bleus, Stanford avec son église romane et ses cloîtres florentins, offrent des paysages pittoresques et charmants; mais Madison, Cornell, Princeton, Stanford, installés dans des villes d'importance secondaire, sont presque, si, j'ose dire, des universités de campagne. Harvard est dans une ville, — Cambridge, — qui a plus de cent mille habitants, il est à quelques minutes de la très grande cité qu'est Boston : et ceci déjà lui donne une physionomie assez différente. Les bâtiments d'autre part qui forment le noyau ancien de l'Université et dont beaucoup datent de la fin du XVIII[e] ou de la première moitié du XIX[e] siècle, sont en général d'architecture assez médiocre, un peu écrasés aussi par la masse pompeuse et magnifique de la nouvelle bibliothèque, avec son grand escalier et son portique monumental aux hautes colonnes trop imposantes. Assurément il y a de la grâce dans les cours verdoyantes qu'encadrent des édifices de briques rouges, dans ces cours plantées de grands arbres, où parfois des écureuils gambadent, et sous lesquels, devant University Hall, la statue de bronze de John Harvard semble rêver. Pareillement, toute la partie de la ville qui s'étend à l'ouest de l'Université, et où beaucoup de professeurs habitent, n'est point sans élégance. Le long des rues

ombreuses, de jolies maisons, d'une diversité d'aspect pittoresque, s'élèvent parmi les arbres, entre des parterres de verdure et de fleurs ; beaucoup d'entre elles sont construites dans ce style de la fin du XVIII[e] siècle qu'on appelle le style colonial ; plusieurs, celle du poète Longfellow, celle du poète J. Russell Lowell, sont authentiquement de ce temps, et leur grâce ancienne de maisons historiques met dans ce paysage comme une note de passé. Par ailleurs, tout un quartier nouveau est né le long de la rivière qui avoisine Harvard vers le sud. Jadis le Charles river coulait entre des terrains vagues, et l'attention ne se portait guère vers les jolis horizons clairs qu'il offre aux yeux. Depuis 1914, l'Université a bâti sur la rive gauche du fleuve de grands *dormitories* pour ses étudiants ; et cette année même a vu s'achever, sur la rive droite, la construction des vastes bâtiments de la *School of Business administration*. Un joli pont, récemment inauguré, unit les deux rives. Et lorsque un soir, en longeant la rivière, on voit les fenêtres innombrables de la *Business School* tout étincelantes de lumières, on sent qu'une nouvelle cité universitaire vient de naître ici, qui accroît encore l'influence et le prestige d'Harvard. Et tout cela au total n'est point sans beauté : il y a de l'air, de l'espace, de la verdure, de la lumière, tout ce qui manque un peu trop parfois dans les universités de chez nous. Il fait bon vivre dans cette grande cité studieuse qui offre tout ensemble la tranquillité et les larges ressources nécessaires au travail scientifique ; mais ce qui fait surtout l'intérêt de Harvard, c'est qu'il est un des principaux centres intellectuels des États-Unis.

Quiconque visite une Université américaine est frappé de l'activité incessante qui se dépense en constructions nouvelles A Chicago, cette année, on bâtissait une École de médecine, un vaste édifice pour le département des langues romanes, sans compter une grande église gothique aux proportions monumentales. A Princeton, on doublait l'étendue de la *Graduate School*, on édifiait une vaste chapelle. Et partout il en va de même. Harvard pareillement s'est prodigieusement agrandi en ces dernières années. La nouvelle bibliothèque de l'Université, achevée en 1915, est, par la richesse de ses collections et la commodité de ses aménagements, une des plus belles que je connaisse. Elle ne le cède actuellement par le nombre de ses livres qu'à deux autres bibliothèques au monde, et je crois

bien qu'elle a l'ambition de les dépasser prochainement. En tout cas, elle offre des instruments de travail incomparables, des facilités de travail admirables. Chaque professeur y a son cabinet, simple et confortable, généralement placé à portée des livres qu'il a davantage besoin de consulter; certains étudiants, qui poursuivent des recherches spéciales, sont autorisés à travailler dans l'intérieur de la bibliothèque, et 300 tables sont disposées pour eux à côté des rayons contenant les ouvrages qui leur sont le plus nécessaires. Le catalogue librement accessible, le prêt largement consenti, la simplicité des services, l'absence de complication et de formalisme, tout atteste un sens pratique qui serait utilement imité ailleurs.

Les deux dernières années ont vu s'élever d'autres constructions. En juin 1927 ont été solennellement inaugurés les vastes bâtiments nouveaux de la *Graduate School of Business administration*. Depuis 1908 existait à Harvard cette sorte d'École des hautes études commerciales; elle avait pour objet d'apprendre aux étudiants qui, après leurs quatre ans d'Université, se destinent aux affaires, non point la technique spéciale et pratique de telle ou telle industrie, mais les grands faits économiques, les principes généraux, les problèmes essentiels qui se posent en matière de finance, de commerce ou d'industrie, bref de leur donner la culture générale nécessaire à un bon homme d'affaires. C'était là évidemment une grande nouveauté dans le vieil édifice universitaire. Mais la *Business School* semble avoir trouvé bon accueil. Elle est aujourd'hui magnifiquement installée pour recevoir un millier d'étudiants.

En ce même mois de juin on a inauguré le nouveau musée Fogg, destiné à remplacer le vieux bâtiment devenu trop étroit, aussi bien pour ses collections que pour l'École des beaux-arts qui y est jointe. Dans quelques semaines commencera la construction des vastes laboratoires de chimie que réclame la Faculté des sciences. Et bien d'autres projets sont à l'étude.

REVENUS ET LIBÉRALITÉS

Assurément tout cela coûte cher. Il n'est donc point sans intérêt de feuilleter le plus récent budget de l'Université, pour se rendre compte de ses dépenses et de la façon dont elle y peut suffire. Harvard, on le sait, n'est point une université

d'État, et comme Princeton, comme Yale, comme Columbia, il est assez jaloux de son indépendance. Sa fortune lui assure cette liberté. Compte non tenu du terrain et des bâtiments qui constituent l'Université, Harvard en 1926 possédait 86 540 356 dollars. Ses dépenses annuelles s'élevaient à un peu plus de huit millions de dollars; et il n'est point sans intérêt de noter que, dans ce chiffre, les traitements des professeurs, pour le *Collège* et la *Graduate School,* c'est-à-dire pour ce qui correspond aux deux Facultés des lettres et des sciences, se montaient au total assez impressionnant de 1 146 627 dollars, et je ne compte ni la Faculté de droit, ni celle de médecine, ni celle de théologie, ni l'école d'architecture, ni l'école dentaire, ni l'école d'ingénieurs, ni l'école de commerce, d'autres encore qui composent le corps énorme de l'Université et dont les traitements représentent une somme à peu près égale.

Mais un fait peut-être est plus remarquable encore : c'est la magnifique libéralité qui chaque année apporte à l'Université des donations et des legs nouveaux. Pour l'année 1925-1926, ce chapitre du budget enregistre tout près de 7 millions de dollars : et ce chiffre ne comprend point les sommes recueillies à la suite de l'appel spécial adressé « pour développer les services nationaux de l'Université ». Il s'agissait des trois constructions dont je parlais tout à l'heure, *Business School,* Musée Fogg, laboratoires de chimie, et la somme demandée s'élevait au chiffre respectable de 10 millions de dollars. On les a trouvés sans peine. Pour la construction de la *Business School,* un banquier de New-York, George F. Baker, a donné à lui seul cinq millions de dollars, de quoi suffire à toute la dépense. Et l'on conte sur la façon dont il fit cette donation magnifique une anecdote assez plaisante, d'un humour très américain. On demandait à M. Baker de s'intéresser à la *ten-million-dollar campaign* et on lui suggérait qu'on serait heureux de recevoir de lui 500 000 dollars... « Je regrette, répondit-il, je ne veux pas vous donner 500 000 dollars... Mais, ajoutait-il avec un sourire, si vous étiez disposés à accepter cinq millions, je vous les offrirais volontiers. » Et au jour solennel de l'inauguration, après avoir remis au président de l'Université la clé d'or de l'édifice nouveau, M. Baker ajoutait un million de dollars à sa libéralité antérieure, cependant qu'un autre donateur gratifiait d'une somme égale la nouvelle institution.

Et ce ne sont point là choses exceptionnelles dans les Universités américaines. Sans doute ces générosités prennent parfois une forme un peu inattendue, — inattendue surtout de ceux qui en sont l'objet. On demandait un jour à Carnegie de s'intéresser au développement de Princeton. « Avec plaisir, fit-il. Mais voilà : vous n'avez point de lac. Je vais vous donner un lac. » Il lui en coûta 600 000 dollars, que l'Université eût préféré peut-être voir attribués à d'autres usages. Mais depuis lors Princeton a son lac, artificiel, mais long de plusieurs milles, et qui fait assez belle figure. Les donateurs pourtant n'ont point d'ordinaire des fantaisies aussi paradoxales. Et quand on parcourt ces longues listes de bienfaiteurs, parmi lesquelles les anciennes promotions de l'Université, les *classes* de telle ou telle année, tiennent une place souvent importante, on ne peut s'empêcher, en songeant à ce qui se fait, — ou plutôt ne se fait guère, — ailleurs, de mêler à une admiration sincère quelque chose qui ressemble au péché d'envie.

NOUVELLE ORIENTATION

Pour l'année 1926-1927, Harvard compte un chiffre total de près de 8000 étudiants ; et on constate, si on examine les statistiques des années précédentes, que leur nombre va croissant sans cesse. Beaucoup de bons esprits ne laissent pas d'être préoccupés de cet afflux excessif d'étudiants, que des raisons diverses, surtout depuis la guerre, attirent vers les Universités. Dans un remarquable rapport, présenté en décembre 1926, l'homme éminent qui dirige les destinées de Harvard, le président A.-L. Lowell, signalant ce rapide accroissement des candidats aux établissements d'enseignement supérieur, notait justement les inconvénients de cette confiance excessive que l'Américain met dans les vertus de l'éducation universitaire : « On semble oublier, écrivait-il, que l'université n'est pas le seul moyen d'éducation, qu'un jeune homme peut trouver plus de profit intellectuel et moral dans un travail pratique qu'il aime que dans des cours qui l'ennuient. On ne se rend pas assez compte que la vraie éducation, c'est la *self education* et que forcer un jeune homme, au delà d'un certain point, à rester à l'école attaché à des besognes auxquelles il ne prend nul intérêt, c'est risquer de lui abêtir l'esprit et de lui déformer le caractère. »

Aussi les plus grandes universités se préoccupent-elles de limiter le nombre des étudiants qu'elles reçoivent. Princeton, par exemple, n'en admet pas plus de 2 000, théoriquement tout au moins, car le chiffre est légèrement dépassé. Et l'Université y trouve ce double avantage, d'abord de n'être point encombrée de non-valeurs et d'autre part d'avoir ses étudiants mieux en main; car le nombre des demandes d'admission étant fort supérieur au chiffre des admis, il est toujours possible d'écarter ceux dont le travail est insuffisant. Harvard accueille un plus grand nombre de candidats : un millier d'étudiants au moins y sont admis chaque année. Mais un examen assez difficile, — en théorie du moins, — précède l'admission, et tous les candidats ne sont point nécessairement reçus. Et peut-être y a-t-il là une mesure qui ne serait point inutile dans nos Universités françaises, où les étudiants arrivent trop souvent si mal préparés à suivre utilement des cours d'enseignement supérieur. Je n'ignore pas, ai-je besoin de le dire, par quoi une Université d'Amérique diffère de nos Universités et que, dans la plupart des Universités des États-Unis, les deux premières années ressemblent fort à notre enseignement secondaire. Mais le principe de la sélection appliqué aux candidats aux Universités n'en semble pas moins capable de donner de bons résultats.

Ceci crée évidemment à Harvard un régime assez différent de celui qui règne dans la plupart de ces Universités d'État, si nombreuses dans l'ouest, où le système de la *co-education* amène par milliers les étudiants, garçons et filles. Il n'en diffère pas moins en ce qui regarde l'enseignement. Ici aussi de grands changements se sont produits, et cette année même a vu se réaliser des réformes d'importance essentielle. Il n'y a pas bien longtemps, les étudiants d'Harvard, — et ce régime est encore celui de beaucoup d'Universités, — étaient accablés de cours, qui leur laissaient bien peu de temps pour la réflexion ou la recherche personnelle et limitaient leur effort à enregistrer et à répéter un peu mécaniquement ce qui leur était enseigné. Aujourd'hui des tendances nouvelles se manifestent.

Dans le rapport que j'ai cité déjà, le président Lowell écrivait : « La connaissance technique n'est en aucune manière l'unique chose, ni la plus essentielle pour la préparation à la vie, et même pour la préparation à une profession scientifique. Cultiver, libérer l'esprit est d'importance vitale pour la com-

munauté aussi bien que pour l'individu. » Et plus loin : « Apprendre à penser, et sur quels objets doit penser un homme cultivé et un citoyen, tel est l'objet d'une université qui n'est pas une école professionnelle. » On s'est, conformément à ces idées, appliqué à développer chez les étudiants le goût du travail personnel ; on les a encouragés à lire beaucoup, à poursuivre des recherches par eux-mêmes; on a cherché, dans les examens, à constater, non pas seulement les connaissances, mais surtout l'intelligence des choses, « l'aptitude critique et constructive à les manier ». Il faut, dit un rapport que j'ai sous les yeux, « donner à l'étudiant plus de liberté, un sentiment plus large de sa responsabilité individuelle ».

A cet effet, on a autorisé les étudiants à remplacer la présence à certains cours par la préparation d'un travail personnel, d'un mémoire présenté comme *thesis for distinction ;* pour aider ces recherches et les diriger, on a créé, à côté des professeurs, des sortes de répétiteurs, — ce sont les *tutors,* — en contact plus direct avec les étudiants, et dont le rôle est de les conseiller, de les guider, de leur apprendre à travailler. « En Amérique, écrit le président Lowell, nous avons trop longtemps enseigné au Collège (entendez les quatre années d'Université) ce qui aurait dû être enseigné à l'école secondaire, et par des méthodes qui auraient dû ne servir qu'à celle-ci ; et nous avons, dans la *Graduate School* (entendez nos Facultés) employé les méthodes qui ne devraient pas être appliquées au delà du collège. C'est en partie pour cette raison que la jeunesse des collèges américains, dans son ensemble, a des habitudes, des façons de penser peu mûries, une attitude en face des grands problèmes, une absence du sentiment de la responsabilité dans sa propre éducation, qui sont le fait de simples écoliers. »

En somme, transporter dans l'enseignement de l'Université les méthodes de l'enseignement supérieur, et par ailleurs, par un examen général complétant les examens portant sur des cours spéciaux, s'assurer que l'étudiant emporte de ses études une culture générale, telle est l'orientation nouvelle de Harvard. Et il faut reconnaître que, dès maintenant, elle a donné d'excellents résultats.

Une autre réforme non moins importante, et qui s'inspire du même esprit, a été votée cette année même par l'Université. Si les étudiants sont surchargés de cours, les professeurs ne

sont pas moins accablés. Il n'est pas rare qu'un même maître ait dix ou douze leçons à faire par semaine, et pour beaucoup le chiffre est plus considérable encore. Ajoutez le poids des examens : dans le seul département d'histoire par exemple, les professeurs ont eu l'an dernier soixante-quinze examens de doctorat à faire passer, dont chacun dure au moins deux heures et réclame un jury de quatre ou cinq personnes, vingt thèses de doctorat à lire, et plus de cent mémoires d'étudiants à examiner, sans compter les examens qui terminent chaque semestre. Dans de telles conditions, le travail personnel, les recherches scientifiques deviennent singulièrement difficiles, sinon impossibles. Et l'on était avec raison assez mal satisfait à Harvard d'un régime qui mettait l'Université, du point de vue scientifique, sensiblement au-dessous des universités d'Europe. On a décidé de réduire à six mois la période de l'enseignement proprement dit : à la fin de chaque semestre, avant les examens de février et de juin, les cours seront suspendus pendant deux semaines et demie et pendant trois semaines et demie, pour laisser aux étudiants le loisir de lectures personnelles, pour assurer aux professeurs des périodes assez longues, — près de deux mois, — qu'ils pourront consacrer à leurs propres travaux.

« Dans les établissements d'enseignement supérieur, dit le rapport présenté à ce sujet, une longue période d'enseignement continu diminue, pour les étudiants, les chances de tirer de leurs études le meilleur profit, pour les maîtres, le moyen d'écrire et de travailler scientifiquement. » La réforme a été en général bien accueillie. Elle est assurément un des changements les plus radicaux que Harvard ait introduits dans l'organisation de l'enseignement depuis le jour lointain de sa fondation, un changement presque sans précédent dans le régime actuel des universités américaines. On y sent l'évidente inspiration des universités d'Europe, Oxford et Cambridge, peut-être un peu aussi des universités françaises. En tout cas, il y a là une conception nouvelle de ce que doit être vraiment l'enseignement supérieur, et il est probable, — et souhaitable aussi, — que l'exemple donné par Harvard aura dans les universités d'Amérique un long retentissement.

LA QUESTION DES SPORTS

Tout le monde sait quelle place les sports et les exercices physiques tiennent dans la vie des universités américaines, et quel enthousiasme excite la partie fameuse de *football* qui, chaque année, dans le stade, met aux prises les équipes rivales de Harvard et de Yale. Sans méconnaître l'utilité de la culture physique, de bons esprits, — et ceci encore est une nouveauté digne d'attention, — déplorent la forme que ces exercices ont prise. Le président Lowell, dans son rapport, regrette que ces luttes sportives entre universités rappellent un peu trop « les jeux du Colisée à Rome, ou les courses de l'hippodrome à Constantinople », et il ajoute, non sans sévérité : « Avoir chaque samedi, pendant l'automne, dans un stade rempli de milliers de spectateurs, de grands jeux où s'affrontent les universités, ne vaut rien ni pour les membres de l'équipe ni pour le corps des étudiants. Cela tend à troubler sérieusement l'œuvre éducatrice et plus encore à déformer dans l'esprit du public et des anciens élèves le réel objet du collège. De tels jeux doivent être pratiqués dans la mesure où ils aident au but pour lequel le collège existe, et non point pour entretenir une forme de sport. » Il faut, dans la pensée du président, que les exercices physiques soient « un moyen servant à une fin et non une fin en eux-mêmes ». Je ne sais dans quelle mesure ces sages conseils sont suivis d'effet. Mais, en tout cas, c'est un fait intéressant que, à Harvard, l'Université ait pris en main la direction des exercices physiques pour en régler l'organisation et en limiter le développement excessif. « C'est, dit le président, la première tentative pour aborder un problème, qui apparaît généralement comme très sérieux à tous ceux qui sont responsables de la prospérité des Universités américaines. »

C'est là en effet un grave problème. Les exercices physiques ne sont qu'une des formes de ce qui est le grand souci de l'éducation universitaire américaine et le grand avantage qu'elle procure, je veux dire son côté social. Dans les universités d'Amérique, l'étudiant n'est jamais, comme ailleurs, un isolé, n'ayant qu'aux heures de cours un contact superficiel avec ses camarades. A Princeton, par exemple, une discipline très sévère impose aux étudiants des deux premières années

l'obligation de prendre en commun tous leurs repas dans des réfectoires communs. Si Harvard laisse une liberté plus grande, pourtant un effort semblable apparaît pour rapprocher les étudiants en une étroite solidarité. Les clubs par ailleurs sont innombrables. C'est un des traits particuliers de l'organisation de Princeton que les étudiants plus avancés y forment de petits groupements de 15 à 20 membres qui se recrutent par le choix et dont chacun a sa maison plaisante et confortable. Une fondation du même genre, due à la libéralité d'un ancien élève, a été ouverte tout récemment à Cornell. Le *Willard Straight hall* est un bel édifice, club, restaurant et hôtel tout ensemble, avec de vastes et magnifiques salons, un théâtre, une belle terrasse, d'où la vue est admirable sur le lac étendu au pied de la montagne ; les parents des étudiants, les visiteurs de passage y peuvent trouver des chambres; mais surtout, pour les professeurs comme pour les élèves de l'Université, c'est un lieu de réunion incomparable, bien fourni de livres, de journaux, de salles de billard et de bridge aussi, et d'une élégance tout à fait séduisante.

A Chicago, le club des étudiantes est installé de manière aussi pratique qu'élégante, avec son restaurant, ses cuisines réservées où les jeunes filles moins aisées peuvent accommoder elles-mêmes leurs repas, ses vastes et beaux salons, sa jolie salle de conférences, dont les murs s'égaient d'une longue frise de peintures charmantes. Harvard pareillement a ses clubs, clubs littéraires, clubs musicaux, clubs sociaux, clubs politiques, clubs nautiques, bien d'autres, et l'on a remarqué justement que les relations sociales ont pour la formation des caractères presque autant d'importance que l'enseignement donné par l'Université. Il en résulte, pour chaque promotion, pour chaque *classe* comme on dit, une étroite solidarité ; il en résulte aussi un vif attachement à l'Université dont on est sorti. Les anciennes *classes* figurent à chaque page sur la liste des bienfaiteurs des Universités ; les anciens élèves, les *alumni*, gardent un étroit contact avec l'école où ils se sont formés. Ils ont leur place dans les fêtes officielles de l'Université, dans les cérémonies du *Commencement day* qui marque la fin de l'année scolaire, et ils suivent avec complaisance les joyeux divertissements du *Class-day*, où la promotion sortante fête gaiement son départ de l'Université.

JOURNÉES DE FÊTE

Le *Class-day* est assurément un des spectacles les plus pittoresques, les plus riches en signification aussi, qu'offre la vie universitaire américaine. Il se célèbre le mardi de la dernière semaine de l'année scolaire. La matinée est consacrée aux choses sérieuses. Après un service religieux à la chapelle, les étudiants de la classe sortante, les *seniors*, comme on dit, tous portant la robe et la toque universitaires, se forment en un long cortège qui, à travers les cours, défile devant la statue de John Harvard, et se rend au *Memorial hall*. Là, l'orateur de la classe fait un discours, les poètes de la classe récitent une pièce de vers et une ode ; des chants complètent la cérémonie.

L'après-midi a une figure moins solennelle. Dans le stade, dont les gradins sont couverts de milliers de spectateurs, une longue procession entre, musique en tête. Les anciens étudiants de Harvard saisissent avec empressement cette occasion de revenir vers la vieille Université, de retrouver les camarades d'autrefois, de retrouver aussi, au contact des jeunes, le souvenir de leur jeunesse disparue ; et il n'est pas rare que certains y viennent des extrémités des États-Unis. Dans les jours qui précèdent le *class-day*, ce ne sont que réunions cordiales, que banquets joyeux où se rassemblent les membres des classes d'autrefois. Au stade, ce sont eux qui ouvrent la marche, et on voyait cette année, en tête du cortège, deux survivants de la classe de 1865, sortis depuis quelque soixante-deux ans de la vieille Université. Venaient ensuite des classes plus récentes et plus nombreuses, dont certaines, costumées de couleurs voyantes, attestaient le plaisir que ces hommes de trente à quarante ans trouvaient à s'amuser comme des enfants. Et assis par centaines sur l'herbe verte du stade, ils y mettaient un chatoiement de notes éclatantes, sur lesquelles tranchaient les robes noires des *seniors*. De cette foule montaient les rires, les plaisanteries, les applaudissements, saluant tour à tour les chants d'étudiants ou le discours humoristique prononcé par l'orateur de la classe sortante, ou acclamant dans un tumulte formidable les étudiants, les dames ou le président de l'Université. Et enfin, dans la chaude lumière, montaient les strophes de *Fair Harvard*, qui est en quelque manière le chant national de l'Université, un chant

qui, en ces jours de fête, termine toutes les cérémonies, que tout le monde écoute, debout, respectueusement, et qu'on entend ici plus souvent que l'air national des États-Unis. Alors, dans le stade en fête, commence la bataille des confetti; les serpentins multicolores volent et s'accrochent au-dessus des gradins; les rondelles de papier de toutes couleurs saupoudrent les vêtements et les cheveux; et les gens les plus graves, le président lui-même, participent à la bataille avec un acharnement joyeux. Le soir, dans les cours de l'Université, dont les grands arbres s'illuminent de longs cordons de lanternes japonaises, un des chœurs universitaires, groupé sur les marches de l'escalier de la bibliothèque, chante les plus fameuses des chansons d'étudiants, et naturellement *Fair Harvard* pour finir. On danse au *Memorial hall;* on soupe dans les appartements d'étudiants; et on dit qu'à minuit, quand les grilles du *yard* sont closes, ce sont, dans les grands bassins d'où jaillissent de claires fontaines, des immersions pittoresques et joyeuses.

Ainsi les étudiants fêtent gaiement la fin de leurs études. Deux jours après, la cérémonie du *Commencement day* en marque officiellement le terme. Ce jour-là, le matin, le président et les professeurs de l'Université en costume de cérémonie, les invités, parmi lesquels figurent les plus hautes autorités de l'État de Massachusetts, la foule des anciens élèves, traversent en longue procession, entre deux haies d'étudiants en robe noire, les cours de Harvard et vont prendre place sur une haute estrade. Dans les tribunes, une foule de spectateurs se presse; devant l'estrade, en files innombrables, les étudiants sont assis. Et c'est la proclamation solennelle, pour les différentes Facultés et écoles qui composent l'Université, des grades, — bachelier, maître ès arts, docteur, — décernés aux étudiants, la proclamation des titres de docteur *honoris causa* accordés, — avec une parcimonie qui en rehausse la valeur, — à quelques personnes notables, américaines ou étrangères, bref, tout ce qui consacre les années passées à l'Université. L'après-midi, c'est la fête des anciens élèves, des *alumni*, où alternent encore les chants et les discours, et que marque toujours la remise, par la classe qui fête le vingt-cinquième anniversaire de sa sortie de Harvard, d'un don magnifique fait à l'Université : en 1927, la classe de 1902 apportait ainsi une somme de plus de 400 000 dollars.

Pendant ces journées, Cambridge est plein d'une foule;

partout, ce ne sont que réceptions, déjeuners, dîners, chez les étudiants ou sous les tentes dressées dans les cours de l'Université. Et tout cela atteste à la fois l'importance qu'une grande Université comme Harvard a dans la vie sociale de l'Amérique, et l'étroite et affectueuse solidarité qui groupe autour de la vieille Université toutes les générations qui y ont passé.

L'ART FRANÇAIS EN AMÉRIQUE

L'Amérique est justement fière de ses musées et de ses collections privées. Chaque année en accroît la richesse aux dépens de l'Europe, et les acquisitions sensationnelles, faites à des prix qui ne le sont pas moins, ne se comptent plus. On a beaucoup parlé au printemps dernier, du portrait de Titien, représentant le duc Alphonse de Ferrare, acheté par le Metropolitan Museum de New-York et payé, disait-on, un million de dollars. Au vrai, il n'a coûté que 125 000 dollars, somme fort honorable, surtout pour un tableau qui n'est point hors de pair et qui semble avoir été tout au moins assez fâcheusement nettoyé. Il n'y a pas bien longtemps, un chef-d'œuvre de Gainsborough, le *Blue Boy*, a passé de même de la collection du duc de Westminster dans une collection californienne, celle de H. Huntington à San Marino près de Pasadena, où a pris place également la *Pinkie* de Lawrence, acquise pour la somme considérable, — un des plus hauts prix de ces dernières années, — de 377 000 dollars. Par ailleurs, les grandes villes industrielles du Middle West, assez indifférentes, il y a douze ou quinze ans encore, aux préoccupations artistiques, mettent aujourd'hui leur coquetterie et leur gloire à avoir des musées; et comme l'argent ne leur manque point, ces musées sont aussi remarquables par leur heureux aménagement que par la qualité des œuvres d'art qui y sont réunies. Cleveland a ainsi depuis 1916 un musée, élégant édifice d'architecture classique, qui abrite des collections aussi bien choisies que bien présentées. A Detroit, un architecte français, M. Paul Crès, a bâti un gigantesque et magnifique palais, achevé en 1926, et où ont pris place les collections trop à l'étroit dans l'ancien et modeste musée. On pourrait multiplier ces exemples; ils suffisent à montrer quelle place chaque jour grandissante les musées d'Amérique doivent prendre

dans les préoccupations et les études de tout historien d'art.

Il est certain qu'à l'heure actuelle l'histoire de la peinture française au XIX° siècle est impossible à écrire de façon complète pour qui ignore les collections des États-Unis. Tout le monde a entendu parler de l'admirable décoration que Puvis de Chavannes a peinte pour le grand escalier de la Bibliothèque de Boston ; œuvre grandiose qui ne le cède point aux peintures de la Sorbonne, de Lyon, d'Amiens ou du Panthéon. Le musée de Boston est, comme on l'a remarqué, « le plus riche du monde en œuvres de Millet » ; il a, d'autre part, de Claude Monet une suite de tableaux remarquables, et l'an passé, au lendemain de la mort du maître, l'apport des collections particulières avait permis l'ouverture d'une fort belle exposition qui ne comptait pas moins de quatre-vingts numéros. Au Metropolitan Museum de New-York, Corot, Courbet, Manet, Puvis de Chavannes sont représentés par des œuvres éminentes, à côté de tableaux célèbres de Rosa Bonheur, de Meissonier, de H. Regnault ou de Bastien-Lepage ; et si un goût un peu timide semble en avoir écarté toute la peinture française impressionniste, — je ne me souviens guère que d'un beau portrait de Renoir, — plusieurs collections particulières comblent assez largement cette lacune quelque peu surprenante. Surtout le magnifique musée de Chicago est, à cet égard, d'une richesse prodigieuse. Corot, Millet, Troyon, Rousseau, Daubigny, Diaz y figurent en bonne place, et aussi Puvis de Chavannes, et Manet, et Fantin-Latour. Mais, dans les toiles que M. Ryerson ou Mrs Palmer ont détachées de leurs collections pour les prêter au musée, la peinture française moderne apparaît dans toute sa gloire avec Monet, Pissarro, Sisley, avec Renoir et Degas, avec Cazin, Carrière ou Forain, avec Besnard, Lucien Simon ou Jacques Blanche ; et, dans la salle consacrée au souvenir d'Hélène Birck-Bartlett, Cézanne, Picasso, Gauguin, Seurat, Hodler, Van Gogh, Matisse représentent, parfois audacieusement, la peinture française récente. On s'étonne un peu toutefois de ne rencontrer dans aucun de ces musées d'Amérique ni Bonnard, ni Vuillard, ni Flandrin, ni Marval, ni Marie Laurencin, ni Marquet, ni Utrillo, et que la curiosité artistique des collectionneurs américains ne soit pas, si l'on peut dire, tout à fait « à la page ». Mais la masse d'œuvres d'art françaises transportées en Amérique, telle que M. Réau, dans un livre récent et fort intéres-

sant, en a dressé l'inventaire détaillé (1), est véritablement prodigieuse. Et je n'ai point parlé de tant de chefs-d'œuvre du XVIIe, du XVIIIe siècle ou du commencement du XIXe, des Fragonard de Grasse qui sont à New-York, des Nattier, des Drouais, des David et des Ingres que possède le Metropolitan Museum, des quatre beaux panneaux décoratifs de Hubert Robert que conserve le musée de Chicago et de tant d'autres merveilles qui, — quelque regret qu'on puisse éprouver de les voir parties outre-mer, — contribuent du moins à faire connaître et admirer l'art français.

Ce n'est point là le seul intérêt qu'offre la visite des musées d'Amérique. Une chose y frappe tout d'abord : c'est tout ce que ces musées, de même que les Universités, doivent à la générosité des particuliers. Les admirables collections de Pierpont Morgan ont été pour la plus grande partie léguées au Metropolitan Museum de New-York, dont elles occupent toute une aile. Mais, bien avant cette magnifique donation, le fonds ancien du musée s'était, pour une bonne part, constitué par de semblables libéralités. D'autres bienfaiteurs, au lieu d'objets d'art, ont laissé les sommes nécessaires pour en acheter. Ainsi le musée s'enrichit prodigieusement : il suffit, pour s'en rendre compte, de noter qu'en quinze ans la surface qu'il occupe a plus que doublé. Le musée de Chicago est formé de même, au moins pour ce qui touche la peinture, de collections particulières léguées ou temporairement prêtées, mais de façon si libérale qu'elles finissent presque toujours par se transformer en donations définitives. Assurément, pour le bon classement des musées, cette obligation d'exposer à part, en leur laissant leur autonomie, des collections souvent assez semblables par leur composition, ne laisse pas d'avoir quelques inconvénients. Mais c'est l'inévitable rançon de tant de magnifiques donations, et on n'y voit guère de remède.

D'autres collections ont été léguées par leurs propriétaires avec l'habitation qui les contenait. C'est le cas de la belle collection de Mme Gardner à Boston, ouverte au public en 1925, et de la collection, prodigieusement riche en chefs-d'œuvre, de l'école anglaise, qu'avait formée Henry Huntington et qui vient, après sa mort, de devenir, avec le joli palais de San Marino qui la renferme, propriété de la nation. De ces dons d'origine si diverse résulte, dans la composition des musées d'Amérique,

(1) L. Réau, *l'Art français aux États-Unis*, Paris, 1926.

une extraordinaire variété. Peintures de toutes les écoles, italienne et espagnole, flamande, hollandaise, anglaise et française, œuvres remarquables de l'art grec classique et chefs-d'œuvre de l'art égyptien, sculptures du moyen âge et de la Renaissance, du XVIIe et du XVIIIe siècle s'y rencontrent avec les ouvrages de l'époque contemporaine, tableaux des maîtres français ou des artistes américains de notre temps. L'art décoratif y est représenté par d'admirables suites de pièces, dont chacune évoque une époque ou un style : le Metropolitan Museum montre ainsi, dans les collections léguées par Pierpont Morgan, trois chambres, aux boiseries charmantes du XVIIIe, provenant de l'ancien hôtel Gaulin à Dijon, ailleurs une délicieuse chambre à coucher vénitienne, provenant du palais Sagredo. Le musée de Chicago présente, dans une succession de pièces très caractéristiques, des exemplaires du style anglais des XVIIe et XVIIIe siècle, du style français du XVIIIe. Ailleurs, dans l'aile américaine récemment ouverte au musée de New-York, revit l'aspect pittoresque des maisons anciennes des États-Unis au XVIIIe siècle. Enfin l'art de la Chine et du Japon, avec ses statues, ses peintures, ses porcelaines, ses ivoires, ses jades, tient dans tous ces musées une place considérable. On sent que l'Amérique regarde vers l'Extrême-Orient, au moins autant que vers l'Europe. Boston en particulier, où tant de fortunes ont leur origine dans le commerce largement pratiqué jadis avec la Chine, est à cet égard prodigieusement riche. Sa collection d'objets d'Extrême-Orient, autour du joli jardin japonais qui en fait le centre, est, par ses admirables figures de bois peint ou doré, par ses bronzes, par ses précieuses peintures, une des plus riches et des plus belles qui existent au monde.

DES MUSÉES QUI VIENNENT DE S'OUVRIR

Ce n'est point le lieu ici de dresser l'inutile inventaire de tant de merveilles. Quelques notes sur des musées tout récemment ouverts offriront peut-être plus de nouveauté et d'intérêt.

Le musée Gardner à Boston est depuis longtemps célèbre. Tous ceux qui ont visité la grande cité de la Nouvelle Angleterre connaissent cette admirable maison de Fenway Court et se souviennent de la surprise charmante et rare qu'elle offre, d'abriter derrière une façade quelconque et banale le plus

inattendu et le plus exquis des palais vénitiens. Autour d'une cour carrée toute pleine de fleurs éclatantes, des portiques aux colonnes anciennes soutiennent de hauts murs roses, où s'ouvrent des fenêtres trilobées aux arcades gothiques, où s'accrochent de place en place des balcons élégants; et tout naturellement on pense au palais des doges, aux somptueuses maisons du Grand Canal. Sur l'un des côtés de la cour, un escalier à double révolution monte aux appartements. Sous la boiserie sombre des plafonds ou sous le clair décor des peintures italiennes, les pièces se succèdent, grandes salles tendues de tapisseries du XVIe siècle, longues galeries ou salons magnifiques parés de tableaux précieux, pièces plus intimes meublées dans le style du XVIIIe siècle. Le *Portrait d'Inghirami,* de Raphaël, y voisine avec une *Madone* de Vermejo, la *Madone Chigi* de Botticelli avec l' *Enlèvement d'Europe* de Titien, le *Concert* de Vermeer avec de beaux *Portraits* de Rubens, de Holbein ou de Rembrandt. Et tout cela est disposé avec un goût exquis, non point à la manière un peu froide d'un musée, mais d'une façon personnelle et vivante, où l'on sent encore la main de la femme intelligente et raffinée qui a formé cette collection.

Je me souviens que jadis, devant les tableaux qu'elle aimait davantage, Mme Gardner volontiers plaçait quelques fleurs : en léguant son musée à la ville de Boston, elle a voulu, comme dans notre musée Jacquemart-André, qu'on respectât le plus possible l'arrangement qu'elle avait mis dans sa demeure. Et cela donne à ce musée un attrait particulier. Il y a assurément en Amérique bien des collections admirables. J'en sais peu où l'on sente davantage l'empreinte de celle qui l'a formée, lentement, patiemment, choisissant avec un soin attentif, et parce qu'elle les aimait, les œuvres d'art qu'elle voulait acquérir, s'appliquant à les disposer de la manière la plus harmonieuse, vivant au milieu d'elles dans le palais somptueux et charmant qu'elle avait fait bâtir pour les abriter. Mme Gardner est morte en 1923 : le musée a été ouvert au public en 1925; c'est, par la qualité de quelques-unes des œuvres qu'il renferme, et davantage encore par l'atmosphère qu'on a su y créer, un des plus intéressants des États-Unis.

Le musée Fogg, qui appartient à l'Université Harvard, a pris possession en juin 1927 de la nouvelle demeure qu'on vient de lui bâtir, vaste édifice dont les deux étages se groupent autour

d'une cour centrale, inspirée de la villa que bâtit, à Montepulciano, Antonio di San Gallo. L'inauguration en fut charmante et simple : une prière, un peu de musique, un joli poème de circonstance, et un bref discours du président Lowell pour remettre les clés du musée à ses directeurs, les professeurs Paul Sachs et Forbes, qui ont avec un zèle infatigable travaillé à organiser et à enrichir les collections et qui, après avoir été à la peine, se trouvaient légitimement à l'honneur. Ce n'est point assurément un très grand musée que le musée Fogg; son objet est plutôt de présenter aux étudiants un choix raisonné d'œuvres intéressantes ou caractéristiques. Il n'en possède pas moins une collection assez remarquable de primitifs italiens, Spinello Aretino, Pietro Lorenzetti ou Nicolas de Foligno, sans parler d'un curieux *Enlèvement de Déjanire* dû au pinceau d'Antonio Pallaiuolo, et d'autres œuvres de prix, comme le *Hallebardier* de Pontormo ou la *Diane* de Tintoret. A l'occasion de l'ouverture du musée, beaucoup de collectionneurs avaient prêté, pour une exposition temporaire, quelques-unes de leurs richesses, comme ce fragment de fresque de Ghirlandajo, représentant la *Vierge de l'Annonciation*, ou ce joli portrait de Van der Meer, ou ces effigies si vivantes où Copley, un peintre américain du XVIIIe siècle, a représenté *le Peintre Boylston et sa femme*. De la bibliothèque Morgan sont venus d'admirables manuscrits enluminés, dont l'un, un manuscrit français du XIIIe siècle, a passé en Amérique après avoir appartenu jadis à Shah Abbas le Grand, roi de Perse, dont un autre, enluminé à Florence en 1480, fit partie de la bibliothèque du roi de Hongrie, Mathias Corvin. Ailleurs, dans le grand hall que couvre un beau plafond de bois sculpté du XVIe siècle, provenant de Dijon, de belles tapisseries du XVe s'accrochent aux murailles. Naturellement, l'antiquité classique est représentée dans les collections, et pareillement l'art du moyen âge, et davantage encore l'art de l'Extrême-Orient qui montre quelques admirables statues chinoises du VIIe et du VIIIe siècle. Et de beaux dessins enfin de Watteau et de Fragonard, de Clouet, de Holbein ou de Dürer, de Van Dyck et de Jordaens, d'Ingres, de Prudhon et de Degas forment une collection merveilleuse que le professeur Paul Sachs, après l'avoir patiemment rassemblée, a libéralement offerte au musée.

J'imagine que M. l'ambassadeur Herrick ne me démentira

pas si je dis que Cleveland, sa ville natale, est une ville charmante. Elle a, depuis 1916, un musée tout à fait remarquable. Les abords en sont magnifiques, au milieu du beau parc qui l'environne : l'édifice, d'une architecture classique, est fort élégant; la disposition intérieure en est tout à fait heureuse. A droite et à gauche de la grande rotonde qui fait suite à l'entrée, s'ouvrent un beau salon tendu de tapisssseries flamandes du XVIIe représentant, d'après des cartons de Romanelli, l'histoire de Didon et d'Énée, et d'autre part une cour pleine de verdure et de fleurs, où sont placées des sculptures antiques. Il y a un peu de tout dans ce musée, de formation récente, de l'Égypte et de l'Extrême-Orient, du moyen âge et de la Renaissance, des ivoires byzantins et des meubles français du XVIIIe siècle, des dentelles et des tapisseries, des peintures anciennes, italiennes ou espagnoles, et des tableaux français du XIXe siècle, des ouvrages des peintres américains, anciens ou récents, et jusqu'à des bijoux marocains de l'époque contemporaine. Mais tout cela a été choisi avec un souci d'art très attentif : on sent, comme me le disait un des conservateurs, qu'on s'est plus préoccupé de la qualité que de la quantité. C'est de la collection Stroganof que proviennent plusieurs des ivoires exposés dans la belle salle consacrée au moyen âge et à la Renaissance; c'est de l'ancienne collection Van Horne à Montréal que vient cette admirable *Sainte Famille* du Greco, récemment acquise, et qui est une des perles du musée; c'est au palais Barberini qu'on voyait jadis l'*Histoire d'Énée et de Didon*.

Il ne s'agit point ici de dresser un catalogue. Mais comment ne point citer ces deux charmantes têtes de marbre, de l'école de Michel Colombé, ou cette admirable tapisserie, où un artiste de la fin du XVe siècle a naïvement traduit dans les costumes et le style de son temps l'histoire de Persée et d'Andromède? Comment ne pas mentionner surtout tant d'œuvres éminentes des peintres français, Puvis de Chavannes, Fantin-Latour, Cazin et Pissarro et Monet, et ce beau portrait d'Odilon Redon, et ce tableau si expressif de Toulouse-Lautrec? Le musée de Cleveland, on le voit, a des goûts singulièrement éclectiques.

A San Marino, près de Pasadena, en Californie, un beau palais de marbre abrite les merveilles qu'a rassemblées et léguées à la nation un collectionneur mort tout récemment, Henry Huntington. Il y a là, outre le *Blue Boy* de Gainsborough et la

Pinkie de Lawrence, d'admirables portraits de Reynolds et de Rommey, qui font revivre à nos yeux Mrs Siddons en muse tragique, ou la grâce séduisante de lady Hamilton. On y voit de beaux Turner, bien d'autres choses encore. Mais, en ce moment, la galerie est en complète réorganisation, avant d'être ouverte au public.

A San Marino, l'école anglaise est représentée par des chefs-d'œuvre; ailleurs, l'Espagne, ancienne et moderne, apparaît dans sa splendeur. A Chicago, ces mois derniers, une exposition temporaire montrait, à côté de quelques beaux panneaux de l'école d'Aragon du xve siècle, des Greco et des Goya tout à fait remarquables. A New-York, le Musée hispanique est plus intéressant encore. Il est assez loin du centre de la ville, quelque part vers la 156e Rue, bâti sur une large terrasse d'où la vue s'ouvre sur l'Hudson, et où une suite de bâtiments élégants abritent la Société de géographie, la Société de numismatique, le Musée indien; et c'est une sensation inattendue et charmante de trouver là, dans ce grand New-York aux constructions colossales, au mouvement pressé et tumultueux, ce coin paisible, aux édifices mesurés et harmonieux. Au pourtour de la cour intérieure, qui forme le centre du Musée hispanique, des portiques à la riche décoration sculptée abritent des collections intéressantes, faïences, bronzes, terres cuites colorées, verreries, sculptures anciennes, où revit toute l'Espagne d'autrefois; des tableaux de valeur inégale s'illustrent des grands noms de Greco ou de Moralès, de Zurbaran et de Goya. Mais la merveille sans doute du Musée hispanique est la grande salle que décore un chef-d'œuvre de Sorolla. Une douzaine de grands panneaux y représentent dans leurs traits les plus caractéristiques les diverses provinces de la péninsule, Séville avec ses danseuses, ses confréries de pénitents, ses quadrillas colorées défilant dans le cirque, et l'Andalousie avec ses fiers cavaliers rassemblant les taureaux, et la Castille, panneau immense où les costumes chatoient sur un fond de paysage qui évoque Madrid, Tolède et Avila; mais surtout le mur de droite est d'une savante et singulière harmonie, qui de Barcelone, au centre, assise au bord de la mer bleue, va, d'une part, aux clairs paysages de Valence et d'Elche, et de l'autre, en un vigoureux contraste, aux sombres habillements et aux danses graves de la Navarre et de l'Aragon. Dans d'autres salles encore

du musée, Sorolla triomphe en de beaux portraits, et près de lui Zuloaga, et bien d'autres.

Il y a ainsi, dans la grande cité, bien des oasis d'art et de silence : cette bibliothèque Morgan par exemple, où manuscrits précieux, joyaux d'art incomparables, peintures d'inestimable valeur se rencontrent en des salles d'une discrète et harmonieuse élégance, où le beau portrait que Ghirlandajo a fait de *Jeanne Tornabuoni* s'oppose à une *Nativité* du maître de Flémalle et à *l'Homme à l'œillet* de Memling. Mais sans doute la plus grande nouveauté des musées des États-Unis est-elle la place qu'on commence à y faire à l'art américain.

Au Metropolitan Museum de New-York, « l'aile américaine », récemment construite, occupe trois étages. On y trouve toute une suite de pièces provenant de maisons anciennes de la Nouvelle-Angleterre, et qui, transportées ici avec leurs boiseries et leur mobilier, nous rendent heureusement l'image de ce qu'étaient la vie bourgeoise ou rustique et l'art décoratif dans les États de l'Est entre le milieu du XVIIe siècle et le commencement du XIXe. Elles sont charmantes, ces chambres, dans leur simplicité pittoresque et un peu rude, avec leurs meubles d'un style XVIIIe siècle un peu alourdi, leurs gravures anciennes, leur atmosphère grave et un peu puritaine. Ailleurs, ce sont les souvenirs de la guerre de l'Indépendance et les tableaux, — qui ne sont point sans mérite, — des peintres américains du XVIIIe siècle ou du commencement du XIXe, Copley ou Gilbert Stuart, Jarvis ou Sully. Et partout on sent l'effort, dans ce pays qui a derrière lui si peu de siècles d'histoire, pour sauver et mettre en valeur tout ce qui constitue son passé.

Cela apparaît dans ces maisons anciennes du Massachusetts, soigneusement conservées ou rétablies dans leur état ancien, dans cette jolie auberge de campagne, le Wayside Inn près de Boston, qui se fait gloire de montrer intactes les chambres où logèrent Lafayette, Emerson, Irving ou Longfellow, et qui est charmante en son décor colonial de la fin du XVIIIe siècle. Cela apparaît dans la place que tous les musées d'Amérique font à la peinture américaine et à l'art décoratif américain du XVIIIe siècle, à Boston comme à Cleveland, à Chicago comme à Detroit. C'est par un effet du même patriotisme que, dans tous ces musées, figurent en bonne place les œuvres des peintres américains de la seconde moitié du XIXe siècle ou de notre temps,

Whistler et Sargent au premier rang, et, après eux, des portraitistes comme W.-M. Chase ou John Alexander, des artistes comme Homer Martin, Winslow Homer, H.-G. Dearth, F. Duvenec, G. Bellows, Mary Cassatt, et bien d'autres. Assurément nul n'ignore tout ce que l'art américain moderne doit aux enseignements de la France.

Dans son livre sur *l'Art français aux États-Unis*, M. Réau écrit justement : « Les œuvres d'art français de toutes les époques ont pénétré de plus en plus dans les musées et les collections d'Amérique, et surtout les artistes américains sont venus en nombre toujours croissant compléter leur éducation en France. L'École des Beaux-Arts de la rue Bonaparte est devenue la pépinière des architectes transatlantiques. Les sculpteurs sont venus demander à notre glorieuse École de sculpture les enseignements que l'Angleterre était incapable de leur donner. Les peintres se sont presque tous convertis à l'impressionnisme. Bref, Paris est devenu pour les Américains modernes ce que Rome était pour les Français du XVIII[e] siècle. » Cela est vrai sans doute, et cette influence n'est pas près de disparaître entièrement. Mais il n'en demeure pas moins que, dès maintenant, les architectes américains ont inventé des formules nouvelles et souvent originales, aussi bien dans les *buildings* gigantesques de New-York ou de Chicago, de Cleveland ou de San Francisco, que dans les villas fleuries et charmantes de la côte du Pacifique, à Hollywood ou à Pasadena, à Santa Barbara ou à Portland. Une évolution semblable se manifeste, quoique à un moindre degré, dans les ouvrages de la sculpture et de la peinture. Et c'est le double intérêt des musées d'Amérique qu'ils nous montrent, avec une incomparable illustration de l'histoire de la peinture française, quelque chose qui peut faire prévoir l'éclosion prochaine, — et déjà il s'en rencontre plus que des promesses, — d'un art proprement américain, digne du très grand pays que sont, incontestablement, les États-Unis pour tout observateur impartial.

CHARLES DIEHL.

LA CRISE
DE NOS CHANTIERS NAVALS

Le *Lloyd Register of Shipping* qui publie chaque année des renseignements précis sur la situation des principales nations maritimes, vient de faire paraître son résumé annuel, qui jette un jour inquiétant sur la situation, au cours de 1927, de notre industrie des constructions navales. Il est dans les usages de la *Revue* d'actionner la sonnette d'alarme quand il est encore temps d'agir. Nous avons jadis dénoncé notre « Détresse navale » (1), et montré le péril que les arsenaux faisaient courir à notre flotte de combat. Or, il s'est trouvé un homme d'État, M. Georges Leygues, pour provoquer notre renaissance maritime. De même, M. André Tardieu s'apprête à tendre la main à nos chantiers pour leur permettre de doubler le cap difficile. La France tombée au huitième rang des pays producteurs de navires — au niveau des Soviets ! — elle, qui, en 1913, occupait la quatrième place. La France, sous le rapport des moteurs à combustion interne, — ce mode de propulsion de l'avenir, — devenue la treizième puissance maritime, pour ne pas dire la dernière : voilà la vérité brutale qui ressort des statistiques du *Lloyd Register of Shipping !* N'y a-t-il pas de quoi troubler l'esprit d'un peuple pénétré de l'importance de sa position maritime, et qui se flatte d'avoir le plus grand empire colonial après l'Angleterre? Il suffira de diagnostiquer le mal pour découvrir les remèdes destinés à le conjurer. Mais avant d'étudier la position présente, n'importe-t-il pas de revenir sur le passé?

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1921.

Lorsque la guerre éclatait en 1914, le tonnage brut de la flotte française s'élevait à 2555000 tonneaux sur 50 millions de jauge existant dans le monde. La flotte de vapeurs seule comptait 45 millions de tonneaux environ, sur lesquels la France en possédait près de deux millions. En définitive, la part de la France, par rapport au tonnage mondial, était de 5 pour 100 pour l'ensemble, voiliers ou vapeurs, et 4,4 pour 100 pour les vapeurs seulement. Les principales puissances détentrices de navires étaient les suivantes : Grande-Bretagne, 21 445 000 tonneaux ; États-Unis, 5027 000, non compris la flotte des Grands Lacs ; Allemagne, 5193 000 ; Norvège, 2626 000 ; France, 2555000 ; Italie, 1767 000 ; Japon, 1729 000.

La guerre devait apporter de profondes modifications dans le tonnage marchand du monde. C'est ainsi que les Alliés enregistraient les pertes suivantes : Grande-Bretagne, 9 055 000 tonneaux ; Norvège, 1 240 000 ; France, 1 128 000 ; Italie, 1 060 000 ; États-Unis, 542 000 ; Japon, 278 000. Cependant, grâce à l'effort de reconstitution considérable de tous les pays, non seulement le *shipping* mondial n'a point diminué, mais il a au contraire sérieusement augmenté par rapport à 1914. Il était, au 30 juin 1927, de 32175 navires jaugeant 65192000 tonneaux bruts. Mais la répartition de cette fortune maritime est, en 1927, toute différente, savoir : Grande-Bretagne, 19309000 tonneaux ; États-Unis, 12000000 ; Japon, 4033000 ; Italie, 3483000 ; France, 3469000 ; Allemagne, 3363000 ; Norvège, 2824000. La comparaison entre le tonnage au 1er juillet 1914 et au 1er juillet 1921 donne les différences approximatives suivantes. En plus : États-Unis (Océan), 7000000 ; France, 1000000 ; Japon, 2300000 ; Italie, 1700000. En moins : Angleterre, 2 000000 ; Allemagne, 1800000. Quant à l'Autriche-Hongrie, qui possédait 1052000 tonnes, son pavillon a disparu. Il ressort de cette statistique que les États-Unis ont presque triplé leur flotte de haute mer, que le Japon et l'Italie ont plus que doublé la leur ; le tonnage de la Grande-Bretagne a légèrement diminué ; quant à celui de l'Allemagne, il est notablement inférieur à celui de 1914. Mais ce peuple développe actuellement sa marine marchande dans des conditions si remarquables qu'elle marche à grands pas vers une reconstitution de son tonnage d'avant-guerre. D'ores et déjà, l'Allemagne nous a dépassés.

Pour ne parler que de la flotte française, on avait jadis

dénoncé son insuffisance. En 1913, le tonnage des navires français dans nos ports, entrée et sortie, représentait 26 pour 100 de l'ensemble de la navigation maritime, à destination ou en provenance de notre pays. Comme le mouvement général de la navigation s'élevait à 60 millions de tonneaux, c'était un trafic important qui échappait à notre pavillon. Depuis la guerre, le mouvement général de navigation s'est ralenti. Il n'était plus que de 32 millions en 1919, 45 millions en 1920 et 38 millions en 1925, mais la part proportionnelle du pavillon français s'est élevée à 29,9 pour 100 en 1919, 27,9 pour 100 en 1920 et 33 pour 100 en 1925, ce qui représente un gain appréciable. Afin d'augmenter la part du pavillon français dans les échanges internationaux, l'armement français n'a rien négligé pour développer l'outillage maritime flottant; on peut s'en rendre compte par les étapes suivantes. Prenons le tonnage-vapeur seul : au 1er août 1914, 2 millions de tonneaux; 31 décembre 1918, 1 558 000; 31 décembre 1920, 2 159 000; 31 mars 1922, 3 089 000; 30 juin 1927, 3 469 000.

On voit donc que la situation au 30 juin 1926 était satisfaisante; notre marine marchande représentait un élément important du patrimoine national. Malheureusement, l'année 1926 a marqué un temps d'arrêt dans la courbe ascensionnelle de notre armement. Le chiffre que nous avons perdu par rapport à l'année précédente est insignifiant, mais il acquiert une signification, si l'on considère que les autres Puissances ont augmenté leur *shipping*, ce qui a eu pour résultat de nous faire rétrograder au cinquième rang des nations maritimes, ainsi que nous venons de l'exposer. En effet, pendant qu'en 1926, l'Allemagne s'enrichissait de 252 000 tonneaux, l'Italie de 242 753, les Pays-Bas de 89 000, le Japon de 65 000 et que presque toutes les marines étaient en voie d'accroissement, la nôtre perdait 20 000 tonneaux environ. D'où vient cet arrêt dans l'essor de notre pavillon ? C'est ici le moment d'exposer la crise que traversent nos chantiers de constructions navales.

***

Si nous prenons le résumé annuel des constructions mondiales de navires pour l'année 1927, nous constatons cependant un réveil très net de la production du tonnage, par rapport à 1926. Il a été lancé en effet, pour 2 285 679 tonneaux, soit un

accroissement de 610 702 tonneaux par rapport à l'année passée. La plupart des pays enregistrent une augmentation. En Grande-Bretagne, 586 305 tonneaux. En Allemagne, 109 074 tonneaux. Aux États-Unis, 28 605 tonneaux. En Hollande, 26 119 tonneaux. Avec quel regret ne relevons-nous pas une diminution de 77 027 tonneaux dans le chiffre des lancements de notre pays! La France, avons-nous dit, arrive la huitième sur la liste des nations productrices de navires dont voici l'énumération : Grande-Bretagne, 1 225 000 tonneaux; Allemagne, 289 000 tonneaux; États-Unis, 179 218 tonneaux; Hollande, 119 700 tonneaux; Italie, 101 000 tonneaux; Danemark, 72 000 tonneaux; Suède, 67 000 tonneaux; France, 44 335 tonneaux; Russie, 43 917 tonneaux. Ainsi, la France est tombée au dernier échelon des pays européens constructeurs de navires.

Rapprochons cette statistique de la période d'avant-guerre. En 1913, la France se plaçait alors la quatrième avec 176 095 tonneaux. Dans les trois dernières années qui avaient précédé la guerre, nous n'avions pas lancé moins de 412 000 tonneaux. Nos constructions de 1913 représentaient 5,28 pour 100 de la construction mondiale. Aujourd'hui, cette proportion est tombée à moins de 2 pour 100. Le fait est d'autant plus à remarquer que l'année 1927 n'a pas été précédée par une période de très grande activité dans les constructions navales françaises. Dans les cinq dernières années qui ont précédé l'année 1927, la France n'a lancé que 568 000 tonneaux, contre 2 233 000 tonneaux en Allemagne et 777 000 en Italie. Nous ne sommes pas en voie de rattraper le temps perdu, puisqu'au 1er janvier 1928, nous figurions encore au cinquième rang des nations sur la liste des navires marchands en construction dans le monde, soit avec 115 000 tonneaux (472 000 en Allemagne, et 183 000 en Italie). Laissons de côté la Grande-Bretagne, qui a toujours été une nation particulièrement féconde en matière d'enfantement de navires; vis-à-vis des puissances maritimes auxquelles nous pouvons être comparés, Allemagne, Italie, Hollande, Suède, nous sommes sur le point de perdre beaucoup de terrain.

De l'analyse des statistiques, il ressort que notre retard est dû surtout au fait que nous ne construisons pas de navires à moteur. En effet, ce mode de propulsion tend à remplacer petit à petit tous les autres, non seulement les machines alternatives, mais les turbines à vapeur. Le tonnage des navires

neufs, lancés en 1927, qui recevront des machines à combustion interne, se monte à 863 694 tonneaux et représente 62,8 pour 100 de la production mondiale. A l'heure actuelle, le chiffre des navires à moteur en construction excède de 115 356 tonneaux celui des navires à vapeur sur cale. Pour se rendre compte de la faveur dont jouit ce mode de propulsion, il suffit de rappeler qu'en 1922, on ne construisait pas plus de 461 000 tonneaux de navires « Diesel »; aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 1 609 000; il est donc quatre fois plus élevé. Les navires à vapeur ont perdu ce que les moteurs ont gagné; quant aux voiliers, ils disparaissent de la surface des mers et le fait est regrettable au seul point de vue du pittoresque. En même temps que le tonnage des navires à moteurs augmentait, la force indiquée de ces engins suivait une courbe encore plus frappante. Au 31 décembre 1927, la puissance des navires à moteurs en construction s'élève à 1 233 956 chevaux-vapeur; celle des machines alternatives n'est que de 556 874 chevaux, c'est-à-dire une puissance inférieure à la moitié de la puissance des moteurs.

Ce procédé de propulsion marine tend à s'implanter sur tous les navires de force moyenne. Sauf les paquebots à vitesse accélérée où l'on n'ose pas encore les placer, et les steamers destinés au cabotage, la plupart des navires mis en service récemment ont adopté le moteur à combustion interne. Il est en effet assez caractéristique de remarquer sur les dernières statistiques du *Lloyd Register*, que la moyenne du tonnage des navires doués des trois modes de propulsion connus, s'établit de la façon suivante : pour les turbines, tonnage moyen 10 000; pour les machines à combustion interne, 3 500; pour les machines alternatives, 1 600. C'est la démonstration que, sauf pour les petits ou les grands navires, le moteur est uniformément adopté dans toutes les marines du monde.

Faveur d'ailleurs justifiée en raison des avantages multiples que présente ce nouveau mode de propulsion. Il supprime d'abord les chaufferies et, par conséquent, les chauffeurs, d'où une réduction très sensible du personnel. Une seule chambre des machines permet de maintenir la cohésion du « quart » et facilite la surveillance. Par suite de la diminution du volume des soutes, de la suppression des logements des chauffeurs, de l'absence des conduits de fumée, etc., la capacité de port en

lourd des navires à moteurs est beaucoup plus grande et leur construction est facilitée. Les « Diesel » se mettent en marche en quelques secondes comme un moteur d'automobile et stoppent instantanément. Ils suppriment ainsi la longue attente de la mise en pression des chaudières avant le départ, ainsi que la mise bas des feux à l'arrivée. Il n'y a donc aucune perte de temps ni de combustible. Dans un autre ordre d'idées, le moteur a une régularité de marche inconnue de la machine à vapeur. Pousser la vitesse d'un moteur n'exige, de la part du personnel, aucun effort supplémentaire. Il est, en outre, démontré que, par gros temps, un *motorship* conserve beaucoup mieux sa vitesse qu'un bâtiment à vapeur, le régulateur de vitesse agissant avec bien plus d'instantanéité. Ajoutons divers avantages particuliers : suppression des fumées, d'où amélioration du confort des passagers et de la propreté du bâtiment (1).

Mais c'est par l'économie de combustible que s'affirme surtout la supériorité du Diesel, dont la consommation est environ le tiers de la dépense en poids dans le cas d'une chauffe au mazout, et un peu plus du quart quand il s'agit d'une chauffe au charbon. Si l'on compare deux navires analogues, l'un muni de machines alternatives, l'autre d'un moteur, on s'aperçoit que, pour un port total en lourd de 10 000 tonnes environ, le navire à vapeur doit embarquer 3 350 tonnes d'approvisionnement pour sa traversée, alors que le moteur n'exige que 910 tonnes. Il s'ensuit que la capacité totale, qui n'est que de 7 477 tonnes dans le navire à vapeur, est de 9 390 tonnes dans le bâtiment muni du moteur. La capacité de port d'un tel bâtiment est donc 25 pour 100 plus grande que celle du navire à vapeur. Cette augmentation peut atteindre 30 p. 100 dans certains cas. Quant à la consommation de combustible par vingt-quatre heures, pour un service normal en mer, elle représente 78 tonnes de charbon contre 15 tonnes et demie d'huile combustible sur le navire à moteur. Il en résulte que ce dernier a un rayon d'action de 24 300 milles marins et le vapeur 8 000 milles marins. Celui-ci est donc obligé de subir l'exigence du prix du combustible dans de nombreuses escales : le moteur choisit les siennes. Enfin, la réduction du personnel affecté aux machines est impressionnante : de

(1) Voir à cet égard l'opinion autorisée de M. le sénateur Rio, ancien sous-secrétaire d'État de la Marine marchande.

42 hommes sur le vapeur, elle tombe à 14 hommes sur le navire à combustion interne.

Il suffit de voir ce qu'on a obtenu grâce au moteur, sur terre avec l'automobile, dans les airs avec l'avion, pour ne pas douter un seul instant que ce soit le mode de propulsion de l'avenir à bord des vaisseaux. Nous sommes dans le siècle du moteur. Celui-ci a réalisé de telles révolutions dans nos procédés de transport qu'il faut encore attendre de lui des performances remarquables dans tous les domaines. La machine à vapeur est un héritage du siècle dernier. Elle nous a rendu des services dont il y a lieu de lui être reconnaissant. Ce n'est pas une raison pour s'attacher à un mode de propulsion qui vient d'être déclassé par le progrès, ce terrible destructeur des choses passées.

Or, quelle est la situation de la France sous le rapport des navires à moteur? Elle est attristante. Sur 243 navires à combustion interne jaugeant 861 236 tonneaux lancés en 1927, nous figurons pour 5 unités de 17 079 tonneaux. Les Soviets ont lancé, eux, dix bâtiments de 25 414 tonneaux! Nous ne semblons guère nous préparer à combler cette lacune, puisque nos chantiers n'ont que douze navires à moteur en construction de 84 550 tonneaux sur 285 qui jaugent 1 609 518 tonneaux. Il serait temps cependant que notre pavillon se montrât à la poupe de ces *motorships* qui apparaissent aujourd'hui sur toutes les routes maritimes. Peut-être les autres Puissances ont-elles exagéré la confiance qu'il y a lieu d'avoir dans ce mode nouveau de propulsion? Peut-être ont-elles placé des « Diesel » sur de trop gros bâtiments? Toutefois il y a des limites dans la prudence, et nous ne pouvons nous soustraire plus longtemps à la fatalité de la substitution du moteur aux autres procédés de navigation. D'ailleurs, nous venons de voir que nous ne construisons pas davantage de steamers. D'où vient cette carence de nos chantiers?

***

Est-ce à dire qu'ils ne soient pas en mesure de mieux faire? Aussi bien sous le rapport de la *quantité* que de la qualité, ils sont au contraire outillés pour un remarquable rendement. Voyons d'abord pour la quantité. M. Berlhe de Berlhe, ingénieur en chef du Bureau Veritas, rapporteur de la Commission extra-

parlementaire de la marine marchande, estime que, grâce aux cales dont ils disposent, nos chantiers seraient en mesure de livrer huit cent mille tonneaux de jauge brute par an. Si l'on retranche cent mille tonnes pour les besoins de la marine militaire, la capacité de production de nos chantiers, compte tenu de ce que l'appréciation de M. Berlhe de Berlhe peut avoir de trop optimiste, serait certes de 400 000 ou 500 000 tonnes, chiffre très supérieur aux besoins de reconstitution de notre flotte de commerce, qui peut s'élever à environ 225 000 tonnes par an. Avant la guerre, la production a atteint 176 000 tonneaux pour une marine qui, à ce moment-là, comptait un tonnage total inférieur de 1 million de tonneaux à ce qu'il est aujourd'hui. Il existe donc un écart considérable entre la production actuelle qui est de 44 000 tonneaux et la capacité de production de nos chantiers qui est dix fois plus forte! Notre industrie des constructions navales, qui, en période normale d'activité, devrait occuper 50 000 ouvriers, dont 36 000 pour les travaux de coque, n'employait en 1922 que 16 000 hommes, et 22 382 au 1er janvier 1927. Le nombre des ouvriers présents dans les chantiers est aujourd'hui inférieur et l'on doit s'attendre à des chômages massifs, si des commandes ne sont pas passées par voie d'urgence à nos usines.

Celles-ci, du moins, peuvent-elles se flatter de donner toute satisfaction sous le rapport de la *qualité* des navires qu'elles livrent? Comment en douter, si l'on considère que, de tout temps, nos ateliers ont été réputés pour la solidité, l'élégance et le « fini » qu'ils apportaient spécialement à la construction des paquebots, l'œuvre la plus difficile. Le dernier triomphe des nôtres a été marqué par l'achèvement de l'*Ile de France*, cette unité de la Compagnie générale transatlantique, dont l'arrivée dans le port de New-York a été saluée par toutes les sirènes des navires présents qui voulaient ainsi témoigner leur admiration pour cette superbe manifestation du génie français. *Ile de France* ne résume pas seulement les derniers progrès accomplis dans la science nautique, c'est encore la plus pure expression de notre pensée artistique. Justement à cause du bon goût que nous apportons dans l'aménagement de ces palaces flottants, les étrangers leur ont toujours donné la préférence. Cela est si vrai que, lorsque la baisse du change a permis temporairement à nos chantiers de faire des prix inférieurs

ou équivalents au cours mondial de construction, les ordres leur sont venus de tous les pays : de la Hollande, de la Norvège, de la Suède, etc. Encore aujourd'hui, nous construisons pour différentes Puissances des sous-marins qui constituent le dernier mot de la science.

A quoi tient donc cette crise de natalité qui sévit sur nos chantiers navals? Tout simplement au fait que, par suite de la concurrence qui nous est faite, ils ne peuvent lutter contre la rivalité de l'étranger.

***

Avant d'entrer dans l'examen de cette question, il est bon de faire remarquer qu'un navire est un instrument d'exploitation qui subit la loi de l'offre et de la demande sur le marché international. Le fret est en effet un service dont les cours sont cotés uniformément, quel que soit le pavillon sous lequel transite la marchandise. Il en résulte que, pour affronter la lutte, nos armateurs doivent se procurer le tonnage au même prix que les armateurs de toutes les autres nationalités, faute de quoi ils se trouveraient handicapés dans l'exploitation de leur flotte et dans l'incapacité complète de la renouveler. Nous voici, de ce fait, enfermés dans un dilemme. Ou les chantiers navals français produiront les navires au même prix que les chantiers de la Tyne ou de la Clyde, ou il faudra permettre à nos armateurs de commander leurs unités aux chantiers anglais sans leur faire payer de taxes d'aucune sorte. Tout le problème de la construction navale française réside dans cette double contingence.

Force est donc à nos chantiers de s'adapter aux cours mondiaux. Malheureusement, l'expérience prouve que, sauf pendant les périodes exceptionnelles de change dont nous venons de parler, le prix de revient de la construction dans nos chantiers est notablement supérieur aux prix de revient britanniques. Dans quelle proportion? Cela est difficile à déterminer. On a cherché des formules mathématiques définissant le coefficient de cherté de la construction navale française. Nous ne fatiguerons pas nos lecteurs à exposer ces calculs un peu abstraits. Qu'il nous suffise de remarquer qu'avant la guerre, il avait été reconnu nécessaire de donner des primes à nos chantiers. Cette législation a permis le magnifique essor que nous

avons constaté dans les dernières années qui ont précédé les hostilités : circonstance qui n'a pas été étrangère à la victoire de nos armes, en permettant le ravitaillement du pays et le transport rapide de nos contingents coloniaux.

Mais, depuis l'expiration de la loi des primes datant de 1905, aucune mesure n'est venue protéger la construction navale en France, alors que, par un singulier paradoxe, tous les autres pays, y compris ceux qui n'accordaient rien à leurs chantiers avant la guerre, ont jugé bon successivement d'adopter une législation protectrice en leur faveur. Citerons-nous l'exemple de la Grande-Bretagne, ce pays traditionnel de la liberté commerciale, qui, par l'octroi des *Trade Facilities Act*, a donné plus de 1 milliard et demi de francs de crédit à ses chantiers, à un taux d'intérêt presque inexistant variant de 1/4 à 3 pour 100. Parlerons-nous du Brésil, qui avança aux compagnies privées de l'argent dans des conditions analogues? Des primes données au Canada, en Hollande et au Japon, pour faciliter la reconstitution du tonnage? En Espagne, un décret du 21 août 1925 accorde des primes à la construction, atteignant 407 pesetas par tonne brute, plus 10 pour 100 de supplément par nœud de vitesse au-dessus de 16 nœuds minimum. En Italie, un décret du 1er juillet 1926 prévoit des primes atteignant 32 lires or par tonneau de jauge brute, sans préjudice de nombreux avantages particuliers et de primes spéciales pour la construction des machines. Le budget de la Péninsule prévoit actuellement 60 millions de lires or, par an, pour faire jouer le décret. Et c'est ainsi que la marine italienne a pu se développer au cours de ces dernières années d'une façon surprenante. Les Américains ont favorisé leur marine marchande par une série de décisions, notamment par le *Merchant Act*, en avançant à l'armement privé des sommes très importantes, à des taux d'intérêt dérisoires. Quant à l'Allemagne, elle a pu reconstituer sa flotte en mettant à la disposition de son armement un crédit de 50 millions de marks or. Dans cette période difficile de l'après-guerre, toutes les marines marchandes qui nous environnent ont pu de cette manière resserrer l'étreinte de leur pavillon.

Le nôtre attend encore, au pied des cales de construction, le geste qui doit le sauver. Car il ne faut pas se dissimuler qu'il existe une solidarité traditionnelle entre les industries de

l'armement et celles des constructions navales. Un peuple qui ne forge pas lui-même ses armes est bien près d'en être démuni !

*
* *

Mais pourquoi, nous dira-t-on, imposer à la collectivité des sacrifices financiers en faveur d'une industrie quelconque ? Ne doit-on pas redouter que les autres branches de l'activité nationale ne demandent un traitement analogue ? Écoutons la réponse des intéressés. « Nous ne désirons, disent-ils, ni aumône, ni privilège. Nous voulons simplement jouir des avantages inhérents à la condition économique de la France, puisque, d'autre part, nous en supportons toutes les charges. » L'équilibre de la production repose chez nous sur un système protectionniste parallèle et intégral. Depuis le « combustible humain » défendu par les droits qui frappent l'entrée du froment exotique, faussant le prix des salaires et augmentant tous les prix de revient, jusqu'au moindre objet confectionné, tout le travail français est géographiquement protégé par une barrière douanière savamment consolidée selon le degré de résistance dont elle doit faire preuve en présence des assauts des importations étrangères. Le charbon coûte 30 francs de plus sur le carreau de la mine en France qu'en Angleterre. Le coke revient chez nous à 170 francs contre 100 à 120 francs en Allemagne. Or, avec le blé, ces deux produits conditionnent toute la vie commerciale. Les industries se soutiennent et s'épaulent mutuellement, ainsi que des châteaux de cartes. La chute d'une d'entre elles entraînerait l'effondrement de toutes les autres. Nul ne songe à s'émouvoir de cet état de choses qui a pour lui la sanction de l'expérience et qui a fait la richesse de la France. Est-il un Français qui, pour payer son auto notablement moins cher, demanderait l'abolition des droits de douane sur les automobiles et souscrirait de ce fait à la faillite irrémédiable d'une industrie qui est protégée par des droits d'entrée de 45 pour 100 *ad valorem* ?

Celle des constructions navales est la seule qui échappe à cette législation tutélaire. Elle porte en elle un vice constitutionnel, un germe de mort. Elle puise en effet sa substance sur le territoire national, à l'ombre de cette muraille de Chine qui affecte la main-d'œuvre et les matières premières d'une

servitude très lourde. Elle paye sans contre-partie l'écrasant fardeau d'une législation fiscale excessive (1) et elle doit vendre ses productions au prix du marché international, sans aucune compensation. Comment pourrait-elle sortir d'une telle impasse?

« Nous sommes, continuent les constructeurs, les parias d'un régime, les victimes expiatoires du protectionnisme, ce nouveau Moloch de la grande industrie moderne qui dévore tous ceux qui ne sacrifient pas à sa divinité. Nous sommes donc en droit de demander sous forme de « ristourne » l'équivalent de ce que nous fait perdre le réseau douanier français. Serons-nous les seuls à étouffer dans ses mailles? Nous ne réclamons pas de faveur, mais le droit commun. Il est impropre de parler de *primes* pour qualifier la nature de la réglementation que nous sollicitons; la prime est un encouragement à la production, tandis que nous voulons simplement être indemnisés des conséquences implacables des lois nationales. Le viatique que nous exigeons pour ne pas mourir, ce sont des *compensations douanières*, répondant aux avantages de même ordre dont profitent les autres industries. Ne sommes-nous pas indispensables à la défense nationale? La France peut-elle se passer de commander ses unités militaires ou marchandes sur son territoire? En cas de guerre, nos chantiers ne seraient-ils pas nécessaires pour entretenir l'immense flotte que la nation devra maintenir pour assurer les communications de la métropole avec son empire colonial?

« Dans un autre ordre d'idées, l'octroi des « compensations » que nous demandons ne constituerait pas un sacrifice réel pour le Trésor public. La fermeture des chantiers de constructions navales entraînerait le renvoi et le chômage non seulement des ouvriers des ports, mais encore de ceux qui, dans l'intérieur du pays, travaillent pour le compte des établissements du littoral. S'imagine-t-on le nombre de personnes, artistes ou artisans, qui sont occupés à l'achèvement d'une ville flottante comme l'*Ile-de-France*, laquelle fait appel à tous les corps de métier? Sur le terrain purement financier, il est facile de démontrer que les Sociétés navales acquittent des impositions supérieures au montant des compensations douanières qui sont

(1) Dans le seul mois de janvier, il a été acquitté 4 milliards 349 millions d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux et 742 millions sur le chiffre d'affaires!

nécessaires pour permettre aux chantiers de subsister. Ceux-ci, en effet, peuvent procurer à la France un chiffre d'affaires supérieur à 400 millions. Étant donné le pourcentage fiscal actuel, l'État prélève, sous forme d'impôts de toute nature, au moins 50 millions, par voie directe ou incidente, sur le mouvement des capitaux mis en œuvre. C'est moins qu'il n'est demandé par les possesseurs de ces usines, pour éviter une liquidation qui tarirait, par le fait même, la source de tout impôt. »

Telle est, sommairement exposée, la thèse des constructeurs, qui a été brillamment soutenue à la Commission extra-parlementaire de la marine marchande par des hommes tels que MM. André Dupont, René Fould, de Beaumarchais, etc... Leurs arguments ne pouvaient manquer de frapper la Haute-Commission (1), qui a voté le principe de l'octroi de compensations pécuniaires prélevées sur le produit de l'administration des Douanes. Elle a pris en considération d'autre part le danger que fait courir à nos chantiers ce mouvement universel de *nationalisation* des industries dont ont bénéficié les chantiers étrangers à l'exception des nôtres. Mais ce vœu de la Commission, si justifié qu'il soit, a semblé prématuré au gouvernement. C'est à une formule d'encouragement que nous avons préconisée (2), celle du *crédit maritime*, que le ministre a eu recours. M. André Tardieu a déposé un projet de loi qui accorde à l'industrie maritime, par l'intermédiaire du Crédit foncier de France, des prêts destinés à la reconstitution de la flotte française. Le Trésor public prend à sa charge la moitié des intérêts qui devraient être consignés à l'établissement qui a prêté. Le projet prévoit une marge à partir de laquelle les armateurs ne seront plus tenus de s'adresser aux chantiers français, et pourront passer leurs commandes à l'étranger. La loi a donc pour but, en premier lieu, de fournir des crédits à l'armement; et, en second lieu, de garantir les chantiers de constructions navales contre la différence existant entre leur prix de revient et les chantiers anglais, cette différence ayant été fixée à 15 pour 100 au maximum. Le projet de M. André Tardieu, — comment pourrait-il en être autrement, quand il s'agit de concilier les besoins parfois contradictoires

(1) C'est ici le moment de rendre hommage à son dévoué président, M. le sénateur Louis Brindeau, et à son rapporteur général, M. Ch. Leboucq.

(2) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1924.

de deux branches d'industrie ?— n'a peut-être pas comblé tous les vœux des intéressés. La Commission de la marine a fait écho à leurs doléances. Tout en donnant son adhésion au projet qui lui était soumis, elle a jugé avec juste raison, en présence de l'abaissement progressif du taux de l'intérêt, insuffisante la réduction minimum à 4 pour 100 des prêts consentis. La commission estime en outre que les prélèvements des emprunteurs sur le reliquat de la caisse de garantie doivent être plus élevés et que l'importation des navires doit être affranchie de toute taxe. D'autre part, les chantiers considèrent que la marge de 15 pour 100 entre les prix anglais et français est au-dessous de la réalité et ils s'élèvent contre l'illogisme d'allocations d'intérêt consenties en faveur de navires achetés sur le plan Dawes.

Quoi qu'il en soit, l'inscription au budget de la moitié des intérêts des prêts ouverts à concurrence de 200 millions par an (sous les réserves ci-dessus) n'en constitue pas moins un essai sérieux et loyal du crédit maritime, dont il y a lieu d'être reconnaissant à MM. Poincaré et Tardieu. Nous nous trouvons, pour la première fois depuis la guerre, en présence d'un texte concret édicté en faveur de notre industrie maritime. Nous faisons donc des vœux pour que ce projet de loi soit amendé et voté le plus tôt possible. C'est un pas vers un régime de soutien de la marine marchande qui pourra être complété par un additif de compensations douanières. Le projet de M. Tardieu a pour but de combler, dès maintenant, une lacune, et d'admettre la construction navale dans le cadre du protectionnisme qui constitue le régime commun de notre monde industriel. Il faut toute l'autorité de l'éminent homme d'État auquel sont confiées les destinées de la Marine marchande pour conjurer la crise dont elle souffre.

En résumé, nous pensons avoir montré l'effort accompli par notre armement qui, en moins de cinq années, a élevé notre tonnage de 1 million à 3 millions et demi de tonnes, et retient sous son pavillon une part toujours croissante de notre trafic. Il importe de renouveler ce patrimoine flottant dans les chantiers français. Cette nécessité résulte de la solidarité des intérêts qui existe entre toutes les industries maritimes depuis le berceau du navire jusqu'à son amortissement. Or, par suite du système douanier d'une part, et de l'obligation, d'autre

part, de donner à nos armateurs un instrument de travail au même prix que leurs concurrents, nos chantiers ne peuvent recevoir de commandes si le Gouvernement n'intervient pas pour compenser, d'une façon ou d'une autre, l'infériorité de leur situation géographique. Tel est le problème délicat qui est soumis au Parlement. Celui-ci ne peut manquer de le résoudre dans un sens favorable aux intérêts généraux du pays. On a dit que celui-ci était la terre de l'harmonie : harmonie artistique ; harmonie financière due à l'esprit d'épargne individuelle ; harmonie industrielle, résultant de la variété de nos productions; ce qui permet au travail d'y conserver ce caractère d'équilibre que le monde nous envie. Pour éviter qu'une branche importante de la vie française soit rejetée hors de nos frontières, et contrainte à une fâcheuse émigration industrielle, il faut faire entrer la construction navale dans le cadre de nos institutions économiques. De toutes les œuvres humaines, le navire est la plus vivante, la plus personnelle. On salue son lancement. Il a son berceau. On le baptise comme un nouveau-né. Il porte un nom et possède des papiers d'état civil. Il transporte sa cargaison de chimères et meurt dans les bras des sirènes. Expression mobile de la race, il est, au cours de son aventureuse carrière, le messager de la patrie. La stérilité des chantiers de construction marque le déclin politique d'un peuple. Évitons, par tous les moyens, cette nouvelle crise de natalité française.

René La Bruyère.

FRANÇOIS DE CUREL

C'est à l'Académie, au moment de prendre séance, que nous parvint la triste nouvelle. Nous n'y voulions pas croire et il fallut qu'elle nous fût confirmée, tant notre confrère, d'une constitution si robuste entretenue par les exercices violents, nous semblait avoir conservé de jeunesse et de vigueur. N'était-il pas, il y a quelques semaines, sorti à son honneur d'un de ces accidents qui sont devenus l'habitude de nos rues? Renversé par une automobile, il s'était relevé et secoué gaiement, jurant qu'il en avait vu bien d'autres, à chasser le sanglier. Oui, mais le lendemain il s'alitait et, depuis lors, il ne s'était jamais complètement rétabli. Un de ses amis, pour qui il souhaitait l'habit vert, l'étant venu voir, eut la stupeur de l'entendre dire : « Il y aura bientôt un fauteuil vacant : le mien. Je suis perdu. » Il s'en est allé, en plein éclat de son superbe talent : c'est hier qu'il faisait représenter cette *Terre inhumaine*, une de ses plus belles œuvres, écrite de verve, dans une sorte d'emportement. Avec lui nous perdons un des écrivains qui ont le plus certainement ajouté à la gloire de notre théâtre.

Sa soudaine, sa brusque apparition sur la scène française a été pour les hommes de ma génération une des grandes émotions de la vie littéraire. Le souvenir leur en apparaît, à travers les années, comme d'un éblouissement. Un hasard m'avait valu la bonne fortune de voir se lever son étoile. Critique dramatique au *Moniteur universel*, j'y avais un charmant camarade, d'esprit très cultivé, de goût très sûr, Charles Waternau. Il me parla avec enthousiasme d'un de ses amis, gentilhomme campagnard, grand chasseur devant l'Éternel, coupable de deux médiocres romans, et qui gardait dans ses tiroirs tout un lot de pièces de théâtre de la plus belle venue; mais sans doute ne verraient-elles jamais les feux de la rampe, le vicomte

François de Curel n'ayant aucunes relations dans le monde des théâtres et, au surplus, n'étant pas d'humeur à faire antichambre dans les cabinets directoriaux. Il me fit lire en manuscrit quelques-unes de ces pièces. Je ne pus que joindre mon applaudissement au sien. Sans accès moi-même auprès des directeurs parisiens, je ne partageais que trop les craintes de Waternau : leur nouveauté même désignait les pièces de son ami pour le répertoire du « théâtre impossible ».

Or c'était le temps où le Théâtre libre venait de s'imposer à l'attention de la critique. Son fondateur était à l'affût de toutes les nouveautés et ne s'effrayait d'aucune hardiesse. Il osa ce qu'aucun autre directeur de théâtre n'aurait osé. C'est son honneur d'avoir mis à la scène les premières pièces de François de Curel, et de les avoir présentées au public avec une ardeur de conviction et une foi qui ont puissamment contribué à leur succès. Nous devons à M. Antoine la carrière dramatique de François de Curel : on ne saurait trop l'en remercier.

Ce furent des soirées inoubliables. Il faut avoir respiré l'atmosphère de ces représentations triomphales, entendu cette chose si rare : les propos enthousiastes qui s'échangeaient dans les couloirs, où passait, un rire narquois dans sa barbe courte, un spectateur de mine rustique en qui nul ne soupçonnait l'auteur de l'œuvre qu'on acclamait.

Pour comprendre notre émotion d'alors, il faut se représenter l'état de la scène française, aux environs de 1890. Un genre, auquel on avait dû une floraison de chefs-d'œuvre, semblait épuisé. Par dégoût de ce que le théâtre Augier-Dumas contenait d'artificiel, à la manière de Scribe, on s'était rejeté vers l'exhibition sans art de la réalité toute crue. La jeune école nous régalait de spectacles insipides autant que brutaux. Aussi les lettrés se tournaient vers le théâtre étranger, dans l'espoir d'y trouver les satisfactions d'esprit que le nôtre ne leur apportait plus. Ibsen faisait figure de Messie et, le snobisme aidant, on s'appliquait à le moins comprendre pour l'admirer davantage.

Et voici qu'un écrivain de pure inspiration française, aussi éloigné d'Ibsen que de Dumas fils, apportait des pièces pleines de pensée, du tour le plus original, d'une hardiesse qui n'avait rien à envier aux audaces faciles des partisans de la « tranche de vie », et qui portaient la marque incontestable d'un beau tempérament dramatique. Nous le reconnaissions : c'était celui que nous attendions !

La grande originalité de François de Curel a été de substituer à la pièce à thèse la pièce à idées. Ame inquiète, tourmentée par les grands problèmes dont tout homme qui pense est hanté, il accueille toutes les idées qui surgissent en troupe, qui jaillissent en tumulte, dans l'angoisse de sa méditation. Qu'y a-t-il au fond des cœurs et qui dément toutes les apparences? (*l'Envers d'une Sainte*); quels crimes peut faire commettre le noble orgueil de la race? (*les Fossiles*); jusqu'où s'étendent les droits de la science? (*la Nouvelle Idole*); que vaut l'œuvre de la civilisation? (*la Fille sauvage*); quels liens nous rattachent à l'ensemble de la nature, comment se dissout et se disperse l'unité de notre personne? (*l'Ame en folie, Orage mystique*); — c'est toute l'inquiétude humaine qui fait la matière de ce théâtre si peu dogmatique.

Pour mettre en tout leur relief les idées qui l'occupaient, François de Curel avait coutume de choisir des cas exceptionnels, parfois étranges, le plus souvent atroces. L'action une fois engagée, il la menait jusqu'au bout sans déviation, sans défaillance. Et c'était très bien ainsi. On s'en est aperçu quand il s'est avisé de remanier ses pièces, et toujours pour les gâter. Quant au dialogue, on pouvait entrer à l'improviste dans la salle et saisir au vol quelques répliques : à ce ton sarcastique on avait reconnu Curel, on croyait l'entendre. Mais parfois l'idée s'épanouissait en morceaux d'une large envolée, d'un puissant lyrisme, qui, à côté de l'observateur satirique, révélaient le poète.

Et ce théâtre qui ne ressemblait à aucun autre, était à la vivante ressemblance de son auteur. Celui-ci n'a rien de l'auteur dramatique dont l'horizon se limite entre cour et jardin. Aristocrate, il se refuse à se plier aux exigences de la scène comme à condescendre aux goûts du public. Nature sauvage, d'indépendance presque farouche, une force est en lui dont à peine est-il le maître. Dans son œuvre comme dans sa vie, il est un isolé. S'il est vrai que son théâtre ne relève de personne, il l'est également qu'il n'a pas fait école. On n'a pas imité, on n'imite pas Curel. Dans l'histoire de notre littérature dramatique, son théâtre, hautain et rude, battu par la terreur plutôt qu'ouvert à la pitié, fait songer à ces chênes au tronc noueux, à la sombre ramure, qu'entourait dans la forêt antique une horreur sacrée.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La France, avec son merveilleux instinct de conservation, avec ce sentiment historique de la mesure et de l'équilibre qui est la marque originale de son génie, s'est prononcée. Les électeurs, comprenant que l'avenir du pays était en jeu, ont voté en grand nombre. Malgré les efforts de certains candidats pour obscurcir la plus limpide des situations et pour fausser les problèmes essentiels de l'heure actuelle en y injectant de vieilles passions politiques ou de jeunes convoitises sociales, les citoyens, en présence des questions clairement posées par le président du Conseil, ont répondu clairement : ils ont assuré à une politique nettement définie et délimitée, largement suffisante pour quatre années bien remplies, une majorité solide. Deux ans durant, le ministère d'union nationale a vécu avec le concours d'une majorité étonnée de se trouver réunie; demain, il s'appuiera encore sur une majorité d'union et d'entente nationale, mais elle sera plus cohérente, plus solide, mieux assureé de l'approbation du pays. Le second tour de scrutin a confirmé l'appréciation que nous émettions ici après le premier : élections au centre, élections pondérées, élections derrière le chef qui a sauvé la France de la catastrophe financière. Un pays qui, malgré tant de sollicitations téméraires, tant d'excitations passionnées, sait garder une pareille tenue et une telle mesure, se fait honneur à lui-même.

Le scrutin d'arrondissement, qui a remplacé, pour ces élections, l'hybride mal venu et bancal que les amendements radicaux avaient greffé sur le système proportionnaliste, avait trouvé des partisans dans tous les groupes, mais il était surtout l'enfant des radicaux-socialistes ; les socialistes avaient renié, pour le voter avec leurs alliés du cartel, les principes naguère défendus par Jaurès. Ni les uns ni les autres n'en ont bénéficié. M. Blum, peu de jours encore

avant le scrutin, annonçait que les socialistes reviendraient plus nombreux de la consultation électorale; lui-même est resté sur le carreau et ses amis ont essuyé des échecs retentissants. M. Lebas, à Roubaix, est battu par un modéré; M. Paul Faure, au Creusot, n'est élu de justesse qu'avec le concours des communistes.

La loi du 21 juillet 1927 a découpé les circonscriptions au mépris de toute justice et de toute honnêteté; le cartel, pour la circonstance, se reconstitua, notamment le 11 juillet, pour imposer ce système arbitraire qui favorise les contrées qui se dépeuplent aux dépens des pays laborieux et prolifiques. La règle, on le sait, est un député par 100 000 habitants ou fraction quelconque de 100 000. La moyenne des habitants par circonscription, dans le Midi, va de 52 500 pour l'Ariège à 72 000 pour la Haute-Garonne; un député du Midi représente, — le calcul a été fait par M. Pagès dans *l'Ouest-Éclair*, — 60 450 habitants, un député de l'Ouest 69 250. Il faut 10 000 Bretons de plus que de Gascons pour faire un élu. Autres exemples: les Hautes-Alpes ont un député par 29 500 habitants, les Basses-Alpes un par 28 500; la première circonscription de Saint Nazaire en a un pour 100 000. Il y a pire. Dans l'effectif de la population qui sert de base à la formation des circonscriptions, les étrangers entrent en ligne de compte. Pour huit départements de l'Ouest breton, on compte 36 000 étrangers; on en compte 104 000 pour huit départements du Midi pyrénéen. Les Alpes-Maritimes bénéficient de 140 000 étrangers, le Var de 80 000. L'accroissement du nombre des députés, porté par la loi nouvelle de 584 à 612, a donc profité surtout aux régions qui comptent le plus d'étrangers. Si les circonscriptions étaient égales, il y aurait environ cinquante députés de plus dans le Nord et l'Ouest et autant de moins dans le Midi et le Sud-est. Ces iniquités qui, lors du vote de la loi, n'avaient été adoptées que par la majorité cartelliste reconstituée, malgré le ministre de l'Intérieur, étaient destinées à accroître les effectifs des partis de gauche; elles ont joué en effet en ce sens. Il n'en est que plus remarquable que, malgré tout, les partis de l'ancien cartel aient perdu des sièges ou n'en aient pas gagné.

Le trait caractéristique de la semaine fiévreuse qui sépare les deux tours de scrutin, ce sont des essais désespérés et souvent couronnés de succès pour reformer le cartel des gauches. Dès le lendemain du 22 avril, *le Quotidien* jetait le cri d'alarme : « Hommes de gauche, réunissez-vous au second tour! » Par « hommes de gauche », on entend les communistes, les socialistes et les radicaux-socialistes;

aux yeux d'un cartelliste, un « républicain de gauche » est, en effet, un homme de droite. Les autorités cartellistes se mirent en campagne. On vit, par exemple, dans l'Isère, le ministre d'union nationale des Colonies, le sénateur Léon Perrier, user de son ascendant pour obtenir des désistements en faveur des socialistes et assurer l'échec des candidats ministériels ; M. Herriot en fit autant dans le Rhône. Il est équitable d'ajouter à leur décharge que l'union nationale n'a pas empêché des candidats plus modérés de faire campagne contre les radicaux membres du cabinet ou de la majorité de M. Poincaré. Il ne convient donc pas de se montrer trop exigeant en pareil cas; deux ans d'union nationale ne pouvaient abolir deux ans de cartel, et il faut tenir compte des circonstances locales, des habitudes d'esprit enracinées. Il faudra de longs efforts pour arracher la mauvaise herbe de la vieille politique.

Les communistes ne faisaient pas partie de l'ancien cartel. Mais, sans avoir aucun élu, ils avaient réuni, au premier tour, un chiffre de voix assez important pour devenir les arbitres du ballottage. En beaucoup d'endroits, notamment à Paris et dans la banlieue, si leurs voix s'étaient ajoutées aux bulletins socialistes et radicaux-socialistes, elles auraient assuré le succès du candidat cartelliste. Des socialistes, à l'exemple de M. Paul Faure, avaient déclaré qu'ils se désisteraient en faveur du communiste s'il était le plus favorisé. Les communistes leur rendraient-ils la politesse? M. Le Trocquer, conseiller municipal socialiste de Paris, a raconté comment deux députés communistes, M. Renaud Jean, du Lot-et-Garonne, et M. Doriot, partirent en ambassade afin d'obtenir de l'Internationale communiste la permission de retirer ceux de leurs candidats auxquels on n'attribuait aucune chance de succès ; à Berlin, le visa de l'ambassade bolchéviste leur fut refusé par Litvinof et ils n'obtinrent du porte-parole officiel de Moscou, Manouilski, que la sèche injonction d'obéir aux ordres reçus. Ils invoquaient les besoins du parti révolutionnaire en France; on leur répondit par l'intérêt du gouvernement soviétique et de l'Internationale.

Tout mauvais cas est niable. M. Renaud Jean et *l'Humanité* apportent au récit de M. Le Trocquer un démenti que celui-ci avait annoncé. Mais M. Léon Blum y ajoute évidemment foi, puisqu'il s'indigne que les élections françaises puissent dépendre de Moscou et que les communistes, qui refusent d'aider les socialistes en détresse, s'allient avec « les autonomistes cléricaux » d'Alsace. Il explique que Staline et les dirigeants actuels ont trouvé là une occasion de prouver, contre

Trotzky et ses amis, la pureté de leur orthodoxie révolutionnaire. Il est vrai que M. Léon Blum lui-même a maintenu sa candidature en face du communiste Duclos plus favorisé au premier tour et qui l'emporte au second. Quoi qu'il en soit de la réalité du voyage, l'existence du mot d'ordre est certaine. Si, presque partout, les candidats communistes ont été maintenus, dans la plupart des circonscriptions, surtout en province, une partie au moins des électeurs s'est ralliée au candidat socialiste ou radical. Il est certain que si, notamment dans la Seine, les communistes avaient retiré leurs candidats et reporté leurs voix sur le cartelliste le plus favorisé, les résultats seraient tout autres. On comprend que les socialistes ne soient pas contents! C'est ce que les hommes d'ordre, qui ont le droit de se réjouir des élections de 1928, ne doivent pas oublier. La coalition des forces révolutionnaires n'est pas vraisemblable, mais, si elle venait à se réaliser, elle créerait un péril grave, en face duquel le scrutin d'avril donne aux partis de gouvernement quatre années pour s'organiser et lutter. Il s'agit de ne pas les employer à dormir.

Un peu de statistique électorale. Les partis sont si multiples, les nuances si estompées et les étiquettes parfois si trompeuses que les journaux des divers groupes s'attribuent la victoire; ils entonnent du moins des airs de bravoure, afin de rallier à leur drapeau quelques élus hésitants. Mais les faits et les chiffres ont tout de même leur éloquence. D'abord, tout le monde s'accorde à reconnaître le succès personnel de M. Poincaré, de sa politique financière et de la formule de l'union nationale. Le pays avait à choisir, pour la restauration de son économie, entre le système de M. Poincaré qui a fait ses preuves, et le programme socialiste. Il a nettement désigné M. Poincaré pour poursuivre et achever l'œuvre commencée. Les partis qui se réclamaient de sa politique ont tous gagné des voix et des sièges; quelques radicaux amphibies, qui n'en avaient guère le droit, se sont même recommandés de lui auprès des électeurs. Le danger serait plutôt qu'il eût aujourd'hui trop d'amis, car il se pourrait que la fidélité de quelques-uns ne fût à toute épreuve. En tout cas, l'aventure cartelliste de 1924 est liquidée et elle ne sera pas recommencée.

Le parti qui prend ses ordres à Moscou, qui a pour programme la révolution violente et l'établissement du communisme par la dictature du prolétariat, perd presque la moitié de ses effectifs; il avait 26 députés, il n'en a plus que 14, ou plutôt 13, car la commission

de recensement n'a pas proclamé élu M. Clamamus, ni d'ailleurs son adversaire qui se tiennent à une voix; un autre élu communiste serait inéligible. A Issoudun, un communiste n'a passé que par la mésintelligence de deux républicains modérés. Les candidats communistes ont recueilli 1 033 000 suffrages et les socialistes 1 640 000. Ni les uns ni les autres n'ont gagné un chiffre important de voix. Il semble que le parti de Moscou ait perdu du terrain dans les villes et dans leur banlieue et en ait gagné dans les campagnes, où il bénéficie de certains mécomptes agricoles que la simplicité rurale fait retomber sur le gouvernement. Plusieurs des chefs notoires, M. Renaud Jean qui accommodait le communisme au goût des paysans du Midi, l'ex-mécanicien de la Marine Marty, M. Vaillant-Couturier, ne rentrent pas à la Chambre. Mais, encore une fois, ce n'est pas au Parlement qu'est le péril communiste.

Les socialistes s'étaient promis de gagner des sièges: ils en perdent; ils reviennent 100 au lieu de 104, malgré l'accroissement du nombre des députés. Plusieurs de leurs chefs les plus en vue, M. Blum à Paris, M. Lebas dans le Nord. M. Fontanier dans le Cantal, M. Barabant à Dijon, restent sur le carreau. La Haute-Vienne, le Nord, la Seine, la Loire abandonnent le socialisme qui conquiert au contraire des sièges dans l'Isère, la Drôme, le Loir-et-Cher, le Tarn, l'Aisne. Dans le Rhône, l'allié de M. Herriot, M. Moutet, est battu par M. Augagneur, l'adversaire déclaré du maire de Lyon. — Sous l'étiquette de républicains-socialistes ont été élus une cinquantaine de députés, les uns contre des communistes ou des socialistes S. F. I. O., les autres contre de plus modérés. Une quinzaine seulement seraient, dit-on, agréés par les dirigeants de ce groupe dont l'unité de doctrine est encore à créer et dont les votes, à la Chambre, se divisaient pour ou contre M. Poincaré. M. Briand est l'un d'eux. — Les radicaux-socialistes sont environ 123, mais parmi eux, les uns, une centaine, ont été élus avec l'appoint de voix socialistes, voire communistes, et l'adhésion d'un certain nombre d'entre eux à la politique financière de M. Poincaré ne suffit pas à les transformer en soutiens assurés d'une politique d'union nationale ; les autres, une trentaine, ont réuni sur leur nom les voix anticommunistes ou antisocialistes et se trouvent par là rapprochés de la formule unioniste. A Paris et dans la banlieue, le parti radical-socialiste a perdu toute influence ; il reste au contraire solidement enraciné dans les campagnes. Il perd ses positions en Algérie. Mais, dans l'Inde française, le légendaire paquet de 40 000 voix continue automatique-

ment de tomber sur la tête d'un radical-socialiste qui, à chaque législature, change de nom. Quand mettra-t-on fin à ce scandale?

Au centre, 55 radicaux, parmi lesquels M. Franklin-Bouillon, représentent assez exactement l'effectif plus spécialement unioniste; ils peuvent servir de noyau à un grand parti républicain de gouvernement autour duquel pourrait s'opérer une concentration des éléments d'ordre. — Les deux grands groupes modérés, l'Alliance démocratique et la Fédération républicaine, qui ont soutenu avec tant de constance et d'abnégation la politique de M. Poincaré, gagnent des sièges et comptent à eux deux, sous le nom de républicains de gauche et d'Union républicaine démocratique, environ 240 députés. A l'exception de M. Joseph-Barthélemy, en qui l'on regrette l'un des esprits les plus fermes et les plus compétents du Parlement, de M. Desjardins, les plus notoires de leurs chefs sont réélus et de nouveaux venus les renforcent. — A ces deux gros bataillons, il faut ajouter une vingtaine de républicains démocrates et 15 conservateurs. Le premier de ces groupes a presque doublé son effectif. Quant à la vieille formule conservatrice, elle est de plus en plus abandonnée; seuls survivent quelques individualités particulièrement remarquables et sympathiques comme M. de La Ferronays, M. Le Cour Grandmaison.

Partout, les anciennes formes politiques évoluent et se transforment. Parmi les radicaux mêmes, quelques « jeunes » cherchent à rénover le médiocre arsenal de formules désuètes et de procédés électoraux sur lesquels vit depuis longtemps le parti. Au total, 320 élus, sur 612, représentent les fidèles tenants de la politique d'union nationale; il y faut ajouter une partie des radicaux-socialistes et des républicains-socialistes. L'opposition irréductible ne comprendra guère que les cent socialistes, la petite phalange des communistes et un noyau plus ou moins nombreux de radicaux et de républicains-socialistes. Sur 612 députés, la moitié, 306, sont des « nouveaux »; d'eux peuvent venir quelques surprises, mais nous serions étonné qu'elles ne fussent pas favorables, car les « nouveaux » paraissent enclins à s'affranchir des vieilles querelles pour organiser la vie économique et la prospérité du pays. Construire leur paraît plus intéressant que disputer.

Trois députés, dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, sont élus comme autonomistes ou régionalistes; l'opinion française, dans toutes ses nuances, en a été péniblement affectée, car les sacrifices si douloureux de la grande guerre lui paraissent moins lourds quand elle met

en balance l'unité nationale refaite et le territoire reporté au Rhin. Tout ce qui pourrait remettre en question ou rendre moins intime cette union retrouvée alarme nos sensibilités patriotiques, car au moment où la violence arracha à la France les deux provinces si étroitement associées à toute son histoire, il n'était pas un être sur la terre d'Alsace et de Lorraine qui eût demandé ou qui désirât la séparation. Ce sont les conséquences ultimes, psychologiques et politiques, de cette vivisection, en présence desquelles se trouve aujourd'hui le gouvernement de la République. Les « autonomistes » se défendent d'ailleurs d'être des séparatistes : ce qu'ils déclarent revendiquer, c'est, dans le cadre français, des libertés et des garanties locales; nous voulons croire à leur sincérité, mais, pour comprendre leur aberration, il suffit de regarder quelles alliances ils sollicitent, celle des ennemis de toutes les patries et de toutes les religions, à qui Moscou, par grâce spéciale, a permis de voter pour eux et que, au procès de Colmar, — dont nous nous abstiendrons de parler, car il est encore pendant, — ils choisissent comme avocats. Deux candidats ont bénéficié des sympathies que la sensibilité française accorde volontiers à des détenus lorsque la cause de leur détention peut être interprétée comme politique.

L'autonomisme nous apparaît comme une conséquence, logique jusqu'à l'absurde, du droit sur lequel s'est fondée, pendant de si longues années, la protestation des provinces enlevées à la France; il est le dernier écho des angoisses qui ont torturé l'âme alsacienne et qui l'ont rendue ombrageuse et rétive. L'autonomisme a été, au temps des Allemands, une forme atténuée de la protestation alsacienne contre le prussianisme. Le catholicisme, sous la forme « cléricale », au vrai sens du mot, qu'il revêt chez une partie des Alsaciens, rattachait l'Alsace au Centre allemand, c'est-à-dire au parti qui a vaincu Bismarck et l'a conduit à Canossa. L'autonomisme est devenu, chez certains Alsaciens, une habitude de l'esprit, une forme des luttes locales auxquelles les partis se sont toujours complu et qui n'engageaient pas la grande patrie. Il conviendrait de laisser ces conflits se consumer dans le cadre de la petite patrie, si des éléments étrangers ou suspects ne venaient, peut-être à l'insu des principaux Alsaciens, s'y mêler : le procès de Colmar nous dira dans quelle mesure.

Il faut reconnaître loyalement que des maladresses ont été commises qui ont pu faire naître, dans l'esprit d'une partie des prêtres alsaciens, certaines inquiétudes pour les libertés religieuses et surtout pour l'influence politique et sociale du clergé. Comment oublier

les imprudentes menaces de M. Herriot, au moment où, il y a quatre ans, le cartel victorieux dansait la danse du scalp autour du cadavre bien vivant de M. Poincaré ? De ce moment date le renouveau d'activité de l'autonomisme et, s'il nous attriste aujourd'hui, il ne porte pas toutes les responsabilités premières. Il faut attendre du temps et de l'expérience le retour de quelques égarés à des sentiments plus raisonnables et à des méthodes d'action plus heureuses. Nous croyons volontiers aux bonnes intentions de M. l'abbé Hægy, mais comment ne voit-il pas que son action, plus politique que religieuse, compromet la cause même qu'il se propose de défendre? Mais, d'autre part, le gouvernement et le Parlement français ont le devoir moral le plus strict de ne jamais prendre une mesure ou voter une loi sans se demander comment la comprendront les provinces recouvrées et qu'elle en sera, chez elles, le contre-coup. Il faudra cinquante ans de gouvernement sage, libéral et patriotique pour guérir les blessures qu'ont laissé ouvertes, dans l'âme française d'Alsace, quarante-huit ans de domination étrangère.

En Lorraine, l'élection de deux communistes a soulevé quelque étonnement; ici, l'objet des inquiétudes et des mécontentements, d'ailleurs superficiels, est d'un autre ordre. Le retard apporté par le Parlement au transfert à Metz d'une Chambre de la Cour de Colmar est l'un des griefs des Lorrains qui ne veulent en rien dépendre de Strasbourg ou de Colmar. A M. Poincaré qui, le 6 mai, s'est rendu à Metz pour présider un banquet de 720 maires lorrains, le premier magistrat de la cité messine a exposé les désirs de ses administrés : « Metz aspire avant tout à reprendre effectivement sa place de chef-lieu du département et à retrouver tout ce qui fut l'apanage de son glorieux passé... Nous repoussons catégoriquement toute tutelle autre que celle exercée directement par le gouvernement de la République... Nous réclamons l'achèvement de notre libération, et c'est à vous, monsieur le Président de la Victoire, que recourt Metz délivrée, mais encore épuisée et dépouillée, parce que c'est en vous qu'elle place sans réserve toute sa confiance. »

M. Poincaré, dans sa réponse, après avoir retracé la dramatique histoire de la vieille cité, a promis la canalisation de la Moselle en aval de Metz, toujours refusée par l'Allemagne, et la fin du rattachement à la Cour d'appel de Colmar dont une section sera installée à Metz dès que la Chambre aura sanctionné le projet du gouvernement. Ainsi renaîtra, sous une forme encore bien modeste, le Parlement messin où siégea le conseiller-clerc Jacques-Bénigne Bossuet. Abordant

sous un angle plus général le problème des départements recouvrés, le président du Conseil rappelle que le gouvernement de la République a promis « de s'inspirer de leurs vœux, de respecter leurs traditions et leurs coutumes, de conserver aussi longtemps qu'ils le désireraient leur statut scolaire et religieux, c'est-à-dire l'instruction confessionnelle et bilingue et le régime concordataire ». Mais il a le droit de demander que « le maintien d'une législation particulière, justifié par tant d'années de séparation, s'accorde avec un irréprochable loyalisme français et avec l'enseignement obligatoire de la langue nationale... Comme jamais la France ne consentira à la création d'un État neutre ou autonome, dont la vie fragile et précaire préparerait fatalement de nouveaux conflits, c'est naturellement dans une intimité de plus en plus étroite avec le reste de la France que les populations des trois départements recouvrés pourront désormais trouver les conditions les plus sûres du progrès économique et social. »

La journée du 1er mai a été particulièrement calme, malgré les ordres de Moscou qui prescrivaient des manifestations révolutionnaires, grâce aux mesures d'ordre prises par le gouvernement. Le lendemain a été tenu, sous la présidence de M. Doumergue, un important conseil des ministres. Le gouvernement a examiné les résultats des élections et, fort des sept millions de suffrages qui ont approuvé sa politique, il a décidé de se présenter le 1er juin, dans sa composition actuelle, devant les Chambres. Seul M. André Fallières, ministre du Travail, battu aux élections à Nérac, sera remplacé. Il n'y a pas lieu non plus de modifier une orientation politique qui a reçu l'approbation du pays et qui a déjà fait ses preuves. Ce qui importe, hier comme aujourd'hui, c'est l'achèvement du redressement financier. Le gouvernement a déjà montré, par un acte, que, dans le même esprit et pour les mêmes fins, il continuait l'œuvre commencée : un emprunt de consolidation est en cours d'émission ; il a pour objet d'absorber une partie des bons du Trésor à court terme encore en circulation, en les transformant en rente 5 pour 100 amortissable émise à 91 et de rembourser à la Banque une partie de ses avances à l'État. C'est un nouveau pas vers la stabilisation. Ainsi les élections ont eu pour effet de donner au gouvernement une confiance renouvelée en lui-même et de l'inciter à poursuivre sa route dans la direction où il s'est engagé depuis deux ans avec tant de bonheur.

Les élections n'auront pour conséquence ni un changement de ministère, ni une modification de la politique. C'est le cabinet dans

son ensemble, avec son programme, qui a été approuvé par le pays. N'est-ce pas là de quoi décevoir ceux qui conçoivent la politique comme une bataille? Depuis le scrutin, ils épiloguent sur les résultats et discutent sur des formules : impossible de les sortir des vieux cadres qui pourtant craquent de toutes parts. Les doctrinaires du radicalisme admettent bien que M. Poincaré gouverne, pourvu que ce soit avec eux et selon leurs doctrines vieillottes qu'ils se représentent comme le dernier mot du progrès. C'est M. Archimbaud qui, dans *la Parole*, établit qu'il y a deux majorités, une de droite et une de gauche, et qui met M. Poincaré en demeure de choisir. Il connaît bien mal le président du Conseil qui évidemment dira qu'il demande seulement à continuer son œuvre avec ceux qui consentiront à l'y aider. C'est encore *la Volonté* qui distingue deux hypothèses : concentration républicaine ou union nationale, et qui n'accepte que la première; pour ce journal, concentration signifie abdication de toutes les autres fractions au profit du radicalisme-socialiste; pour la logique et le bon sens, concentration veut dire rassemblement au centre, non pas sur les ailes, et apparaît en pratique comme équivalent à union nationale. Concentration au centre est un pléonasme qui définit assez bien la situation issue des élections. « Ni modérée à tendance réactionnaire, dit *le Temps*, ni radicale-socialiste à tendance socialiste. » Ce que les cartellistes n'ont pas su faire au temps où ils détenaient le pouvoir, il n'y a pas de raison pour que M. Poincaré le réalise à leur profit, maintenant que l'axe de la majorité s'est déplacé.

La tâche qu'il lui reste à accomplir, M. Poincaré, à Bordeaux et à Carcassonne, n'en a pas dissimulé les difficultés; il y a insisté à nouveau, le 7 mai, en ouvrant la session du Conseil général de la Meuse; il n'en viendra pas à bout en un jour; il y faudra le concours et l'abnégation de toutes les bonnes volontés patriotes. M. de Kerillis, dont l'organisation électorale et la propagande méritent la gratitude des hommes d'ordre, dépeint, dans *l'Écho de Paris*, les nouveaux venus comme dégoûtés de politique pure, impatients de faire œuvre pratique et constructive, exempts de tendances « réactionnaires » dans l'ordre social. Tant mieux! Car le moyen de combattre les destructeurs, dont les élections ont révélé la force, n'est-il pas de construire et de produire?

Voici, pour terminer, sur les élections l'appréciation d'un étranger éclairé, M. W. Martin, dans *le Journal de Genève* du 1er mai : « Victoire de juste milieu dont se réjouiront, dans le monde, tous les amis de la

paix et de l'ordre social. Longtemps la République est restée prisonnière de ses origines révolutionnaires et anticléricales. Aujourd'hui, débarrassée de tout ennemi sérieux sur sa droite, elle peut s'appuyer sur une majorité compréhensive et constructive. La France s'est libérée aussi, dans une large mesure, des suites morales de la guerre. Elle a compris que la stabilisation européenne est la condition de la stabilisation intérieure. C'est pourquoi tous les gens, en Europe, qui sont à la fois pour l'ordre et pour la paix, pouront se féliciter sans arrière-pensée de la victoire de M. Poincaré. »

Avec le printemps, la guerre civile se rallume en Chine avec une nouvelle intensité. Les forces nationalistes ont pris l'offensive contre le Nord, où Chang-tso-lin règne en maître à Pékin, tirant ses ressources et ses soldats de la Mandchourie, et d'où il se flattait de marcher lui-même vers le Yang-tse. De ce fleuve, deux lignes de chemin de fer se dirigent au Nord vers le Tche-li, province où est situé Pékin. Celle de l'Est, de Nankin à Tien-tsin, par la capitale du Chantoung, Tsi-nan-fou ; c'est celle que suivent les armées nationalistes de Chang-kai-chek. Celle de l'Ouest, de Hankeou à Pékin ; c'est dans ces parages qu'opère l'armée de Feng-yu-siang, le fameux « général chrétien ». Celui-là reste vraisemblablement en relations amicales avec la Russie soviétique, car il en tire, par la Mongolie, des armes et des munitions ; mais, dans la phase actuelle de la guerre, le bolchévisme ne joue plus qu'un rôle de comparse : il est primé par le nationalisme. Il s'agit de savoir si l'unité de la Chine pourra être refaite et surtout au bénéfice de quel « panache » elle serait réalisée.

Les premières rencontres furent favorables aux troupes nationalistes de Chang-kai-chek qui, s'avançant le long de la ligne Nankin-Tien-tsin, sont entrées depuis quelques jours à Tsi-nan-fou. Mais voici où les choses se compliquent. Le Chantoung est cette riche province que baigne, au sud, le golfe du Pet-chi-li ; les Allemands s'y étaient établis, à Kiao-tcheou, en 1897 ; les Japonais ont profité de la grande guerre pour les en chasser en leur enlevant la place forte de Tsin-tao. Mais eux-mêmes y sont restés ; tout au moins ils y ont gardé des intérêts considérables et leurs nationaux y résident nombreux et actifs. Nous avons dit ici que la guerre civile prendrait une autre tournure et pourrait entraîner des complications le jour où un parti chinois quel qu'il soit menacerait les régions où domine l'influence japonaise, à savoir la Mandchourie et le Chantoung. Ce

moment est arrivé. Le gouvernement du baron Tanaka est partisan de la manière forte; il a pris en mains énergiquement la protection des intérêts nippons. Peut-être n'est-il pas fâché, au lendemain des élections, — les premières où ait fonctionné le suffrage universel, — qui ne lui ont pas été aussi favorables qu'il l'espérait, de trouver l'occasion d'agir au dehors. Il a donc avisé le gouvernement sudiste qu'il allait envoyer quelques troupes dans le Chantoung, non pas dans l'intention de s'immiscer dans les luttes des partis, mais par simple mesure de précaution. Le ministre des Affaires étrangères de Nankin protesta : les généraux nationalistes répondaient de l'ordre et de la sécurité; il était inadmissible que les étrangers cherchassent à se protéger eux-mêmes. Le débarquement n'en eut pas moins lieu; ce ne furent pas quelques compagnies, mais une brigade, aux ordres du général Fukuda, qui occupa Tsi-nan-fou.

Il est vraisemblable qu'au moment où les troupes nationalistes entrèrent dans la ville, les généraux furent impuissants à empêcher le pillage; leurs soldats les abandonneraient, si l'attrait du butin n'entretenait leur ardeur. Des sujets japonais furent massacrés, leurs maisons pillées; les soldats du général Fukuda intervinrent et bientôt un très vif combat se trouva engagé dans la ville même (3 mai); 4 000 Japonais, grâce à leur discipline et à leur esprit militaire, tinrent tête à 35 000 Chinois et, au prix de pertes élevées, leur infligèrent un échec sévère. Tandis que des négociations se poursuivent entre les chefs pour arrêter l'effusion du sang, le nationalisme chinois s'exaspère et, du Japon, des renforts arrivent en hâte. Assistons-nous au début d'une guerre, ou bien cette échauffourée ne sera-t-elle qu'un déplorable épisode? Il est impossible de le dire. Le gouvernement de Tokio cherchera sans doute à limiter les hostilités à la protection de ses sujets et de ses intérêts, mais il n'est pas certain que le nationalisme chinois ne réagira pas violemment par le massacre des Japonais et le boycottage de leurs marchandises. Alors, les plus graves complications pourraient survenir.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

san
tion
des
; —
iver
iste
pas
par
ères
rdre
sent
ieu;
dres

istes
cher
utin
crés,
nt et
ême
mili-
leur
rsui-
isme
ssis-
sera-
e. Le
ilités
cer-
ar le
lors,